This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

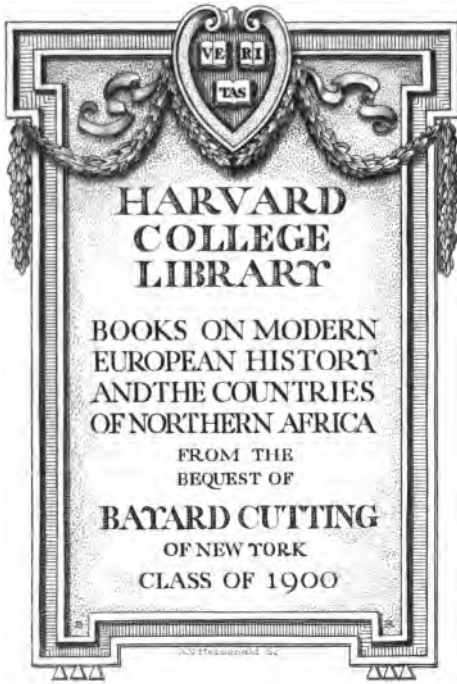
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Ger 4275.179.5



L. PAUL-DUBOIS

FRÉDÉRIC LE GRAND

D'APRÈS

SA CORRESPONDANCE POLITIQUE

DEUXIÈME ÉDITION

Librairie académique PERRIN et Cie

FRÉDÉRIC LE GRAND

D'APRÈS

SA CORRESPONDANCE POLITIQUE

DU MÊME AUTEUR

Les Chemins de fer aux États-Unis, 1 vol. in-16. Paris, Armand Colin et Cie, 1896.

Essai sur les Finances communales, ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques (prix Léon Faucher). 1 vol. in-16. Paris, Perrin et Cie, 1898.

L. PAUL-DUBOIS

FRÉDÉRIC LE GRAND

D'APRÈS

SA CORRESPONDANCE POLITIQUE

PARIS
LIBRAIRIE ACADÉMIQUE DIDIER
PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35
1903

Tous droits réservés

HARVARD
UNIVERSITY
LIBRARY
AUG 8 1946
Cutting Fund
Gor 4275.179.5

FRÉDÉRIC LE GRAND

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE POLITIQUE

Vingt-sept volumes de lettres et d'écrits politiques — lettres officielles aux souverains et hommes d'État, instructions aux agents diplomatiques, dépêches et ordres aux ministres, rescrits, mémoires, notes secrètes et papiers confidentiels, j'ajoute enfin lettres familières à des parents ou à des amis — ensemble plus de dix-sept mille pièces authentiques et souvent autographes, signées, avec l'orthographe originale que l'on connaît, *Federic*, et en allemand, *Friderich*, les plus nombreuses et les plus curieuses écrites en français, dans un style extraordinairement coloré, large et nerveux, toutes ces pièces classées à leur date, depuis le 1er juin 1740 jusqu'au 31 décembre 1768, où s'arrête aujourd'hui ce gigantesque monument élevé par la Prusse à la mémoire du plus glo-

rieux de ses rois : voilà la *Correspondance politique de Frédéric le Grand*[1].

Entreprise il y a quelque vingt-cinq ans, sous le haut patronage de l'Académie royale des Sciences de Berlin, cette magnifique publication se voit aujourd'hui parvenue en un point du règne de Frédéric II qui marque, dans l'histoire de ce prince, l'apogée de la force et de la gloire. Par son ampleur grave et sa richesse, elle fait un digne pendant à cette belle collection des

1. MM. J.-G. Droysen, Max Duncker et H. von Sybel, que remplacèrent successivement MM. G. Schmoller, M. Lehmann et R. Koser, ont été chargés par l'Académie royale des Sciences de Berlin de la direction supérieure de la publication de la *Correspondance politique de Frédéric le Grand*. L'exécution matérielle du travail a été confiée à MM. R. Koser, A. Naudé, Treusch von Butlar et G.-B. Volz, qui s'en sont tour à tour acquittés avec leur conscience d'historiens scrupuleux.

On sait trop quel souci de l'exactitude matérielle et du détail est celui de la plupart des savants d'Outre-Rhin pour qu'il soit nécessaire de signaler ici que la publication dont nous nous occupons est remarquablement soignée, jusque dans ses formes extérieures, bien présentée, accompagnée de tables et de notes des plus complètes. Il faut dire cependant qu'en Allemagne même quelques personnes ont reproché aux éditeurs de la *Correspondance politique* d'avoir fait un choix parfois tendancieux des pièces à mettre au jour. Qu'une sélection ait été opérée en vue de la publication, c'est ce qui ne peut être mis en doute. Mais l'on s'étonnerait de penser que cette sélection ait pu être opérée dans un but autre que celui de l'intérêt scientifique, lorsqu'on voit figurer, dans la *Correspondance politique*, une telle quantité de documents d'un caractère tout à fait intime, papiers secrets, notes personnelles, où le grand Frédéric avait l'habitude de jeter ses pensées « pêle-mêle », selon son mot, à la hâte, et au courant de la plume. On peut louer, croyons-nous, l'indépendance d'esprit des hommes qui ont pris sur eux de faire connaître, par exemple, tel aphorisme par lequel commence certain *Exposé de si-*

Œuvres littéraires du grand Frédéric qui a été publiée, il y a un demi-siècle, par M. Preuss, historiographe de Brandebourg. Nous ne pouvons, d'autre part, oublier, en tant que Français, que par son objet, son plan, son haut intérêt, elle se rapproche de la façon la plus curieuse de notre grande édition de la *Correspondance de Napoléon Ier*.

C'est un document historique de premier ordre que cette *Correspondance politique :* il est à peine besoin de le dire. Au fur et à mesure de son apparition, l'histoire diplomatique de l'Europe sous Frédéric le Grand a dû se renouveler de fond en comble. En Allemagne, M. R. Koser, le savant directeur des Archives royales de Prusse, M. A. Naudé, M. Max Lehmann, pour

tuation daté du printemps de 1742 : « Il est mal de violer sa parole sans raison », ou encore tel cri de désespoir que jette au Ministre Finckenstein, le soir de la défaite de Kunersdorf, ce roi qui, dit-on, ne désespéra pas : « Je crois tout perdu..., adieu pour jamais ! »

Ce qu'on peut regretter, c'est de ne pas trouver dans la *Correspondance politique* l'un des écrits à coup sûr les plus intéressants qui soient sortis de la plume de Frédéric le Grand, j'entends son *Testament politique* de 1752. Les extraits qui en ont été publiés par MM. J.-G. Droysen, L. von Ranke, R. Koser, plus récemment par M. Max Lehmann dans son ouvrage *Friedrich der grosse und der Ursprung des siebenjährigen Krieges*, sont trop brefs pour satisfaire notre curiosité, mais suffisent pour nous faire regretter de savoir ce document enfermé dans les Archives de la Maison royale de Prusse, où la simple communication en est rigoureusement interdite.

ne citer que trois des noms les plus connus, ont fait ressortir sur tels et tels points les conclusions qui se dégageaient de la publication nouvelle, et leurs travaux ont eux-mêmes donné lieu aux discussions les plus intéressantes. En France, nous avons tous encore dans la mémoire cette magistrale série d'études qui va de *Frédéric II et Marie-Thérèse* jusqu'à l'*Alliance autrichienne*, et dans laquelle M. le duc de Broglie a tracé en termes saisissants et définitifs le récit de la guerre de la succession d'Autriche et du rapprochement de l'Autriche et de la France en 1756. Plus récemment, M. R. Waddington est venu puiser à son tour dans la *Correspondance politique de Frédéric le Grand* les éléments de ses très intéressants travaux sur le *Renversement des alliances* et la *Guerre de Sept Ans*.

Mais si précieux qu'il soit aux historiens, ce document offre un intérêt plus puissant, plus vivant, plus actuel à la psychologie. Il éclaire d'une lumière nouvelle l'une des plus grandes figures d'hommes d'action, de politiques, de conducteurs d'hommes, qu'aient connues les temps modernes. Il provoque d'autant plus notre curiosité, toujours avide de comprendre l'âme de ces demi-dieux de l'humanité, que si

Frédéric, en tant que capitaine, a excité parmi ses contemporains l'admiration la plus enthousiaste et la plus aveugle, s'il a régné pendant près d'un demi-siècle sur l'opinion de l'Europe par la littérature et la philosophie, si, comme législateur, il a pu inspirer à Mirabeau cette pensée qu'après lui « l'art de gouverner retournerait vers l'enfance », il apparaît avant tout à la postérité, dans sa qualité maîtresse, comme *le politique*, cette qualité que justement son siècle lui contesta le plus.

On juge mal le grand Frédéric d'après les mémoires de l'époque, peut-être parce que peu de personnages historiques ont été de leur temps plus exaltés par les uns, plus décriés par les autres. On le juge mieux sans doute, mais on ne le juge pas bien encore, dans ses œuvres littéraires, où il se montre comme il veut être vu, en scène et sous un jour factice, avec les traits, les gestes, les mots préparés pour l'effet, meilleur tantôt et tantôt pire qu'il n'est vraiment. Ses mémoires, ses vers, ses lettres à Voltaire ne reflètent-ils pas en somme beaucoup moins exactement son être intime que l'esprit, les mœurs et les idées du siècle qui était le sien ?

Il n'en est pas de même pour la *Correspon-*

dance politique. Ici, c'est malgré lui qu'on le voit, jour par jour, parfois heure par heure, le masque tombé et le fard détruit. Ce n'est plus un acteur qui déclame et qui joue, c'est un homme qui vit et qui agit. On le voit travailler, réfléchir. Le brave Eichel, son secrétaire intime, recueille pour nous chacune de ses paroles. Ses lignes les plus secrètes, il les écrit comme sous nos yeux, dans son cabinet de Potsdam, et, dans l'ombre, voici que nous croyons apercevoir jusqu'aux traits de son visage mobile, cette bouche « moqueuse et sévère[1] », ces lèvres minces, contractées, ces grands yeux bleus surtout, ces yeux olympiens et démesurés « qui portent au gré de son âme héroïque la séduction ou la terreur », et toute cette physionomie impétueuse et impérieuse, essentiellement dominatrice. Ou bien, c'est sur le champ de bataille qu'on se l'imagine, dictant ses ordres, petit de taille, le buste épais enserré dans l'habit bleu taché de tabac, le dos voûté, les jambes revêtues des hautes bottes de cuir, la tête un peu fléchie à droite, le tricorne avançant sur le front et tout le corps lourdement appuyé sur la canne d'invalide.

1. A. de Vigny, *Servitude et Grandeur militaires*.

Tel on le voit, tel on le suit, au cours des années, dans la bonne et dans la mauvaise fortune. D'abord, c'est l'ardeur d'une jeunesse triomphante qui éclate dans chacune de ces lignes joyeuses, dans ces façons de camarade qu'il prend avec ses hommes, dans cette humeur moqueuse et ces fanfaronnades étourdies. Puis, à l'épreuve, voici le ton qui se fait grave et rude ; le caractère grandit dans les revers, et sous les phrases du littérateur impénitent on sent vibrer l'énergie, gronder la violence du tempérament exalté par le devoir et par la lutte. Plus tard encore, vers la fin de la guerre de Sept Ans, la main se lasse un peu d'écrire ; la phrase se fait courte et mordante, la pensée plus amère, et la plume à tout instant trahit cette froide misanthropie du solitaire qui disait mélancoliquement à Darget : « Mon cher, la vie est une f... chose quand on devient vieux. »

Il y a bien des énigmes, aujourd'hui encore, bien des mystères sous cette figure aux yeux troublants, au sourire sardonique, qui sans cesse attire les regards et les déconcerte, qui ne se laisse pas aimer, même quand elle force l'admiration, et qui prend comme un plaisir ironique à provoquer l'analyse sans jamais la atisfaire ! Nulle figure, au XVIIIe siècle, ne tente

davantage la psychologie par l'exubérante fécondité d'action, par la force de la personnalité, par l'intensité de vie qu'il y a en ce chef d'État, ce capitaine, ce politique, qui fut aussi un littérateur, un poète, un philosophe, non sans des succès divers, mais toujours avec gloire, et mieux encore, avec modestie. Nulle surtout n'est plus complexe que celle-là; nulle ne sait se dédoubler comme elle et se faire à sa guise brutale et aimable, égoïste ou sensible, « vertueuse » ou vicieuse, stoïque ou cynique. Feuilletez les *Œuvres* du philosophe de Sans-Souci, et parcourez ensuite un précis du règne de Frédéric II : vous verrez deux personnages très nets, mais très différents, qui n'auront entre eux presque rien de commun, et vous penserez qu'il est parfaitement invraisemblable que le héros prudent et sage soit le même homme qui a pris la Silésie ou partagé la Pologne. Il méprise les grandeurs, et pourtant jamais roi ne fut plus jaloux de sa royauté. Sa correspondance littéraire est d'un pessimiste railleur et sceptique; or nul capitaine, nul homme d'État n'a montré dans ses opérations politiques ou militaires plus de confiance ou d'optimisme. Il viole ses traités et trahit ses alliés, mais avec la conviction profonde que son droit l'y auto-

rise, que son devoir l'y oblige. En toutes choses il est double. Il est fait de contrastes et de paradoxes. Mme de Staël a dit de lui : « Il y a deux hommes en Frédéric, un Allemand par la nature et un Français par l'éducation. » Et naguère un grand historien prussien, H. von Treitschke, reprenant la pensée de Mme de Staël, évoquait dans une phrase éloquente « cette destinée tragique qui le condamna à parler et à penser en deux langues, dont il ne posséda jamais bien aucune ».

A voir les choses de près, toutes les contradictions où se complaît l'âme tourmentée du grand Frédéric s'accentuent et se précisent sur trois points.

C'est d'abord dans le caractère, le tempérament personnel de l'homme. Frédéric s'est dit, et j'ajoute s'est cru, le « roi philosophe » ; de nos jours même, on l'a traité de « pur intellectuel ». Comment cette « philosophie », cette virtuosité d' « intellectuel », pouvait-elle se concilier avec l'exubérance de son tempérament d'action, avec l'énergie impétueuse de son caractère, l'amour du risque et du combat, tout cet ensemble de qualités « offensives », si l'on peut dire, qui ont fait de lui, selon le mot de Michelet, le « grand acteur du temps » ? Et

s'il a profité, comme on ne peut douter qu'il l'ait fait, de l'influence du siècle où il est né, du siècle auquel il a laissé son nom, jusqu'à quel point sa nature a-t-elle pu subir l'empreinte de cette culture qu'il lui a plu de se donner non seulement pendant sa jeunesse, mais au cours de sa vie entière?

Un second contraste se révèle, dans la psychologie frédéricienne, entre le génie idéaliste, l'imagination, la sensibilité désintéressée du poète ou du littérateur, et le réalisme essentiellement pratique, positif, du politique et du chef de peuple. Frédéric s'est dit, et s'est cru, « homme de lettres ». Comment l'âme utilitaire et empirique de ce conducteur d'hommes a-t-elle pu se prêter aux subtiles fantaisies de l'art, et trouver plaisir aux jouissances un peu vaines du « dilettante » littéraire, suivant le mot qu'il s'applique volontiers à lui-même?

Enfin, voici une dernière antinomie qui se pose dans le caractère et les idées du politique. Frédéric s'est dit, et j'ajoute encore ici s'est cru, le « serviteur de l'État ». Il s'est fait, on le sait, des devoirs des rois une théorie très noble et très haute. Et de cette belle théorie, de cette idéale formule qu'il donne de la fonction publique du souverain, comment se fait-il qu'il tire

en fait des conséquences inattendues qui font de son gouvernement le type du despotisme intérieur et du régime de la conquête guerrière ?

Sur ces trois points, il semble donc y avoir une opposition très nette entre ce que prétend et paraît être le roi de Prusse dans ses œuvres littéraires, et ce que nous savons de lui par l'histoire de son règne ou de sa vie. Ce qu'il a écrit, ce qu'il a dit, ne semble pas être conciliable avec ce qu'il a fait. Qu'on ne dise pas ici que cette formule de « serviteur de l'État », que ce nom de littérateur, que ce titre de « roi philosophe », ne sont que des « instruments de règne », faits pour duper le public et dont lui-même n'était pas dupe : il est trop facile, et il est injuste, d'arguer d'abord de faux les sentiments qui ne nous paraissent pas cadrer à première vue avec les actions qu'ils engendrent. Il y a du calcul et de la phraséologie, mais il y a aussi de la sincérité dans les paroles de Frédéric, et le contraste entre ses actes et ses écrits est bien trop profond pour n'avoir pas été inconscient.

Entre ces écrits littéraires et ces actes royaux, la *Correspondance politique* nous offre en quelque sorte un moyen terme, un terrain de

conciliation. Ce qu'elle renferme n'est plus de la pure littérature, c'est presque de l'action, de l'action raisonnée, commentée par l'auteur. Pour concilier les dires de Frédéric avec ses actes, pour accorder son œuvre politique avec son œuvre littéraire, rien ne vaut un pareil document : document véridique au premier chef, car les pièces qui le composent n'ont pas été écrites pour le public, ni faites, comme les lettres à Voltaire et à tant d'autres, pour circuler dans le monde des philosophes et des gens de lettres; document très varié d'ailleurs, qui renferme à côté des papiers purement politiques nombre de billets intimes et de lettres personnelles où les affaires ne jouent qu'un rôle accessoire et où la personnalité se dévoile en pleine lumière. A côté de ce document essentiel, il y en a d'autres, plus ou moins nouveaux, précieux aussi pour la psychologie du grand Frédéric, et dont il semble qu'on n'ait pas encore tiré tout le parti qu'ils méritent : ce sont, sans parler de la correspondance privée qui figure dans la grande édition des *Œuvres*, les *Mémoires* et le *Journal d'Henri de Catt*[1] où sont rapportées les conversations du roi avec son lecteur Catt pen-

1. Leipzig et Paris, 1885.

dant la guerre de Sept Ans, la *Correspondance de Frédéric le Grand avec le maréchal de Grumbkow et le président de Maupertuis*[1], enfin les *Preussische Staatsschriften aus der Regierungszeit Friedrichs des grossen*[2], où l'on a recueilli bon nombre des publications de polémique politique dues à la plume du roi de Prusse.

De tous ces documents, il semble que l'on voit apparaître çà et là quelques traits originaux, quelques côtés un peu moins connus de cette personnalité si connue, si rebelle à l'analyse, et dont la complexité même a si souvent séduit en France les historiens et les critiques, depuis Sainte-Beuve, qui lui a consacré quelques-unes de ses plus pénétrantes études, jusqu'à M. Lavisse, qui naguère a reconstitué, dans ces deux admirables livres, la *Jeunesse du Grand Frédéric* et *le Grand Frédéric avant l'avènement*, avec une puissance et une délicatesse incomparables, la formation morale et intellectuelle de l'homme. Chose curieuse, dans la première moitié du XIXe siècle, l'histoire s'était attachée, même en Allemagne, semble-t-il, et

1. Leipzig et Paris, 1898.
2. Berlin, 1877-1892, 3 vol.

sans doute sous l'influence des idées de la Révolution française, à rabaisser, à dénigrer cette grande figure du roi philosophe. C'est le temps où Chateaubriand raillait et injuriait le « sophiste à couronne », le « faux Julien dans sa fausse Athènes », où Joseph de Maistre lui refusait le nom de grand homme pour ne lui reconnaître que le nom de « grand Prussien », où, peu après, un historien d'ordinaire aussi impartial et pondéré que Macaulay ne voyait encore dans le grand Frédéric que « le tyran soupçonneux, dédaigneux et méfiant », qui « jouit de la souffrance et de la dégradation humaine ». Mais bientôt voici que se retourne le courant, vers le milieu du siècle, après la publication des *Œuvres littéraires* du philosophe de Sans-Souci, dont la verve, l'esprit, le ton de modestie légère, le brillant et l'on peut dire parfois l'éloquence, provoquent partout l'admiration, et font enfin rendre pleine justice au génie du souverain comme au talent de l'écrivain. Est-ce une illusion de croire que depuis lors notre admiration nous a inconsciemment portés, tant en France qu'en Allemagne, à « idéaliser » le héros, si l'on peut ainsi parler, à négliger quelque peu « l'homme » en Frédéric pour faire ressortir en lui le « surhomme », l'être tout de pensée,

« froid comme la raison pure », selon le mot de M. Lavisse, sans illusion comme sans passion, maître de lui comme de l'univers ? S'il est vrai que nous ayons parfois cédé à la tentation, la publication de la *Correspondance politique* vient à son heure pour nous restituer ce qu'il y a d'humain dans la figure du héros ; et son témoignage nous sera d'autant plus précieux, que loin d'en être diminuée, cette grande figure de Frédéric sort plus grande encore à nos yeux de l'examen des documents que nous offre la *Correspondance politique*, de même que la puissance de son œuvre historique n'en apparaît que mieux lorsqu'on juge mieux des efforts faits pour l'accomplir.

Faire ressortir ce que la *Correspondance politique* apporte de nouveau sur la physionomie du roi de Prusse, étudier à l'aide de ce document le triple problème de psychologie que nous propose le grand Frédéric en tant que politique, en tant que littérateur, en tant qu'homme, tel est le but qu'on s'est proposé dans le présent essai, non sans redouter la difficulté de la tâche, confiant du moins dans l'intérêt qu'offrent ces lettres, ces lignes sorties de la plume royale, toutes ces feuilles naguère exhumées de leur

tombe, ces feuilles où s'est posée la main, dit Gœthe[1], qui gouverna le monde :

Wo die Hand geruht, die einst der Welt geboten.

1. Gœthe, *Zu einer Handschrift Friedrichs des grossen* (cité par R. Stadelmann, *Aus der Regierungsthätigkeit Friedrichs des Grossen*, Halle 1890).

CHAPITRE I

LE POLITIQUE

« Le souverain, bien loin d'être le maître absolu des peuples qui sont sous sa domination, n'en est lui-même que le premier domestique; il doit être l'instrument de leur félicité comme ces peuples le sont de sa gloire. » Lorsque, l'année même de son avènement, dans son *Antimachiavel*, le jeune roi Frédéric II de Prusse posait en ces termes le principe de sa célèbre doctrine de la fonction publique du prince, il entendait rompre officiellement avec la vieille tradition des rois, telle que l'avait décrite plus de deux siècles auparavant le grand observateur florentin, et telle que Louis XIV, à en croire la légende, l'avait naguère définie du mot fameux : « L'État, c'est moi. » Ce n'est pas qu'il y eût rien de bien original, de bien nouveau, dans cette doctrine dont Frédéric avait surtout le mérite de donner alors la formule définitive. Depuis Fénelon jusqu'à Voltaire, sans

oublier Pufendorf et Wolf en Allemagne, les penseurs et les philosophes du dernier demi-siècle avaient longuement disserté du devoir des rois, du droit de la nature, de la souveraineté des peuples, et, dans sa *Réfutation du Prince*, l'écrivain royal ne faisait ainsi qu'amplifier des idées alors courantes sur la justice, la tolérance et la liberté naturelle. Mais c'était la première fois qu'au lieu d'exalter selon l'usage ses droits absolus, un souverain s'attachait lui-même à distinguer d'abord sa personne de celle de son État, puis à préciser ses devoirs envers ses sujets ; et c'est ce qui explique le succès que rencontra dès l'origine, en Europe, la thèse favorite du roi de Prusse en matière politique, la thèse du souverain, « serviteur de l'État ».

« Le souverain de Frédéric n'est pas l'élu de Dieu, mais celui du peuple, il n'est pas le représentant de la Providence, mais celui de l'État. « On ne lui a pas confié le pouvoir suprême pour qu'il vive dans la mollesse et qu'il soit heureux pendant que tout le monde souffre... Il n'est que le premier serviteur de l'État, obligé d'agir avec probité, avec sagesse et avec un entier désintéressement, *comme si à chaque moment il devait rendre compte de son administration à ses con-*

citoyens. Il doit se rappeler qu'il est homme comme le dernier de ses sujets. S'il est le premier juge, le premier général, le premier financier, le premier ministre de la société, ce n'est pas pour qu'il représente, mais afin qu'il en remplisse les devoirs. »

Serviteur de l'État, le souverain est donc tout entier dans ses devoirs, et de ces devoirs Frédéric trace lui-même un tableau tout idéal. « Il doit être actif et intègre, et rassembler toutes ses forces pour remplir la carrière qui lui est prescrite », laquelle consiste à « voir, penser et agir pour toute la communauté », sans oublier qu'il est « à la société qu'il gouverne ce que la tête est au corps ». La « justice » et le « bien des peuples », voilà quel doit être son principal objet. Il faut qu'il soit soldat, qu'il ait un régiment et qu'il aille à la parade : « Si le souverain ne se mêle pas lui-même du militaire, s'il n'en donne pas l'exemple, tout est fini. » Il faut qu'il soit « éclairé », « vertueux », et même, qui le croirait ? un peu « socialiste », comme on dirait aujourd'hui, car, s'il lève des impôts, ce n'est pas seulement afin de pouvoir défendre l'État et récompenser le mérite, mais aussi pour « établir en quelque sorte un équilibre entre les riches et les obérés ». Au reste, « comme le

souverain est proprement le chef d'une famille de citoyens, le père de ses peuples, dans toutes les occasions il doit servir de refuge aux malheureux, tenir lieu de père aux orphelins, secourir les veuves et avoir des entrailles pour le dernier misérable comme pour le premier courtisan[1]. »

Quelque idéales qu'elles soient, ces conceptions sont familières au roi philosophe, il les développe avec non moins de conviction dans son *Testament politique* de 1752 que dans cet ouvrage de jeunesse, l'*Antimachiavel*, ou dans certain *Essai sur les formes du gouvernement* qu'il compose « pour sa propre direction », dit-il, quelques années avant sa mort, en 1777. Toutes les vertus d'un Marc-Aurèle ne lui paraissent pas de trop pour son prince, car « le souverain est un *moulle* (*sic*) sur lequel par la longueur du temps se forme la *fason* (*sic*) de penser de tous ses sujets », tel est du moins l'aphorisme qu'on lit en marge d'un célèbre exemplaire de Montesquieu annoté par le grand Frédéric. S'il se laisse aller à quelque excitation de littérateur en développant ses théories, on

1. *Œuvres de Frédéric le Grand*, I, 123; VIII, 65, 123, 168; IX, 186, 200, 201, 208, 209. — *Testament politique* de 1752, cité par L. von Ranke (*Zwölf Bücher preussischer Geschichte*, III, 299).

ne peut nier qu'au fond il ne soit parfaitement sincère dans son principe. Rien ne l'étonne plus que le scandale causé en Europe par la conquête de la Silésie, venant quatre mois après la publication de l'*Antimachiavel*, ou plus tard par le partage de la Pologne, cette opération pourtant si simple, qu'il aurait fallu, écrit-il en 1775 dans ses *Mémoires*, « être enseveli dans un engourdissement stupide pour ne pas profiter d'une occasion aussi avantageuse ». Toute sa vie s'est passée à faire ou à préparer la guerre, la conquête, et de sa politique de l'accroissement extérieur est né, dans le gouvernement intérieur, ce rude despotisme qui se dit « éclairé », n'étant qu'utilitaire, et qui faisait penser, dit-on, au célèbre Winckelmann que, plutôt que d'être Prussien, mieux valait aller se faire eunuque en Turquie. Cependant, le « bon despote » qu'est Frédéric se croit lui-même sans ambition ; il pense que « la vraie gloire des princes ne consiste point à opprimer leurs voisins ni à augmenter le nombre de leurs esclaves, mais à remplir les devoirs de leur charge », c'est-à-dire « à veiller au bonheur de leurs peuples[1] ». Du contraste qui chaque jour

1. *Œuvres*, II, XVI; VIII, 26. — Sur le mot de Winckelmann, voir H. von Treitschke, *Deutsche Geschichte*, I, 48.

semble ainsi s'accuser davantage entre sa doctrine et l'application qu'il fait de sa doctrine, il n'a nulle conscience, nul embarras. En toute sincérité, il consacre ses forces à « faire son devoir », à « servir son État ». Comment donc entend-il le service de la Prusse, non plus dans l'idéal, mais dans la réalité, et principalement dans la politique étrangère, puisque c'est elle qui commande son gouvernement intérieur? Où place-t-il son devoir pour accorder avec ce devoir de serviteur d'État ses actes de roi de Prusse ? Telles sont les questions que l'on voudrait ici chercher à résoudre, au moyen des documents nouveaux que nous offre la *Correspondance politique*, en étudiant sa méthode de travail d'abord, avec ses qualités et ses défauts, puis ses moyens et son but dans l'accomplissement de ce « service public » qu'est pour lui le métier de roi.

I

FRÉDÉRIC ET SES AGENTS

On sait quel mépris inspiraient au grand Frédéric ces rois en tutelle qui règnent et ne gouvernent pas. Un bon serviteur sert en personne, un bon souverain doit exercer sa charge lui-même. Frédéric s'est donc fait un honneur, un devoir, de diriger à lui seul toute la machine de l'État prussien. Mais c'est surtout dans le gouvernement extérieur qu'il veut être le moteur unique de cette machine, et en feuilletant les pages de sa *Correspondance politique*, on reste étonné de voir comme en effet il sait tout, il voit tout, il fait tout par lui-même, avec un souci jaloux de ne subir ni conseil ni influence, et d'être vraiment, selon sa belle expression, l'âme de la Prusse.

De son cabinet de Potsdam, il tient en main tous les fils de sa politique. Tout part de là, et tout aboutit là : c'est le réduit central de l'État prussien. Chaque matin, levé à cinq heures et

tout de suite au travail, il décachète lui-même ses lettres, qui pêle-mêle emplissent deux ou trois corbeilles, il fait à chacune sa réponse ou la fait faire, il dépouille les rapports de ses ministres, griffonnant ses décisions en marge, il dicte enfin ses ordres sur toutes les affaires civiles, politiques ou militaires, car, s'il ne pense pas à tout, l'on ne pense à rien, dit-il parfois, et jamais on ne l'a vu quitter la place avant que la besogne soit finie : voilà son service journalier pendant quarante ans de règne. C'est un dur service, mais Frédéric s'y adonne tout entier, cœur, corps et âme, avec une ardeur, une attention, une minutie de détail, une puissance et une prestesse de coup d'œil qui font l'admiration de tous ceux qui l'approchent.

Dans cette besogne de chaque jour, les affaires extérieures tiennent une place à part. Le roi écrit de main propre à tous ses agents à l'étranger, il reçoit directement leurs dépêches, parfois il les déchiffre lui-même. Ce ne sont pas toujours, il faut l'avouer, de brillants personnages que ces agents. Borcke, nous dit-on, « écrit comme un laquais » ; Andrié « est un âne », et certain jour, l'armée manquant de mulets, l'on voudrait lui faire « porter le bât » ; quant à Benoit, « il aime un peu trop la bou-

teille[1] ». Mais les uns les autres, ils ont pour Frédéric la première des qualités, ils savent obéir au maître, qui les dresse, les *travaille*, et sait en tirer l'effet utile. Parcourez quelques-unes des instructions diplomatiques dressées par les ministres de Louis XV, par exemple : ce qui frappe, c'est le vide et le vague de ces longues périodes sans idée directrice, sans fait positif, pompeusement développées sur un ton de vaine philosophie. Voyez, au contraire, les dépêches assez courtes, en général, de Frédéric à ses agents : tout est concis et concret, chaque mot porte, les ordres sont brefs ; les questions se pressent nettes et précises. Ce sont des lettres d'affaire au lieu de rêveries politiques. Pas à pas, avec force « garde à vous », Frédéric dirige personnellement ses hommes dans leur rôle d'espions officiels. S'il les trompe sur ses secrets desseins, — si, les chargeant d'une négociation, il leur confie non pas ses vues véritables, mais celles qu'il veut qu'on lui suppose, en quoi il suit les vraies traditions de

1. *Correspondance politique*, IV, 299 ; XX, 33, 518. — La terre de Prusse n'était pas riche en bons diplomates, et, pour recruter son personnel, Frédéric dut souvent faire appel à des étrangers de bonne volonté, à des Suisses, à des Neufchâtelois de préférence, — on sait que Neufchâtel appartenait alors aux Hohenzollern. — L'Écosse lui a fourni le meilleur de ses agents, George Keith, lord Maréchal d'Écosse, qu'on appelait d'ordinaire lord Maréchal, et qui fut longtemps ministre de Prusse à Versailles.

l'art, — il s'attache, au contraire, à les tenir toujours au courant du gros de ses affaires, à guider toujours ses « lynx » sur les bonnes pistes. Il enseigne à l'un « à faire le mystérieux, à ne parler que par *si* et par *mais* », pour intriguer lord Carteret; à l'autre, qui est aux prises avec les ministres de Marie-Thérèse, « à simuler d'être leur dupe pour leur tirer adroitement les vers du nez ». Sans cesse il leur souffle ainsi le mot à dire et le geste à faire, sans éprouver d'embarras pour les désavouer après coup si la politique l'exige, et l'on sait qu'elle l'exige souvent, en tout pays et à toute époque. En 1754, ayant envoyé à Versailles un tout jeune secrétaire, le baron de Knyphausen, il fait lui-même l'apprentissage du nouvel agent, dans une série de dépêches qui forment un parfait manuel de diplomatie pratique, et qu'aujourd'hui encore nos jeunes secrétaires d'ambassade auraient grand profit à étudier. Ce qu'il veut surtout, c'est que ses hommes raisonnent, discutent avec lui sans contrainte dans leurs dépêches, en mettant toujours toutes choses au pire, car « on passe plutôt à une sentinelle d'avoir donné une fausse alarme que de s'être laissée surprendre ». A lui de rectifier leurs vues, s'il le faut, non sans faire passer parfois sur eux sa mauvaise

humeur. « Vos relations sont d'un secrétaire de Pitt », mande-t-il à Michell, son représentant à Londres, un jour qu'il est mécontent du cabinet de Saint-James, et une autre fois, sur un rapport de Knyphausen où les affaires de France sont fort bien étudiées, mais dans un sens qui lui déplaît, il écrit au dos, tout en colère : « Relation de jeune homme! *Ventus gallus*[1] ! » N'empêche qu'à force de travail Frédéric fait de bonne besogne avec un outil médiocre, parce qu'il est lui-même tout entier dans la personne de ses agents, parce que c'est lui qui veille et voit par les yeux de ses « sentinelles ».

Et son cabinet est aussi le mieux informé, le mieux servi, des cabinets européens. Point de

1. *Correspondance politique*, VII, 94; VIII, 229; XI, 125; XVI, 253. — Frédéric dirige de très près ses agents; mais en revanche il est exigeant sur la qualité des rapports qu'ils lui font. Rien ne l'agace comme les relations qui ne l'instruisent « pas plus que la *Gazette de Leyde* ». A Borcke, son agent auprès du roi de Danemark, qui l'ennuyait du détail des fêtes récemment données à Copenhague, il fait la réponse ci-après: « J'ai bien reçu votre relation, et je vous donne en réponse que nous avons appris par un valet de chambre que le premier médecin du roi l'avait purgé; un autre valet de chambre révoque la chose en doute; cependant nous apprenons que l'apothicaire du corps a délivré la veille deux quintaux de rhubarbe au chirurgien de Sa Majesté; et comme la portion est royale, il y a apparence que l'effet en doit être louable. Cependant, nous nous donnerons tous les soins possibles pour éclaircir ce point important, et pour vous informer aussitôt que possible d'un événement aussi considérable, et qui doit fort influer dans les intérêts des puissances d'Europe. » (*Correspondance politique*, XXII, 250.)

bureaux dans ce cabinet de Potsdam, point de grand état-major diplomatique. Pour la besogne matérielle, un seul secrétaire intime : c'est le vieil Eichel, un excellent homme, un peu pédant, un peu pompeux, mais si modeste et si fidèle, qui invoque si honnêtement le bon Dieu pour « le jeune maître », *unser junger Herr*, et qui se scandalise si naïvement de toutes les petites perfidies politiques qu'il lui voit commettre ! Jamais il ne quitte le roi, en paix comme en guerre, et il lui est si indispensable que, le jour où il se fait prendre par l'ennemi, comme à la bataille de Soor, Frédéric se voit du même coup paralysé dans son travail. Après le roi, on ne connaît pas en Prusse de personnage plus important que M. Legland (c'est le nom qu'Eichel se donne à lui-même, en traduction française, dans la correspondance secrète). — Il y a bien, à Berlin, un Ministre des Affaires étrangères, il y en a même le plus souvent deux à la fois, qui se surveillent l'un l'autre ; mais ce ne sont que des commis, les chefs d'un bureau auxiliaire, d'une succursale du cabinet. Quand, par extraordinaire, on les mande à Potsdam, toutes les chancelleries d'Europe s'inquiètent et s'attendent à quelque nouveau coup d'éclat de la Prusse. Le roi d'habitude ne les voit jamais. Il s'en remet

à eux des questions de forme ou de droit, des détails de la vie courante ; mais, pour toute affaire sérieuse, ils font rapport au roi, et c'est en marge de ces rapports que Frédéric écrit ses ordres, brièvement, nerveusement, de ce style vif, raillant et mordant qui, une fois vu, se reconnaît pour toujours.

Ce n'est pas à dire que Frédéric ne prenne jamais avis de ses ministres. Il y en a deux, deux amis de sa jeunesse, qui tour à tour ont joui d'une part de sa confiance : le comte de Podewils d'abord, travailleur acharné, politique prudent, timide même, et pessimiste, mais que Frédéric aime à rassurer lui-même, amicalement, lorsqu'il le voit abattu ; puis le comte de Finckenstein, diplomate alerte et fin, que le roi jugea digne, au pire moment de la guerre de Sept Ans, de recevoir ses dernières dispositions politiques. L'un et l'autre, il les consulte volontiers dans les grandes circonstances, par écrit toujours, tant il craint de se laisser séduire par la parole, et quitte à n'en faire qu'à sa tête, à rompre brusquement la discussion par un rude « Monsieur, mêlez-vous de vos affaires ». Mais, au cours ordinaire de la vie, il s'abstient le plus souvent de leur demander conseil, comme de leur faire part des secrets de sa politique.

Un homme, un seul, pourrait se vanter de savoir le fond de ses affaires, c'est le brave Eichel, et, en revanche, *monsieur Hecle*, comme l'appelait un diplomate étranger, vit auprès du roi comme un prisonnier d'État, invisible à tous, et assez bien gardé, disait l'envoyé d'Angleterre, pour qu'on puisse passer sept ans à la cour de Prusse sans faire une seule fois sa rencontre ! Quant aux ministres, Frédéric les abuse par de fausses confidences; il leur tend des pièges ; il excite leur jalousie mutuelle en avouant à l'un ce qu'il cache à l'autre ; il leur dissimule enfin ses décisions les plus graves. Au printemps de 1744, par exemple, Podewils, le ministre préféré, ignore tout des négociations de son maître avec la France, et ce n'est que le 1er juillet de cette année-là qu'on daigne lui confier deux choses, d'abord qu'une alliance avec Louis XV est signée depuis trois semaines, et ensuite qu'on va faire la guerre à Marie-Thérèse, chose résolue depuis tantôt cinq mois[1] !

Non pas que Frédéric doute le moins du monde de la fidélité du bon Podewils ou de celle de ses collègues ; mais, par principe, il ne veut pas de partage dans les secrets d'État. En

1. *Correspondance politique*, III, 201, note 2. — Cf. *Mémoires et journal d'H. de Catt*, 10.

effet, point de milieu dans un gouvernement : ou bien le roi mène à la fois les ministres et les affaires, ou bien les ministres mènent les affaires, et avec elles, le roi. Or ce n'est pas régner que de laisser régner des ministres. « Si le prince », écrit Frédéric en 1777 dans un *Essai sur les formes du gouvernement*, « abandonne le gouvernail de l'État en des mains mercenaires, je veux dire à des ministres, alors l'un tire à droite et l'autre à gauche, personne ne travaille plus sur un plan général », et c'en est fait du « système bien lié » qu'exige tout bon gouvernement. « Les hommes ne s'intéressent qu'à ce qui leur appartient, et l'État n'appartient pas à ces ministres. » Pour lui, son honneur et sa responsabilité de serviteur d'État sont là pour exiger qu'il règne seul, qu'il serve seul : « ni conseil, ni maîtresse », remarque un contemporain, telle paraît avoir été sa devise. En lui réside la Prusse, et la politique de la Prusse, et, pour être seul à diriger cette politique, il faut qu'il soit seul à la connaître. Il renferme donc, selon l'expression de son *Testament politique*, son secret en lui-même : « Je déchirerais ma chemise », dit-il, « si ma chemise savait mon secret. »

Quand le « Secret du Roi » est une exception dans le gouvernement extérieur d'un pays, la politique de cet État n'en éprouve pas grand bien d'ordinaire, mais n'en ressent pas non plus grand mal. Quand, au contraire, il devient la règle, comme en Prusse, sous le grand Frédéric, quand la politique se partage normalement entre le cabinet qui fait les grandes affaires et le ministère qui fait les petites, entre les ministres qui ne savent pas grand'chose et le roi qui sait tout, les heurts, les conflits sont inévitables. L'excellent Eichel a beau faire de son mieux pour assurer la liaison entre Potsdam et Berlin, il a beau communiquer les nouvelles en cachette à son ami Podewils et le mettre au courant de bien des choses, il ne suffit pas à la besogne, et on entend alors des diplomates étrangers se plaindre, comme le duc de Nivernois, que les affaires sont impossibles à traiter en Prusse, parce que, quand le roi dit une chose, les ministres affirment le contraire. Ou bien il arrive à certains agents de n'oser instruire le roi de telle ou telle affaire, pour ne pas compromettre les ministres. Ou bien encore c'est Frédéric lui-même qui s'impatiente de voir parfois contrariés par les ministres les ordres

qu'il donne à ses représentants à l'étranger, et qui écrit alors à l'un de ceux-ci[1] : « Ne soyez pas en peine des reproches que vous font les ministres, moi je suis content de vous, ne vous embarrassez pas du reste. »

Mais voici qui est plus grave. Frédéric, si grand politique qu'il soit, est un médiocre diplomate, de peu de sang-froid, d'une extraordinaire intempérance de langage, et il faut avouer que son secret dans ses mains n'est rien moins qu'en lieu sûr. A vrai dire, il connaît son défaut, et le connaissant, s'efforce d'y parer. Rien n'est amusant comme l'insistance mi-sérieuse et mi-plaisante qu'il met à demander, lorsqu'une cour étrangère doit lui envoyer un nouveau ministre, qu'on lui choisisse « un bon sujet, doux et raisonnable, une personne traitable qui n'ait pas des manières trop roides », « un homme d'esprit qui ne soit pas enclin à s'emporter » : lisez quelqu'un que n'effarouchent pas ses coups de langue et sur qui la faute puisse au besoin s'en rejeter, si l'un de ses éclats de voix s'est entendu d'un peu loin. Puis, le choix fait, Frédéric ne

1. *Correspondance politique*, XI, 132. — Cf. *Mémoires et Journal d'H. de Catt.*, 353. — et le *Tableau de la Cour de Berlin*, par le chevalier de La Touche et Lord Tyrconnell, dans le *Journal de l'Institut historique*, V, 19.

néglige rien pour s'informer du caractère du « bon sujet », savoir « s'il a de la vanité, s'il aime à être flatté, et de quelle façon il faut s'y prendre pour gagner sa confiance ». A Potsdam, même aux temps de calme, un diplomate lui fait-il demander audience? « Je lui parlerai, » répond le roi, « mais je veux savoir d'avance de quoi il est question. » Enfin, quand il a trop peur de se laisser deviner, sa ressource dernière est de fermer sa porte et de « faire le malade »[1].

Malgré tout, comme s'il pensait que ce fût déchoir que de confier une négociation à un ministre, Frédéric voit beaucoup trop les diplomates étrangers, il leur parle beaucoup trop. Tous, à sa cour, savent qu'il n'est pas très difficile de le pénétrer en le faisant parler beaucoup, chose qu'il adore, et l'un d'eux, Lord Tyrconnell[2], écrit un jour de lui, brutalement : « Ce

1. *Correspondance politique*, IV, 59 ; VI, 95 ; VII, 41, 194 ; IX, 59, 72, 445. — Sur la vivacité du roi, cf. *Catt.*, 127 : « Je mets en œuvre tout ce que j'ai de réflexion pour éviter ce premier moment, qui est très vif chez moi... Malgré mes soins, je ne l'évite pas toujours, et pour lors Monsieur fait des sottises et Monsieur s'en mord les doigts. »

2. *Tableau de la Cour de Berlin*, 14 et 15. — Pour l'affaire Hyndford, cf. Duc de Broglie, *Frédéric II et Louis XV*, I, 270-277 ; — et R. Koser, *König Friedrich der grosse*, I, 195. — Pour l'affaire Pfütschner, cf. *Œuvres de Frédéric le Grand*, II, 109 ; — *Publikationen aus den preussischen Staatsarchiven*, IV, 250 ; — F. Wagner, *Der Mährische Feldzug Friedrichs des grossen*, 49-52.

prince est né indiscret. » En décembre 1742, irrité contre l'Angleterre qui veut envoyer une armée au secours de Marie-Thérèse, le roi de Prusse couvre de menaces l'envoyé du roi George à Berlin, Lord Hyndford : « Mieux vaut dégainer aujourd'hui que demain, » lui dit-il, « n'oubliez pas que le Hanovre n'est pas loin d'ici ! » « Il est comme un fou », remarque Hyndford, dès qu'on lui parle de son ennemie la reine de Hongrie et de son ami l'empereur Charles VII. Dix mois avant cette scène, par une autre imprudence, il avait découvert son jeu à un agent secret de l'Autriche, nommé Pfütschner : tout en causant, il s'était laissé aller à lui confier que sa crainte des Français l'empêcherait toujours de pousser à bout Marie-Thérèse, en sorte que Marie-Thérèse, rassurée, se montra de moins en moins disposée à faire la paix que lui demandait Frédéric. Enfin l'on sait assez le tort qu'ont fait à la politique ses « coups de langue » journaliers, les bons mots et les gros mots qu'il lâche après souper contre les souverains et les hommes d'État étrangers.

Par bonheur, il y a des ministres à Berlin, qui, bien qu'on n'aime pas à les écouter, bien qu'on leur dise peu de chose des grandes choses, connaissent le roi mieux qu'il ne se connaît, et

s'efforcent de le garder contre sa vivacité moins mal qu'il ne se garde lui-même. Un jour, Podewils ira trouver Frédéric un peu avant l'audience diplomatique pour bien peser avec lui les termes de certaine déclaration à faire, et « bien employer toutes les chevilles dont une matière aussi délicate est susceptible ». Une autre fois, sous un prétexte, il empêcha Lord Hyndford d'aller parler au roi dans un moment où celui-ci « a la bile échauffée et risquerait de le traiter par trop mal ». Contre les écarts de plume on prend les mêmes précautions, et les ministres s'entendent en secret avec le secrétaire intime pour surveiller de près la correspondance royale, pour arrêter au passage telle réponse provocante pour l'Angleterre, telle lettre injurieuse à Louis XV, qui eût passé pour une déclaration d'hostilités; puis, quand l'humeur du maître s'est radoucie, on insinue adroitement que les mêmes choses peuvent être dites d'un ton moins roide et moins scabreux. Sans doute leurs représentations échouent parfois; alors elles ne font que leur attirer une averse de gros reproches qu'ils reçoivent dignement, la conscience en paix, et qui ne les empêchera pas de recommencer à l'occasion. Mais souvent aussi, ils réussissent à éviter quelque

fausse manœuvre, à prévenir quelque éclat, et justice leur est parfois rendue, comme le jour où Frédéric, ayant adressé au ministre impérial à Berlin, le comte de la Puebla, un mémoire fort vif qui froissa les amis comme les ennemis de la Prusse, écrivit, un peu penaud, à ses ministres[1] : « Si jamais il m'arrive de faire pareil écrit, il faudra mettre le nez dans les archives et y chercher des éclaircissements sur tous les points, avant de mettre la plume à la main. »

Et dans les cas tout à fait graves, alors que Frédéric, par nature, penche pour les partis extrêmes, que les généraux favoris, Schwérin, Winterfeldt, Fouqué, ne cessent de pousser à la guerre, les ministres sont les seuls qui fassent entendre au roi la voix de la prudence. On connaît cette scène historique[2] du mois de juillet de l'année 1756, où Podewils, étant venu voir son maître à Sans-Souci, le supplie solennellement et une dernière fois de renoncer à son dessein d'attaquer l'Autriche, ou au moins de temporiser en se faisant des alliés; où il lui montre du doigt les dangers qu'il voit s'accumuler sur la Prusse; où, avec une clairvoyance

1. *Correspondance politique*, II, 217; III, 143, 146; IV, 39, 40, 262; VIII, 233, 294; XXI, 224.
2. *Correspondance politique*, XIII, 105, 106.

quasi prophétique, il lui prédit que les premiers succès seraient brillants, mais feraient bientôt place à des revers qui rappelleraient au roi les présages du ministre ; où cependant Frédéric, s'énervant peu à peu, se raidit dans sa volonté belliqueuse et finit par congédier durement son fidèle serviteur avec ces mots fameux : « Adieu, Monsieur de la timide politique ! » La guerre déclarée, Eichel et Podewils, que désespèrent la confiance, l'optimisme endiablé de leur maître, ne manquent pas une occasion pour lui parler négociations, pour l'induire à modérer ses exigences ; Frédéric, d'autre part, s'amuse de leur faiblesse et leur reproche amicalement de voir tout en noir : « N'ayez donc pas tant peur, ne faites donc pas toujours les poules mouillées [1]... » Mais, tout en raillant, il sent bien, il ne peut pas ne pas sentir le service que lui rendent ces serviteurs humbles et dévoués, très capables et en même temps — chose rare — très dociles, qu'il tient volontairement dans la coulisse, et qui remplissent dans le mécanisme de son gouvernement la fonction essentielle de modérateurs, de contrepoids automatiques. Fonction obscure et délicate, toute de

1. *Correspondance politique*, II, 328, 438 ; IV, 60, 133.

patience et d'attention, mais d'autant plus efficace qu'elle est plus réservée, et plus que jamais nécessaire quand le « mécanicien » a le caractère vif et les mouvements brusques. Fonctions ingrates aussi, car Frédéric complique leur tâche par ses soupçons, sa méfiance, sa jalousie de l'autorité ; s'il est bien servi, c'est un peu malgré lui-même, car c'est un peu malgré lui que ces « mercenaires », comme il dit, se font les très précieux collaborateurs de sa politique. Au roi l'action, à eux la précaution : celle-ci est le complément indispensable de celle-là.

II

LE TRAVAIL POLITIQUE

Entrons maintenant dans ce fameux cabinet de travail de Sans-Souci, où chaque matin, solitaire, frileusement assis dans le haut fauteuil de cuir, le roi philosophe ouvre les dépêches de ses diplomates, dépouille les rapports de ses ministres. Voyons-le réfléchir, *penser politique :* voyons lutter en son esprit les deux forces accouplées et opposées qui font les cerveaux créateurs, l'imagination et la réflexion.

L'étonnante fécondité de l'imagination politique chez le grand Frédéric, avec sa conséquence naturelle, la promptitude de la conception, voilà ce qui éclate d'abord à chaque page de la *Correspondance*, à chaque ligne sortie de la plume royale. Chez Frédéric, l'imagination politique est sans cesse en travail ; l'esprit engendre sans cesse, fiévreusement et comme malgré lui-même, les plans, les projets pour toutes les éventualités, les uns arrêtés, les

autres ébauchés, depuis les plus secrets et les plus précis jusqu'aux projets « croqués » que le roi jette en hâte sur le papier pour les faire ensuite « digérer » par ses ministres, et de telle façon que, pour une seule et même hypothèse, Frédéric a toujours quatre ou cinq plans tout prêts qui n'attendent qu'une occasion pour être mis en exécution.

De son regard tendu sur l'échiquier d'Europe comme celui d'un général en chef sur le champ de bataille, il suit et saisit les événements comme au vol, et modèle sur eux ses desseins, exactement, immédiatement. Suivez-le dans sa *Correspondance* en 1756, par exemple, peu après cette convention de Westminster par laquelle il croit avoir acquis, avec l'amitié de l'Angleterre, celle de la Russie; voyez comme au premier bruit d'armes entendu vers l'est, il épie anxieusement la politique russe, comme un jour, à la lueur d'un éclair, il perçoit tout à coup « ce nouveau phénomène politique », comme il l'appelle, cette coalition toute proche de la Russie avec l'Autriche et la France contre la Prusse; et voyez alors comme en quelques heures il a dressé tout un plan d'action, combiné tout un système de résistance, et détaillé tout cela dans une longue dépêche à Finckens-

tein, de quatre pages toutes vibrantes, qu'il termine ainsi : « *Dites à M. Mitchell*[1] *qu'il ne s'agit pas ici de pommes, mais des intérêts les plus graves de la Prusse et de l'Angleterre.* »

Vision des événements, conception des plans adéquats à ces événements, ces deux opérations sont simultanées et instantanées chez Frédéric, et la richesse de l'imagination n'a chez lui d'égale que sa souplesse. Nul mieux que lui n'est préparé à tout, sûr de n'être jamais pris au dépourvu, parce que nul n'a plus de facilité pour changer de plan quand les circonstances changent, en écrivant simplement, comme en 1756, à George II : « Les anciens systèmes ne sont plus; ce serait courir après une ombre que de les vouloir rétablir. » Et s'il naît parfois de l'exubérance de cette imagination quelque pensée chimérique, pensée de spéculation plutôt que d'action, — comme cette prétention émise par Frédéric, au dire de son lecteur Catt et de l'Anglais Mitchell, de marcher un jour sur la France et de « porter le flambeau de la guerre à Paris avant de mourir[2] », — on n'en voit pas

1. Ministre d'Angleterre à Berlin.

2. *Catt*, 237, 361. — *Memoirs and papers of sir Andrew Mitchell*, Londres, 1850, II, 11. — Cf. le plan de campagne contre la France dans les *Œuvres*, XXIX, 72 et s. — Sur le « nouveau phénomène politique », *Correspondance politique*, XII, 386 à 390 ; XIII, 194.

moins le bon grain se séparer spontanément du mauvais dans l'esprit du roi, par un lent travail d'épuration et de réflexion.

La puissance de cette réflexion, de ce calcul, est en effet la contre-partie de l'admirable fécondité de l'imagination politique chez le roi philosophe. Prenez au hasard, dans sa *Correspondance*, quelques pièces émanées de lui, même dans les papiers d'importance secondaire : partout c'est le même calcul savant des possibilités et des probabilités, la même force de vision de la réalité, la même puissance de conjecture et de combinaison, la même lucidité, la même vigueur de dialectique, la même obstination à « ne vouloir jouer qu'à jeu sûr. » Telle dépêche est-elle un peu délicate, comme cette réponse à donner au duc de Brunswick[1], en octobre 1755, au sujet des offres du roi George pour un rapprochement avec l'Angleterre? Voici pour cette dépêche quatre brouillons successifs de la main du roi, et, de l'un à l'autre, on suit très nettement les progrès réalisés en prévoyance et en calcul : le style devenu plus concis, les arguments plus insidieux et plus aimables, les violences inutiles supprimées, à

1. *Correspondance politique*, XI, 332 à 336.

l'exception d'une légère menace qui se glisse entre deux compliments, l'appel habilement interjeté aux devoirs d'un serviteur d'État et aux prétendus services rendus à l'Angleterre, et tout à la fin le venin, l'allusion subtile aux profits réclamés par la Prusse. L'art diplomatique est là-dedans tout entier.

Même travail de réflexion patiente et perçante dans le jugement de la politique des adversaires. Chez Frédéric, — ce vieux sorcier qui devinait tout, comme l'appelait le prince de Ligne, — le soupçon naturel, instinctif, est toujours à l'état actif. Prêtant à tout le monde son propre machiavélisme, derrière chaque parole et chaque action d'autrui, il imagine un mobile suspect, et, d'induction en induction, il se construit ainsi un réseau serré de conjectures et de probabilités qu'il vérifie sans cesse les unes par les autres, éliminant celles-ci, approfondissant celles-là, une sorte de table de transposition, toujours à jour, qui lui permet de déchiffrer avec la moindre chance d'erreur, sous la lettre des événements, la vérité profonde de leur signification politique.

Contre les fautes de raisonnement, il a son système de défense : ce sont ces tableaux d'exposition ou d'élection, dont on trouve un bon

nombre dans la *Correspondance*, et où il énumère, comme en un livre de compte, ses motifs de crainte ou de sécurité, ou, comme en un bilan commercial, tous les éléments comparés de sa situation extérieure. C'est une de ses vieilles habitudes de réfléchir ainsi par écrit, de raisonner sur le papier. Voyez certaine pièce du mois de février 1744, où il discute avec lui-même la question de savoir s'il faut, oui ou non, recommencer la guerre avec Marie-Thérèse[1]. Article par article, il nous expose ses craintes à l'égard de l'Autriche, avec les arguments qui peuvent le rassurer; c'est la voix du soupçon avec la voix de la confiance pour lui répondre. « Le cas exposé » (et résolu dans le sens d'un danger réel et prochain), « s'ensuit la question, que faut-il faire pour se prémunir contre le danger? » Et de nouveau, voilà qu'il établit son calcul par écrit, dresse une colonne de moyens et une colonne de risques, pèse scrupuleusement ses propres raisons avec les raisons adverses, et s'élève ainsi degré par degré, par des éliminations successives et des solutions partielles, à la conclusion nécessaire et comme

1. *Correspondance politique*, III, 35 à 43. — Sur le mot du prince de Ligne, voir *Mémoires sur le roi de Prusse Frédéric le Grand*, par le prince de Ligne, Berlin, 1789, 52.

mathématique : il faut s'allier à la France et faire la guerre à l'Autriche.

Dans tout cela, qu'il s'agisse de combiner des plans de campagne politique ou de pénétrer ceux de l'ennemi, il y a peu de place pour l'intuition ou la spéculation, c'est le raisonnement qui fait tout, le raisonnement méthodique et progressif, sûrement étayé, sagement déductif. Précision et mesure, tels sont les traits déterminants de ses conceptions. Des deux forces divergentes qui se disputent la direction de ses pensées, il naît une résultante, et cette résultante se développe en une série de conceptions indéfiniment multipliées, mais en même temps restreintes et toujours à court terme. Il y en a pour toutes les éventualités, grâce à cette fécondité d'imagination; mais grâce à cette puissance de calcul, elles restent toujours concrètes, sans rien d'indécis ni d'obscur, les moyens sont exactement calculés, et l'objet soigneusement limité, facile d'atteinte. Telles sont les seules conceptions politiques qui lui paraissent réelles et sérieuses ; tout le reste est chimère à ses yeux. Voyez comme est précis et restreint le but qu'il se fixe à lui-même dans ses deux premières guerres, prendre la Silésie d'abord, prendre ensuite trois petits cercles et

deux petites villes du nord de la Bohême[1], et comparez cela aux vagues projets de partage de l'Autriche auxquels rêvaient dans le même temps les cabinets de Munich, de Dresde ou de Versailles! Jamais, chez Frédéric, on ne trouve de ces systèmes grandioses à vaste échelle, de ces plans gigantesques qu'aimait à composer son frère Henri, par exemple; son esprit répugne aux spéculations quintessenciées, aux rêveries des « visionnaires politiques ». Il les méprise. Il les méprise même un peu trop ; quand réussit par hasard l'une de ces combinaisons de haut vol, il lui arrive de se laisser prendre au piège, comme en 1756, lors du renversement des alliances, et l'on sait que cette fois-là le roi de Prusse fut bien un peu la dupe de ce « vieux routier » de Kaunitz sur lequel il devait si brillamment prendre sa revanche, quelques années après, au partage de la Pologne.

Plus modeste, plus circonspect que certains théoriciens de la grande diplomatie, Frédéric s'en est tenu toute sa vie à cette vérité d'expérience qu'il énonce dans son *Testament* de 1752 :

1. Le projet de conquête du nord-est de la Bohême en 1744, lors de la seconde guerre de Silésie, projet que Frédéric s'était toujours défendu d'avoir formé, ne fait plus de doute depuis la publication du tome III de la *Correspondance politique*. — Cf. G. Sapper, *Beiträge zur Geschichte der preussischen Politik und Strategie im Jahre*, 1744. Marburg, 1891.

« la politique consiste plutôt à profiter des événements favorables qu'à les préparer d'avance ». Sans doute, dans sa jeunesse, avant d'avoir mis la main aux affaires, il s'était flatté de ne voir qu'un « mot vide de sens » dans ce qu'il devait un jour appeler « la très sainte fortune ». Mais la vie lui avait bien vite enseigné que, si les « causes secondes » sont impénétrables, il n'en est pas moins vrai que « Sa Sacrée Majesté le Hasard fait les trois quarts de la besogne de ce misérable univers », et que, s'il faut toujours calculer du mieux que l'on peut « les futurs contingents », l'on risque trop à trop compter sur ce calcul. « Nous sommes des aveugles qui allons à tâtons », dit-il une fois, et une autre fois : « je ne vois guère au-delà de mon nez, je suis l'accident, non le mobile des choses. »

L'art suprême est de voir l'occasion, de la saisir quand elle passe, car elle ne passe qu'une fois, mais non pas de la créer. « Nous ne pouvons faire ni détruire les conjonctures, *nous autres animaux politiques*, nous ne sommes faits que pour en profiter, si nous sommes sages ! » A quoi servirait d'ailleurs de la faire naître, quand cela se pourrait, puisque « le temps nous sert souvent lorsqu'on s'y attend le moins », puisque « l'heure du berger » vient

toujours à qui sait l'entendre, et qu'au lieu de diriger les événements, notre intérêt bien entendu est de « les ramener toujours à notre avantage »? La sagesse, selon Frédéric, est donc de « voir venir » et d'être prêt à tout. Rester toujours « en vedette, les oreilles dressées », à l'affût du « coup à faire », et faire vite son coup le moment venu : voilà sa méthode [1]. En politique comme en guerre, il est beaucoup plus tacticien que stratégiste.

Un exemple éclairera ceci. Prenons-le dans les origines de la guerre de Sept Ans, ce qui nous permettra de résoudre assez aisément, croyons-nous, le petit problème de psychologie qui s'est posé sur ce point d'histoire et qui a soulevé ces dernières années les discussions les plus vives de l'autre côté du Rhin. Il s'agit de savoir quel était le plan politique du roi de Prusse, à quels mobiles secrets il a obéi, d'abord en se liant avec l'Angleterre, au mois de janvier de l'année 1756, par la convention de Westminster, puis, au mois d'août de la même année, en ouvrant délibérément les hostilités contre l'ennemi héréditaire, — c'était alors l'Autriche. — Est-ce bien la paix de l'Allemagne qu'il cherche

1. *Correspondance politique*, IV, 176 ; VIII, 478 ; XI, 309. — Cf. *Œuvres*, IX, 190, 191 ; XVIII, 243 ; XXIII, 27, 196.

à garantir, avec l'aide du roi George, dans son pacte de neutralité? Et si, bientôt après, il entre en campagne, est-ce bien à son corps défendant, pour prévenir par une parade anticipée l'attaque prochaine de Marie-Thérèse? Telle est la thèse des historiens de l'école officielle en Prusse, celle de la tradition et celle de la majorité. Frédéric, au contraire, ne s'est-il pas rapproché de l'Angleterre dans un but offensif, dans le secret espoir d'une guerre générale qu'il aurait lui-même au besoin provoquée, et quand il prend les armes sous le prétexte des menaces impériales, ne vise-t-il pas surtout à s'approprier ces deux provinces qu'il convoite depuis longtemps, la Saxe et la Prusse polonaise? C'est la thèse nouvelle que soutiennent deux hommes de grand talent, deux historiens indépendants, M. Max Lehmann, bien connu par ses travaux sur les temps napoléoniens, et l'éminent directeur des *Preussische Jahrbücher*, M. Hans Delbrück.

En d'autres termes, la guerre de Sept Ans est-elle née d'une offensive unique, celle de l'Autriche qui veut recouvrer la Silésie, ou bien de deux offensives simultanées et contraires, celle de l'Autriche, d'une part, et, d'autre part, celle de la Prusse, qui veut conquérir deux pro-

vinces nouvelles? Voilà le problème, avec ses deux solutions[1].

Les partisans de la première nous représentent un Frédéric scrupuleux, timoré, qui ne cherche que la paix, même dans la guerre, qui s'effraie peut-être un peu plus que de raison des menaces de ses adversaires, et qui fait de nécessité vertu en exerçant par anticipation son droit, ou plutôt son devoir, de légitime défense. Dans le camp adverse, on proteste contre un pareil « déclassement » du héros. Il faut, dit-on, rétablir le grand homme dans « sa majesté tragique », il faut sonder jusqu'au fond l'abîme de ce machiavélisme qui, du plus loin préparant l'avenir, provoque la fortune impérieusement, victorieusement.

1. Max Lehmann, *Friedrich der grosse und der Ursprung des siebenjährigen Krieges*, Leipzig, 1894 ; — Delbrück, *Der Ursprung des siebenjährigen Krieges* (*Preussische Jahrbücher*, février 1895 et avril 1896); — F. Wagner, *Friedrichs des grossen Beziehungen zu Frankreich*, Hamburg, 1896 ; — Lückwaldt, *Die Westminster Konvention* (*Preussiche Jahrbücher*, mai 1895).

Contra : voir A. Naudé, *Beiträge zur Entstehungsgeschichte des siebenjährigen Krieges*, Leipzig, 1895 et 1896 ; — Le même, *Friedrich des Grosse vor dem Ausbruch des siebenjährigen Krieges* (*Historische Zeitschrift*, t. LV et LVI) ; — R. Koser, *Zum Ursprung des siebenjährigen Krieges* (*Historische Zeitschrift*, t. LXXIV) ; — Le même, *Neue Veröffentlichungen zur Vorgeschichte des siebenjährigen Krieges* (*Ib.*, t. LXXVII) ; — G.-B. Volz, *Politik und Kriegführung König Friedrichs des grossen*, Berlin, 1896 ; — G.-B. Volz und G. Küntzel, *Preussische und oestereischiche Akten zur Vorgeschichte des siebenjährigen Krieges*, *Publikationen aus den Preussischen Staats-Archiven*, t. LXXIV, Leipzig, 1899.

Or, si l'on demande à la *Correspondance* de Frédéric le secret de ses pensées, et qu'en même temps l'on se reporte à ce critérium psychologique qui est la forme permanente de ses conceptions politiques, où trouve-t-on la vérité? Ce n'est ni dans l'une ni dans l'autre de ces théories, mais entre l'une et l'autre.

Et d'abord, on ne saurait soutenir que par la convention anglaise Frédéric a voulu faire acte d'offensive, pour entamer ensuite une guerre générale, car dans ses écrits intimes sa plume n'aurait pas manqué, là comme ailleurs, de trahir sa pensée, car ce n'est pas, d'autre part, de son esprit précis et circonspect qu'aurait pu naître un plan si vague, à si lointaine échéance, si peu conforme à son principe d'attendre l'occasion sans la créer. Il a fait, croyons-nous, un pacte défensif à Westminster, dans l'espoir de tirer de l'Angleterre, lors d'une guerre possible, désirée peut-être, mais non provoquée par la Prusse, un secours plus efficace que celui que lui avait jusqu'alors donné son allié Louis XV.

En revanche, il faut bien admettre que, s'il prend les armes en août 1756, c'est sans doute, mais ce n'est pas seulement, parce qu'à tort ou à raison il se croit menacé par l'Autriche, et qu'il veut, en choisissant son heure, prévenir l'attaque

par l'attaque : c'est aussi, c'est surtout, qu'il veut profiter de la conflagration qu'il juge inévitable pour réaliser ses secrets desseins de conquête sur la Saxe, et probablement aussi sur la Prusse polonaise. En effet, loin de chercher à éviter la guerre et de se contenter d'opposer l'intrigue à l'intrigue, il précipite la rupture par une demi-mobilisation, par trois ultimatums d'une arrogance calculée, il ouvre ensuite les hostilités sans même attendre la réponse au dernier de ses factums, sans même tenir compte de ce fait que son agression va obliger la France, selon le traité de Versailles, à venir au secours de l'Autriche. Dans l'issue de la lutte, il montre pleine confiance [1]. Son lieutenant Lehwaldt a ordre de traiter avec les Russes, aussitôt leur armée battue, pour l'acquisition de tout ou partie de la Prusse polonaise [2]. Lui-même, au premier jour, il a occupé la Saxe, il traite les Saxons de « Prussiens », il se « glorifiera » bientôt « de les avoir comme sujets », trahissant ainsi à tout

1. « Nous n'avons rien à craindre, nos ennemis ont plus de hasards à courir que nous... Si on ne tombe pas dans des bévues trop grossières, *il est moralement impossible que nous rations notre coup.* » (Frédéric au prince de Prusse, 13 août 1756; *Correspondance politique*, XIII, 206.) Encore le 31 octobre, il n'a « pas la moindre appréhension. » (*Correspondance politique*, XIII, 589).

2. *Correspondance politique*, XII, 456.

instant ses espérances par des formules de propriétaire définitif[1]. Considérons d'ailleurs le point de vue psychologique. La conquête de la Saxe est un « coup à faire », dont Frédéric a déjà formulé le plan précis dans son *Testament politique* de 1752[2]. Il voit, en 1756, dans la guerre de nécessité que lui impose alors l'Autriche, l'occasion de réaliser ce coup : il n'est homme, on le sait, ni à manquer ce coup, ni à négliger cette occasion. Contester cela, c'est le rabaisser en effet par une sorte de *capitis deminutio*, comme dit M. Delbrück, au rang d'un politique de peu de nerf et de peu de foi en soi-même.

Ainsi, les conceptions politiques du roi de Prusse sont de forme trop étudiée, d'objet trop mesuré, pour qu'on puisse admettre les plans « sataniques » que lui prêtent, au sujet de la convention de Westminster, les deux historiens indépendants, MM. Lehmann et Delbrück ; mais elles émanent d'une imagination trop féconde et d'un esprit trop hardi pour qu'on puisse lui attribuer le rôle strictement, presque

1. *Correspondance politique*, XIII, 391, 550. — *Catt*, 424.
2. Voir M. Lehmann, *Friedrich der Grosse und der Ursprung des siebenjährigen Krieges*, 63, 94.

naïvement défensif que les historiens « officiels » en Allemagne lui font jouer, lors de sa rupture avec l'Autriche. Et si, dans le génie politique du roi de Prusse, ceux-ci ne semblent voir que la puissance de la réflexion, comme ceux-là la puissance de l'imagination, c'est la résultante de ces deux forces qu'il faut suivre pour rencontrer la vérité.

C'est chose très remarquable chez le grand Frédéric, et très rare, que cet équilibre normal entre les deux forces maîtresses de la pensée politique. C'est chose aussi dont les historiens du roi philosophe ne tiennent pas toujours assez compte, surtout quand ils veulent faire ressortir l'opposition qui existe, dit-on, entre les deux périodes de sa vie, entre l'extrême témérité d'avant la guerre de Sept Ans et l'extrême temporisation d'après la guerre de Sept Ans. Nous ne voyons pas, quant à nous, cette distinction aussi tranchée qu'on la fait. Si l'âge, les fatigues de la « grande guerre » et l'épuisement de la Prusse après 1763 ont pu calmer l'ardeur des audaces royales, on n'en trouve pas moins, dans la seconde partie de sa carrière, la même fécondité de conception, avec la même puissance de calcul, que dans la première. Après comme avant, sa méthode est la même :

d'une part des plans très nombreux, pour toute hypothèse, mais toujours limités et précis; d'autre part des « coups à faire », des occasions à attendre et à saisir. De cette méthode politique, son œuvre de jeunesse, la conquête de la Silésie, n'est pas une meilleure illustration que le partage de la Pologne, cette opération finale dont il imagine et calcule toute sa vie les possibilités diverses[1], dont il croit tenir l'occasion, mais à tort, en janvier 1769, et qu'il exécute enfin si prestement deux ans après, à la faveur des complications russo-turques, quand son amie Catherine II se trouve avoir besoin de lui. Nous ne croyons pas que Frédéric ait été d'abord un Charles XII et ensuite un Fabius : peut-être même n'a-t-il jamais été ni l'un ni l'autre en politique.

Par nature, par l'exubérance de son imagination — et aussi par celle de son tempérament, comme nous essaierons plus loin de le montrer — il aime le risque, « les coups hardis, donc dangereux », il a plaisir à « tenter la fortune » — « sa déesse, la fortune » — et à « soutenir »

1. Lettre à Natzner, février 1731 : *Œuvres*, XVI, 34. — *Testament politique* de 1752 : Lehmann, *Friedrich der grosse und der Ursprung des siebenjährigen Krieges*, 62, 65, 94. — *Correspondance politique*, XII, 456, XVIII, 613. — Cf. Reimann, *Abhandlungen zur Geschichte Friedrichs des grossen*, Gotha, 1892, 79.

contre elle « la gageure ». L'obstacle même l'attire, car « il n'y a de réputation dans le monde que pour ceux qui surmontent les plus grandes difficultés[1] ». Seulement le calcul, chez lui, ne perd jamais ses droits en face de l'imagination, et s'il risque, ce n'est qu'en pleine connaissance de cause, dans la mesure où il le veut bien, après avoir pesé les chances et jugé que le profit les vaut. Très audacieux mais non moins circonspect, il pense aussi longuement qu'il agit vite : *langsam bedacht, und frisch executiret!* Il a, comme les joueurs, un sens intime du hasard, un « instinct secret », *un certo non so che* qui mène sa main sur le tapis vert de la politique. Et, comme les joueurs heureux, il est modéré dans le succès, conscient de cette vérité que les affaires politiques sont faites, comme les autres, non de victoires complètes et définitives, mais de profits relatifs, de compromis, de demi-succès répétés et additionnés. Dès qu'il y a bénéfice, il « réalise ». En juin 1742, par exemple, quand il est sûr de tenir son morceau, la Silésie, il laisse là ses alliés et traite avec l'Autriche[2] : « il faut savoir s'arrêter à propos, forcer le

1. *Correspondance politique*, XIV, 98, 153; XVIII, 180; XIX, 451. — Cf. *Catt.*, 407.
2. *Correspondance politique*, II, 197; XIV, 47, 401.

bonheur, c'est le perdre, et en vouloir toujours davantage, c'est le moyen de n'être jamais heureux ».

Il aime la guerre — « ce grand jeu de hasard qu'on nomme la guerre » — et non pas seulement « pour la gloire », comme il le dit un jour à son ami Jordan, mais aussi pour ses épreuves et ses risques, pour l'orgueil de sentir, selon son mot, que « la foudre repose dans nos mains[1] » Or une seule fois en quarante-six ans de règne, de par sa seule volonté, il a déchaîné le monstre. C'est l'année même de son avènement : il y avait un coup à faire sur la Silésie, il l'a fait ; mais il sait bien que ces coups-là ne se répètent pas deux fois. « Un coup d'éclat comme la conquête de la Silésie », dit-il dans son *Testament politique*, « est semblable aux livres dont les originaux réussissent et dont les imitations tombent. » Depuis lors il a souvent souhaité la lutte, il l'a souhaitée même en 1756, alors qu'il allait commencer son « martyre » de la guerre de Sept Ans[2] ; mais jamais plus il ne

1. *Correspondance politique*, IV, 174. — *Œuvres*, XVII, 89. — *Correspondance politique*, XVII, 310.

2. « Je ne crains point de ne point voir la guerre ; elle nous attend. » (Frédéric au prince de Prusse, 15 avril 1756 ; *Correspondance politique*, XII, 268.) — Cf. *Correspondance politique*, XIII, 12 : « Si les Autrichiens ont la guerre dans le ventre, on les fera accoucher. »

l'a provoquée, pas même en 1756. Voyez dans sa *Correspondance*, de 1752 à 1755 par exemple, cet âpre désir de guerre qu'il veut faire partager à Louis XV, ces efforts secrets et pressants pour le décider à ouvrir le feu en appelant les Turcs en Hongrie, en occupant le Hanovre ou en envahissant les Pays-Bas ; chaque fois il se réserve d'entrer en jeu à son heure et à sa guise, et, quant à entamer lui-même la partie, quant à prendre la banque à son compte, c'est ce dont il se garde comme de la pire étourderie. Profiter de l'occasion, fort bien, mais la créer, non pas : voilà le risque qu'il prend et celui qu'il se refuse à prendre.

Ainsi témérité, prudence, ces mots-là ne sont pas faits à la mesure du grand Frédéric. Il n'est pas téméraire à proprement parler, mais il aime le risque et le pratique. Il n'est pas prudent, mais il est avisé et modéré. C'est un spéculateur, mais c'est toujours et en même temps un calculateur.

III

FAUTES ET DÉFAUTS

Ce n'est pas que ce spéculateur voie toujours juste, que ce calculateur raisonne toujours bien. L'art politique, comme l'art militaire, consiste moins à ne pas commettre de fautes qu'à les savoir réparer. Le grand Frédéric n'est pas une « raison pure », mais un homme, et son génie, si puissant qu'il soit, n'est qu'un pauvre génie humain, sujet aux faiblesses et à l'erreur. Cet homme a ses défauts en politique : il fait des fautes de conception dans ses plans, des fautes de calcul dans ses raisonnements.

Sa pensée politique est très mobile, justement parce que son imagination politique est très féconde. Comme il ne peut se défendre de toujours combiner des plans dans sa tête, il ne peut non plus s'abstenir d'en changer souvent, et cet homme qu'on aime à se représenter comme si maître de lui, si sûr de lui, le voilà, dans la réalité, qui se laisse influencer par des

impressions plus ou moins fugitives, par des nouvelles plus ou moins incertaines, lorsqu'elles répondent à son état d'âme du moment ; qui change de dispositions en même temps que d'impressions ; qui, impatient de toucher le résultat de ses opérations, quitte la place et jette son jeu, si ce résultat tarde à venir.

Il était jeune encore quand Valory, qui le connaissait bien, l'accusait de manquer de « conséquence » ; mais longtemps après, pendant la guerre de Sept Ans, son frère Henri lui reproche encore son caractère « incertain et contradictoire », et le brave Eichel se plaint, lui aussi, que « les décisions changent du jour au lendemain », que « l'on passe bien aisément d'un extrême à l'autre, de trop d'espoir à trop peu d'espoir ». Souvent, nous l'avons vu [1], sa vivacité le porte à quelque fausse manœuvre qu'il regrette après coup, comme en 1742, quand il adresse aux Anglais des menaces en

1. Voir page 35. — Cf. Martens, *Traités de la Russie avec l'Allemagne*, VI, 2 (dépêches de Repnine des 12 et 17 juillet 1762). — *Correspondance politique*, XV, 427, et XXI, 95 ; Eichel à Finckenstein, 16 octobre 1757, et 27 novembre 1761. — Cf. *Correspondance politique*, XVIII, 695, et II, 117 : Eichel à Podewils, 18 avril 1742 : ... « *wie Ew. Excellenz die Vivacité unsers Allergnädigsten Herrn kennen, und dass, wann eine Sache languissant tractiret oder trainiret wird, Sie mit gleicher Vivacité einen andern Plan nehmen können...* »

l'air et sans effet, ou comme en 1762, lorsqu'apprenant, avec la mort de Pierre III, l'avènement de la grande Catherine, dont il redoute l'inimitié, il demande au prince Repnine, ministre de Russie à Berlin, l'assurance écrite du maintien des rapports amicaux entre la Russie et la Prusse, ce que, bien entendu, Repnine ne peut que lui refuser.

Pour bien saisir cette extrême mobilité de conception, il faut suivre le roi dans sa *Correspondance*, au printemps de l'année 1742, lorsque, las de la guerre, il veut traiter avec Marie-Thérèse pour se faire céder la Silésie. En deux mois de temps, il change de vues cinq ou six fois, rejetant ou reprenant du jour au lendemain ses idées de négociation, sur une fausse nouvelle, ou sous l'impression vague qu'il se fait des sentiments de l'Europe à son égard. Puis un jour, sans raison, saisi tout à coup du désir d'en finir, il donne ordre à Podewils de signer sur-le-champ les préliminaires : « Il s'agit de terminer en douze heures... La Silésie (Basse-Silésie), plus Glatz, *sine qua non*. Et pour le reste, tout ce que vous pourrez leur extorquer...[1] » Comme un spéculateur qui manque

1. *Correspondance politique*, II, 191. — Cf. *Ib.*, 23, 63, 85, 98, 104, 111, 125, 133, 142, 153, 157, 167, 174, 214, 215.

une partie de son gain pour réaliser à tout prix l'opération, il va perdre ainsi, par excès de nervosité, toute une province, la Haute-Silésie, et, s'il ne la perd pas, c'est grâce au fidèle Podewils qui, payant d'audace, « extorque » en effet le morceau à l'Autriche. Voilà donc les préliminaires signés ; mais Frédéric, qui tout à l'heure voulait la paix avec moins que son bénéfice, n'en veut plus maintenant avec plus que son bénéfice, Frédéric adresse au ministre autant d'injures qu'il lui faisait tout à l'heure de compliments, et, pendant plus de huit jours, le voilà prêt à repartir en guerre !

Il finit par garder la paix, et avec la paix la Silésie ; mais c'en est assez pour mesurer l'excès de cette imagination, « qui lui est si commode », disait en riant Mitchell, l'envoyé d'Angleterre, « pour atténuer dans son esprit tous les obstacles ou les lui faire négliger... » Non pas qu'il ferme jamais les yeux sur la difficulté, il la voit très nette, mais il se fie à son audace et à son adresse pour la vaincre. Malgré lui, par exemple, il lui arrive de mépriser les mauvaises nouvelles, de les révoquer en doute. Il croira volontiers ce qui concorde avec ses désirs, et très difficilement ce qui leur est contraire : faiblesse bien humaine, observe philosophique-

ment le même Mitchell, dont tout son génie n'a point su l'exempter[1].

Je sais bien que cet optimisme de nature est un élément essentiel de sa force d'action, et que, si son énergie résiste à l'épreuve de sept années de guerre malheureuse, c'est que, sept années durant, il garde au fond de l'âme la foi dans le succès final, la foi dans la paix prochaine — cette paix qui le fuit, « comme Daphné devant Apollon ».

Mais souvent aussi l'illusion est trop forte, elle le fait souffrir après coup. Trois mois après le désastre de Kunersdorf, en 1759, ne veut-il pas, persuadé qu'il a « le plus beau jeu du monde », demander à l'Angleterre son alliée de lui promettre « de l'onguent pour la brûlure », sous forme d'un accroissement de territoires? Et là-dessus il bâtit tout un plan de bouleversement de l'Allemagne, où il attribue Munster au Hanovre, à la Saxe Erfurt, la Basse-Lusace à lui-même, où il donnerait beaucoup et prendrait davantage si la capitulation de son lieutenant Finck, à Maxen, ne venait couper court à son rêve. « Chaque fois que l'on espère

1. *Calt.*, 115, 352. — *Correspondance politique*, XIX, 22 (observation de Mitchell). — *Memoirs and papers of sir Andrew Mitchell*, II, 275.

trop », dit alors un de ses familiers, « il y a toujours du revers[1] ». En politique comme en guerre, il est toujours « pour les pointes », il aime « les actions brillantes et les choses singulières qui ont de l'éclat », défaut dont il s'accuse à Maurice de Saxe comme d'un péché de jeunesse, mais dont il ne sut jamais se corriger tout à fait. C'est cet excès de confiance qui lui fait toujours estimer ses propres forces au-dessus de leur valeur et celles de l'adversaire au-dessous. C'est cette erreur d'optique qui lui fait réclamer l'assistance de Louis XV et d'Élisabeth de Russie en faveur de la paix, en 1744, moins de quatre mois après qu'il a entamé la seconde guerre de Silésie, parce que ses affaire sont mal tourné. C'est elle encore qui, en octobre 1756, six semaines après qu'il a envahi la Saxe, lui fait demander la médiation des Régents de Hollande, des *Matadors* de Hollande, comme il dit parfois. Quand on se sera bien battu, dit-il, « on sera pourtant obligé d'en revenir à la même chose où l'on peut arriver à l'heure qu'il est[2] », s'entend à faire la paix !

Voilà le danger de cet optimisme, dont le

1. *Correspondance politique*, XVIII, 592, 612, 630. — *Catt*, 410.
2. *Correspondance politique*, III, 314, 326, 336 ; V, 202 ; XIII, 498.

mérite est de le soutenir en lui montrant toujours la victoire au bout de l'épreuve, et qui ne l'empêche d'ailleurs pas de calculer de tout aussi près les événements, soit pour en profiter, soit pour s'en préserver. Mais dans cette puissance même de calcul, il faut le remarquer, il y a parfois un excès. Il arrive parfois que Frédéric calcule trop, si l'on peut dire. Sans doute, sa vision des faits est extraordinairement pénétrante; mais cette pénétration même l'induit parfois en erreur en lui faisant prendre pour réalisés d'ores et déjà des phénomènes réalisables, probables, mais non pas réels encore. Sans doute il voit très loin; mais il voit aussi parfois trop loin. Soupçonneux, ombrageux à l'excès, il lui arrive de se perdre en conjectures à propos de faits mal définis où sa défiance veut trouver à toute force quelque profonde perfidie. Pourquoi cette offensive brutale contre l'Autriche en 1756, prélude de la guerre de Sept Ans? C'est qu'il croit déjà consommée contre lui la grande coalition de l'Europe continentale, alors qu'en réalité cette coalition, loin d'être parfaite, n'aurait peut-être jamais abouti s'il n'en avait lui-même précipité le dénouement par son entrée soudaine en Saxe et en Bohême. « Peut-être suis-je trop soupçonneux », dit-il

un jour à Podewils, « mais le saurait-on trop être en ce monde[1]. » Eh oui, trop de méfiance, trop de jalousie fausse parfois la vue, et à force de vouloir découvrir partout « quelque serpent caché », on risque de négliger les dangers vrais pour les fictifs. C'est ce qui lui arriva entre autres à la fin de la première guerre de Silésie, au traité de Breslau. Parmi les raisons qui lui firent abandonner alors ses alliés, Louis XV et l'empereur Charles VII, il y avait la crainte, bien chimérique en fait[2], de voir le roi de France s'entendre avec Marie-Thérèse à ses dépens, et c'est ainsi pour n'être pas prévenu qu'il aurait lui-même offert la paix à l'Autriche. Malheureusement « cette paix de Breslau n'était qu'un piège de la cour de Vienne », il fallut bien le reconnaître deux ans après, quand Marie-Thérèse, débarrassée de ses autres ennemis, vint à son tour l'inquiéter dans sa neutralité tranquille; et sans aller jusqu'à dire, comme certains historiens allemands, que par cette « faiblesse » le roi de Prusse perdit l'occasion de ruiner sans

1. *Correspondance politique*, I, 440; III, 20.

2. M. le Duc de Broglie a magistralement démontré la fausseté de l'accusation portée par Frédéric contre le gouvernement de Louis XV au sujet de la prétendue négociation secrète d'un agent français, nommé Fargis, à la cour de Vienne. (*Frédéric II et Marie-Thérèse*, II, 340.)

retour la maison d'Autriche, il est clair qu'il aurait pu dès lors la mettre hors d'état de lui revendiquer jamais cette Silésie pour laquelle il devra tirer l'épée deux fois encore.

Est-il enfin permis de marquer un point faible dans sa dialectique politique? On le trouverait, ce point faible, dans l'évaluation de toute une catégorie de données qui jouent dans les rapports entre États un rôle sans cesse croissant, j'entends les données psychologiques, les forces morales. Préjugés, sentiments, Frédéric s'est affranchi, quant à lui, des uns et des autres, et fatalement il lui arrive, non pas sans doute de les méconnaître, mais d'en mal calculer les effets chez autrui. Par exemple, a-t-il jamais pénétré l'état d'esprit à la fois indolent et susceptible, orgueilleux et indifférent, qui, avec un fond de vrai sens politique, était celui de Louis XV, dont sans cesse il froissa l'amour-propre, souvent sans le vouloir et sans même s'en douter? Pendant quinze années de son règne, il croit, sans en vouloir démordre, que le Gouvernement de Versailles n'a qu'une idée en tête, qui est de faire de lui, l'allié de la France, le vassal ou le valet de la France, quelque chose comme « un despote de Valachie à

l'égard de la Porte[1] », alors que chacun sait que c'est lui, le roi de Prusse, qui s'entend toujours à commander en maître à ses alliés : de là des réclamations, des plaintes sans fin adressées à Versailles, aussi vaines dans le fond que blessantes dans la forme, dont il ne perçoit pas, pour sa part, le caractère injurieux, ni ne prévoit l'effet néfaste au point de vue de son alliance avec Louis XV.

Naturellement, le domaine de l'âme féminine lui est encore plus fermé, et ce fut l'un des malheurs de sa carrière — il en convint un jour — d'avoir toujours affaire, en politique, à « ces diablesses de femmes », comme il dit, dont les caprices le déroutent, et non seulement les caprices, mais parfois la fermeté, les audaces étranges. Il comprit, mais trop tard, que la tsarine Élisabeth le détestait personnellement, que l'impératrice Marie-Thérèse n'avait qu'un désir au cœur, qui était de lui reprendre la Silésie ; et quant à la troisième de ses ennemies intimes, Mme de Pompadour, ne voulut-il pas l'acheter en lui faisant offrir cinq cent mille écus, ou en lui donnant en gage, sa vie durant, la

1. *Œuvres*, IV, 29 ; II, 94. — *Correspondance politique*, XIII, 63, 257.

principauté souveraine de Neufchâtel et Valengin[1]?

Enfin, il n'a pas été beaucoup plus heureux avec cette autre puissance politique, l'opinion, qui est femme, elle aussi. Mieux que personne il connaît sa force, il la redoute, mais il en préjuge mal les impressions et surtout les exigences. Il y avait peu de logique, par exemple, mais surtout peu de sens de l'opportunité, à prêcher aux Anglais, en 1744, le dogme de la non-intervention de la Grande-Bretagne dans les affaires continentales, puis à leur vanter à l'inverse, en 1762, les mérites du système de l'intervention[2]. Mais le plus frappant exemple de ces erreurs psychologiques, c'est encore l'histoire de la fameuse convention de Westminster, par laquelle il se fait une amie de l'ennemie jurée de la France, l'Angleterre — et lui garantit entre autres la neutralité du Hanovre, c'est-à-dire du seul point vulnérable où les intérêts du roi George pouvaient être atteints sur le continent — tout en prétendant conserver ses droits à l'alliance, à l'amitié, et

1. *Correspondance politique*, XV, 213, 377.
2. *Correspondance politique*, XXII, 207, 327. — *Preussische Staatsschriften aus der Regierungszeit Friedrichs des grossen*, I, 577.

presque à la reconnaissance de la France. Rien n'égale la stupéfaction du roi de Prusse devant le *tolle* d'indignation que soulève, en France, « cette démarche si innocente » à son gré, si outrageante au gré d'un peuple qui l'avait eu quinze ans pour allié. Qu'il ait blessé au vif le sentiment de la nation, qu'il l'ait froissé encore plus profondément peut-être que lorsqu'il traitait en 1742 avec Marie-Thérèse, sans la France et contre la France, c'est ce qu'il se refuse à comprendre. « Boutade passagère », pense-t-il. Laissons ces gens « à leur ivresse jusqu'à ce qu'ils commencent à cuver leur vin[1] ». Et ce qui est plus grave, c'est que cette erreur première en entraîne une autre dont les conséquences s'étendront autrement loin, c'est qu'après avoir méconnu l'offense faite à Louis XV et à la France, il méconnaîtra de même, dans sa portée profonde, sa durée et sa signification historique, ce qui devait en être la conséquence logique, l'alliance de la France avec l'Autriche contre la Prusse en 1756.

1. *Correspondance politique*, XII, 98 ; XIII, 64.

IV

LES MOYENS : L'INTRIGUE

Dans ses fautes comme dans les revers, ce qui le sauve toujours, c'est l'audace et la souplesse de sa tactique politique, c'est la soudaineté brusque et hardie de cette action qui surprend l'adversaire, le déroute et le bat avant même qu'il n'ait eu le temps de se reconnaître : voilà l'élément principal de son succès, le caractère essentiel de ses « moyens ».

Toute politique a deux pôles, la guerre et la négociation, ou, comme dit le grand Frédéric, « les armes » et « le papier » : la négociation, l'intrigue, dans tous les temps et dans tous les lieux, et quand elle ne suffit pas, la guerre et le « droit canon ». C'est un principe de cet homme sans principe qu'en politique il faut négocier partout et toujours, « chipoter » avec tout le monde, et en même temps avec tout le monde, en paix comme en guerre et plus encore en guerre qu'en paix, quitte à « s'obstrudre », dit Frédéric, à interve-

nir « à tort et à travers » dans toute affaire d'où l'on serait exclu. Rien n'est haïssable, à son gré, comme l'indifférence et la neutralité — cette humiliante neutralité qu'il a tant reprochée à son père, le vieux roi Frédéric-Guillaume ; — rien n'est désirable, au contraire, et nécessaire, comme de mettre la Prusse « en vedette » — et c'est surtout d'avoir si bien mis la Prusse « en vedette » qu'au siècle suivant le roi philosophe a été loué par le chancelier de fer. — Comment Frédéric a-t-il opéré le partage de la Pologne? « A force de négocier et d'intriguer », nous dit-il[1], en suivant ce conseil déjà inscrit sur le *Testament politique* du cardinal de Richelieu qu'« il faut agir partout, près et loin », car, n'en tirerait-on pas d'autre profit, on en est au moins « averti de ce qui se passe dans le monde, ce qui n'est pas de petite conséquence pour le bien des États ». Tout en « amusant le tapis », tout en gardant le contact avec l'ennemi, on se tient en haleine, prêt à saisir l'occasion, et surtout l'on travaille, on fait travailler ce capital qui est l'État : la politique est comme une maison de jeu où perdent tour à tour les joueurs de passage et où seul gagne le banquier qui, jouant

1. *Œuvres*, VI, 7. — *Correspondance politique*, II, 116, 133, 300; IV, 39; XVI, 145. — Cf. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*.

sans arrêt, a pour lui l'infini des chances, c'est-à-dire la certitude de gagner. Quant aux précautions à prendre dans ce petit jeu de l'intrigue et du hasard, c'est de « ne pas se barbouiller trop avant » dans les affaires douteuses, c'est de se ménager « un escalier dérobé en cas d'incendie », c'est, comme fait le grand Frédéric, de surveiller de près ses « moyens » en limitant toujours ses risques.

Ces moyens, ce sont ceux de tous les politiques du temps. Rien en eux de bien original, rien de bien personnel; ils ne sont ni meilleurs ni pires que ceux de ses voisins, seulement la main qui les emploie est plus habile et plus heureuse. Frédéric II est devenu grand capitaine, mais il est politique de naissance. A peine sur le trône et sans apprentissage, le voilà déjà maître dans l'art traditionnel de brouiller et débrouiller les cartes, de rejeter une faute sur autrui ou de faire passer un service requis pour un service rendu. Et l'on trouverait, je crois, dans les annales diplomatiques peu de tours d'adresse plus extraordinaires que cette convention de Kleinschnellendorf, datée du quinzième mois de son règne, par laquelle il se faisait céder la Silésie moyennant quoi? moyennant une simple promesse de neutralité, promesse

vaine d'ailleurs, car il la soumettait à une condition, le secret, qui ne dépendait que de lui-même, en sorte que, trois mois après, gardant la Silésie, il rentrait en campagne !

Point de systèmes d'action préférés, point de procédés secrets et savants ; il aime plus que tout les expédients, les artifices empiriques. Depuis l'espièglerie d'écolier jusqu'à la provocation savante, depuis la fausse nouvelle banale jusqu'aux grandes opérations de *bluff* ou de chantage, « anodins » ou « désespérés », tous les moyens lui sont bons, s'ils réussissent, fût-ce de dire la vérité et de la faire mentir en la donnant comme une feinte. Point de mauvais moyens, j'entends point de moyens qu'il juge indignes de lui, et, le cas échéant, on peut voir Frédéric le Grand, roi de Prusse, électeur de Brandebourg, mettre en vente sa neutralité pour la somme d'un million de livres sterling, ou sa voix à la diète de Francfort pour le prix à forfait d'un régiment d'infanterie complet en hommes et en officiers, à livrer comptant, avec armes et bagages, par l'acheteur au vendeur [1] ! Enfin, point de petits moyens qui soient à dédaigner ; les plus vieux et les plus usés ne sont

1. *Correspondance politique*, I, 330 ; II, 20. — Sur la lettre « à l'autrichienne », *Correspondance politique*, XI, 345, 349, 354, 361.

pas toujours les plus mauvais. Témoin l'histoire de la lettre en galimatias « à l'autrichienne ». L'Angleterre ayant un jour posé à Frédéric une question tant soit peu embarrassante, « je ne veux pas me mêler de cela », écrit-il à Podewils, « faites une réponse « à l'autrichienne », en termes obligeants, mais tout à fait vagues, qui ne soient ni négatifs ni affirmatifs, mais simplement incompréhensibles ». Trois fois le ministre présente un projet de lettre, trois fois le roi le déchire comme trop clair, si bien que de guerre lasse Frédéric finit par rédiger lui-même en allemand une belle note de vingt lignes, en une seule phrase coupée de nombre d'incidentes, où l'on chercherait en vain un verbe et un sujet!

Tous les moyens lui sont bons : voyez dans ses lettres d'affaires aux hommes d'État de l'étranger comment il plaide sa cause et soutient ses intérêts. Est-ce qu'il choisit ses arguments pour ne faire valoir que ceux dont il est sûr? Non pas, il les met tous en ligne, les bons, les très bons, les médiocres, les pires, car comme certains grands avocats il pense que, pour persuader, c'est souvent le nombre des raisons qui compte, plus que le poids de chacune d'elles. Or il en est des moyens en diplomatie comme des arguments dans ces lettres : si l'on en met

beaucoup en œuvre à la fois, quand même ils se nuiraient un peu les uns aux autres, il y a grande chance pour qu'il s'en trouve un qui réussisse, et la règle des affaires, selon Frédéric, ce sera donc d'appliquer pour une même fin tous les moyens qu'il peut, ce sera d' « entasser les moyens ».

Et non seulement de les « entasser », mais de les diversifier en variant sa manière. « Les esprits pénétrants calculent une conduite uniforme, c'est pourquoi le plus que l'on peut il faut changer son jeu, se déguiser et se transformer en Protée en paraissant tantôt vif, tantôt lent, tantôt guerrier et tantôt pacifique : c'est le moyen de désorienter ses ennemis... » Ne dirait-on pas que l'art politique tout entier du roi de Prusse sur l'échiquier d'Europe n'est que l'illustration du principe qu'il formule et ces termes dans son *Testament* de 1752? Sans doute on connaît sa violence de nature, et l'on sait que ce qui malgré tout domine dans son jeu, c'est le sans-gêne autoritaire et la hauteur offensive. Depuis que, par un coup de force et d'éclat, à peine sur le trône, il a devant l'Europe entière affirmé sa force et sa gloire, il se croit tout permis vis-à-vis de ce vieux monde qui ne lui inspire que mépris et pitié. Un jour, il disposera

d'office à son profit des services du ministre de Suède à Constantinople, qu'il compromettra sans remords et sans daigner répondre autrement que par des insolences aux représentations du Chancelier suédois, le baron Hœpken. Pour un rien, il aura la menace à la bouche et vous mettra le marché à la main : « c'est le moment de m'avoir ou jamais», *nunc aut nunquam*, « il faut en passer par là ou par la fenêtre ». L'ultimatum et la sommation sont ses armes journalières et préférées ; c'est presque une diplomatie nouvelle qu'il inaugure ainsi sur la scène européenne, et qui fait dire aux contemporains que le roi de Prusse donne aux choses les plus simples « une tournure empoisonnée », et qu' « on parle à Berlin sur un ton si impérieux qu'il n'y a vraiment plus moyen d'y tenir[1] ».

Avec cela, personne ne sait mieux l'art de mêler la douceur à la violence, l'art de « changer la peau du lion pour celle du renard », et de duper toujours son monde par une tactique toujours renouvelée. Chaque jour il pratique une nouvelle vertu politique : aujourd'hui c'est la patience, *chi ha tempo ha vita;* hier il prêchait « le droit de l'épée », et demain il méditera sur

1. *Correspondance politique*, I, 277; II, 117, 134; X, 146 ; XI, 176, 178. — Cf. *Revue historique*, XIV, 263.

un texte de sa façon : *beatus est pose dendi* (*sic*), d'où Bismarck a pris son fameux *beati possidentes*. Il n'est pas endurant de nature, mais il a appris à « faire le mort » en certains cas embarrassants, pour garder les mains libres, tandis qu'à l'occasion nul n'est plus à son aise pour « souffler au feu » et faire éclater les coups de théâtre. Il aime la gasconnade et crie volontiers : « Sera bien étrillé qui viendra », ou bien : « Si les Autrichiens ont la guerre dans le ventre, on les fera accoucher. » Mais cela ne l'empêche pas de faire le modeste, s'il y a lieu : « Il faut que ces gens-là croient qu'ils nous gouvernent. » Parfois il s'amuse à « cajoler » les gens, lui le grand moqueur. Parfois il les achète, car c'est souvent une épargne de « cracher au bassin », si l'on a soin de ne rien débourser qu'après livraison, sans quoi « on en est sûrement pour son argent — et trompé ». — Parfois enfin il se moque purement et simplement du monde, comme lorsqu'il va offrir de l'argent aux Anglais, lui, le « roi des gueux », ou comme le jour où, George II réclamant sa garantie pour le Hanovre, il lui propose sans rire de faire passer sur l'heure 30.000 Prussiens en Angleterre[1]. Et toujours

1. *Correspondance politique*, III, 104 ; XIII, 99. — Cf. *Ib.*, II, 185 ; V, 111, 199 ; IX, 18 ; XIII, 12 ; XIV, 103, 347. — *Œuvres*, XXVI, 405.

ainsi de cet opportunisme qui, par l'exacte adaptation des moyens aux faits et au but, réalise dans toute sa force l'axiome familier du roi philosophe, qu'en politique « il faut être caméléon, et réfléchir les couleurs des conjonctures »...

Entre tous ses moyens il y a cependant un point commun, c'est qu'ils sont les uns et les autres si parfaitement « adéquats » à leur objet qu'il n'y en a pas un qui ne soit *effectif*, c'est-à-dire qui ne tende tout droit à un résultat tangible, à un profit matériel. Affections et émotions, scrupules de cœur et de conscience, Frédéric exclut tout cela de ses opérations : la politique est une chose, le sentiment en est une autre, et dans les affaires d'État la loi suprême est l'intérêt de l'État. « Les grands princes ne font rien pour les beaux yeux les uns des autres », tout le monde le sait, « les grands princes n'ont pas de parents et ne consultent pas les généalogies », et sa sœur Ulrique, la reine de Suède, n'est sans doute elle-même qu'à demi surprise quand elle voit Frédéric s'associer avec Catherine II, par deux traités de 1764 et de 1769, pour faire de la Suède une seconde Pologne. Quant aux finesses du protocole, aux titres juridiques et aux traditions des cabinets, c'est à ses yeux « pure charlatanerie », car « les différends ne se

tranchent pas avec du papier, mais avec des opérations vigoureuses » : *papier wird es nicht ausmachen, sondern vigoureuse operationes.* Non pas qu'il ne sache user à l'occasion de « finasserie », et faire lui-même le charlatan. En 1744, quand il reprend les armes contre l'Autriche, il a bien soin de faire savoir dans son Manifeste que ce n'est pas le roi de Prusse qui déclare la guerre à Marie-Thérèse, mais l'électeur de Brandebourg qui fournit à l'empereur Charles VII les « troupes auxiliaires » qui lui sont requises en vertu des lois impériales, et que si l'Électeur de Brandebourg se voit ainsi appelé à défendre « les libertés de l'Allemagne », Frédéric n'en reste pas moins l'ami sincère de Marie-Thérèse et le respectueux observateur de la paix de Breslau. Mais s'il manie le *distinguo* en vieux procédurier, c'est sans en être dupe, en séparant toujours les « réalités » d'avec les « chimères » et les « paroles veloutées ». Les menaces, les fanfaronnades des voisins, il sait ce qu'en vaut l'aune : « chien qui aboie ne mord pas ». Pas plus que le prince de Bismarck, il n'aime les « représentations de cirque »; et lors d'une négociation avec la France, il déclarera une fois pour toutes à son plénipotentiaire : « Je ne me paie pas de mots, je veux voir des actions, sans

quoi je ne me remue pas plus qu'une pagode de Pékin dans sa niche. » Et inversement, le jour où Marie-Thérèse, en lui cédant la Silésie, veut garder son titre de duchesse souveraine, que lui importe? « Je me f... des titres, pourvu que j'aie le pays[1]. »

Dans le vain monde des formules et des chimères, il se meut ainsi librement, comme une réalité vivante, avec l'intérêt pour fin, et pour moyen la force. Qu'est-ce qu'un traité à ses yeux ? Un acte officiel, fait pour constater des résultats acquis, nul de droit le jour où ces résultats viendraient à changer. « Le grand nombre de traités nuit plus qu'il ne sert, faites-en peu », conseille Frédéric dans son *Testament politique*, car « il ne faut pas multiplier les êtres sans nécessité »; n'en faites jamais sur des événements éloignés, car « il est impossible de régler d'avance des choses qui sont à naître » ; « attendez que le cas existe pour prendre votre parti et agir en conséquence ». — Les garanties? Ce sont « des châteaux de filagramme » (*sic*), et ce qui l'étonne, ce n'est pas de les voir s'effondrer, c'est qu'après que l'on voit si évidemment leur frivolité, l'on ne se lasse ni ne se détrompe

1. *Correspondance politique*, II, 224, 238 ; III, 73, 301 ; IV, 69 ; V, 190 ; XIII, 294.

de ces traités de garantie. « Tous les hommes sont fols, dit Salomon, et l'expérience le prouve. » — Et les alliances? Affaires de parade. « Les préjugés sont tels que le nom seul d'une alliance en impose au public » : voilà toute leur signification. Certes, il faut des alliés à la Prusse, à cause de sa situation particulière au centre de l'Europe et des complications européennes, mais à deux conditions, c'est qu'on prendra pour allié celui des voisins de la Prusse « qui peut porter à l'État les coups les plus dangereux », et qu'on ne le prendra pour allié que s'il a précisément en Europe les mêmes intérêts que la Prusse. Et surtout, dit Frédéric à son neveu dans son *Testament*, « ne regardez vos alliés et vos traités que comme une œuvre surérogatoire, ne comptez que sur vous-même, alors vous ne vous tromperez jamais ». Les alliances sont des états de fait, produits passagers d'une conjonction de droits ou d'intérêts ; les événements les font, les défont aussi, et personne n'a l'idée de s'en croire lié pour tout de bon. Elles n'ont qu'un avantage, pour qui connaît la manière d'en user, c'est de fournir d'excellentes bases de négociation pour exiger de son partenaire une foule de services plus ou moins compromettants, et encore, pour en arriver là, faut-il avoir la force

de son côté, car sans la force les meilleurs droits ne valent rien, et selon ce mot significatif de Frédéric, « les négociations sans armes sont comme des notes sans instruments [1] ».

1. *Correspondance politique*, II, 425. — Sur les alliances, *Correspondance politique*, II, 311; — *Œuvres*, IX, 187. — Sur les garanties, *Correspondance politique*, I, 411; III, 38. — Sur les traités, *Correspondance politique*, IX, 288; — *Œuvres*, VI, 15; — *Testament politique*, cf. Max Lehmann, *Friedrich der grosse und der Ursprung des siebenjährigen Krieges*, p. 96.

V

LES MOYENS : LA GUERRE

En effet, ce qui donne sa valeur à la négociation, au « papier » — comme au papier-monnaie l'or qu'il représente, si l'on peut se permettre cette comparaison prosaïque — ce sont les armes, c'est la force militaire qui, latente ou patente, appuie l'action des diplomates. Or Frédéric vit en un temps où, il est bon de le rappeler, les armes et la guerre font partie intégrante de la politique, au même titre, au même rang que le « papier » ou la négociation. La guerre d'autrefois n'était pas le duel de races d'aujourd'hui, ayant pour but l'anéantissement d'un peuple par un autre : c'est une série d'opérations sanglantes sans doute, mais restreintes entre deux ou plusieurs petites armées de métier, avec cet objet limité qui est seulement pour chaque parti de prendre barre sur l'adversaire et de l'amener à composition. Elle ne se distingue pas essentiellement, elle ne

sort pas de la politique. On « joue la guerre[1] », selon le mot de Frédéric, comme on jouerait toute autre carte dans le petit jeu des grandes affaires. Ce n'est qu'un moyen de négociation — non de destruction — un moyen plus brutal et plus hasardeux, mais aussi plus puissant que les autres.

Et aussi moins souple, moins aisé à manier. Il faut se représenter en effet ce que pouvait être l'une de ces armées de métier, par exemple celle de la Prusse, vers le milieu du XVIIIe siècle, avant la guerre de Sept Ans. Composée pour une petite moitié de nationaux, de paysans liés pour vingt ans au service — les bourgeois, disait Frédéric, ne doivent pas s'apercevoir quand la nation se bat — elle comprend pour le surplus des mercenaires recrutés dans tous les bas-fonds, des vagabonds, des malfaiteurs comme ceux que le landgrave de Hesse tire de ses cachots pour les envoyer à la caserne, des déserteurs et des prisonniers de guerre qui passent et repassent sans cesse d'une armée à l'armée ennemie, comme des figurants de théâtre[2]. Tout un monde d'aven-

1. *Correspondance politique*, IV, 229.

2. *Œuvres*, XXVIII, 4. — Mirabeau, *De la Monarchie prussienne*, V, 79. — En 1775, il n'y a plus que 90.000 nationaux sur un total de 220.000 hommes (*Œuvres*, IX, 186). — Voir, sur la constitution de l'armée prussienne d'ancien régime, les beaux travaux

turiers ou de soldats malgré eux, qu'une seule chose peut tenir en respect, c'est la discipline la plus rigide, fondée sur la peur des verges et du bâton, qui dresse l'homme à craindre son chef plus que l'ennemi[1], et qui tient toujours une moitié de garnison occupée à garder l'autre contre la désertion. De là cette conséquence : en campagne, chaque unité, chaque armée, enchaînée dans des formations géométriques et inflexibles, est un instrument mécanique, rigide, fait exclusivement pour la tactique linéaire, le combat en plaine et par « abordage », incapable d'occuper un pays, incapable de forcer l'adversaire à se battre ou de le poursuivre après le succès, obligé de vivre sur ses magasins, sans recours possible à la réquisition, bref un instrument massif, lent et lourd, pour lequel la victoire même, meurtrière toujours, n'est le plus souvent que de peu de résultats.

Et voyez ce que devient, pendant la guerre de Sept Ans, cet outil militaire qui passe alors pour le plus parfait de l'Europe. La désertion, d'abord, est incalculable, surtout dans les régi-

de M. A. Chuquet (*la Première Invasion prussienne*, 90 et suiv.) et de M. G. Cavaignac (*la Formation de la Prusse contemporaine*, I, 372 et suiv.).

1. C'est le mot même de Frédéric (*Testament militaire*, publié par A. von Taysen, Berlin, 1879, p. 12).

ments de création nouvelle, ces régiments « rapiècetés », qui ne sont guère là que « pour la montre », si bien qu'à la bataille de Kunersdorf les deux tiers des soldats lâchent pied, et nombre de leurs chefs avec eux[1]. Dans le corps des officiers, il y a « un libertinage terrible », dit Frédéric, entendez une terrible indiscipline; ils « font les malades, » ils « manœuvrent tout de travers », faisant à leur maître parfois plus de tort qu'à l'ennemi, sans compter que, par manque d'hommes, le roi en est réduit à donner l'épaulette à de tout jeunes gens, des « polissons », dit-il, qu'il voit « jouer au cheval, sous ses fenêtres, comme de petits garçons[2] ». Mal secondé, il reçoit des rapports faux, de faux états de situation, le désordre s'étant mis partout[3]. « Il n'y a plus d'honneur dans les troupes, le J.. F... les a possédées presque toutes, et l'on ne sait plus à quel saint se vouer[4] » : voilà comment il dépeint lui-même l'état de ses armées au mois de septembre de l'année 1759, vers le milieu de la guerre de Sept Ans.

1. *Correspondance politique*, XVIII, 445, 489, 494 ; XIX, 404. — *Catt*, 307.
2. *Correspondance politique*, XIV, 421 ; XVI, 334. — *Catt*, 310, 425.
3. *Correspondance politique*, XXIII, 97.
4. *Correspondance politique*, XVIII, 516.

Que d'un pareil outil de guerre il ait tiré le parti que l'on sait, jusqu'à résister sept années durant aux assauts de l'Europe coalisée, cela est admirable, et c'est ce dont il est juste de faire honneur non seulement à son génie militaire, qu'on n'a pas ici qualité pour juger, mais aussi à l'action morale, personnelle, directe, que seul de son temps, croyons-nous, il a su exercer sur ses troupes. Seul de son temps, en effet, le grand Frédéric a tenté de remédier au vice originel des armées mercenaires en inspirant au soldat la confiance, l'ardeur et l'élan, par son influence propre de conducteur d'hommes, et non plus seulement par des récompenses matérielles — celles-ci n'étant d'ailleurs pas négligées et profitant « au premier des généraux prussiens comme au dernier des tambours ». — Ainsi, par principe, il fait le fanfaron avec ses hommes — « il faut qu'un général soit comédien », dit-il, — il parle légèrement de ses revers, et crie bien haut son mépris pour l'ennemi, dont un Prussien vaut quatre à lui tout seul, et que l'on va chasser « le pied au c... », tandis qu'il couvrira d'éloges les troupes qu'il a « l'honneur » de commander, les « meilleures troupes qui soient au monde », et qui « dompteraient

l'enfer[1] ». Les soldats du commun, il les stimule par des flatteries, des compliments, par cette appellation familière de « mes enfants » qu'il leur adresse à la parade chaque matin, par des embrassades et des tapes sur l'épaule dans les grandes circonstances[2] : « il faut qu'un général soit populaire ! » Mais c'est sur les officiers que son influence personnelle s'exerce naturellement le mieux : il les prend par l'orgueil, comme les soldats par la vanité, il les harangue avant la bataille, il proscrit chez eux le découragement : « ma devise est vaincre ou mourir, et quiconque ne pense pas de même doit s'en aller à tous les diables. » Et surtout il excite en eux l'ambition de bien faire et de faire grand. « Un bon ouvrier fait avec de mauvais outil bon ouvrage » — c'est le discours mille fois répété qu'il leur tient, — « il faut se faire un honneur d'avoir une tâche difficile à remplir, c'est pourquoi l'on paie un danseur de cordes et l'on ne donne rien à ceux qui marchent vraiment par les rues... Sans doute vous êtes hommes, et n'êtes point au-dessus de la Fortune ; des malheurs peuvent vous arriver, mais vous

1. *Correspondance politique*, XIII, 481 ; XIV, 140, 152, 366, 371. — *Catt*, 321. — *Œuvres*, XXVIII, 40.
2. *Œuvres*, XXVIII, 40 ; — *Catt*, 359.

devez être tranquilles, je ne vous jugerai pas sur l'événement, mais sur les circonstances et les dispositions que vous avez faites[1]. » En conséquence, aux généraux battus sans leur faute, point de reproches, mais des condoléances, des encouragements[2] : « Oubliez cela, *nur nicht mehr daran gedacht*..., c'est un malheur comme il peut en arriver à la guerre, *so im Kriege arriviren kann*, mais je n'en suis ni n'en reste pas moins votre gracieux seigneur et roi. Et maintenant, rendez le courage à vos officiers, pour que les têtes ne pendent pas trop, *damit sie die Köpfe nicht hängen lassen*... »

Ce qu'il cherche avant tout à imprimer dans l'âme de ses hommes, parce qu'il en est lui-même très pénétré et comme possédé, c'est la nécessité de l'offensive dans les opérations de guerre, en stratégie comme en tactique, dans la plus large mesure possible, et alors même qu'on ne pourrait faire au fond qu'une guerre défensive. Rien, à vrai dire, ne s'explique mieux chez Frédéric que ce principe, ce postulat de l'offensive à tout prix, car du moment que la guerre n'est à son sens qu'un moyen d'action

1. *Correspondance politique*, XVI, 347 ; XIV, 153 ; XVI, 236 ; XVII, 165.
2. *Correspondance politique*, XV; 332, 333 ; XVIII, 445.

politique, un moyen de négociation, il est évident que de ce moyen il faut qu'il se saisisse lui-même, lui le premier, pour l'imposer à l'adversaire en restant toujours le maître de son jeu. Aussi bien, lorsqu'il prêche l'offensive à ses officiers, ce n'est pas seulement comme le parti « le plus assuré », la défensive étant toujours « plus onéreuse et plus risqueuse », ou le parti « le plus brillant pour l'effet », « pour l'air de supériorité qu'il nous convient de prendre sur l'ennemi », mais comme l'unique moyen que l'on ait d'*aboutir* en affaires, *das einzige Mittel vor uns was einzurichten*[1]. Ce n'est pas seulement « la raison de guerre », c'est aussi « la raison de politique » qui lui prescrit de prévenir l'adversaire, de le gagner de vitesse, et de frapper sans retard « un grand coup qui encourage les amis » de la Prusse, « étonne ses ennemis, rassure les timides et décide les tièdes en sa faveur[2] ». Voici enfin, en faveur de l'offensive, une dernière considération qui n'est pas à dédaigner : « Mieux vaut se battre hors de son pays que chez soi », car alors on travaille « sur le velours », et plus on occupe de territoires enne-

1. *Correspondance politique*, XIV, 369; XII, 49 ; XIII, 455; XIV, 58 ; XV, 456.
2. *Correspondance politique*, XIV, 488.

mis, « plus on a de recrues, de subsistances et d'argent, trois choses sans lesquelles on ne fait pas la guerre[1] ».

Cette foi dans l'offensive, cette foi tout ensemble intinctive et raisonnée, a-t-elle d'ailleurs conduit le grand Frédéric jusqu'à ce qu'on ne manquerait pas aujourd'hui, selon l'esprit moderne de la guerre, d'en considérer comme la conséquence forcée, je veux dire jusqu'à toujours vouloir et chercher la bataille ? La question peut en effet se poser si l'on se rappelle ce qu'était l'art de la guerre avant Napoléon, un art très différent du nôtre et surtout stratégique, où la bataille n'est pas considérée comme le seul élément décisif, non pas même comme l'élément décisif essentiel — on sait que deux théoriciens militaires du XVIIIe siècle, Lloyd et Bülow, déclarent la bataille « superflue », et que le Maréchal de Saxe la définit comme « un expédient pour généraux malhabiles » ; — un art où la première place est donnée à cet autre facteur qui ne joue plus qu'un rôle secondaire dans les plans de campagnes modernes, la « manœuvre », l'occupation des places, des magasins, des positions, soit la solution stratégique, et non plus

1. *Correspondance politique*, XX, 484 ; XV, 2 ; XXI, 80.

tactique, du problème de la guerre. Mais, ainsi présentée, la question serait mal présentée, car il est aujourd'hui reconnu qu'en fait le grand Frédéric a plus livré bataille qu'aucun des généraux de son temps. En fait, tout le monde l'admet maintenant, il a aimé et cherché la solution tactique des opérations de guerre, il a prêché la bataille presque aussi chaleureusement que l'offensive à ses officiers, à ses généraux. « Attaquez l'ennemi partout où vous le trouverez », leur dit-il parfois, « *gehen Sie die Schurken auf den Hals und prügeln Sie ihnen das Leder voll*[1] ». Mais si tel est le fait, quel en est le pourquoi psychologique? Par quelles causes a-t-il tant aimé, dans quel but tant pratiqué, cet *immer batailliren* que lui reprochaient souvent ses familiers et ses lieutenants, son frère Henri surtout? Voilà le problème qui se pose nécessairement à notre attention, problème qui relève moins du domaine technique de la stratégie, de l'art militaire, que de celui de la psychologie historique, problème enfin qui a soulevé en Allemagne, pendant ces vingt dernières années, entre les historiens de profession et les écrivains militaires, les discussions les

1. *Correspondance politique*, XV, 287. — Cf. XIV, 335 ; XV, 287, 289 ; XVII, 132 ; XVIII, 443, 444.

plus âpres, les plus intéressantes, et dont il n'est peut-être pas inutile de donner ici un rapide aperçu[1].

A entendre les écrivins militaires, M. Th. von Bernhardi, par exemple, qui fut l'un des plus considérables d'entre eux, le grand Frédéric aurait seul de son temps compris et perçu le principe essentiel de la guerre moderne, à savoir que, la fin de la guerre étant la destruction des forces de l'ennemi, cette fin ne peut être obtenue que d'une façon, par la bataille décisive, la bataille d'anéantissement. Ce principe nouveau, presque révolutionnaire, le grand Frédéric l'a appliqué toujours et partout, dans

1. Voir A. von Taysen, *Das militärische Testament Friedrichs des grossen*, Berlin, 1879 ; — Th. von Bernhardi, *Friedrich der grosse als Feldherr*, Berlin, 1881 ; — Von Taysen, *Zur Beurtheilung des siebenjährigen Krieges*, Berlin, 1882; — Cämmerer, *Friedrichs des grossen Feldzugplan für* 1757, Berlin, 1883 ; — H. Delbrück, *Historische und Politische Aufsätze, Ueber den Unterschied der Strategie Friedrichs und Napoleons*, Berlin, 1886 ; — Delbrück, *Ueber den Feldzugplan Friedrichs des grossen im Jahre* 1757 (*Militär Wochenblatt, Beiheft*, 1887); — G. Winter, *Die Strategie Friedrichs des grossen in den Feldzügen von* 1756-1757 (*Historisches Taschenbuch*, 1891); — Friedrich von Bernhardi, *Delbrück, Friedrich der grosse und Clausewitz*, Berlin, 1892 ; — Delbrück, *Friedrich, Napoleon, Moltke*, Berlin, 1892 ; — W. von Scherff, *Delbrück und Bernhardi*, Berlin, 1892 ; — *Friedrichs des grossen Anschauungen vom Kriege in ihrer Entwickelung von* 1745 *bis* 1756 (*Kriegsgeschichtliche Einzelschriften, herausgegeben vom Gr. Generalstab, Heft* 27, Berlin, 1899). — Voir aussi les très intéressantes études de M. le lieutenant-colonel Rousset sur *les Maîtres de la Guerre*, Paris, 1899.

la mesure où le lui ont permis les circonstances politiques et sociales au milieu desquelles il a vécu. Par là, il se révèle à nous, avant Napoléon, comme le fondateur de l'art moderne de la guerre, le créateur de la stratégie nouvelle.

Au contraire, selon les historiens de profession, selon M. Delbrück, dont nous avons déjà eu l'occasion de signaler le nom à propos du problème des origines de la guerre de Sept Ans, le grand Frédéric appartient et ne peut appartenir qu'à l'école stratégique de l'ancien régime. S'il en a brisé le formalisme étroit en recourant à la bataille plus souvent, plus savamment que ses contemporains, ce n'est point pour mettre en pratique une théorie nouvelle de la guerre, c'est sous la pression d'un ensemble de circonstances personnelles ou politiques qui, loin de le desservir, lui ont imposé comme malgré lui la méthode qui a fait son succès.

L'on ne fera pas de difficulté d'avouer ici que la thèse de M. Delbrück paraît être la seule vraie, tant au point de vue historique qu'au point de vue psychologique.

Voici tout d'abord une remarque essentielle. Si l'on trouve dans les écrits de doctrine du grand Frédéric, comme l'a parfaitement mon-

tré M. Delbrück, nombre de propositions nettement inspirées du principe de la stratégie d'ancien régime, et que résumeraient à peu près ces mots « la bataille est un mal[1] » ; si, d'autre part, on peut constater qu'il rend, dans sa correspondance militaire et politique, à la doctrine de la manœuvre des hommages qu'un adepte de la doctrine de la bataille n'eût jamais osé formuler, comme lorsqu'il dit que tel ou tel mouvement stratégique « vaut mieux qu'une bataille gagnée[2] »; nous croyons bien, au contraire, qu'on ne saurait rencontrer nulle part sous sa plume, pas plus dans sa *Correspondance* que dans ses écrits théoriques, d'expression quelque peu formelle du principe de la stratégie moderne, c'est-à-dire de la bataille nécessaire par et pour la destruction des armées adverses.

Sans doute le grand Frédéric a cherché la bataille : les écrivains militaires allemands nous le montrent fort bien. Mais l'a-t-il cherchée selon l'esprit de la guerre moderne, à cette seule fin d'anéantir les forces ennemies, et

1. *Ueber den Unterschied der Strategie Friedrichs der grossen und Napoleons*, 39-52.
2. *Correspondance politique*, Frédéric au Prince Henri, 22 avril 1759.

comme le seul facteur décisif dans l'art de vaincre? C'est ce dont nous ne trouvons nul indice psychologique, et c'est ce que ne parviennent pas à nous démontrer les écrivains militaires allemands à l'appui de leur thèse, qui n'est, en somme, qu'une hypothèse. Ils ont tous étudié très savamment les « opérations » de Frédéric, mais ils l'ont fait à la lumière des idées actuelles et sans tenir assez compte de ce qui pour nous est le plus significatif dans la question, j'entends les « conceptions » stratégiques qui ont été celles du roi de Prusse. M. de Bernhardi, par exemple, a fait longuement ressortir le caractère « napoléonien » que revêt, dit-il, la célèbre campagne de Frédéric en 1757, mais il ne paraît pas avoir vu ce que nous font fort bien voir les tomes XIV et XV de la *Correspondance politique*, c'est que, *dans l'esprit de Frédéric*, le plan préconçu de cette belle campagne ne comportait ni bataille décisive, ni anéantissement des forces autrichiennes, ni marche finale sur la ville de Vienne, rien en un mot de « napoléonien » — tout cela ayant été inventé après coup par Frédéric, lors de la rédaction de ses mémoires et de ses apologies — mais une simple marche offensive en Bohême, avec cet objet restreint de repousser

provisoirement les Autrichiens pour permettre aux troupes prussiennes de se retourner ensuite contre les Russes et les Français ; de sorte que, quel que soit le caractère qu'on veuille attribuer aujourd'hui aux opérations de cette campagne, les conceptions de Frédéric en 1757 ne sauraient malgré tout nous apparaître comme révélatrice des principes d'une stratégie nouvelle[1].

Si l'on cherche, au contraire, ce que sa *Correspondance* nous découvre de ses conceptions personnelles dans ses plans de campagne offensifs, ceux par exemple de 1741-1742, de 1744, de 1756, on verra que la bataille n'y apparaît pas pour lui comme un but, une fin en soi, mais comme un moyen, un moyen d'action politique presque autant que de stratégie militaire, un moyen du même ordre que la manœuvre, et destiné non pas à détruire l'adversaire, mais à prendre barre sur lui pour lui forcer la main. Frédéric en effet n'a jamais entendu détruire l'Autriche, ni les forces autrichiennes, qui lui sont nécessaires pour faire contrepoids à la puissance française dans l'équilibre européen. Par exemple, lorsqu'en 1742 il envahit la Mora-

1. Delbrück, *Ueber den Unterschied der Strategie Friedrichs des grossen und Napaleons*, 73 et suiv.

vie, ce n'est pas pour aller prendre Vienne, comme on le lui conseille alors, mais seulement pour forcer Marie-Thérèse, par cette diversion, à consentir à lui céder la Silésie. Voyez de même dans ce curieux écrit intitulé *Réflexions sur les projets de campagne*[1], daté du 1er décembre 1775 et portant cette suscription *scriptum in dolore*, les plans qu'il combine pour une guerre contre l'Autriche et une guerre contre la France : il y prévoit dans l'un et l'autre cas une grande bataille à livrer, mais à cette seule fin d'occuper des places en Flandre ou sur le Danube[2]. Son but n'est jamais que de prendre des gages pour imposer ses volontés à l'adversaire et se faire faire des cessions ou des concessions. « La guerre », dit-il, « doit être conduite sur les principes de la politique[3] », car la guerre à ses yeux, c'est toujours de la politique. Il n'est rien, en somme, qui soit plus éloigné, comme le remarque M. Delbrück, de cette formule caractéristique de Napoléon : « Je ne connais que trois choses à la guerre : faire dix lieues par jour, combattre et rester en repos. »

Comment se pourra donc expliquer, en fin

1. *Œuvres*, XXIX, 75, 77.
2. *Œuvres*, XXVIII, 73-78, 121, 122.
3. *Œuvres*, IX, 190.

de compte, cette tendance constante au *batailliren* chez le grand Frédéric?

Elle s'explique d'abord par le tempérament et le caractère personnel du capitaine. Autant son impatience et sa mobilité d'imagination s'accommodent mal des lentes combinaisons de la stratégie, autant son énergie, son audace innée, sa promptitude et sa sagacité de jugement, le prédestinent comme par nature aux succès tactiques. C'est ce dont lui-même il a conscience quand il prêche la bataille, c'est aussi ce dont se rendent compte ses adversaires, le maréchal Browne entre autres, lequel disait qu'il n'y a qu'un moyen de faire la guerre au roi de Prusse, c'est d'éviter le contact et de ruiner son armée par des marches et des contre-marches[1].

Voyez ensuite les conditions politiques où s'est exercé son génie d'homme de guerre. La Prusse est pauvre, « elle ne peut se permettre de longues guerres », confiait Frédéric au marquis de Valory dès sa première année de règne, « de ces longues guerres qui épuisent, dépeuplent le pays, détruisent la discipline ». « La guerre n'est pas un jeu d'échecs, il faut

1. *Correspondance politique*, XI, 218.

finir », dira-t-il plus tard à son lecteur Catt : or il est clair que, pour en finir, le moyen le plus prompt, c'est encore la bataille, surtout pour Frédéric, qui sait que « toute la force des troupes prussiennes réside dans l'attaque[1] ». — La Prusse, d'autre part, entourée d'ennemis, doit faire face de tous les côtés à la fois dans les guerres défensives, et dans la guerre de Sept Ans, par exemple, quand Frédéric se voit attaqué par les Autrichiens au sud, par les Russes à l'est, par les Français et les Impériaux à l'ouest, la bataille devient pour lui, comme il le dit lui-même, un « parti forcé », un « remède désespéré ». Il n'est pas libre de ne pas combattre, car il est matériellement contraint, qu'il le veuille ou non, pour s'opposer à l'ennemi de droite, de se débarrasser d'abord de l'ennemi de gauche, et pour s'en débarrasser, de le vaincre. Le sort des armes est le dernier, dit-il, qui lui reste, c'est la nécessité qui le lui impose[2].

Il y a ainsi, entre les conceptions militaires du grand Frédéric et les conceptions modernes de la guerre telles que Napoléon les a pour la

1. *Catt*, 407. — *Œuvres*, XXVIII, 84.
2. *Correspondance politique*, XV, 242 ; XIX, 404, 413, 474, 526 ; XX, 25, 463. — La bataille est « l'émétique » (IV, 149).

première fois posées, une différence profonde et primordiale. Pour Napoléon, le but de la guerre est l'anéantissement des forces adverses, et ce but ne peut être atteint que par la bataille décisive. Frédéric, au contraire, fixe à ses plans de campagne un objet politique, lequel peut être atteint par l'un ou l'autre de ces deux éléments de l'art, par la manœuvre ou par la bataille. En livrant bataille, Napoléon obéit à un principe, Frédéric, à son tempérament et à son caractère, aux conditions positives qui déterminent ses opérations, à la nécessité qui l'oblige à repousser d'abord un ennemi pour faire face à un autre. Faire de Frédéric l'inventeur de l'art de la guerre moderne, n'est-ce pas le sortir de son temps et le juger avec les idées d'un siècle qui n'a pas été le sien ? Ne serait-ce pas avouer aussi que, par faiblesse, il aurait failli en cent occasions aux règles nouvelles de l'art ? Mieux vaut lui laisser, croyons-nous, avec les idées de son temps, la supériorité du génie avec lequel il a su appliquer ces idées.

VI

LA JUSTIFICATION DES MOYENS

Capitaine ou négociateur, « conquérant » ou « corrupteur[1] », le grand Frédéric a su tirer si bon parti, dans ses moyens de guerre ou de diplomatie, de la méthode coercitive — menace ou provocation, offensive ou bataille — que l'histoire a fini par faire de lui, comme avaient déjà fait ses contemporains, l'apôtre du cynisme en politique. Et ce n'est pas toujours sans quelque injustice. Sans doute, sans avoir plus de scrupule que ses voisins dans le choix de ses procédés, il a mis plus de calcul, plus de suite, plus d'adresse à violer la loi écrite ou non écrite, et disant tout haut ce que d'autres pensaient tout bas, il a enseigné au monde quelques-unes de ces formules sans pudeur qui devaient être reprises un jour, avec une âpre joie, par son élève de ce siècle-ci, par le prince de Bismarck.

1. *Correspondance politique*, IV, 65.

Mais étudiez dans la *Correspondance* le fond de sa pensée politique, scrutez les mobiles de ses actes : plutôt qu'un cynique, vous trouverez le plus souvent un « réaliste », amoral, inconscient du juste et de l'injuste, ignorant des droits d'autrui, n'ayant que de l'indifférence et point de mépris pour la loi du bien et du mal, qui ne la brave par forfanterie pas plus qu'il ne la tourne par fausse honte. Il ne fait qu'à bon escient parade de réalisme ou de brutalité. Il parle moins qu'il n'use du *droit canon*. Il ne redoute pas le jugement de Dieu, mais il redoute celui de l'opinion. Tout en dédaignant le code et le protocole, il craint l'opinion, il la craint même quand il la viole ; il invoquera son secours aux jours d'épreuve et ne manquera jamais de lui rendre ses comptes. D'autre part, et vis-à-vis de lui-même, il faut reconnaître que Frédéric s'est toujours appliqué à conformer sa conduite à sa notion personnelle du devoir — si spéciale que puisse être chez lui cette notion — et c'est un trait significatif de son caractère que de tous ses actes, de tous ses « moyens », il n'y en a pas un dont il n'ait revendiqué la responsabilité, accepté les conséquences, et présenté la justification. Cette justification, il la donne sous la forme d'une théorie, non pas

nouvelle, mais habilement renouvelée et mise au point, de la raison d'État : nous retrouvons ici la doctrine du souverain serviteur de l'État.

Très nettement, il commence par récuser le droit des gens, par abolir toute espèce de droit positif dans les rapports des États entre eux. On connaît déjà cette ligne devenue célèbre qu'au mois d'octobre de l'année 1740, à la veille d'envahir la Silésie, le roi de Prusse écrivait en marge d'un rapport de Podewils : « L'article de droit est l'affaire des ministres, c'est la vôtre : il est temps d'y travailler en secret, car les ordres aux troupes sont donnés. » A côté de cette franche déclaration de principe, tout le reste paraîtra sans doute un peu pâle, non seulement cette façon qu'il a dans ses lettres officielles de qualifier les questions juridiques de « subtilités de grammairiens », dignes d'être abandonnées « aux rhéteurs », mais aussi ce tranquille aveu recueilli dans un ouvrage de sa vieillesse : « Le droit public n'est qu'un vain fantôme que les souverains étalent dans les factums et dans les manifestes, alors même qu'ils le violent[1]. » C'est la thèse alors prépondérante. Point de *droit ;* il y a des *droits*, mais ces droits

1. *Correspondance politique*, IV, 69, 225. — *Œuvres*, IX, 82.

ne sont que des moyens d'action ou des prétextes à négociation.

Après le droit, c'est la morale privée que Frédéric exclut, non moins nettement, de la politique. La morale « rigide » peut être bonne « pour les stoïciens » et « au pays des romans », mais non pas dans les affaires publiques et pour les chefs de peuples[1] ; elle n'est faite ni à la mesure des hommes d'État ni à celle des choses d'État. « Après tout, un particulier a de tout autres raisons pour être honnête qu'un souverain », car le souverain n'est pas un homme comme les autres, ce n'est pas de sa personne, de son intérêt qu'il s'agit ici-bas, et sa conscience n'est pas la maîtresse de ses actions. C'est un serviteur, un serviteur qui, par droit de naissance, appartient à l'État comme le serf à son seigneur, qui lui doit compte de toutes choses et à lui seul, et qui n'a qu'un devoir au monde, c'est de servir son maître : c'est-à-dire de bien concevoir et combiner ses plans, de ne point manquer l'occasion, de ne rien sacrifier aux passions ni aux préjugés, bref et en toutes choses de viser juste et d'agir ferme. Aux yeux de ce serviteur public, il n'y a de bien que ce qui est utile, de

1. *Œuvres*, XVII, 226, 227.

mal que ce qui est nuisible au « corps » social (l'expression se rencontre déjà sous la plume de Frédéric). Toute sa morale et toute sa philosophie tiennent dans ce mot : le bien de l'État. Là devant, il n'y a pas d'honneur qui tienne, de scrupule qui vaille. Le bien de l'État n'est-il pas par définition le bien de l'individu [1] ? Ou plutôt ne sait-on pas qu' « il n'y a qu'un bien, qui est celui de l'État en général » ? Voilà donc la loi suprême qui jugera ses moyens ; selon cette loi, toute erreur de calcul lui sera comptée comme une faute de morale dont il ne pourra se disculper qu'en démontrant que le sort l'a trahi, et non pas sa pensée, ni sa volonté — c'est que Frédéric tentera toujours de faire dans la mauvaise fortune [2] — et qu'il a rempli jusqu'au bout ce devoir sacré de serviteur d'État auquel il doit « se sacrifier lui-même [3] », s'il le faut, avec sa conscience et sa foi, tout entier.

Or les occasions de « se sacrifier » ne manquent pas au souverain. L'État se trouve-t-il lié par un mauvais traité ? Le souverain *doit* rompre ce

1. *Œuvres*, IX, 200. — Cf. 220 : « Le bien de la société est le vôtre. »

2. Voyez *l'Apologie de ma conduite politique* et *les Raisons de ma conduite militaire*, juillet 1757 (*Œuvres*, XXVII, III, 269 et suiv.).

3. *Œuvres*, XVII, 227.

traité, car, « quand nos intérêts changent, il faut changer avec eux ». Tout se réduit à ceci : « Vaut-il mieux que le peuple périsse ou que le souverain rompe son traité? Quel est l'imbécile qui balancerait pour résoudre cette question[1]? » Si même le souverain est scrupuleux, le jour où il verra les troupes d'un de ses alliés signer une capitulation honteuse, il se fera un devoir d'engager son partenaire à désavouer après coup la capitulation : on sait que c'est le conseil donné par Frédéric à George II après la Convention de Closterzeven. — Autre hypothèse : à tort ou à raison, on dit l'État sous le coup d'une agression violente de la part d'une puissance voisine. Le souverain *doit* prévenir l'ennemi, pour le mettre hors d'état de nuire, soit qu'il lui cherche « une querelle d'Allemand[2] », soit qu'il le provoque directement par des sommations brutales. Et si tel autre petit État, qui se dit neutre, est suspect à tort ou à raison d'être l'ami de cet ennemi, le souverain *doit* commencer par mettre la main sur ce voisin paisible, sur son armée qu'il incorpore à la sienne, sur la famille régnante qu'il prend en otage, et sur le prince lui-même qu'il chasse de

1. *Œuvres*, II, XVI, XXVII. — *Correspondance politique*, XV, 424.
2. *Correspondance politique*, I, 211.

chez lui, parce que, tout cela, il le faut « pour la sûreté et la conservation de l'État[1] » : n'est-ce pas ce que fait Frédéric en Saxe à l'origine de la guerre de Sept Ans?

Tout cela, c'est plus que le droit, c'est le devoir du chef d'État, et c'est ici que le *Souverain* de Frédéric se distingue du *Prince* de Machiavel. Selon Machiavel, l'intérêt du prince est la suprême loi, et la politique exclut par définition toute espèce de morale. Selon Frédéric, au contraire, la loi, c'est le bien de l'État, et le souverain est son prophète, je veux dire son serviteur. Et si ce serviteur d'État est au-dessus ou en dehors de la morale privée comme du droit naturel, il a du moins sa morale à lui, qui est la « morale publique », il a son devoir à remplir, qui est le bien de l'État, il a son juge aussi, qui est le succès, non pas le succès apparent et immédiat tel que le constatent les contemporains, mais le succès final et durable tel que le saisit l'histoire : « c'est la postérité qui juge les rois », dit Frédéric. Mais si la « fin » de la politique n'est plus la même qu'autrefois — ou ne paraît plus l'être — cette « fin » n'en justifie toujours pas moins les « moyens » : voilà qui

1. *Correspondance politique*, XIII, 370.

donne la clef des belles théories développées par Frédéric dans son célèbre ouvrage de jeunesse, l'*Antimachiavel*, cette singulière composition de rhétorique où l'auteur semble s'être proposé de détruire la raison d'État pour avoir le plaisir de la relever sur d'autres bases, et de poser de grands principes de vertu pour les anéantir après sous le poids des exceptions. Il n'y a pas contradiction, malgré les apparences, entre la thèse de l'ami de Voltaire et la conduite pratique du conquérant de la Silésie, car il n'y a pas dans l'*Antimachiavel* réfutation, mais adaptation du *Prince*. Tous deux, le Florentin du XVe siècle et le Prussien du XVIIIe, tous deux ils « justifient la force », selon le mot célèbre, seulement celui-ci y met d'autres formes — on n'ose dire plus de formes — que celui-là. Là où « le docteur de la scélératesse » disait l'intérêt du prince, Frédéric proteste au nom de la raison, de l'humanité, et reprend en disant le bien de l'État, le devoir du souverain ; puis, sur ces données nouvelles, il rebâtit à son tour la vieille doctrine, qui a toujours été et sera sans doute toujours celle des politiques d'ici-bas.

Mais, si « l'intérêt du prince » faisait à la politique un objet positif et précis, il n'en est

pas de même du « bien de l'État », et puisque ce « bien de l'État » constitue pour le grand Frédéric la justification suprême de sa conduite, de ses « moyens », l'expression étant quelque peu vague, il faut lui demander maintenant de nous la préciser.

VII

LE BUT DE LA POLITIQUE

« Les princes ne sont dans le monde que pour rendre les hommes heureux. » On devine, par cet aphorisme tout idyllique, où l'auteur de *l'Antimachiavel* prétend placer l'objet final de son devoir de serviteur de l'État : le but de la politique, à bien l'entendre, c'est « la justice » et « le bonheur du peuple ». Voilà certes un noble idéal. Mais comment le réaliser ? Si l'on veut — je traduis ici la pensée latente de Frédéric, celle que les historiens en Prusse expriment aujourd'hui nettement — si l'on veut que l'État soit capable de remplir cette mission de paix et de répandre par tout le monde le bonheur et la justice, il faut commencer par faire cet État fort et grand, par le faire le plus fort et le plus grand de tous, de sorte que le bien général présent se concentre dans « l'affermissement de l'État et l'accroissement de la puissance » (selon l'expression du *Testament politique*)

de sorte que le devoir présent du souverain peut en fait se résumer en un mot : la conquête. Voilà le réel de la politique après l'idéal.

La conquête, *le devoir de conquête*, c'est en effet la pensée qui hante toujours l'imagination du grand Frédéric. Il n'a pas vingt ans lorsque, de sa prison de Custrin, il expose dans une lettre à son ami Natzmer tout un programme de politique conquérante. Il faut, y est-il dit, que ce royaume de Prusse s'élève de la poussière où il a été couché afin de devenir la ressource des affligés, le « support » des veuves et des orphelins, afin de faire fleurir la religion protestante en Europe..., et pour cela? Pour cela, il faut que nous prenions le Mecklembourg, les pays de Berg et de Juliers, la Prusse polonaise, sans oublier cette Poméranie suédoise qui, réunie à la Poméranie prussienne, « ferait un fort joli effet[1] ». — Vingt ans plus tard, Frédéric est dans l'âge mûr, il fait son *Testament politique*[2] : second tableau des pays à acquérir, plus ferme, celui-ci, plus savant, non moins

1. *Œuvres*, XVI, 3, 4, 5.

2. Voyez M. Lehmann, *Friedrich der grosse und der Ursprung des siebenjährigen Krieges*, 62 et suiv., 94, 95; — R. Koser, *Zum Ursprung des siebenjährigen Krieges* (*Historische Zeitschrift*) t. LXXIV, p. 69 et suiv.; — A. Naudé, *Beiträge zur Entstehungsgeschichte des siebenjährigen Krieges*, Leipzig, 1895, *passim*.

ambitieux que le premier, et d'une telle précision de détail que, malgré son titre de « rêveries politiques », il y aurait mauvaise grâce à douter que ces « rêveries » n'attendent qu'une bonne occasion pour devenir des réalités. — Enfin, peu après le partage de la Pologne, voici le roi dans sa vieillesse qui rédige, à l'intention de son successeur, un *Exposé du gouvernement prussien;* qui, là encore, développe à plaisir les vues d'acquisition qui « conviennent » à la Prusse, montrant que de tous les pays voisins c'est la Saxe qui « conviendrait » le mieux, et que pour l'avoir il n'y a qu'un moyen, c'est de prendre la Bohême, qu'ensuite on « troquera » contre les États saxons. Et il ajoute : « c'est une attention nécessaire de cacher ses desseins d'ambition et, si l'on peut, de réveiller l'envie de l'Europe contre d'autres puissances, *à la faveur de quoi l'on frappe son coup*[1]. » Ainsi, à chaque étape de la vie, comme en un examen de conscience politique, il établit le bilan des conquêtes faites et le devis des conquêtes à faire, reprenant et développant toujours sa pensée maîtresse, celle que ses voisins les Polonais, « têtes sans dialectique », disait-il, mais

1. *Œuvres*, IX, 187, 188. — Sur le mot des Polonais, voir Mirabeau, *De la Monarchie prussienne*, I, 316.

non sans esprit, traduisaient malicieusement en ajoutant à la devise de ses armes, *suum cuique*, ce seul mot : *rapuit*.

Dans la grande plaine morne du Nord allemand, l'État prussien, tel que Frédéric le reçoit de ses pères en 1740, bizarrement découpé, émietté comme à plaisir, n'a ni centre, ni rayon, ni limite : c'est une matière inerte et informe, réductible à néant comme extensible à l'infini, et c'est cette matière-là que Frédéric veut organiser, en la fortifiant et en la serrant autour d'un noyau qui est le Brandebourg. Par principe, il s'interdit toute guerre qui ne serait pas une guerre de conquête, il s'interdit toute acquisition éloignée, car « un village sur la frontière vaut mieux qu'une principauté à soixante lieues », il s'interdit toute aliénation de territoire qui n'aurait pas pour effet de substituer une possession voisine à une possession lointaine, comme la Frise prussienne, ou les provinces du Rhin, qu'il cherchera souvent à échanger contre le Mecklembourg[1]. Inversement, il n'a pas d'objection de principe à laisser s'agrandir le prochain, ni même à y aider tel ou tel de ses alliés, le Hanovre ou la Bavière, dont il excite au besoin

1. *Correspondance politique*, I, 357, 358 ; XVIII, 612. — *Œuvres*, IX, 188 ; XXVIII, 124.

les appétits par d'adroites tentations : « dès que nous ouvrons la porte à l'ambition des autres, il est à croire que nous y trouverons notre compte [1]. »

Son coup d'essai, un coup de maître, lui donne d'emblée la Silésie ; mais, à l'entendre, cette première conquête ne fait qu'en appeler deux autres — les deux principales — qu'elle rend plus nécessaires que jamais, et avant tout celle de la Saxe. La Saxe, tout le monde le sait, est dans la main de l'Autriche ; or son territoire s'ouvre à dix lieues des portes de Berlin : il y a là pour la Prusse un danger public, et il faut que la Saxe soit prussienne ou qu'elle ne soit pas du tout. Ses regards s'attachent donc sur elle comme sur la proie désirée. Dès 1741, pour l'avoir, il veut abandonner à la Russie la Prusse orientale [2]. Peu après, il refuse de la laisser s'agrandir en Bohême. Toujours et partout, il traite en ennemis les Saxons, ces « faux frères ». Il fera tout au monde pour les priver des subsides de la France, et, pendant dix ans, il ne cessera de déclarer à Louis XV qu'il sortira de l'alliance française le jour où l'on y ferait entrer

1. *Correspondance politique*, XVIII, 612, 613. — Cf. pour le Hanovre : I, 214 ; XIV, 167. — Cf. pour la Bavière : III, 63, 71.

2. *Correspondance politique*, I, 209. — Cf. R. Koser, *König Friedrich der grosse*, I, 99.

son gros voisin Auguste III, *der Matz*[1]. Enfin voici la grande année 1756. Frédéric prend possession du pays comme à titre définitif, traite les habitants en « sujets », incorpore les troupes aux siennes, et pendant toute la guerre de Sept Ans, ce qui le soutient surtout dans sa résistance, c'est l'espoir de garder à jamais, fût-ce au prix d'un sacrifice, cette terre promise de Saxe... L'espoir fut déçu, on le sait, comme fut aussi déçu l'espoir d'acquérir la Lusace, ou le Mecklembourg, ou l'évêché d'Hildesheim[2]. Il est vrai que Frédéric devait avoir plus de succès avec la seconde de ses acquisitions de première nécessité, je veux dire la Prusse polonaise, ce bout de pays qui coupe en deux le royaume en séparant la Prusse royale du Brandebourg, et qui fera la part de Frédéric au premier partage de la Pologne. Il avait toujours eu l'intuition que ce ne serait pas la guerre qui lui donnerait cette province. Une fois, cependant, il sembla vouloir la prendre de haute lutte ; c'est au commen-

1. *Correspondance politique*, X, 499. — Cf. VIII, 483 ; XI, 119 282, 288, 342, 357 ; XIII, 409, 483. — Même jeu, plus tard, pour empêcher les Saxons d'intervenir dans son alliance avec la Russie. Il écrit à Solms, son représentant à Saint-Pétersbourg, en 1768 : « Point de Saxons, ou je regarde notre alliance, dès ce moment, comme rompue. Ce sont paroles sacramentales (*sic*). » (*Correspondance politique*, XXVII, 128.)

2. *Correspondance politique*, XVIII, 592, 612.

cement de la guerre de Sept Ans, lorsqu'il donna ordre à son lieutenant Lehwaldt de traiter l'affaire avec les Russes aussitôt qu'il les aurait bien battus[1]. Mais l'idée d'un partage à l'amiable n'en était pas moins prépondérante dans l'esprit du roi, car dès 1752, dans son *Testament politique*[2], il disait déjà de la Pologne, comme autrefois certain duc de Savoie de l'Italie, que cet artichaut demandait à être mangé en paix, tout doucement, feuille à feuille.

Amiable ou brutal, l'agrandissement, qui est alors la loi de toute politique, est donc nécessaire pour l'État prussien plus encore que pour tout autre État : il est nécessaire pour « recoudre les pièces détachées » de la Prusse, pour donner au pays, avec la consistance qui lui manque, la force de résister à ses adversaires, comme à l'épreuve « à la longue irrésistible », disait Mirabeau, « d'un gouvernement malhabile ». Le grand Frédéric, qui ne voit dans l'Allemagne, selon l'expression célèbre, qu'une « possibilité permanente d'annexion », est, selon sa propre formule, « un conquérant par nécessité, non par tempérament ».

1. *Correspondance politique*, XII, 456.
2. Cf. Max Lehmann, *Friedrich der grosse und der Ursprung des siebenjährigen Krieges*, 63.

— Mais la conquête, nécessaire pour le bien de la Prusse, ne l'est pas moins pour le bien général, pour la liberté de l'Allemagne et de l'Europe : voilà ce que Frédéric ajoute à sa théorie première lorsqu'il veut l'appuyer sur des principes d'un ordre plus général et plus généreux. Alors il se déclare « bon et loyal patriote allemand », et l'on ne l'entend parler pour un temps que de la « constitution impériale », des « devoirs des princes », et de l'obéissance due au « Chef de la Germanie » : surtout lorsqu'il a, comme en 1743, l'empereur à ses pieds et l'empire à sa dévotion[1]. Alors il se pose en « citoyen d'Europe », « haïssant la tyrannie », et avec « une franchise républicaine » il jure qu'il va « sauver la liberté du genre humain » : par exemple quand il veut exciter la jalousie de l'Angleterre contre les « conspirations ambitieuses » d'un Habsbourg ou d'un Bourbon[2]. S'il prend la Silésie en 1740, c'est « pour le véritable bien de la maison d'Autriche », c'est « pour la paix et l'équilibre de l'Europe[3] ». De même, à l'origine de la guerre de Sept Ans, c'est pour gagner l'appoint de tous les petits

1. *Correspondance politique*, II, 314, 321, 360, 409.
2. *Ib.*, XIV, 32, 57.
3. *Ib.*, I, 122.

États à politique indécise du centre de l'Allemagne qu'il « sonne le tocsin » contre les Habsbourgs, et s'écrie que jusqu'à son dernier souffle il défendra la grande patrie contre l'Europe : « Il ne sera pas dit que tant qu'il y a un Prussien en vie, l'Allemagne manque de défenseurs[1] ! »

Plutôt que dans ces phrases de rhétorique diplomatique, c'est dans les actes et les opérations du conquérant de la Silésie qu'on trouverait l'objet, la raison de la politique allemande de Frédéric ; c'est surtout dans l'histoire de cette guerre de Sept Ans, qui fit de lui, aux yeux des Allemands, un héros national, et qui groupa en effet autour de lui, avant même le temps de sa *Confédération des Princes*, les intérêts et les aspirations de l'Allemagne protestante. Mais la thèse toute de circonstance esquissée à diverses époques par le grand Frédéric a son intérêt en ce qu'elle a été reprise de nos jours et développée par les historiens prussiens, qui en ont fait la théorie de la « mission allemande » de la Prusse.

Résumons cette théorie. Le Saint-Empire romain germanique était non pas une réalité, mais un mot, pis encore, « un mensonge » : un

1. *Correspondance politique*, XIV, 1.

mensonge que ces exploiteurs impériaux, les Habsbourgs, ont soigneusement entretenu pour étouffer l'Allemagne vraie, pour en vendre les morceaux à l'ennemi, pour y opprimer le protestantisme et y établir ce dualisme dont la grande patrie devait mourir. Or l'histoire voulait qu'une force nouvelle se dressât du sein de l'Allemagne pour protéger contre les tyrans la nation et la religion, pour engendrer un jour l'unité germanique : cette mission, l'honneur en était réservé à la Prusse, et si tous les souverains de Prusse ont collaboré sans faiblesse à l'œuvre de gloire, nul ne l'a mieux comprise et mieux remplie que Frédéric le Grand. Le premier, il a rompu le cordon qui liait encore la Prusse à l'Empire, il a fait, et pour toujours, de la Prusse un État indépendant, grande puissance en Europe, défenseur de la Réforme et protecteur attitré de l'Allemagne. Le premier enfin, loyalement, il a tenté de résoudre l'éternel dualisme germanique en arrachant la couronne impériale à l'héritière des Habsbourgs, et si ses efforts ont échoué, ce n'a pas été sans lui laisser la satisfaction de porter un coup fatal au monstre autrichien, de chasser l'étranger du sol national et de sauver l'Empire du démembrement. Partout et toujours, le grand Frédéric

a lutté, vaincu, vécu, pour l'Allemagne et pour le Protestantisme.

L'on ne saurait suivre ici les historiens prussiens — J.-G. Droysen, L. von Ranke, H. von Treitschke, pour ne citer que les plus considérables d'entre eux — dans les développements qu'ils donnent ainsi de cette doctrine de la « mission allemande » de la Prusse. Il est difficile de penser que les exagérations de cette doctrine ne reposent pas sur une fausse application aux conceptions politiques de Frédéric II des idées du XIXe siècle sur l'unité allemande, et ce qui suffirait d'ailleurs à mettre en garde contre ces exagérations, ce sont les étranges abus de pensée où elles conduisent plusieurs savants allemands, par exemple H. von Treitschke, qui célèbre la première conquête de Frédéric comme la « libération » de la Silésie [1], ou le philosophe Ed. Zeller, qui justifie moralement cette même conquête en disant qu'il fallait alors une guerre avec l'Autriche pour permettre à la Prusse, en vivant sa vie, de remplir jusqu'au bout son devoir historique [2].

L'expression des sentiments vrais du grand Frédéric à l'égard de l'Allemagne et de l'Empire

1. *Deutsche Geschichte*, I, 57.
2. *Friedrich der grosse als Philosoph*, 117.

se trouve assez clairement indiquée non seulement dans sa *Correspondance politique*, mais dans ses *Œuvres* et surtout dans son *Testament de* 1752, et ce qui résulte à l'évidence de ces documents, c'est que conceptions et actions, chez Frédéric, convergent toutes vers un même but : élever la Prusse, et, pour élever la Prusse, abaisser l'Autriche. « Les Autrichiens sont nos véritables ennemis », voilà la pensée maîtresse qu'il exprime dans son *Testament* et autour de laquelle gravite toute sa politique de conquête. Cette politique est anti-autrichienne avant tout, non seulement parce que l'Autriche opprime l'Allemagne ou le Protestantisme, mais surtout parce qu'en fait la Prusse ne peut s'accroître qu'aux dépens ou en dépit de l'Autriche. Il dépouille et démembre l'Autriche, mais au profit de la Prusse, et jusqu'au point-limite où il y a profit pour la Prusse, car il sait qu'en la détruisant tout à fait il romprait l'équilibre de l'Europe ; et s'il pense que tel jour l'opération cessera de rapporter, comme la guerre de Silésie lorsqu'il tient la Silésie, ce jour-là il arrête les frais et fait la paix avec l'ennemi. D'une alliance avec l'impératrice Marie-Thérèse, ou plus tard avec « Monsieur Joseph », avec « le César Joseph », comme il l'appelle, jamais il ne

veut entendre parler, la Cour de Vienne est la seule avec laquelle il déclare « impossible que des liens solides se forment[1] ». Et, conséquence curieuse de son hostilité de principe contre l'Autriche, il ne veut pas que la Prusse ait une marine : *Keine Flotte*, écrit-il dans son *Testament politique ;* c'est que « les Autrichiens n'ont que des troupes de terre, et c'est à eux que nous devons penser dans tous nos arrangements militaires ».

La défense des Protestants ? C'est surtout un moyen d'action, de propagande, contre la catholique Autriche. Dans ses *Principes généraux de la Guerre*, il en règle lui-même les conditions d'emploi : « Si le pays est protestant », dit-il, « on joue le rôle de défenseur de la religion luthérienne, on souffle le fanatisme au cœur du vulgaire, dont la simplicité est facilement abusée[2]... » L'année même de son avènement, ayant besoin de l'appui de l'Angleterre pour son entreprise sur la Silésie : « il faut dire à Londres », mande-t-il à Podewils, « que je m'approche de la cour de Vienne pour la forcer

1. *Œuvres*, IX, 87. — *Testament politique*, voir Lehmann, *Friedrich der grosse und der Ursprung des siebenjährigen Krieges*, 104.
2. *Œuvres*, XXVIII, 50.

à se mettre du parti de la religion[1]. » Enfin, en 1756, s'il dénonce dans la coalition contre la Prusse une coalition contre le Protestantisme, c'est pour appeler à son secours les puissances protestantes, Angleterre, Hollande ou Danemark.

Son patriotisme allemand? C'est de même, avant tout, une position de défense contre les agressions de l'Autriche, contre les menées anti-prussiennes de la France ou de la Russie. Il protège les États allemands contre l'Empire et contre l'étranger, quand il n'est pas assez fort pour les démembrer à son profit; il défend les libertés germaniques quand il n'est pas libre de les confisquer lui-même, de peur qu'elles ne le soient par d'autres. En 1740, à la mort de l'empereur Charles VI, tandis qu'il fait parade de son « cœur patriote », et qu'il prêche par toute l'Allemagne la croisade contre les Habsbourgs, il s'empresse d'offrir en secret sa garantie à Marie-Thérèse, si Marie-Thérèse veut lui céder la Silésie[2]. En 1742, en 1759, il combine de grands projets de sécularisations[3], et veut bouleverser la carte de la « Germanie » aux

1. *Correspondance politique*, I, 99.
2. *Ib.*, I, 103, 121, 136, 141, etc.
3. *Ib.*, II, 329; XVIII, 592, 612.

dépens des « patriotes » qui ont alors quelque peine à se protéger contre leur « protecteur ».

Voyez enfin son rôle en face de l'étranger, de l'oppresseur par définition. Des trois grandes puissances européennes avec lesquelles il fait successivement alliance, il y en a deux, la France et la Russie, en qui l'Allemagne voyait ses ennemies héréditaires ; et quand, après le renversement des alliances, il va faire la guerre à la France : « Je ne me croyais pas si bon Allemand », s'écriera-t-il ! N'est-ce pas Frédéric, d'ailleurs, qui veut offrir un jour à la Russie la Prusse orientale, et à la France les pays de Clèves et Mark, toutes terres allemandes, pour compenser l'achat éventuel de la Saxe ? N'est-ce pas lui qui invite Louis XV à occuper le Hanovre en 1755, et qui, deux fois en cinq années, appelle des armées françaises dans l'empire d'Allemagne[1] ?

Ce qui est vrai, c'est que la politique de Frédéric le Grand, comme celle de ses prédécesseurs au trône de Prusse, cette politique prussienne avant tout, non moins intéressée, non moins exclusive, non moins anti-allemande parfois que ne l'était dans le même temps la

1. *Correspondance politique*, XI, 106, 107 ; XVIII, 592, 593.

politique autrichienne de Marie-Thérèse et des Habsbourgs, a eu ce résultat de créer dans le Nord allemand, aux dépens mêmes des États allemands, une grande puissance indépendante, anti-autrichienne par nature, et qui devait prendre par la force des choses, en opposition à l'Autriche, la tête de l'Allemagne septentrionale et protestante. Et par là, l'histoire du monde germanique avançait d'un pas ; la face de l'Allemagne en était changée pour toujours. Le contrepoids qu'à la fin de la guerre de Trente Ans, l'Autriche ne rencontrait qu'à l'étranger — l'étranger, c'était la France — voici qu'elle le trouve au sein de l'Empire, voici qu'un noyau nouveau se forme dans la nébuleuse, et qu'à la place de cette foule inerte de petits États cherchant leur appui au dehors, s'élève devant l'Autriche une puissance assez forte pour lui résister, pour la vaincre, pour refondre un jour l'Allemagne sur des bases nouvelles et reconstituer l'Empire à son profit. Le grand Frédéric, en travaillant pour la Prusse, travaille ainsi, sans en avoir conscience, pour l'avenir et la reconstruction de l'Allemagne. Sa gloire même, et surtout après la guerre de Sept Ans, rejaillit sur la nation allemande; elle réveille dans l'âme du peuple les sentiments

oubliés de liberté, d'indépendance et d'orgueil national ; elle attire à la Prusse les aspirations renaissantes du patriotisme germanique. L'Allemagne dès lors marche dans une direction nouvelle, et ce n'est qu'à Sadowa — il faut, hélas ! ajouter : à Sedan — que se dénouera la pièce dont le premier acte s'est joué à Mollwitz.

VIII

Vingt ans après la mort du grand Frédéric, le royaume de Prusse s'effondrait soudain dans l'une des plus effroyables catastrophes des temps modernes. Aux yeux des contemporains, inconscients de l'avenir, voilà quel était le résultat de cette politique frédéricienne de la conquête nécessaire. C'est à l'œuvre et au génie du roi philosophe que les patriotes allemands s'en prirent alors de leurs espoirs déçus, des désastres de l'Allemagne, c'est à sa gloire même que d'une voix solennelle Ernest-Maurice Arndt vint jeter l'anathème : « La face de Dieu », dit-il, « s'est détournée de lui, et il a été aveuglé, et il a méconnu la foi de son peuple... ; son nom a été fatal à l'Allemagne, et sa mémoire fait le deuil de sa patrie. »

Deux causes ont mené la Prusse, après tant de prospérités, à cet humiliant et douloureux désastre de l'année 1806 : l'accroissement trop prompt, et l'épuisement intérieur. La Prusse

n'est pas viable, pensait le grand Frédéric à son avènement, et là-dessus il prit la Silésie. Or il se trouva qu'accrue de la Silésie, accrue bientôt des provinces polonaises, la Prusse ne l'était guère davantage, que son territoire découpé en étoile était plus que jamais d'une défense impossible, et à bien voir les choses en effet, la Prusse n'est viable que dans sa constitution actuelle, à la tête de l'empire et propriétaire de la moitié de l'Allemagne. L'accroissement nécessaire, selon Frédéric, était donc un accroissement sans limite. — D'autre part, il y a, dans le gouvernement intérieur de l'État, un corollaire inévitable au régime de conquête qui représentait à la fois pour Frédéric le bien suprême de la Prusse et le devoir suprême du serviteur de la Prusse : c'est l'exploitation de toutes les forces vives du pays au profit exclusif de cette « industrie nationale », qui est la guerre. De là, dans le royaume de Frédéric, ces impôts écrasants, levés par une « régie » française et détestée, la bourgeoisie industrieuse épuisée par les abus du fisc et de la réglementation, les paysans esclaves disparaissant peu à peu d'une terre qui semblait dévorer ses enfants, l'administration inerte et mécanique, l'État seul debout dans la société comme le souverain

seul maître dans l'État, bref la crise inévitable au premier choc après la mort de Frédéric le Grand. « Pourriture avant maturité ! » s'écriait Mirabeau de cette Prusse, de ce « colosse aux pieds d'argile » qui, debout tant que Frédéric resta debout, s'affaissa sous ses successeurs incapables pour s'écrouler brusquement à Iéna, comme une bâtisse dressée sur le sable et que la première tempête emporte. Mais la régénération devait bientôt sortir de cette décadence ; et si, malgré Napoléon, l'on vit se relever « cette monarchie qui était devenue un argument contre la Providence », comme disait alors Joseph de Maistre, si les conquêtes du grand Frédéric ont survécu au grand Frédéric, c'est à sa gloire, à l'éclat et à la grandeur de son génie que la Prusse alors le dut. C'est sa gloire qui a sauvé son œuvre et ressuscité la Prusse, comme c'est elle qui a préparé les voies à la nouvelle Allemagne.

Le grand Frédéric a laissé plus encore à la Prusse, et à ses successeurs au trône de Prusse, que son œuvre et sa gloire, il leur a laissé son exemple de souverain, et, pour reprendre son mot à condition de l'expliquer, de « serviteur d'État ». Peu de souverains ont été plus grands que lui comme souverains. Maître ou serviteur,

serviteur de l'État parce que maître de l'État, il a émerveillé le monde par sa vigilance et son ardeur dans l'accomplissement de son service public, par l'inlassable énergie de son labeur quotidien, par l'égale force de jugement et d'attention avec laquelle il dirige chaque branche de son gouvernement civil ou militaire, par la fermeté, l'éclat, la puissance de son génie de conducteur d'hommes et de chef de peuple. Au service de la Prusse il a voué ses forces, parce qu'il a foi en elle comme en lui-même, parce que cette Prusse est son orgueil, sa chose, et la grandeur grave de son dévouement à l'État s'éclaire étrangement parfois, dans sa *Correspondance politique*, à la lueur de telle ou telle ligne où, prévoyant par exemple qu'il pourrait être fait prisonnier par l'ennemi, il fait défense à qui que ce soit de lui obéir alors, en disant : « Je ne suis roi que quand je suis libre » ; de tel ou tel mot ému, vibrant, qui parfois tombe de sa plume et dont l'accent ne saurait tromper, celui-ci par exemple : « Il n'est pas nécessaire que je vive, mais bien que je fasse mon devoir[1]. »

Ce devoir envers la Prusse, ce devoir de « serviteur d'État », Frédéric d'ailleurs l'interprète

1. *Correspondance politique*, I, 201 ; XIV, 198. — *Œuvres*, XIX, 193.

en maître, en souverain. « Servir l'État », c'est une formule, une formule qui ne vaut que par ce qu'il veut bien y mettre, puisqu'il reste juge après tout de placer l'intérêt de l'État où il l'entend, et de « servir l'État » à sa guise ; et parfois il y met bien moins ce que lui dicte la raison que ce que déterminent en lui les passions dominantes, l'ambition, l'amour du risque et de la gloire, ces passions qui le mènent et qui lui font à son insu l'illusion d'un devoir. — Qu'est-ce donc que Frédéric, en réalité? Il est un créateur et un propriétaire d'État. Cette Prusse qu'un siècle avant son avènement personne ne connaissait dans le chaos politique qu'était alors l'Allemagne du Nord, est l'œuvre personnelle et successive de trois souverains qui ont assemblé territoires et populations pour bâtir un édifice d'État, créant une armée, un trésor, colonisant le sol et composant la race. Frédéric a reçu cet État de ses pères en héritage ; lui-même il l'a agrandi, fortifié, il en a « continué la création ». C'est sa propriété héréditaire et privée, car ses prédécesseurs et lui l'ont fait de rien, et sur cet État de Prusse il a par définition les pouvoirs pleins d'un propriétaire sur sa chose, l'autorité du bon plaisir, le droit d'user et le droit d'abuser. — Servir l'État ? C'est gérer son

bien. C'est gérer son bien comme un père de famille qui, ayant reçu de ses ancêtres un patrimoine péniblement acquis, l'administre avec sollicitude, comme un « fidéicommis », pour le transmettre intact à la génération suivante. Parfois aussi, c'est vouloir agrandir à tout prix ce patrimoine, et pour l'agrandir, épuiser son fonds, s'il le faut, le risquer plus ou moins, avec quelque bonne chance, quelque circonspection que ce soit : un propriétaire n'a-t-il pas le droit de spéculer, quand il est audacieux, adroit, modéré? Frédéric n'a jamais douté de ses droits entiers sur la Prusse, ni de la valeur de son principe de la conquête nécessaire, principe qu'il croira devoir léguer à son successeur dans son *Testament politique*. Il « s'est fait un point d'honneur de contribuer plus qu'aucun autre à l'agrandissement de sa maison », il n'en éprouve aucun scrupule, même aux heures les plus tragiques où la Prusse entière menace de sombrer : « Si la Prusse périt », dit-il alors, « ce n'est ni la valeur ni la prudence, mais les conjonctures qui nous auront manqué[1]... » Voyez-le, par exemple, au printemps de 1745, à l'un des pires moments de la seconde guerre de Silésie,

1. *Correspondance politique*, IV, 134, 144.

lorsque, chassé de la Bohême et menacé jusque dans ses États par les armées autrichiennes, il veut « risquer le tout pour le tout ». Podewils s'efforçant de le détourner d'un coup de désespoir, il répond : « J'aime mieux périr avec honneur que d'être perdu toute ma vie de gloire et de réputation... Mon parti est pris. Vous pensez en fort honnête homme, et si j'étais Podewils je serais dans les mêmes sentiments; *mais j'ai passé le Rubicon, et je veux soutenir ma puissance ou je veux que tout périsse et que jusqu'au nom prussien soit enseveli avec moi!* » Est-ce au moins la passion de la jeunesse qui lui fait ainsi « jeter son bonnet par-dessus les moulins », selon son expression? Vingt-cinq ans plus tard, au milieu de la guerre de Sept Ans, voici qu'il déclare à nouveau qu'il joue à « quitte ou double ». Et, si cette partie qu'il a engagée, cette partie dont la Prusse est l'enjeu, vient à tourner mal, voici qu'il revendique le droit de « finir la tragédie » où il lui plaît, et de se déclarer « quitte » envers sa patrie après qu'il a jeté sa dernière carte. « Non, » s'écrie-t-il, « mon âme n'est pas faite pour le déshonneur et les avanies [1]!... »

1. *Catt*, 192, 428. — *Correspondance politique*, IV, 134. — *Œuvres*, XIX, 176. — Cf. *Correspondance politique*, IV, 133 : « il faut

Entre la Prusse et son roi, entre l'État et son serviteur, il y a ainsi par la nature des choses une identité préétablie. Frédéric représente et concentre en lui-même toute la chose publique. Nul État dans l'histoire ne s'est plus complètement incarné dans la personne de son souverain, et nul souverain dans l'histoire ne se pourrait citer, croyons-nous, de qui le mot fameux prêté à Louis XIV, « l'État, c'est moi » — ce mot que les historiens allemands aiment à rapprocher du mot de Frédéric II sur le « serviteur de l'État », pour lui faire opposition — ait été plus vrai, plus rigoureusement vrai, ajoutons plus *grandement* vrai, que de celui dont Mme de Staël a pu dire un jour, en un étrange et beau raccourci, qu'il était « toute la Prusse ».

C'est justement à ce qu'il était « toute la Prusse » que le grand Frédéric a dû de pouvoir jouer avec tant de gloire et de succès son rôle sur la scène politique. Seul de son temps, en face de la vieille Europe plus que jamais divisée, démembrée, épuisée par les dissensions, Frédéric est le maître absolu d'un État jeune et vigoureux ; point de Parlement en Prusse, point de faction, point même d'opinion, rien en un mot qui

des remèdes violents aux maux violents ; ou je veux conserver tout ce que j'ai ou je veux tout perdre. »

puisse entraver l'action du prince, et le prince a une armée solide, un trésor limité, mais liquide, il a le génie, et la volonté de manifester ce génie. Ce n'est pas faire injure à sa gloire de constater que les circonstances, les « conjonctures », comme il dit, lui ont été favorables, plus favorables, par exemple, qu'elles ne le furent à son émule du XIXe siècle, au prince de Bismarck, lequel eut à combattre non seulement l'étranger, mais les partis, le peuple et ses représentants, parfois le roi lui-même, et gagna néanmoins dans la politique extérieure toutes les parties qu'il y engagea, bien qu'il en ait engagé d'aussi décisives et qu'il ait parfois joué plus gros jeu que n'a fait le grand Frédéric. Frédéric, par excès de vivacité, d'optimisme, de mobilité, a fait des fautes qu'un Bismarck eût peut-être évitées par son sang-froid et sa persévérance. Mais ce qui, dans le péril, a toujours sauvé le roi philosophe, c'est, avec son audace et son adresse, cette modération instinctive, ce sens exact du possible, du relatif, de l'expédient, cette sûre entente des *mezzo-termine*, des compromis et des combinaisons, ces qualités inductives et innées de l'homme d'affaires qui aime le risque, mais le limite, qui guette l'occasion et ne la crée point,

qui profite du présent sans prétendre deviner l'avenir. C'est par là qu'il est grand politique, en même temps que par son audace et sa fermeté, par son réalisme de vision et d'action. Il est plus tacticien que stratégiste. Il n'a pas de ces imaginations effrénées et téméraires où se complaît l'instinct chimérique d'un Charles XII. Il n'a pas de ces conceptions sublimes et démesurées qu'engendre le génie révolutionnaire d'un Napoléon. De tous les politiques il est le plus réaliste, et c'est pourquoi il a fait œuvre durable en même temps que glorieuse.

CHAPITRE II

L'HOMME DE LETTRES

A la fin de la guerre de Sept Ans, comme d'Alembert, étant allé voir le grand Frédéric à Sans-Souci, rendait un juste hommage à sa gloire, « j'aimérais mieux », lui répondit le roi philosophe, « avoir fait *Athalie* que toute cette guerre ». Nulle boutade ne pouvait mieux mettre en lumière un côté très connu, mais peut-être en un sens un peu mal connu de la grande figure du roi de Prusse, j'entends le côté « littérateur ». Et en même temps jamais paradoxe psychologique ne s'est manifesté d'une façon plus frappante et plus originale que dans cette saillie d'un homme d'État qui met son point d'honneur à être homme de lettres, d'un politique qui se fait gloire d'être un « dilettante », suivant une expression que Frédéric aimait à s'appliquer à lui-même, et que ses historiens lui ont souvent appliquée à leur tour. Né dans un siècle où la « littérature » était tout, Frédéric

a voulu faire de la « littérature », non pas comme un passe-temps, en amateur, mais en auteur et comme un métier, pour pouvoir dire, lui aussi : *anch'io son pittore*. Mais, entre la nature mentale et morale du « littérateur », dans le vrai sens du mot, et sa propre nature de conquérant et de conducteur d'hommes, n'y avait-il pas contradiction de principe et pour ainsi dire incompatibilité d'humeur? Ce réalisme empirique et utilitaire, qui chez lui n'est pas seulement un instinct du génie politique, mais dont il a fait (comme nous le verrons) le premier principe de la morale, n'était-il pas réfractaire par nature à cette culture délicate, savante, désintéressée, où se forment les vrais talents littéraires ou poétiques? Prétendre concilier en soi-même ces deux inconciliables, l'âme de l'homme de lettres et le tempérament du chef de peuple, n'était-ce pas un beau paradoxe, digne, si l'on veut, d'être soutenu par le grand Frédéric, mais pourtant et en fin de compte un paradoxe? C'est ce qui semble assez clair au premier abord pour qu'on soit amené à se demander en quelle façon, jusqu'à quel point il a pu y avoir et il y a eu effectivement dans le grand Frédéric un littérateur.

Littérateur, l'auteur de *l'Antimachiavel* l'est

naturellement, foncièrement, si l'on peut dire, et sans que, pour sembler l'être, il ait besoin de faire appel à la moindre affectation. Il porte indélébile en tout son être cette marque rhétorique et littéraire que le siècle lui imprima dès l'origine, et si profonde, si forte a toujours été sur lui cette influence du milieu contemporain que littérateur et politique sont toujours restés inséparablement liés en sa personne, fondus l'un dans l'autre et presque indiscernables l'un de l'autre, et que dans sa *Correspondance politique*, par exemple, l'homme de lettres éclate sous l'homme d'État, ironiquement, à chaque page, malgré le sujet et malgré l'auteur, comme un familier gênant qu'on chasse par la porte et qui revient par la fenêtre. Le siècle ne lui donna pas seulement ce vif amour des lettres, qui est comme le pendant de son goût pour la philosophie ; il lui donna un tel penchant pour la virtuosité de la plume, une telle « démangeaison d'écrire » (pour reprendre à son sujet son mot sur la « maladie » des contemporains), que par moments cet homme, dont le génie, mieux que tout autre, s'est affirmé en actes, semble s'épuiser et se résoudre vainement en mots. Ses œuvres poétiques, littéraires et historiques n'occupent, on le sait, pas moins de trente volumes in-octavo

de la grande édition officielle qu'en a donnée M. Preuss vers le milieu du dernier siècle. Non content d'entretenir par toute l'Europe une correspondance qui, pour le volume, ne le cède, je crois, dans le même temps, qu'à celle de Voltaire, il fait de tout, vers et prose, des tragédies, des drames, des comédies, des stances et des odes, des contes et des pamphlets, des traités de morale et des dissertations académiques, et qui le croirait? jusqu'à un sermon, un livret d'opéra, et un poème en six chants sur *l'Art de la guerre !* Écrire est pour lui un besoin, une excitation presque physique, une sorte d'ivresse qui, loin de disparaître dans les temps de crise, lui fournit alors un dérivatif à ses soucis, un adoucissement à ses peines : voilà pourquoi, la veille de la bataille de Zorndorf, il compose une série de variantes sur une ode de Jean-Baptiste Rousseau, pourquoi il fait tant de vers — et de si mauvais vers — au milieu des désastres de la guerre de Sept Ans. Dans ce travail machinal et absorbant, il trouve le repos de l'esprit, l'occupation qui chasse les préoccupations. « Je me suis peut-être trop adonné à la poésie et à l'éloquence, » confie-t-il à son lecteur Catt quelques jours avant la défaite de Hochkirch[1], « mais cela délasse ; avec cela je

1. *Catt*, 370.

ne m'ennuie point, et je puis me passer de tout le monde. »

Du « métier » littéraire, on sait qu'il a quelque peu pris le pli; ses façons et ses prétentions d'auteur en témoignent. Dans ses lettres les plus graves, il aime à « placer » une citation d'*Iphigénie*, de *Mithridate* ou de *la Henriade*, un

Cet oracle est plus sûr que celui de Calchas!

ou quelque pâle imitation de Racine ou de Boileau, de même que dans les circonstances les plus critiques il s'amusera, pour se distraire, à se réciter à lui-même quelque tirade d'un de ses auteurs favoris : « Tout déclame, Monsieur, dans la nature », dira-t-il à Catt, « pourquoi ne voudriez-vous pas que je déclamasse[1]? » Souvent il se plaint de ne pouvoir trouver, en politique, « la fin de son épigramme », ou d'avoir vraiment trop d'affaires « à faire rimer » les unes avec les autres. Certain jour, il assurera gravement à l'un de ses familiers qu' « il n'y a dans *Bajazet* qu'un endroit qui doive être appris[2] ». La plume à la main, il recherche les formes et les maximes académiques, se complaît dans les

1. *Catt*, 42. — Cf. *Ib.*, 334, 406. — *Correspondance politique*, XV, 167 ; XVII, 47 ; XVIII, 535 ; XIX, 99, 361, 371. ; XXI , 322.
2. *Catt*, 382. — *Correspondance politique*, XV, 174.

tirades sentencieuses ou morales, et développe en longues et pompeuses périodes les grands sentiments que lui inspire l'enthousiasme d'un moment. Nous savons qu'il méprise les littérateurs de son temps, ces « geais parés des plumes du paon », ces « jolis perroquets », ou pis encore, ces « singes, » — « ceux qui jouent avec les singes en sont mordus quelquefois[1] »; — mais ne doit-on pas convenir que, sans le vouloir et sans le savoir, il leur a pris lui-même quelques-unes de leurs faiblesses, quelque pédanterie, quelque manque de goût, quelque affectation de « bel esprit », selon le mot du temps?

Ce ton de « bel esprit » imprègne et gâte, il faut l'avouer, la plupart des œuvres littéraires du roi philosophe ; il nous porterait à les juger aujourd'hui sans excès d'indulgence, du moins en leur qualité d'œuvres littéraires. Sainte-Beuve, qui leur a consacré quelques-uns de ses plus fins *Lundis*, ne leur a pas ménagé les louanges qu'elles méritent ; mais toute son admiration pour le génie de l'homme ne l'empêche pas de signaler très nettement et à plusieurs reprises par où pèche le talent de l'homme de lettres. Des vers du grand Frédéric, qui sont pour

1. *Correspondance politique*, X, 331, 365.

nous Français, dit Sainte-Beuve, son plus gros péché, le mieux est peut-être de ne rien dire, d'autant que le « rimailleur tudesque » — ainsi se qualifiait lui-même leur auteur — a fort bien su les juger pour ce qu'ils valent. Ses mémoires et ses écrits historiques sont à coup sûr le morceau le plus solide de ses œuvres. Leur ensemble est d'une belle puissance, ils sont pleins de fortes pensées exprimées dans un style ferme et mâle; pourtant la rhétorique et la déclamation tiennent ici trop de place; l'auteur cherche trop l'effet oratoire, dogmatise toujours un peu trop. Il vise, d'autre part, à la vérité historique, il entend « ne rien avancer sans preuve » : « ses archives sont ses garants », dit-il. Ceci demanderait examen, surtout depuis que certains savants allemands[1] ont montré comment le grand Frédéric procédait pratiquement à la rédaction de ses écrits historiques, se contentant de mettre en œuvre les matériaux que lui préparaient des secrétaires, ou de retracer ses souvenirs personnels avec l'aide de ses papiers intimes et de ses rela-

1. Th. Vilmar, *Ueber die Quellen der Histoire de la guerre de sept ans Friedrichs des grossen*, Cassel, 1888. — Disselnknöter, *Beiträge zur Kritik der Histoire de mon Temps*, Leipzig, 1885. — Cf. M. Posner, *Zur litterarischen Thätigkeit Friedrichs des grossen*, dans les *Miscellaneen zur Geschichte Friedrichs des grossen*, Berlin, 1878.

tions militaires. Le politique en lui ne disparaît jamais complètement sous l'historien; il a de la modestie, mais non moins de calcul, et fort peu d'objectivité; il s'efforce toujours de justifier sa conduite quand il s'est trompé, comme de l'expliquer quand il a trompé les autres; il « veut prouver à la postérité » — c'est lui-même qui le dit — la justice de sa cause, car « c'est la postérité qui juge les rois » : aussi trouve-t-on, dans les mémoires de Frédéric, bon nombre d'assertions contestables et d'assertions incontestablement fausses, qui déparent l'ensemble de la narration — comme fait aussi l'injustifiable dureté de certains de ses jugements sur les contemporains — et qui ont été relevés avec un juste sens de l'équité historique par M. le duc de Broglie dans ses magistrales études sur la guerre de la succession d'Autriche et ses suites jusqu'à l'origine de la guerre de Sept Ans.

Ce qui, dans les Œuvres de Frédéric, reste aujourd'hui le plus intéressant et le plus attrayant pour notre curiosité littéraire, c'est à coup sûr sa correspondance privée : encore faut-il ajouter que cela tient peut-être moins à ses mérites intrinsèques qu'à ce qu'elle nous révèle de la personne intime et de la psychologie

du roi philosophe. Sa vivacité, son originalité de pensée, sa verve mordante, son esprit surtout, se trouvent naturellement en relief dans cette correspondance littéraire. L'auteur y met des jugements brefs et sûrs, des jolis traits de culture et d'humanité grave, une note de modestie élégante, bien qu'un peu affectée; aux heures de revers, et surtout pendant la guerre de Sept Ans, il y met une sérénité, un détachement des choses, un stoïcisme et une hauteur de vue qu'on ne saurait assez admirer. Tout cela, malheureusement, est non seulement alourdi de déclamation, mais gâté par la recherche de l'obscénité, par l'affectation de cynisme et d'irréligion, par le mauvais ton et le mauvais goût qui rendent souvent pénible la lecture de ces lettres. L'auteur n'a pas l'art de tout dire légèrement, il n'a pas ce tact, cette délicatesse que réclame le genre épistolaire; il a souvent de la gaucherie, de la lourdeur; il a plus de prétention que de grâce, et plus de sécheresse que de finesse.

On en vient donc à se demander si c'est bien dans les Œuvres littéraires de Frédéric qu'il faut chercher ce qu'il peut y avoir de vraiment original et de supérieur dans son talent. L'auteur y est avant tout littérateur, il écrit pour le plaisir d'écrire, sans conviction ni sentiment : la lit-

térature à ses yeux y est en elle-même un but. Étudions au contraire le grand Frédéric dans ses œuvres « publiques », si l'on peut ainsi parler, dans sa *Correspondance politique*, ou dans ses publications diplomatiques et officielles dont l'Académie royale de Berlin a fait recueillir trois volumes sous le titre de *Preussische Staatsschriften aus der Regierungszeit Friedrichs des grossen*[1], là en un mot où la littérature n'est plus pour l'auteur « une fin en soi », mais un moyen, un procédé d'action ou d'influence. Au lieu d'un « bel esprit » sur le trône, voici un homme d'État qui parle et qui écrit comme il agit, et avec un talent d'homme de lettres. C'est une œuvre unique et nouvelle qui nous apparaît alors, originale et exceptionnelle, non sans défaut sans doute, mais pleine de qualités qui mettent d'emblée l'auteur hors de pair. A bien voir les choses, on reconnaîtra peut-être que le vrai talent littéraire du philosophe de Sans-Souci est avant tout « politique » : essayons, avec l'aide des documents que nous venons d'indiquer, d'analyser d'abord la nature exacte de ce talent, pour voir ensuite comment Frédéric s'en est servi et quel profit il en a su tirer.

1. Berlin, 1877-1892, 3 vol.

I

LE TALENT ET LE STYLE

Le grand Frédéric écrit en français toujours, qu'il s'agisse d'affaires politiques ou de littérature, car la langue allemande ne lui est ni familière ni même aisément intelligible (c'est ce dont il nous fait lui-même plusieurs fois la confidence[1]). Il écrit un français parsemé de fautes, non seulement de fautes d'orthographe, mais de barbarismes, de germanismes, de mots qu'il forge au gré de son imagination. Il écrit beaucoup dans la vie journalière, d'autant plus qu'il dirige son gouvernement presque entièrement par correspondance, ne voyant que rarement ses ministres, et ne se faisant généralement pas suivre par eux dans ses voyages ou ses campagnes. De là cette quantité de billets et de notes à l'adresse des ministres, et en temps de

1. *Correspondance politique*, IV, 336 ; XXII, 356. — Ce qui, dans la *Correspondance politique*, est en allemand a été soit dicté par le roi, soit rédigé selon ses indications par un secrétaire de cabinet.

guerre, à l'adresse des généraux, cette quantité de « marginales » courtes et familières apposées sur les rapports qu'on présente au roi chaque matin, de post-scriptums que Frédéric a la coutume d'ajouter de main propre au bas des dépêches rédigées par le secrétaire de cabinet : toutes ces lignes écrites au courant de la plume, sans apprêt ni souci de la forme, comme par une sorte de sténographie de la pensée, griffonnées à la hâte, parfois pendant l'action ou en montant à cheval, tantôt courtes, tantôt assez étendues, où le roi cause des affaires du jour avec ses agents, avec Podewils ou Finckenstein, amicalement et sans façon. Ce n'est pas là de la « littérature » — c'en est du moins aussi peu qu'il est possible à la plume du grand Frédéric — et c'est ce qu'il faut examiner d'abord, de préférence aux pièces composées et travaillées, pour y découvrir sous le laisser-aller de l'improvisation ce qui constitue l'essence première, le fond de son talent d'écrivain politique.

Ce qui frappe à première vue dans ces lignes pressées et courant comme à bride abattue, c'est la vivacité, la bonne humeur, la fantaisie spirituelle et primesautière. Que de gaieté rieuse et railleuse dans ces façons de plaisanter les ministres, par exemple, « ces poules

mouillées », dont la politique « est toujours prête à tomber en syncope »; ou « sa grosse Excellence », le maréchal Daun, avec toutes les petites Excellences au service de « cette cour noirâtre et renfrognée », la cour de Vienne; ou « ce sacripant » de Valory, qu'un certain jour on invite à prendre beaucoup de poudre blanche et à se faire saigner trois fois le jour pour se guérir de la fièvre chaude qu'il ne peut manquer d'avoir[1]. On croirait l'auteur possédé parfois d'un grain de folie fantasque, lorsqu'il déclare, pendant la guerre de Sept Ans, que plutôt que de « gueuser la paix », il n'enverra « pas un marmiton » à Versailles; lorsqu'il reproche au brave maréchal Keith de « se noyer dans son crachat », ou à son agent à Londres, le nommé Andrié, de n'être qu'une bête, et qu'il ajoute : « comme tous mes mulets sont pris, je voudrais bien qu'il fût ici pour porter le bât[2] ». Même aux temps de ses revers, il est rare qu'il se laisse abandonner par cet *humour* ironique qui fait la saveur de ses billets familiers, toujours si prestes et si drôles[3]. Un jour, il rit de voir sa « vaisselle qui commence à déménager »;

1. *Correspondance politique*, II, 328; IV, 115, 116, 216; V, 545; XVIII, 384.
2. *Correspondance politique*, IV, 299; XV, 97; XVI, 145, 152.
3. En 1745, soupçonnant d'infidélité un employé des Affaires

un autre, il invite gaiement ses amis « à ne plus penser qu'à faire son épitaphe », et à l'heure la plus critique de la célèbre campagne de 1757,

étrangères à Berlin, il écrivit à Podewils et à Finckenstein, qui avaient pris la défense de leur subordonné :

« En vérité, Messieurs mes ministres, vous êtes tous les deux des gens « bien singuliers. Vous voulez que dans des affaires de la dernière impor- « tance on soit confiant, indolent sans précaution, et qu'après que j'ai « appris de science certaine que les Français ont eu notre chiffre, j'aie « une confiance sans réserve dans vos pleutres de secrétaires ! Ce qu'il y « a de sûr, c'est que Valory a des espions dans la chancellerie. Si vous « ne voulez pas le croire, cela m'est indifférent, mais vous me permet- « trez de prendre dans mes affaires les précautions que je juge à propos... « Et pour vous, monsieur de Podewils, vous donnerez vos réprimandes « à vos clercs et me les épargnerez à moi. La colère d'Agamemnon au « siège de Troie n'est rien en comparaison de la fureur où vous mettent « les arrêts que je mets à vos gueux d'écrivains. Sachez donc, Messieurs, « que vous vous blousez grossièrement d'imaginer que, puisque vous ne « trouvez aucune écriture chez vos gens, ils sont innocents pour cela... » « (*Correspondance politique*, IV, 75.)

Pendant la guerre de Sept Ans, il écrit à sa sœur :

« Je suis dans le cas d'un voyageur attaqué par une grande troupe de « brigands qui se partagent sa dépouille. Quand je serai assassiné, il « m'importera peu que deux Impératrices, un Roi Très Chrétien, et je « ne sais combien de grands princes, tous très justes et très religieux, « m'aient fait cet honneur... Il arrive quelquefois à Mme la Justice « d'être séduite et de se laisser tromper par des indices ; on a des « exemples qu'elle a fait pendre des hommes avec précipitation, dont elle « a ensuite reconnu l'innocence, et en a fait faire des excuses très polies « à la veuve et aux enfants ; mais elle n'a pas rendu la vie au mort, et « celui-là n'a pas seulement eu la consolation d'être informé de ses re- « grets. On ne me pendra pas précisément, mais le traitement qu'on me « prépare ne vaut en vérité guère mieux... » (*Correspondance politique*, « XV, 261.)

La mort de son ami Keyserlingk, en août 1745, lui inspire ce billet touchant :

« Mon cher Podewils, je suis plus mort que vif après la nouvelle que « vous venez de m'annoncer. Je perds dans trois mois de temps mes « deux plus intimes amis... Me voilà étranger à Berlin, sans liaisons ni « connaissances, ni véritables amis. J'avoue que ce coup m'accable et « que je n'ai pas la force de le soutenir. Eller aurait dû avoir plus de « soin de Keyserlingk l'hiver passé, mais il s'est contenté de boire le vin « du malade sans songer à la maladie. Cette nouvelle m'a si fort dé-

pour expliquer à la princesse Amélie sa situation[1] : « Je fais, » lui dit-il, « comme ces gens accablés de mouches, qui les chassent de leur visage ; quand l'une s'envole de la joue, une autre vient se mettre sur le nez, et à peine s'en est-on défait qu'une nouvelle volée se place sur les yeux, sur le front, et partout ; cela durera jusqu'à ce que le grand froid engourdisse cet essaim insupportable... »

De la verve et de l'esprit, c'est ce qui saute d'abord aux yeux, mais il y a autre chose dans cette correspondance, il y a deux qualités originales au premier chef, la couleur et le trait. Point de termes vagues et abstraits comme s'en composait alors la langue classique ; le mot est précis, concis, et quoique volontiers vulgaire, toujours mordant et singulier. Il y a tels ou tels des mots courants de Frédéric qui sont restés célèbres — le « droit canon », le « serviteur de l'État », « Sa Sacrée Majesté le Hasard » — et qui rendent bien compte de son procédé d'expression : il « matérialise » naturellement les choses par l'imagination, il les

« monté que je ne suis pas en état d'en dire davantage, et la raison et « la philosophie sont obligées de se taire devant la véritable douleur. « Adieu, veuille le Ciel préserver vous et tous les honnêtes gens de « pareilles calamités. Je suis votre fidèle ami. Federic. » (*Correspondance « politique*, IV, 263).

1. *Correspondance politique*, IV, 333 ; XV, 380 ; XIX, 48.

rend visibles par un terme concret, il les rend frappantes par le raccourci de la formule, par ce qu'il appelle d'un nom lui-même si suggestif, le « coup de plume ». Il dira, par exemple, étant près de subir un petit échec, qu'il va « saigner du nez » ; il dira, dans une de ses campagnes, que ses troupes et l'ennemi restent « nez contre nez » sans se battre, et dans la guerre de Sept Ans, que pour le salut de la Prusse, il faut « sauver le tronc, et non les branches[1] ». Lorsqu'il exerce aux dépens de ses contemporains cet instinct de l'expression saillante, il a des jugements à l'emporte-pièce d'une concision nerveuse et d'un mordant inimitable : par exemple, sur « ce vieux Saturne », le roi de Suède ; sur le roi d'Angleterre, ce « cher oncle » qui est « dans la rage d'un homme qui a pensé se venger et qui n'a pas pu » ; sur les Autrichiens, « des enfants qui font les mutins dès qu'ils ont oublié le fouet qu'ils ont eu[2] ». Et lorsqu'il fait servir ce même instinct à rendre des sentiments qui lui tiennent vivement au cœur, sa pensée se grave dans une formule brève et rude, mais vigoureuse, d'une profonde intensité d'effet et qui,

1. *Correspondance politique*, IV, 329 ; XVII, 122, 353 ; XIX, 605
2. *Correspondance politique*, V, 424 ; IV, 204 ; VII, 167.

comme un aphorisme, s'accroche dans la mémoire :

Je ne suis roi que quand je suis libre.

Les conjonctures font les alliances et non pas les alliances les conjonctures.

Les ennemis?... Demandez où ils sont, mais non pas combien ils sont.

N'y a-t-il pas une singulière force de conviction dans telle ou telle maxime de philosophie pratique qui tombe de sa plume au temps de ses revers?

Tout est destin.

Poussons le temps avec les épaules.

Faites comme moi qui apprends à mon âme, à coups de bâton, à devenir patiente et tranquille.

Il y a un âge où l'on doit avoir honte de jouer avec l'espérance comme les enfants avec une poupée.

N'y a-t-il pas enfin une force de pénétration brutale, mais irrésistible, dans ces déclarations politiques?

Il faut en passer par là, — ou par la fenêtre.

Les négociations sans armes font aussi peu d'effet que des notes sans instruments.

Il est mal de violer sa parole sans raison.

Si les Autrichiens ont la guerre dans le ventre, on les fera accoucher[1].

1. *Correspondance politique*, I, 201, 277; II, 47, 98, 425; IV, 69, 286; XIII, 12, 206; XVI, 301; XXII, 267.

Sans doute, il y a une contre-partie à cette excessive originalité d'expression, par le fait même de son excès. L'auteur a de la force, mais aussi de la dureté, de la violence. Il ne déteste pas le mot trivial ou vulgaire ; il dira que le roi de Pologne le « lanterne », que telle affaire « branle au manche », et qu'il ne veut pas « donner dans le panneau ». Il aime enfin les grossièretés et les ordures, et il en place de ci de là, tant et plus, avec un évident plaisir. Mais si choquant que tout cela soit, cela l'est moins dans ces billets hâtifs, affairés, d'homme à homme, et qui sentent tous un peu la poudre, que dans les compositions épistolaires, si travaillées et recherchées, qu'il adresse à Voltaire et à ses correspondants de France pour être lues dans les boudoirs et les salons. Et cela ne doit pas surtout nous faire oublier les qualités de premier ordre qui se révèlent dans ces éléments du style frédéricien, cette densité d'expression, cette puissance de rendu, cette vigueur de relief et de modelé, qui donnent à la pensée comme une réalité plastique et qui jaillissent sans effort de l'exubérance d'une imagination toujours en travail. Il y a ici l'essence d'un vrai talent d'écrivain, d'un talent un peu fruste et rude, mais singulièrement fort, sachant admi-

rablement parler aux yeux et frapper l'esprit, d'un talent « réaliste », par ses qualités et ses défauts, en ce qu'il voit et fait voir toujours la réalité sous les mots qui l'expriment : en littérature comme en tout le reste, la nature a fait du grand Frédéric un « réaliste ».

Au contraire, c'est un « classique » qu'on trouve en lui quand on le regarde non plus improviser, mais « écrire », composer, en matière politique ou en matière littéraire, quand on considère non plus les éléments, mais la forme extérieure de son style ou de son talent. Nul n'ignore quelle a été sur lui l'influence de la culture du siècle, de l'éducation toute littéraire qu'il s'est donnée avant son avènement et qui a peu à peu recouvert sa nature réaliste d'un vernis tout entier classique. A la langue classique il a formé son style, comme à l'esprit classique il a formé sa propre intelligence. Nourri de la lecture des grands auteurs du siècle de Louis XIV, il est si plein de Racine qu'il le cite à tout propos, de Boileau qu'il l'imite hors de tout propos, et de tous les auteurs de son temps il n'admire guère que ceux qui se rapprochent ou tentent de se rapprocher des maîtres du grand siècle : par exemple, il ne met rien au-dessus de la

Henriade, qu'il déclarera même préférer à l'*Iliade* ou à l'*Odyssée*. La forme oratoire lui semble, à l'exemple de ses modèles, la seule digne d'un écrivain qui se respecte, la seule apte à convenir à l'exposition de ses pensées, et dès qu'il veut « écrire », une sorte d'excitation, d'enthousiasme dont il ne paraît pas toujours le maître, le porte irrésistiblement au genre pathétique et noble, aux grandes figures de rhétorique, aux larges et pompeuses périodes. Ce n'est que justice de reconnaître qu'il a l'épithète brillante, l'antithèse heureuse, qu'il a du souffle et du feu, qu'il atteint parfois même à un certain degré de perfection dans cette forme d'art un peu factice, surtout quand il est soutenu, contenu par quelque émotion grave, comme dans ces lignes peu connues qui ouvrent son *Testament* privé :

« Je rends de bon gré et sans regret ce souffle de vie qui m'anime à la nature bienfaisante qui a daigné me le prêter, et mon corps aux éléments dont il a été composé. J'ai vécu en philosophe, et je veux être enterré comme tel sans appareil, sans faste, sans pompe... »

On sait d'ailleurs que, la plupart du temps, lorsqu'il écrit en littérateur et non pas en homme d'action, ce souci de l'éloquence est accompagné de certains défauts qui sont comme

la contre-partie de ses qualités classiques, de même qu'on a vu ses qualités « réalistes » altérées par des défauts, si l'on peut ainsi parler, symétriques. Comme la sûreté du goût lui manque pour distinguer toujours la vraie de la fausse éloquence, et qu'il ne peut se résoudre à rester simple, il arrive qu'il tombe fatalement dans l'emphase et la déclamation, qu'il abuse de l'évocation mythologique, de l'hyperbole et de la prosopopée, et c'est là, nous l'avons dit, ce qui contribue à déprécier la valeur de ses œuvres de pure littérature.

Mais n'y a-t-il pas, pour un chef d'État comme Frédéric, un certain genre littéraire, en dehors de l'art pur et de la littérature spéculative, un genre grave, formaliste, où la réserve et la mesure imposées par l'usage sauront contenir la plume de l'écrivain dans le cadre d'une simplicité sévère, en proscrivant la phraséologie, le pédantisme et le « bel esprit », en neutralisant pareillement les défauts d'un talent trop réaliste crudité, violence et grossièreté?

D'autre part, — si le talent de Frédéric écrivain peut s'analyser approximativement en un réalisme de fond, que mettent en lumière les lettres et billets d'affaires du souverain, ce réalisme de fond étant recouvert d'une forme tou-

jours classique, laquelle se manifeste dès que l'auteur veut composer, « écrire » — le talent ainsi défini ne trouvera-t-il pas à s'exercer mieux que partout ailleurs dans ce même genre littéraire où il ne sera jamais traité que de choses réelles, faits et intérêts, où d'ailleurs il s'agira toujours de prouver quelque chose ou de convaincre quelqu'un, ou, par conséquent, la puissance et l'éloquence, le trait et le souffle, la force et le feu, les facultés réalistes et les facultés classiques, seront également, essentiellement nécessaires?

Ne verra-t-on pas, dès lors, les défauts littéraires du grand Frédéric s'atténuer, en même temps que ses qualités s'accuser, dans ce genre un peu spécial qui est celui de la « littérature politique »?

II

LA LITTÉRATURE POLITIQUE

C'est un genre très compréhensif que celui-là. Lettres politiques aux souverains et ministres étrangers, mémoires, pièces diplomatiques, déclarations, exposés de motifs, — il comprend tous ces écrits « d'État », si l'on peut dire, tous ces écrits « publics », officiels ou officieux, que suscitent dans le cours normal des choses, et plus encore dans les temps de crises, les rapports des gouvernements entre eux. C'est un genre à part, relativement nouveau, du moins en tant que genre littéraire, où l'art, au lieu d'être à lui-même sa fin propre, ou bien d'avoir pour fin la morale, la philosophie, l'enseignement, se voit restreint à un rôle secondaire, et n'intervient que pour soutenir une cause politique, celle de l'intérêt de l'État, de même que l'art oratoire sert aux maîtres du barreau pour la défense des intérêts privés. C'est un genre difficile, qui demande de l'adresse et de la sou-

plesse de plume en même temps que de la puissance de conviction et de démonstration, mais qui n'exige en revanche ni cette grâce, cette délicatesse qui manquent au roi philosophe dans sa correspondance privée, ni cette impartialité de jugement qui lui fait défaut dans ses œuvres historiques, la partialité même étant ici de règle, en sorte que ce qui était un défaut chez Frédéric historien devient une qualité chez Frédéric littérateur politique. C'est un genre enfin que le grand Frédéric a fait sien, par l'exacte adaptation de son talent à son objet, un genre que, sans l'avoir créé lui-même, il a renouvelé et s'est approprié.

Il faut voir aussi quels soins il donne à la composition de ses écrits politiques. Sa méthode est toujours la même : il jette d'abord ses idées sur le papier, « pêle-mêle », comme elles lui viennent, en longues phrases souvent obscures, puis il leur donne la forme dans une série de brouillons successifs qu'il travaille de plus en plus près, qu'il améliore les uns par les autres, jusqu'à ce qu'il arrive à la longue à une « épreuve » qui le satisfasse tout à fait. Rien n'est intéressant et instructif comme d'étudier une série de ces brouillons dans la *Correspondance politique* ou dans les *Preussische Staats-*

schriften, — par exemple les quatre brouillons de la grande lettre adressée au duc de Brunswick, en octobre 1755, au sujet de l'accord à établir entre la Prusse et l'Angleterre[1], — de voir comment il donne l'éclat à sa pensée, la force à son raisonnement, acceptant au besoin les critiques du fidèle Podewils, lequel revoit toujours ses écrits, demande souvent des corrections, et auquel le roi répondra un jour : « Après tout, je ne suis pas assez amoureux de cette antitesse (*sic*) pour ne la pas sacrifier à la politique[2]. »

Exposer des faits, ou des intérêts, c'est-à-dire des faits désirés, ou des situations, c'est-à-dire des ensembles de faits et d'intérêts, discuter tout cela et en raisonner, dans un but pratique qui peut être, soit de prouver telle ou telle chose à telle ou telle puissance ou à ses représentants, soit de porter telle ou telle puissance, par l'intermédiaire de ses représentants, à faire ou à ne pas faire telle ou telle chose, tel est l'objet ordinaire de tous ces écrits de littérature politique, lesquels peuvent ainsi se décomposer, au point de vue littéraire, en deux espèces d'écrits, les uns ayant pour objet de démontrer quelque chose, les

1. *Correspondance politique*, XI, 332 et suiv.
2. *Preuss. Staatsschriften*, I, 452.

autres, de convaincre quelqu'un, les uns et les autres se confondant souvent d'ailleurs en une seule et même œuvre de caractère plus complexe. Voyons comment, dans ces deux genres de compositions, le grand Frédéric va mettre en œuvre et faire valoir ses qualités d'écrivain.

Lorsque, sous la forme de lettres, de notes, de mémoires impersonnels, il écrit à cette fin de démontrer une thèse politique, son style est simple et vigoureux, comme il convient à la logique et aux affaires. L'auteur aborde volontiers son sujet par un de ces aphorismes qui semblent couler naturellement de sa plume et qui lui tiennent lieu des *curialia* traditionnels, puis sans phrase il prend position dans la question : tout de suite il bâtit son exposé pierre à pierre, par petites propositions courtes et fortes, par petits paragraphes solides, rangeant ses arguments « comme des bataillons », résumant ensuite la situation dans une phrase un peu longue, mais elle-même composée d'une série de petits traits pressés les uns contre les autres et dont l'ensemble forme un tableau saisissant que les yeux embrassent d'un coup et sans effort. Un tableau parfaitement net, limpide, comme le raisonnement qui se déroule alors méthodiquement,

sans hâte et sans lenteur, avec cette clarté caractéristique qu'on retrouve jusque dans les détails matériels de l'écriture, dans les caractères si fins, mais si fermes, ces rubriques placées en vedette aux points importants, ces paragraphes nettement séparés et souvent numérotés comme pour marquer les tournants du chemin. Dans tout cela rien de vide ni de vague, point d'expressions générales et creuses, peu de nuances et peu de circonlocutions. La dialectique est rapide, parce qu'elle est précise et concise. La phrase est brève, mais dense; chaque mot porte et chaque proposition se suffit.

Peut-être y aurait-il là de la sécheresse, de la froideur, si le raisonnement n'était vivifié par le dialogue, chacune des parties en cause recevant tour à tour la parole : ainsi se développe, au lieu d'une série de syllogismes, une discussion animée où se pressent les questions, les réponses, avec des parades savantes, des coups droits et de brillantes ripostes, toute une escrime politique, rapide et serrée, où l'on entend le fer battre le fer. Puis, avec les personnages, les choses elles-mêmes s'animent, par la force de l'expression vivante, colorée, « plastique », qui frappe l'imagination. — L'attaque est prochaine? Voici déjà « les batteries dressées ». —

Quel rôle effacé jouera-t-on? « Celui de la comparse au théâtre. » — Réfléchissons avant de conclure : « on ne fait pas des alliances comme des parties de plaisir. » — La Russie est pauvre : « l'impératrice doit à son boucher et à son boulanger[1]. » — C'est par ces traits exacts et précis qu'on enfonce les arguments dans la mémoire, comme à coups de marteau, qu'on « dramatise » au besoin les faits en jouant de la note tragique, en appelant la Providence à témoin, en évoquant l'image des grandes révolutions antiques. Écoutez le roi de Prusse dénoncer à l'Angleterre « le nouveau triumvirat d'Auguste, d'Antoine et de Lépide », ou bien déclarer solennellement à Marie-Thérèse, en la provoquant à la guerre : « J'atteste le ciel que je suis innocent des malheurs qui suivront[2]. » Écoutez aussi les péroraisons sonores qu'il ajoute à ses écrits, la démonstration achevée, ces lignes vibrantes, faites pour s'entendre au loin, en qui se ramasse et se projette, comme un éclair final, toute la vigueur offensive de la dialectique :

« L'Allemagne », — ainsi finit le *Mémoire raisonné sur la situation présente* adressé par

1. *Correspondance politique*, II, 100 ; III, 73 ; IX, 234 ; XIX, 65.
2. *Correspondance politique*, XII, 473 ; XIII, 165.

Frédéric à George II à la veille de la guerre de Sept Ans,

L'Allemagne est menacée de grandes calamités. La Prusse est au moment de voir se déclarer la guerre, mais cela ne la décourage pas. Trois choses peuvent rétablir la balance de l'Europe : l'étroite et intime liaison entre les deux cours, des soins laborieux pour former de nouvelles alliances, et l'audace d'affronter les plus grands périls.

Mieux encore la conclusion du célèbre *Exposé des motifs* de la seconde guerre de Silésie :

Sa Majesté croit que l'usage le plus noble et le plus digne qu'elle puisse faire des forces que Dieu lui a confiées est de les employer au soutien de la patrie, à laquelle la reine de Hongrie veut donner des fers, à venger l'honneur et les droits de tous les électeurs, que cette princesse veut leur ravir, à donner des secours puissants à l'empereur pour le soutenir dans ses droits et sur ce trône dont la reine de Hongrie veut le faire descendre. En un mot, le roi de Prusse ne demande rien, et il ne s'agit point de ses intérêts personnels : mais Sa Majesté n'a recours aux armes que pour rendre la liberté à l'empire, la dignité à l'empereur et le repos à l'Europe[1].

Voilà l'épée jetée dans la balance et dont la masse puissante arrête le compte et clot le débat.

D'un bout à l'autre de ces écrits « démonstratifs », il se dégage du style frédéricien une force singulière, une froide puissance

1. *Correspondance politique*, III, 245 ; XII, 474.

dont la précision laconique et la rigueur méthodique conviennent naturellement au raisonnement politique. Mais il faut autre chose à l'écrivain-roi quand il veut, non plus prouver un fait ou un droit par des moyens logiques, mais convaincre un adversaire ou un partenaire par des moyens de rhétorique : il lui faut alors de l'éloquence, et c'est de l'éloquence en effet qu'on trouve sous la plume de Frédéric, lorsque, s'adressant au sentiment plutôt qu'à la raison, il vient réclamer de tel ou tel chef d'État une promesse ou un acte qui intéresse gravement le bien de la Prusse. C'est une éloquence large et vigoureuse qui ne s'embarrasse plus de syllogismes, mais qui ne manque d'aucun artifice oratoire, d'aucun élément de pathétique pour exciter « les passions », selon le langage de la rhétorique classique, et qu'animera parfois un souffle d'émotion intérieure dont on ne trouverait que bien exceptionnellement la trace dans les œuvres littéraires du roi philosophe, car il semble que la politique seule ait jamais réussi à faire vibrer d'émotion cette âme utilitaire et réaliste. Cette émotion, Frédéric sait la contenir sous une forme sévère, même aux heures où elle paraît la plus impétueuse, la plus douloureuse, comme en témoigne la lettre

suivante[1], écrite pendant la guerre de Sept Ans au roi d'Angleterre, son allié, lequel, vaincu à Hastenbeck, semblait vouloir abandonner la partie :

Monsieur mon frère, j'ai appris avec une véritable douleur tous les événements qui depuis un mois sont arrivés dans l'électorat d'Hanovre. Votre Majesté plaint le sort du landgrave de Hesse et du duc de Brunswick, et sans doute elle a raison. Mais oublierait-Elle que, si j'ai perdu les duchés de Clèves et de la Marche, les principautés de Minden et d'Ostfrise, et le comté de Ravensberg, ce n'est qu'en haine du traité que nous avons fait? Votre Majesté oublierait-Elle que, si mes secours n'ont pas été aussi efficaces qu'était mon intention de les lui fournir, on doit s'en prendre aux Moscovites, et que j'ai déclaré sans varier que, si l'on ne pouvait garantir le royaume de Prusse de l'invasion de ces peuples, je ne saurais donner des secours considérables? J'ai éprouvé des malheurs, je suis fort éloigné de les croire désespérés, mais je ne me persuaderai jamais que parce qu'un allié est malheureux, c'est une raison de l'abandonner. Je n'ai jamais été contraire à la paix, je l'ai toujours souhaitée, mais honorable et durable. Votre Majesté saura mieux que personne ce qui lui convient de faire. J'attends dans le silence et sans émotion le dénouement de cet événement, assurant Votre Majesté de tous les sentiments de considération avec lesquels je suis, Monsieur mon Frère, de Votre Majesté le bon frère.

FEDERIC.

1. *Correspondance politique*, XV, 317.

Ce n'est pas qu'il soit fréquent de voir se modérer ainsi chez Frédéric, par la force de la volonté, la violence de l'émotion intime, de voir s'exprimer sur un ton aussi modéré des sentiments aussi profondément tragiques que ceux qui devaient alors remuer le cœur du souverain trahi dans son alliance. D'ordinaire, l'émotion se traduit d'une façon plus vive dans ce style, en lui donnant une chaleur, une véhémence que Frédéric a été, je crois, le premier à faire pénétrer dans le style diplomatique, un souffle fort et sûr de sa force, dédaigneux de toute phraséologie, mais respectant le nerveux, le brillant naturel de l'expression, et qui d'un bond et sans effort semble conduire au but la pensée victorieuse. Là même où le sujet veut la phrase courte, le style coupé, le mouvement de l'ensemble ne laisse pas d'entraîner chaque élément dans un même élan, par exemple dans ces lignes où le roi de Prusse s'excuse envers le cardinal de Fleury d'avoir rompu son alliance avec la France en traitant à Breslau :

Tout ce que peut dire contre moi un monde volage, ignorant et peu instruit, ne m'embarrasse guère. Il n'y a que la postérité qui juge les rois. Peut-on me rendre responsable de ce que le maréchal de... n'est pas un Turenne? Je ne puis d'un chat-huant faire un aigle.

Peut-on m'accuser que je ne me batte pas vingt fois pour les Français ? Ç'aurait été l'ouvrage de Pénélope, car il était réservé à M. de... de détruire ce que les autres avaient édifié. Peut-on m'accuser de faire la paix pour ma sûreté, lorsqu'au fond du Nord on en négociait une qui allait à mon détriment, et en un mot peut-on m'accuser d'avoir si grand tort de me tirer d'une alliance que celui qui gouverne la France avoue d'avoir contractée à regret ? Un ministre sent le poids de ces raisons, mais ce n 'est pas à la multitude d'en juger[1]...

Voyez comme il use avec art de l'interrogation, de la répétition, pour donner de la véhémence et du pathétique à ses périodes, par exemple quand il reproche aux Anglais leurs dissensions intestines [2] :

Est-ce à présent le temps de discuter des bagatelles, lorsqu'il est question de savoir si l'Europe restera libre? Si l'Angleterre conservera les possessions qui jusqu'à présent l'ont enrichie? Si l'Allemagne et la cause protestante se soutiendront ? Si enfin le roi d'Angleterre conservera son électorat, ses alliés, leurs Etats, et le genre humain, la liberté de penser? Se peut-il que quelqu'un ose prendre le nom de citoyen, et contribuer à la perte d'aussi grands intérêts, en entretenant les dissensions qui mettent l'Angleterre dans l'inactivité et donnent à ses ennemis gain de cause?

1. *Correspondance politique*, II, 270. Il va sans dire que ces lignes ne sont citées qu'au point de vue de leurs mérites littéraires ; quant au fond historique, il y aurait ici beaucoup à dire.
2. *Correspondance politique*, XIV, 58.

Une nation aussi généreuse préférera-t-elle ses intérêts passagers à ceux de tous les temps, au bien de la patrie, à l'indépendance des autres nations, ses alliées, pour lesquelles elle a autrefois si généreusement sacrifié ses biens et la vie de tant de braves gens? Par quel malheureux esprit de vertige deviendrait-elle à présent plus ennemie de sa patrie que ne le sont les Français eux-mêmes? Oui ! On ose le dire avec assurance ! Tout Anglais qui, dans le moment critique où l'Europe se trouve à présent, empêche le gouvernement de travailler au soutien de la cause commune, ne peut être regardé que comme l'ennemi de sa patrie...

Voyez d'autre part, dans cet extrait d'une lettre à Louis XIV, comme il sait manier la grande phrase aux membres élégamment balancés, la puissante période qu'on croirait faite pour être lue ou « dite » à haute voix :

Il s'agit de savoir à présent, à la veille d'une nouvelle guerre, si Votre Majesté se déclarera pour un prince qui donne des auxiliaires aux ennemis de la France, ou pour celui dont la diversion dégagea l'Alsace; si Votre Majesté préférera les ruses d'un ami artificieux et caché à la candeur d'un ami sincère qui a tiré sur lui tout le fardeau de la guerre et dont les provinces ne sont actuellement ravagées que pour procurer les douceurs de la tranquillité aux sujets qui vivent sous la domination française; si enfin la justice, la foi et la générosité de Votre Majesté pourraient consentir à me laisser manquer des secours réels auxquels les traités l'engagent, contre un prince qui a détrôné

le beau-père de Votre Majesté, contre un prince qui qui est vendu aux ennemis de la France et qui n'attend que le moment favorable pour faire éclater contre cette puissance sa haine et son animosité[1] ...

Souvent enfin, il y a plus que du souffle dans ce style, il y a un éclat puissant, plein de fierté, de dignité, une certaine noblesse grave, disons mieux, une vraie grandeur, qui, malgré de petites taches qu'il y aurait mauvaise grâce à reprocher trop sévèrement à un Frédéric le Grand, font de telles ou telles de ces pages, et surtout de celles qui sont datées de l'époque de la guerre de Sept Ans, où l'émotion de l'écrivain est la plus intense, de mémorables exemples d'une belle et haute éloquence. Nous n'en voulons que deux exemples. D'abord, ces quelques passages du plaidoyer que Frédéric adresse à William Pitt, en 1761, lorsque le grand ministre anglais lui demande de consentir à quelques cessions territoriales en faveur de la paix[2] :

Je n'ai pas toujours été heureux, et quel homme dans l'univers peut disposer de la fortune ? Malgré le nombre de mes ennemis, je suis encore en possession d'une partie de la Saxe, et je suis très résolu de ne la céder qu'à condition que les Autrichiens, les Russes et les

1. *Correspondance politique*, IV, 142.
2. *Correspondance politique*, XX, 508.

Français m'aient rendu tout ce qu'ils m'ont pris. Je me conduis par deux principes : l'un est l'honneur, et l'autre l'intérêt de l'Etat que le Ciel m'a donné à gouverner... Avec ces maximes, Monsieur, on ne cède jamais à ses ennemis. Avec ces maximes, Rome se soutint contre Annibal après la bataille de Cannes. Avec ces maximes, votre grande reine Elisabeth se soutint contre Philippe II et contre la flotte invincible. Par ces mêmes principes, Gustave Wasa, dont le nom mérite d'être cité à côté de celui de la reine Elisabeth, Gustave Wasa, dis-je, rétablit la Suède et chassa le tyran Christern du royaume... Voilà, Monsieur, les modèles que je me suis proposé de suivre : vous qui avez de la grandeur et de l'élévation dans l'âme, désapprouvez mon choix, si vous le pouvez ! Serait-ce l'Angleterre, me suis-je dit, qui plaiderait la cause de la France et de la reine de Hongrie, de ces Français, les éternels ennemis, de cette reine de Hongrie qui l'a payée tant de fois d'ingratitude ? Cela n'est pas possible, donc cela n'est point. C'est sur les commencements du règne des rois que toute l'Europe a les yeux ouverts ; on juge par ces prémisses quelles en seront les suites, et chacun en tire les conséquences. Le roi d'Angleterre n'a qu'à choisir, il en est le maître...

Qu'on lise, en second lieu, cette lettre adressée par Frédéric au maréchal de Richelieu, au mois de septembre 1757, c'est-à-dire à l'un des moments les plus critiques de la « grande guerre », pour lui demander de négocier la paix [1] :

Je sais, Monsieur le Duc, qu'on ne vous a pas mis dans le poste où vous êtes pour négocier ; je suis

1. *Correspondance politique*, XV, 336.

cependant très persuadé que le neveu du grand Cardinal de Richelieu est fait pour signer des traités comme pour gagner des batailles. Je m'adresse à vous par un effet de l'estime que vous inspirez à ceux mêmes qui ne vous connaissent pas particulièrement. Il s'agit d'une bagatelle, Monsieur, de faire la paix, si on le veut bien! J'ignore quelles sont vos instructions; mais, dans la supposition qu'assuré de la rapidité de vos progrès, le Roi votre maître vous aura mis en état de travailler à la pacification de l'Allemagne, je vous adresse M. d'Eickstedt, dans lequel vous pouvez prendre une confiance entière, quoique les événements de cette année ne devraient pas[1] me faire espérer que votre Cour conserve encore quelques dispositions favorables pour mes intérêts, je ne puis cependant me persuader qu'une liaison qui a duré seize années n'ait pas laissé quelques traces dans les esprits...; quoi qu'il en soit, je préfère de confier mes intérêts au Roi votre maître plutôt qu'à tout autre. Si vous n'avez, Monsieur, aucune instruction relative aux propositions que je vous fais, je vous prie d'en demander et de m'informer de leur teneur. Celui qui a mérité des statues à Gênes, celui qui a conquis l'île de Minorque, celui qui est sur le point de subjuguer la Basse-Saxe, ne peut rien faire de plus glorieux que de travailler à rendre la paix à l'Europe. Ce sera, sans contredit, le plus beau de vos lauriers. Travaillez-y, Monsieur, avec cette activité et cette promptitude qui vous font faire des progrès si rapides, et soyez persuadé que personne ne vous en aura plus de reconnaissance, Monsieur le Duc, que votre fidèle ami.

FÉDERIC.

1. *Sic.*

Combien cette chaude éloquence des plaidoyers politiques du roi de Prusse, et combien aussi la vigueur démonstrative de ses écrits d'affaires, quand on les compare l'une et l'autre à la vaine phraséologie de la littérature diplomatique du temps, ne paraissent-elles pas originales, neuves et puissantes[1] ! On sait l'impression que fait aujourd'hui la lecture de la plupart des pièces diplomatiques sorties, vers le milieu du XVIIIe siècle, de la plupart des chancelleries européennes : de grands mots creux, sans précision ni réalité, de longues et lentes phrases

1. On jugera bien aussi de la « rhétorique » du roi philosophe d'après cette dépêche qu'il envoie à Knyphausen, son ministre à Londres, pendant la guerre de Sept Ans (*Correspondance politique*, XIX, 101, 102).

Mes affaires ont pris un tour si malheureux, et, ce qui m'est plus mortel, tout le monde est si découragé, que je n'ose en vérité me faire illusion sur l'armée. Au même temps, mes ennemis redoublent d'efforts pour profiter de leurs avantages. Que me reste-t-il à faire ? A négocier ? Avec qui ? Avec la France, et comment ? Je n'ai personne... Dans cette situation, quoique fâcheuse, je ne ferai jamais un pas déshonorant, ni cession, ni quoi que ce puisse être. De l'argent, on peut m'en faire promettre ; mais, pour le faire payer, j'en défie toute l'Europe, ou bien il faut que la somme ne soit pas considérable. Il ne me reste donc qu'à périr, les armes à la main ; je ne survivrai certainement pas à la ruine de ma patrie, et mourir sur un champ de bataille est où se bornent mes désirs et mon ambition. Mais examinons à présent de sens rassis quelles suites ma chute entraînera après elle. Ne prévoyez-vous pas que la Reine de Hongrie, après avoir expédié les Prussiens, profitera de cette conjoncture pour se venger du Roi d'Angleterre et de tous mes alliés, et pour extirper de l'empire tout ce qui y reste de protestants ? Que fera le prince Ferdinand, supposant même qu'il soit heureux ? Comment pourra-t-il se soutenir, les Français en face et les forces autrichiennes à dos, dans le pays d'Hanovre ? Vous voyez par là que nos intérêts sont inséparables, qu'il ne peut arriver de malheur à l'un qui ne retombe sur l'autre, et qu'ainsi, pour éviter les catastrophes que je prévois, le plus sûr est de négocier la paix...

enchevêtrées de propositions indirectes, de parenthèses et de réserves qui neutralisent souvent et parfois renversent le sens initial du discours, un style trop fleuri, impersonnel et gourmé, bref le moins possible d'idées nettes et le plus possible de formes vagues. On s'explique alors ce cri d'étonnement qui fit accueil à la publication du *Manifeste contre l'évêque de Liège*, six mois après l'avènement du grand Frédéric, dont c'était le premier écrit officiel : « Cela est fort, disait-on, cela est vif, c'est le langage de Louis XIV ! »

Sans doute, ce n'est pas par la pureté de langue, par la correction, que brille le style politique du roi philosophe, et là même où il est le plus châtié, l'on n'aurait que trop de facilité à y marquer un certain manque de goût, une certaine tendance déclamatoire, une sécheresse de ton qui n'ajoute rien à l'énergie de l'expression. En revanche, le grand Frédéric apporte dans

Songez qu'avec 96.000 hommes je serai obligé cette année de faire face à 230.000 hommes ! J'ai fait, sur mon Dieu, l'impossible pour me soutenir jusqu'ici ; mais les ressorts de la machine sont usés, et le découragement plus considérable que vous ne vous le figurez. Je veux bien croire que mes infortunes diminuent mes partisans ; cependant, c'est lorsqu'on est malheureux qu'on a le plus besoin d'amis. Suis-je la cause des revers qui me sont arrivés ? N'ai-je pas tenté l'impossible pour les réparer ? Voilà à quoi l'on ne pense pas : les malheureux ont toujours tort, et le sentiment de la compassion est si faible chez la plupart des hommes que c'est plutôt une grimace de bienséance qu'une affection de l'âme...

ce genre littéraire qu'il a marqué du sceau de son génie, deux qualités qui suffisent à le mettre hors de pair, de l'éloquence et de la puissance, deux qualités de premier ordre qui reflètent l'une et l'autre à merveille, sous son double aspect, la forme d'intelligence frédéricienne, réaliste par nature et classique par l'éducation, et qui, jointes aux défauts mêmes de l'écrivain, à cette vulgarité, cette violence ou cette grossièreté toujours prêtes à se manifester, font que, malgré la langue qu'il parle et qu'il écrit, l'auteur politique qu'est Frédéric le Grand reste foncièrement différent et fort éloigné de ses prédécesseurs et successeurs *français* dans cet art de la littérature « d'État ». Richelieu, avant le grand Frédéric, s'était montré supérieur dans cet art spécial dont il avait su déjà tirer grand parti. Son style n'a aucun des défauts de celui de Frédéric; il est supérieur par l'autorité, l'austérité du ton, par la finesse, la souplesse du raisonnement, par l'impeccable élégance de la langue; il n'a, je crois, ni la puissance ni la couleur de celui de Frédéric. Quant à Napoléon, pour la plume comme pour l'épée ou le sceptre, il est « hors cadre ». On ne peut rien comparer à son style politique, où se trouve tout ce que nous trouvons de supérieur dans le style frédé-

ricien, sans cette marque de rudesse et de violence qui n'est point latine, mais proprement germanique, et avec celles-là, combien d'autres supériorités du génie ? Non seulement un goût plus pur, mieux dégagé des formes du XVIIIe siècle, un style plus sobre et mieux exempt de « littérature », mais cette forme éclatante et lapidaire, cet accent despotique et prophétique, avec ces sublimes éclairs de poésie et d'idéal !

Ce n'est pas chez les « Latins » que se trouvera le terme de comparaison que nous cherchons à Frédéric le Grand littérateur politique : c'est sur le sol germanique, dans le prince de Bismarck. Bismarck a étudié, imité, non seulement la « manière » et les « moyens » du roi philosophe, mais encore l'expression littéraire de sa pensée politique. Il lui a pris nombre de formules, d'images, de locutions caractéristiques. Là où Frédéric disait le « serviteur de l'État », Bismarck répète : l'« officier du pays ». Tous deux ils veulent que l'État de Prusse soit mis « en vedette ». L'un des *dictums favorys* de Frédéric — « Tu l'as voulu, George Dandin » — sert à Bismarck, comme il servait à Frédéric, pour railler son partenaire après l'avoir trompé. Bismarck enfin s'amuse comme s'amusait Frédéric, à ajouter à ses lettres politiques les

plus graves un post-scriptum plaisant et familier, pour le contraste[1]. Comparez maintenant les deux styles, le français classique de l'un, le rude allemand de l'autre. Il n'y a pas, sans doute, dans l'allemand de Bismarck, cet instinct de la forme oratoire que Frédéric devait à l'influence de son siècle, et que l'on commence aujourd'hui à trouver chez quelques-uns des prosateurs modernes de l'Allemagne, chez H. von Treitschke par exemple. Il y a dans son discours moins de clarté, de méthode, de logique. Mais Bismarck, comme Frédéric, méprise le vain mot et la phrase creuse, la « crème fouettée » ; comme Frédéric, il a le trait original, la vive couleur, la force d'expression, brutale parfois, mais singulière et rare ; comme Frédéric, il a ce farouche et puissant réalisme qui leur vient à tous deux de la race, de la nature, et qui forme le trait fondamental de leur commun talent de littérateurs politiques.

1. Voyez, outre les *Pensées et Souvenirs*, la *Correspondance diplomatique de M. de Bismarck* (1851-1859), 2 vol. Paris, 1883.

III

L'OPINION ET LE « PUBLICISTE »

De son talent d'écrivain politique, de l'importance même de ce talent, le grand Frédéric a très nettement conscience : c'est ce dont on trouvera la preuve, si l'on veut, dans cet amour-propre d'auteur qu'il met à faire ses corrections sur les minutes que lui présentent ses ministres, ou à railler les écrits « à la mode de Vienne » que lui adressent les cabinets étrangers, ces « assemblages de mots sans âme », dit-il, ces « contes admirables pour endormir les enfants ». Si de ce talent très personnel et caractéristique il ne fait pas parade dans le monde autant que de son talent poétique et littéraire, ce n'est pas qu'il le tienne en médiocre estime, c'est bien plutôt qu'il en connaît mieux que personne la valeur, et que, sans vouloir paraître y attacher grand prix, il sait trop bien l'usage qu'il en peut faire et le profit qu'il en peut tirer. Or cet usage est presque une nou-

veauté, du moins pour un chef d'État, au temps de Frédéric, le profit correspondant est lui-même exceptionnel; il s'agit de gagner à sa cause cette puissance nouvelle du monde, l'opinion publique.

On sait combien l'opinion publique s'est développée en Europe vers la fin du XVIIe siècle et dans la première moitié du XVIIIe, et quelle place elle s'est faite alors dans la vie politique des États. Très éveillée depuis longtemps déjà en France, elle a naguère pris conscience d'elle-même dans l'Europe entière, sous les menaces du despotisme de Louis XIV; elle a trouvé un moyen d'expression dans cette langue française dont l'usage s'étend alors partout; elle a trouvé son organe dans la presse, dans cette machine à diffusion des idées dont les progrès et les succès étonnent déjà le monde. Jamais, en effet, on n'avait vu, comme vers l'époque de l'avènement de Frédéric II, à côté des pamphlets et des brochures de polémique, autant de gazettes périodiques d'information, feuilles hebdomadaires ou mensuelles, bien rédigées et bien renseignées, toujours au courant de toutes choses. La Hollande, pays libre, où la censure est complaisante, constitue alors « la bourse aux nouvelles » : point de négociation si cachée,

de communication si secrète dont les « officieux » n'arrivent à se procurer avis pour en faire profiter leurs propres familles d'abord, puis les « bulletins » manuscrits qu'ils ont l'habitude de servir non seulement aux gazettes étrangères, mais à la plupart des cabinets européens. « On n'en revient pas à Vienne », disait un jour le vice-chancelier de l'Empire, Schönborn, à propos des « bulletins » de Jean Rousset, « de trouver là-dedans des choses qu'on regarde ici comme du dernier secret et qui ne sont connues que de quelques rares initiés. » Que n'eût pas dit Schönborn s'il avait su que ce Jean Rousset, qui dirigeait à La Haye le fameux *Mercure historique et politique*, se faisait envoyer toutes les nouvelles prussiennes par le propre secrétaire de la légation des Provinces-Unies à Berlin, nommé Marteville[1]! Ainsi informées, très lues et très commentées, les gazettes dressent peu à peu le public à réfléchir sur les choses d'État, à se former un jugement politique. L'opinion, qu'elles servent et qu'elles dirigent à la fois, et que les littérateurs, ceux qu'on appellera bientôt les philosophes, commencent à « éclairer »,

1. *Preussische Staatschriften aus der Regierungszeit Friedrichs des grossen*, Introduction, I, XXXVI, et suiv. — J.-G. Droysen, *Die Zeitungen im ersten Jahrzehnt Friedrichs des grossen* (*Zeitschrift für preussische Geschichte*, 1876).

pour prendre le langage du temps, « aux lumières de la raison », l'opinion se développe, s'élargit, s'affirme : elle devient une puissance, et avec cette puissance il faudra compter dorénavant dans les affaires publiques.

C'est ce dont Frédéric a sans doute été l'un des premiers parmi ses contemporains, sinon à prendre conscience, du moins à savoir tirer parti. De ses yeux clairs et perçants, tout de suite il a saisi le facteur nouveau du problème politique, évalué son importance, calculé sa portée, et si de fait il s'est souvent trompé sur ses effets, jamais il n'a négligé son influence, ni cessé de la redouter. Il faut dire que, pour s'intéresser à cet empire naissant de l'opinion, le « nouveau roi des Vandales » avait d'autres raisons que les souverains de vieille date. Pour ceux-là, sa couronne est celle d'un intrus, son jeune État n'a pas le rang de grande puissance. S'il veut tenir sa place dans le monde, il faut d'abord qu'il se légitime, en donnant à son trône l'éclat qui lui manque, à la Prusse la gloire qu'elle n'a pas, et ces lettres de noblesse, c'est à la reine du jour, à l'opinion, qu'il lui faut les demander. Voilà la puissance dont il devra se faire une alliée, au lieu d'une ennemie, comme l'ont fait jusqu'alors les princes, voilà

celle dont il devra gagner la voix, car les peuples ne sont vraiment soumis que quand ils sont séduits, car la domination ne s'impose aux hommes que par le prestige : nul ne le sait mieux que celui qui inscrivait un jour en marge de son édition de la *Grandeur et Décadence des Romains*, à propos de la fortune de Pompée, ce curieux aphorisme : « Il n'y a qu'à être à la mode dans le monde. Avoir le bonheur de plaire et avoir fait quelque action capable d'éblouir[1]... ! » Conquérir l'opinion, et pour la conquérir, la flatter, la charmer, l' « éblouir », c'est une partie du programme politique de Frédéric le Grand.

Peut-être a-t-il parfois moins de tact que d'empressement dans l'art de plaire à l'opinion ? Qu'importe, pourvu qu'il réussisse à plaire, et l'on sait s'il y réussit ! Il flatte les goûts du public, en se montrant « éclairé », « sensible », « vertueux », et au besoin ses vices, en faisant montre d'impiété, de cynisme et d'obscénité. Il dédie des épigrammes aux « beaux-esprits », comme aux savants des mémoires académiques. Tout lui est prétexte à rimer : il fera des vers sur son suicide, il en fera la veille d'une bataille,

1. M. Posner, *Die Montesquieu Noten Friedrichs II* (*Historische Zeitschrift*, 1882).

et pour que nul n'en ignore, c'est à Voltaire qu'il les adressera. Il a ses correspondants partout, à la cour et à la ville. Il prodigue l'esprit, et quand, le soir de Rosbach, il dit aux officiers français prisonniers : « Messieurs, reprenez vos épées, je ne puis pas m'imaginer que je suis votre ennemi[1] », il ne doute pas que, huit jours après, le mot aura fait fortune à Versailles.

L'opinion a ses apôtres, et, pour se l'attacher, il faut les séduire, ces grands hommes, poètes ou littérateurs, philosophes ou soldats, dispensateurs et messagers de la gloire : en les flattant, c'est le monde entier qu'il flattera, comme c'est le monde entier qui lui rendra l'encens par la main de ses élus. Quel que soit son mépris pour « messieurs les beaux-esprits », qui ont « la cervelle si mal timbrée[2] », il les caresse, il les cajole, il les attire, et avec eux tous les représentants du talent, du génie. Pour leur plaire, il se fait aimable et modeste, il fait valoir les grâces de son imagination, la « magie » de sa conversation, il caresse et tourmente leur amour-propre jusqu'à ce que ses hôtes charmés se laissent prendre enfin à cette « coquetterie d'esprit ». Et maintenant,

1. *Catt*, 251.
2. *Correspondance politique*, IX, 431.

à leur tour de chanter ses louanges ! A leur tour de célébrer la gloire du roi philosophe ! Rendez à César ce qui est à César ! Malheur à ceux que ne satisferaient pas cette fonction d'adorateurs publics : c'est le suprême plaisir du maître de faire alors sentir la griffe après avoir montré la patte de velours. Voltaire en fit plusieurs fois l'expérience, et les libertés qu'il voulut prendre à Potsdam ne réussirent qu'à lui attirer, avec des affronts, ce mot si dur de celui qu'en d'autres temps il appela Sa Majesté Héroïque et Poétique : « On suce l'orange, on jette après l'écorce. » C'est qu'entre le roi et ses hôtes de marque il y a comme un marché tacite, auquel ils ont souscrit et qu'il faut qu'ils exécutent : ils ont reçu leur part des hommages royaux, ils doivent au roi la louange en retour, la louange « officielle », au nom et aux yeux du monde entier, et qu'ils soient dupes ou complices, rien ne peut dès lors les dégager de cette alliance *ad majorem Frederici gloriam.*

Ainsi, nul soin que Frédéric ne prenne pour conquérir l'opinion. Nul soin non plus qu'il ne prenne pour l'exploiter. Comblé de ses faveurs, ce sont à présent ses services qu'il va requérir, en toute occasion, selon les exigences et les fluctuations de sa politique. Sans relâche, il

« travaillera » l'opinion, pour l'instruire ou la leurrer, pour l'exciter ou l'apaiser ; tour à tour il déchaînera ses cris, son rire, sa colère, ses applaudissements, toujours pour le service de la bonne cause, la cause de la Prusse. La guerre à l'épée n'appelle-t-elle pas la « guerre de plume », et la plume n'est-elle pas en honneur à Potsdam comme l'épée? Avec l'appel aux armes, voici l'appel à l'opinion qu'il introduit dans les mœurs politiques, voici un nouveau moyen de gouvernement dont il enrichit le code du droit public, et voici que lui-même il s'arroge une fonction nouvelle, fonction essentielle, à ses yeux, du chef d'État moderne, la fonction de « publiciste », comme on dit aujourd'hui en Allemagne.

A cette fonction spéciale, son talent de littérateur politique l'appelait tout naturellement. Roi de Prusse, diplomate prussien, il a fait emploi de ce talent, comme on l'a vu, dans sa correspondance avec les souverains et les hommes d'État étrangers ; « publiciste », il en tire parti maintenant sur un terrain beaucoup plus large, plus varié, plus en rapport avec ses facultés, en prenant lui-même la plume pour plaider sa cause devant l'opinion. Ce n'était certes pas chose nouvelle que les « publications politiques » au temps du grand Frédéric. Depuis bien long-

temps — et surtout depuis le temps du cardinal de Richelieu, en ce qui concerne la France — les chancelleries européennes avaient pris l'habitude de faire rédiger par leurs polémistes gagés, et de faire circuler sous le voile de l'anonymat, brochures, pamphlets, libelles, lettres supposées, « réflexions » ou « remarques » de toutes sortes. Depuis longtemps, le public était accoutumé à voir circuler ces feuilles en secret ou au grand jour. Mais ce qu'il y avait alors de nouveau, c'était de voir un souverain s'adonner en personne au métier de « publiciste », conférer à ce service spécial, avec une importance toute particulière, le caractère permanent et régulier d'un service d'État. Il avait, il est vrai, commencé jeune à exercer sa verve contre les ennemis de la Prusse, car il n'avait que vingt-six ans, et n'était encore que prince de Prusse, quand il mettait la dernière main à ces *Considérations sur l'état présent du corps politique de l'Europe* où se dissimulait, sous un titre sévère et sous une forme académique, un vif pamphlet dirigé contre la politique de Louis XV et destiné à soulever la passion populaire en Angleterre et en Hollande contre la France. Une fois commencée, la « guerre de plume » ne s'arrêta plus : Frédéric veut

« se battre avec toutes ses armes dans la mêlée politique », il veut « jouer des dents et des griffes » comme « le porc-épic qui, hérissé, se défend de toutes ses pointes » ; manifestement il prend plaisir à la bataille, il se fait aggressif et provocateur. Il faut étudier avec quelque attention les diverses espèces de publications politiques du roi de Prusse — publications officielles, officieuses, ou anonymes — d'autant que cette fonction de « publiciste » à laquelle il a donné tant de soins et où il a témoigné autant de fécondité de ressources et de souplesse d'invention qu'en politique, a longtemps été laissée dans l'ombre par les historiens du roi philosophe, et qu'elle n'a été mise en lumière qu'assez récemment par la publication de la *Correspondance politique*, par celle des *Preussische Staatsschriften*, ainsi que par l'intéressante étude qu'a consacrée J.-G. Droysen, en 1877, dans le *Militärwochenblatt*, aux « bulletins de campagne » du grand Frédéric.

IV

LES PUBLICATIONS ANONYMES

De toutes ces publications politiques, celles qu'il a sans doute le plus de plaisir à composer, celles dont le mérite littéraire est le plus mince et dont l'influence pratique sur l'opinion s'est aussi montrée la moins efficace, ce sont ses publications anonymes, ses pamphlets. Le roi philosophe affecte d'ordinaire un calme et fier dédain pour les pamphlets, pour ceux du moins qui sont faits contre lui. « Persuadé que la calomnie n'a qu'un temps et que la vérité dure toujours », il méprise ces écrits impuissants comme « les clameurs de ses envieux[1] ». Un jour, conte la légende, voyant du haut de sa fenêtre une foule de gens occupés à lire une affiche dans la rue, il s'informe, et apprenant qu'il s'agit d'un écrit satirique contre sa personne : « L'affiche est trop haute, » dit-il à un

1. *Correspondance politique*, XIV, 68.

page, « va la détacher et mets-la plus bas pour qu'on la lise commodément. » N'est-ce pas le même homme qui, une autre fois, recevant l'un de ces libelles que lui envoyait à titre de curiosité Lord Maréchal, écrit cette jolie lettre en réponse à son ami[1] :

J'ai le bonheur, mon cher Milord, d'être très indifférent sur tous les propos et les écrits qu'on débite sur mon compte, et *même je suis tout glorieux de valoir des honoraires à un pauvre auteur qui mourrait peut-être de faim sans les injures qu'il me dit.* J'ai toujours méprisé les jugements du public, et je n'ai considéré dans ma conduite que l'aveu de ma conscience. Je sers l'Etat avec toute la capacité et toute l'intégrité que ma nature m'a départies ; quoique mes talents soient faibles, je n'en suis pas moins quitte envers l'Etat, car on ne saurait donner plus qu'on a soi-même, et d'ailleurs c'est une des choses attachées au caractère de personne publique que de servir de plastron à la critique, à la satire et souvent même à la calomnie. Tous ceux qui ont gouverné des Etats sous le titre de ministres, de généraux, de rois, ont essuyé des brocarts ; je serais fort fâché d'être le seul qui eût un sort différent. Je ne demande ni réfutation du livre ni punition de l'auteur : *j'ai lu ce libelle avec beaucoup de sang-froid et je l'ai même communiqué à quelques amis.* Il faut être plus

1. *Correspondance politique*, X, 135. — Cf. XI, 40 : « On ne saurait empêcher les enragés de divulguer les calomnies les plus noires sur le compte des gens de bien ; plus ces injures sont atroces, plus elles tombent vite d'elles-mêmes, sans faire la moindre impression à personne, pourvu qu'on les regarde avec mépris et qu'on ne daigne pas faire attention à de semblables mensonges grossiers et effrontés. »

vain que je ne suis pour se fâcher contre ces sortes d'éclaboussures que tout passant peut recevoir sur son chemin, et il faut être moins philosophe que je ne suis pour se croire parfait et au-dessus de la critique. Je vous assure, mon cher Milord, que les injures de l'auteur anonyme n'ont pas répandu le moindre nuage sur la sérénité de ma vie, et qu'on ferait encore dix brochures de ce genre sans déranger en rien ma façon de penser et d'agir...

Voilà un noble langage, bien fait pour avoir du succès à la cour de Versailles, où lord Maréchal représentait alors le roi de Prusse, et qui montre que son auteur n'ignore pas qu'en ce monde moins on relève la calomnie et plus vite elle tombe. Il n'en est pas moins vrai que Frédéric souffre cruellement parfois, dans son for intérieur, des injures que lui adressent les plumes vénales. Déjà sous le règne de son père, comme on avait imprimé une vive satire contre le roi sous ce titre : *Épître de Don Quichotte au chevalier du Cygne*, il s'était révolté de voir qu'on n'en condamnait pas l'auteur, lequel n'était pas inconnu : « Le feu m'en est monté à la figure », dit-il alors au Maréchal de Grumbkow[1]. Une fois sur le trône, il n'hésite pas à faire poursuivre les journaux qui l'attaquent trop vive-

1. *Preussische Staatschriften*, I, xv, xvi. — *Correspondance de Frédéric le Grand avec le Maréchal de Grumbkow*, 150.

ment en Allemagne, et pendant la guerre de Sept Ans surtout, la grossièreté des libelles autrichiens excite chez lui l'indignation la plus violente : « Ce sont des armes indignes, » écrit-il alors, « que les grands princes ne devraient jamais employer contre leurs égaux ; c'est se dégrader mutuellement » que d'en user[1]. En philosophe, le grand Frédéric méprise donc les pamphlets ; en moraliste, il les juge : n'empêche qu'il en fait.

Il en fait, et, à en faire, son esprit mordant et sarcastique prend un âpre plaisir. Il en fait dans un but politique toujours, pour rire de ses adversaires, pour faire rire d'eux. Il en fait beaucoup, et tout le long de son règne, depuis cette *Lettre du comte de ... à un ami*, datée de 1742, dirigée contre le cardinal de Fleury, et dont les revirements de la politique empêchèrent au dernier moment la publication, jusqu'aux tristes facéties qu'il composa dans les dernières années de sa vie contre le pape Clément XIV. Selon l'usage du temps, c'est sous la forme de lettres privées qu'il les fait d'ordinaire, et sous la signature supposée d'un professeur, d'un gentilhomme, d'un savant,

1. *Correspondance politique*, XVII, 417.

d'un militaire, telles, par exemple, la *Lettre d'un officier autrichien à un de ses amis*, la *Lettre d'un académicien de Berlin à un académicien de Paris*, la *Lettre d'un bourgeois de Dordrecht à un négociant d'Amsterdam*. Pour assurer son incognito, et pour piquer la curiosité du public, il fait prendre, en publiant ses petits papiers, toutes les précautions d'un folliculaire à gages. Sur le titre on indique un faux nom, ou mieux un nom fictif d'éditeur, c'est généralement celui de *Peter Hammer*, *Petrus Martellus* ou *Pierre Marteau*, *à Cologne sur le Rhin*, lequel a servi depuis lors à nombre de mystifications littéraires; puis on fait les envois par la poste, avec une fausse mention d'origine, et en ayant soin d'introduire dans le libellé de l'adresse, quand le destinataire est un haut personnage, quelque faute grossière de « titulature » : on dénommera par exemple le ministre de Saxe, « M. de Bulow, ambassadeur de Pologne »; ou bien le ministre anglais à Berlin, lord Hyndford, « général des armées du roi de la Grande-Bretagne et ambassadeur à la cour de Prusse ».

C'est surtout pendant les premières années de la guerre de Sept Ans que Frédéric donne cours à sa verve ironique et insultante, alors

que, confiant dans l'avenir, il cherche à se venger par des « coups de plume » de son impuissance contre ses ennemis coalisés. « Je me moquerai », dit-il alors, « de cette infâme canaille tant que je respirerai, et, si je ne puis les battre, du moins les déchirerai-je du bec et les ferai-je enrager[1]... » Il jette en effet ses brocarts de tous côtés, sans répit, contre tous ceux qu'il peut atteindre. D'abord contre celle qui prête le plus au persiflage, contre la toute-puissante maîtresse de son allié d'autrefois, qu'il se donne le facile plaisir de railler dans sa *Lettre de la marquise de Pompadour à la reine de Hongrie*, lettre dont la paternité resta longtemps secrète, et dont il serait, je crois, impossible de rendre compte autrement qu'en latin. Contre Marie-Thérèse ensuite, et contre l'empire des Habsbourg, qu'il désigne à la jalousie des Allemands dans une série de libelles d'ailleurs assez ternes, la *Lettre d'un Suisse à un Génois*, la *Lettre d'un Suisse à un noble Vénitien*, la *Lettre d'un secrétaire du comte de Kaunitz à un secrétaire du comte Cobenzl*, pour ne citer que quelques-uns de ceux qui émanent à coup sûr de sa plume, car il en a

1. Frédéric à d'Argens, 13 mai 1759 ; *Œuvres*, XIX, 71.

tant fait qu'on a cru pouvoir lui en attribuer quelques-uns, et même les insérer dans ses Œuvres complètes, comme la *Lettre d'un inconnu au maréchal duc de Belle-Isle* ou la *Lettre d'un aumônier de l'armée autrichienne*, qui ont grandes chances de n'être pas de lui. Enfin, et surtout, contre le pape et contre l'Église de Rome. Frédéric regrette parfois que « l'ancienne machine de religion » soit un peu passée de mode dans la littérature pamphlétaire, que la guerre au « fanatisme » sente un peu son lieu commun — « armes usées qui se rouillent dans l'arsenal » — mais quand même il ne dédaigne pas de se servir de ces armes-là pour exciter le zèle des protestants contre les menaces supposées de la domination catholique en Europe : de là, entre autres, la *Relation de Phi-Hi-Hu*, pâle imitation des *Lettres persanes*, et le *Bref de Sa Sainteté au maréchal Daun*, par lequel le pape Clément XIII est censé faire présent d'une épée bénite au vainqueur de Hochkirch, à l'exemple de ce qu'un de ses prédécesseurs avait fait pour honorer le prince Eugène. Ce dernier factum fut publié par les soins du marquis d'Argens, en français, avec le latin en regard ; quand Voltaire en reçut copie, il crut pouvoir prédire de « ce nouvel *Akakia* »

que les trois quarts des protestants le croiraient véritable, et de fait il est assez piquant de savoir que non seulement la prédiction se réalisa, mais que, près d'un siècle après, en l'année 1847, le bref apocryphe était encore publié comme authentique, avec traduction allemande, par un M. Ernest Zimmermann, dans l'*Allgemeine Kirchenzeitung* de Darmstadt[1] !

La verve exceptée, avec l'abondance et l'ironie, il faut convenir qu'il n'y a pas grand'chose de vraiment digne du roi philosophe dans ces écrits satiriques au style sec, au goût dépravé, où, sous couleur de politique, l'auteur ne fait guère qu'insulter à froid ses ennemis, et l'on aurait eu plaisir à négliger cette partie secondaire et assez méprisable de ses œuvres de « publiciste » si parmi ces pamphlets il n'y en avait au moins un qui méritait d'être mis hors de pair. Il s'agit d'une pièce datée du mois d'octobre de l'année 1756, c'est-à-dire d'une époque où, à peine engagé dans la guerre de Sept Ans, Frédéric espérait encore, avec l'aide des Belle-Isle, des Luynes, des d'Argenson, de tout le parti qu'il avait su se créer à la cour de Versailles, retourner l'opinion française en sa faveur, ou tout au moins empêcher Louis XV

1. *Œuvres : Table chronologique*, p. 23.

de s'allier plus étroitement avec Marie-Thérèse contre la Prusse : c'est la *Lettre du cardinal de Richelieu au roi de Prusse*, qu'il composa peu de jours après sa victoire de Lobositz, et dont il fit aussitôt envoyer un bon nombre d'exemplaires en France. L'idée en était assez originale. Des Champs-Élysées, sa demeure dernière, le grand Cardinal, témoin des progrès de la maison de Prusse, complimente le roi, « nouveau Gustave-Adolphe », des belles victoires qu'il a remportées sur les armes impériales, et se félicite de le voir suivre cette politique de lutte contre l'Empire qui jadis a été la sienne, et qui reste, dit-il, la plus utile à la monarchie française. « Vous êtes, Sire, le meilleur allié qu'ait jamais eu la France : il ne manquait à mon bonheur que d'être né votre contemporain. » Richelieu, ou plutôt son porte-parole, signale ensuite que l'ambition des Habsbourg, mieux dissimulée qu'autrefois, n'en est que plus dangereuse ; il jette au monde un cri d'alarme destiné à éloigner Louis XV du parti de l'Autriche, et, dans une éloquente péroraison, il annonce à Frédéric, et par Frédéric à Louis XV, ce qu'il a lu dans l'avenir :

J'ai vu, Sire, que cette maison d'Autriche, qui n'est que celle de Lorraine, se flattait d'écraser votre puis

sance pour établir le despotisme et la tyrannie en Allemagne; qu'elle comptait priver la France de son allié le plus fidèle pour tourner ensuite toutes les forces du Saint-Empire romain contre le Roi Très Chrétien. J'ai vu que la Suède ne se ressemblait plus à elle-même, que sur les ruines du trône s'élève une aristocratie cruelle et sanguinaire, et que, par conséquent, sans vous ma patrie n'aurait plus d'allié dans le Nord. J'ai vu qu'une puissance, à demi sortie de la barbarie, mais formidable par le nombre de ses troupes et régnant depuis la mer Glaciale jusqu'au Palus Méotide, pouvait, avec l'aide des Césars germains, accabler les descendants des Soliman et des Mahomet, et que si la France n'y pourvoyait, elle se trouverait avoir en tête un ennemi plus puissant que Charles-Quint, aussi ambitieux que Ferdinand II, qui revendiquerait sans cesse la Franche-Comté, l'Alsace, la Lorraine et peut-être la Flandre, et dont les vastes desseins tendraient même à chasser les Bourbons d'Italie. Que de guerres cruelles allaient s'allumer dans ce funeste avenir! Que de Français généreux, moissonnés avant le temps, seraient descendus ici-bas pour habiter nos paisibles demeures! Il vous était réservé, Sire, de prévenir tant de maux, d'assurer le trône de nos rois, et d'abattre cette hydre dont les têtes renaissantes s'élèvent sans cesse contre l'empire des lis.

Après d'aussi illustres actions, après une vie longue et heureuse, que je souhaite à Votre Majesté, Elle viendra prendre place dans ce séjour fortuné pour y recevoir nos hommages, et j'ose espérer, Sire, que vous daignerez admettre dans le nombre de ceux qui vous entoureront celui qui a l'honneur d'être, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très sincère admirateur.

ARMAND-JEAN DU PLESSIS,
CARDINAL DUC DE RICHELIEU.

Cette missive imaginaire ne manquait ni d'habileté de fond, ni, comme on le voit, d'une certaine élégance de forme. L'effet produit en France fut néanmoins des plus restreints : la pièce avait été saisie peu après son apparition. D'ailleurs, perdus dans la foule des libelles sans valeur et des basses brochures qui paraissaient alors journellement, les écrits anonymes du grand Frédéric, qui visaient tous des situations politiques assez complexes, des intérêts trop hauts, ne pouvaient en somme exercer qu'une influence très limitée, presque individuelle, et dans une portion assez étroite de la société. Pour agir d'une façon plus positive, plus étendue, sur l'opinion publique, il avait d'ailleurs à sa disposition d'autres procédés, des procédés « officieux », plus sûrs et plus directs, et surtout les communications à la presse.

V

LES PUBLICATIONS OFFICIEUSES

La presse, pendant la première moitié du règne de Frédéric II, est presque partout, hors de Prusse, hostile à la Prusse : la raison n'en est pas difficile à trouver, puisqu'on sait que c'est la Hollande qui tient alors la presse européenne en quelque sorte sous sa dépendance, et que la politique des Provinces-Unies ne cesse guère d'être en opposition avec celle de Frédéric, au moins jusqu'à l'époque de la guerre de Sept Ans. En Prusse, bien entendu, le gouvernement a les gazettes à ses ordres ; mais les principales d'entre elles, la *Gazette privilégiée de Berlin* (aujourd'hui *Gazette de Voss*), et les *Nouvelles Berlinoises* (aujourd'hui *Gazette de Spener*), rédigées en langue allemande, n'ont pas en Europe l'influence nécessaire pour contrebalancer celle des grands périodiques hollandais, et, quant aux tentatives faites pour créer en Prusse même un journal en langue française,

l'on dut voir bientôt que, malgré les efforts de D'Argens et de Jordan, il n'y avait pas grand'-chose à en espérer. Force est donc au roi de Prusse de se contenter de faire surveiller les gazettes d'Allemagne et de Hollande par ses agents, pour n'y pas laisser passer les nouvelles tendancieuses, les insinuations préjudiciables à sa politique. Il renouvelle souvent sur ce point les recommandations à ses diplomates, leur prescrit de réclamer satisfaction auprès des gouvernements responsables, de donner des avertissements aux gazetiers fautifs, et si cela ne suffit pas, de procéder sans hésitation aux « châtiments sensibles » : on paiera cinquante ducats un homme de bonne volonté pour « rosser » honnêtement Roderique, le rédacteur de la *Gazette de Cologne*, lequel est plus dévoué que de raison à l'Autriche.

En temps normal, Frédéric fait faire par ses ministres à Berlin les « communiqués » officieux à la presse, pour montrer au public sous le jour convenable ce qu'il veut bien montrer de ses affaires ; tant à publier qu'à démentir les nouvelles, le service ne manque pas d'importance. Mais il y a une partie essentielle de ce service qu'il se réserve, à lui personnellement, de la façon la plus stricte, ce sont toutes

les informations relatives à ses opérations de guerre. Et d'abord les relations de ses batailles, qui sont insérées dans les journaux et communiquées aux diplomates, n'émanent jamais que de sa main; il les rédige sans hâte, dans les quatre ou cinq jours qui suivent l'action, de son style bref, précis, un peu sec, et prétend y mettre toujours une parfaite franchise. « La relation de notre victoire est si vraie que je vous jure que toute l'armée me jette la pierre sur ce que je l'ai faite trop modeste », écrira-t-il à Podewils du champ de bataille de Soor, en 1745. On pense bien qu'il ne faudrait pas trop compter sur l'exactitude parfaite de ces comptes rendus, qui sont visiblement préparés pour les yeux du public; l'auteur nous confesse parfois qu'il a supprimé « les détails trop humiliants pour la gloire des troupes », « à cause que toutes choses ne sont pas bonnes à dire »; et voici la règle qu'après l'affaire de Lobositz il se fixe à lui-même, en quelques mots dont il faut garder la saveur germanique : « *Die Wahrheit vor meine Armée, aber vor der Welt etwas deguisiret*[1]... » Cela ne doit pas empêcher d'ailleurs de reconnaître que, dans ses

1. *Correspondance politique*, XIII, 182. — Cf. IV, 303; XX, 52, 87.

relations de batailles, qu'il s'agisse de victoires ou de défaites, son ton habituel est modeste, calme et simple, si ce n'est même un peu terne et froid.

Il semble qu'il ait réservé son esprit et son entrain pour une autre catégorie de publications militaires, pour ces « bulletins » de l'armée qu'il a pris l'habitude de rédiger pendant ses deux premières guerres, à intervalles à peu près périodiques, et que J.-G. Droysen a le premier fait connaître en les publiant, en 1877, dans le *Militärwochenblatt* sous le titre même que leur avait donné l'auteur : *Lettres d'un officier prussien.* Frédéric tenait beaucoup à écrire lui-même ces « lettres » d'un genre particulier ; si parfois il confie ce soin à l'un de ses aides de camp, par exemple au général de Borcke, à « Papa Borcke », il se réserve toujours de revoir lui-même les brouillons, et ce n'est que quand ces brouillons lui conviennent tout à fait qu'il met en marge, en guise d'*imprimatur*, ces quatre mots d'une latinité bizarre : *ad ministerium et gazettam.* Après quoi Podewils se charge de les faire publier dans les journaux de Berlin et dans les feuilles étrangères, surtout dans celles de Hollande. « Ayez soin que ces petits papiers courent par toute l'Europe », lui rap-

pelle souvent le roi, qui compte beaucoup sur l'effet de ces « petits papiers » pour entretenir dans le monde la réputation de ses armes.

Sous le couvert transparent d'un officier prussien qui écrit à un de ses amis à Berlin, il raconte gaiement, prestement, drôlement, tous les petits faits de la campagne, tournant toujours les choses à l'honneur de ses soldats et raillant sans merci les Autrichiens, *die charmanten canaillen*. Un jour il raille la tenue de leurs troupes, irrégulières, de ces Pandours qui font la frayeur des bons Berlinois et dont il trace un joli petit portrait, chemin faisant : « Je puis vous assurer qu'ils ne font pas peur, mais pitié ; ce sont des gueux presque tout nus, n'ayant pour tout bien et toute arme qu'un grand couteau de boucher pendu au côté, un long et mince fusil, et deux ou trois paires de pistolets qui leur entourent la ceinture ; il est impossible de vous décrire le plaisant contraste que font tant d'armes et tant de misère... » Une autre fois, il plaisante les généraux ennemis, qui sont plus nombreux que dangereux, paraît-il : « L'on assure que le duc d'Arenberg est arrivé à l'armée autrichienne, de sorte qu'elle a maintenant quatre maréchaux à sa tête..., qu'allons-nous deve-

nir! » Ce qui l'amuse aussi, c'est de se moquer de cette petite guerre, toute bénigne et « en douceur » que lui font ses adversaires. « Ce n'est pas de la guerre des Titans contre les Dieux que je vais vous parler, ce n'est pas de ces mouvements sages et composés qui ont fait la réputation des Turenne et des Montecuculli, mais des harlequinades (*sic*) des hussards ; le sujet est grave sans doute, et les historiens du XVIIIe siècle ne pourront se passer d'en parler beaucoup... » Et une autre fois : « Comme il y a de grands coups de lumière dans les tableaux, il y a aussi des mezzo-teintes ; la guerre finirait bientôt si l'on avait des affaires décisives toutes les semaines ; la petite guerre entretient en attendant l'habitude de se nuire : c'est la farce qui suit la grande pièce. » Enfin, pour ne pas oublier l'essentiel, le maître stimule les bonnes volontés en prodiguant l'éloge aux troupes. La discipline est « parfaite » toujours, le soldat « vit à meilleur marché qu'il ne fait dans ses garnisons ; aussi voudrait-il que la guerre durât éternellement » ; un dernier hommage est rendu aux morts, solennellement, à tel officier qui « a été tué d'une volée de canon, et a fini de trop bonne heure une carrière qui aurait dû être bien plus longue, si la mort savait épargner

le mérite et pouvait être touchée de nos regrets[1] ».

Il y a dans tout cela une amusante vivacité, une ardeur joyeuse, une franche et légère ironie dont l'effet est fort bien calculé pour entretenir l'énergie des Prussiens et pour inspirer à l'Europe confiance en la Prusse. Nous avons, quant à nous, en fait de relations militaires, le souvenir ineffaçable d'une autre série de « bulletins », au ton plus haut, au langage plus sonore, et nous pensons malgré nous que la sécheresse

1. Signalons que c'est dans une de ces « lettres », datée d'octobre 1745, que se trouve le fameux mot du grand Frédéric : « Vivons, et laissons vivre. »

Voici enfin comment l'auteur conte l'échauffourée où le marquis de Valori, ministre de France à Berlin, faillit être fait prisonnier par les Autrichiens. « Il y a un certain colonel Franquini qui a l'honneur de commander une troupe de Varasdins, Talpatschs, Pandours, Bosniaques, et Dieu sait quelle milice, avec lesquels il s'établit dans les bois, se cache dans les montagnes, et rôde sans cesse, comme l'esprit malin, entre Jaromirs et Nachod. Il a l'auguste emploi d'enlever quand il peut quelques chevaux à notre fourrage, de tomber dans nos convois et de faire l'incendiaire dans les villages que nous garnissons de troupes. Ce colonel, étant informé que le marquis de Valori logeait dans les faubourgs de Jaromirs, conçut là-dessus le dessein de l'enlever. Le projet de cet enlèvement fut formé sans doute par l'intelligence de l'hôte de la maison, celui-ci facilita apparemment l'introduction de la troupe ennemie au travers de la grange, dans la maison où logeait le ministre. L'ennemi entre, se rend maître de son secrétaire et pille son équipage. La garde accourt, sauve le maître, et tue un de ces partisans. Ainsi, dans la guerre de la Succession, par une méprise pareille, le partisan Bentini prit M. Le Grand pour le Dauphin, et ainsi, par un semblable quiproquo, ce parti de Pandours prit Darget le secrétaire pour Valori le ministre. »

peut-être voulue des relations de bataille du grand Frédéric, le sans-façon spirituel des *Lettres d'un officier prussien*, sont d'un effet un peu mince à côté de l'éloquence majestueuse, si pleine d'éclat et de puissance, des bulletins de la Grande Armée. Mais si l'on tient compte de la différence de la situation de Frédéric en 1741, par exemple, avec celle de Napoléon en 1805, et si l'on ne veut pas à toute force établir un parallèle d'ailleurs impossible entre la prose guerrière de l'empereur et celle du roi, l'on conviendra sans doute que les publications militaires officieuses du conquérant prussien n'ont pas manqué, dans leur apparente modestie d'une part, de l'autre dans leur gaîté railleuse, d'une finesse et d'une adresse de main dont l'influence n'a pu manquer de se faire sentir en leur temps et qui méritaient la peine d'être signalées aujourd'hui.

VI

LES PUBLICATIONS OFFICIELLES

Ce n'est plus seulement une main habile, c'est une main de maître qui se fait sentir dans ces autres publications politiques du roi de Prusse, les publications « officielles », proclamations, manifestes, lettres patentes, exposés de motifs ou de conduite, rescrits circulaires ou ostensibles, toutes pièces où, parlant en son nom de souverain, il informe le public de ses actes, de ses droits, de ses différends avec les gouvernements étrangers. Ces sortes de publications politiques étaient alors, on le sait, d'un usage courant dans la diplomatie européenne ; mais les cabinets avaient l'habitude de les rédiger dans un style tellement rébarbatif et suranné qu'elles ne pouvaient s'adresser pratiquement qu'à une petite partie de l'opinion, au petit monde des juristes et des attachés de chancellerie. Le premier parmi les souverains, Frédéric veut non seulement composer lui-

même ces pièces, mais les composer en vue et à l'usage du gros public. C'est l'opinion entière, c'est toute l'opinion, telle qu'elle existe de son temps, qu'il prend comme arbitre et fait juge de ses affaires, sachant que l'opinion, flattée, sera dès lors à demi gagnée. Il se met à sa portée, lui expose son cas, ses motifs, discute devant elle ses propres arguments et les arguments adverses, et la conduit par une dialectique savante à la conclusion qu'il lui plaît. L'opinion ne saurait se tromper lorsqu'elle juge des affaires publiques, c'est du moins ce que Frédéric lui fait entendre : la « nation » est infaillible, ce sont ses conseillers qui selon le cas se trompent, ou la trompent, et pour avoir justice il faut ainsi, des souverains et des gouvernements, faire appel aux peuples et à l'opinion qui est la voix des peuples : *vox populi*, *vox Dei*.

Chose plus nouvelle encore, Frédéric met sous les yeux du public, en des sortes de livres jaunes, commme nous dirions aujourd'hui, après les avoir convenablement préparés, disposés, expliqués, des « documents » diplomatiques, de ces documents ultra-secrets que la tradition des cours et des cabinets tenait à jamais cachés aux regards des profanes. Ce sont les pièces de son procès qu'il dépose aux

pieds de son juge, à la barre du tribunal. Ces pièces, il les extrait simplement, régulièrement de ses archives; c'est le cas ordinaire, c'est celui des *Pièces pour servir à l'histoire de la paix de Dresde*[1], qu'il publie en 1746 à cette fin de montrer à l'Europe qu'il n'a nulle intention de rouvrir les hostilités. Parfois aussi, ce sont des papiers volés dans des archives violées, comme ces documents saxons qu'en 1756, maître de Dresde, il fait saisir par des officiers prussiens dans le cabinet d'Auguste III, sous les propres yeux de la reine de Pologne, et dont il fait ensuite imprimer des extraits en annexe de ce fameux *Mémoire raisonné*[2] qui doit lui servir à justifier son occupation de la Saxe pendant la guerre de Sept Ans.

D'un bout à l'autre de son règne, Frédéric ne cesse d'attacher le plus grand intérêt à la publication de ces écrits officiels. Les moins importants, il lui arrive de les faire composer sur ses indications par des agents éprouvés qu'il a spécialement dressés à cet effet : son ancien maître Duhan de Jandun, Vockerodt, Coccejï, ou Hertzberg, son futur ministre des Affaires étrangères, dont il ne manque pas de reviser

1. *Preuss. Staatsschriften*, II, 10 et suiv.
2. *Preuss. Staatsschriften*, III, 348 et suiv.

ensuite les projets. Au contraire, les principales de ces publications, c'est toujours lui qui les rédige, en prenant son temps, à tête reposée, n'admettant d'observation que de la part du prudent et astucieux Podewils, lequel semble toujours avoir à tâche de faire baisser d'un degré la tonalité générale, trop vive à son gré, des écrits sortis de la plume royale. Lentement il compose son œuvre, raturant peu, remplaçant plutôt un premier brouillon par un autre et ainsi de suite, — on trouve dans les *Preussische Staatsschriften* jusqu'à cinq brouillons entièrement de sa main pour le Manifeste de 1756 contre l'Autriche. — Enfin, l'œuvre terminée, on la fait répandre dans le public au lieu et au jour dits, par des agents sûrs; on la fait suivre, pour en soutenir l'effet, d'une série de brochures complémentaires et explicatives, « observations », « déductions juridiques », « réflexions historiques », sans compter les traductions en trois ou quatre langues, toutes pièces d'impression qui viennent prêter leur aide à l' « opération » en cours, comme ces corps auxiliaires qui appuient dans le combat l'effort du gros de l'armée.

C'est bien d'une « opération » qu'il s'agit en effet, d'une opération politique du même ordre

que l'envoi d'une note comminatoire à tel cabinet étranger ou que la démonstration d'une armée sur les frontières de tel État voisin. Frédéric use souvent de ces publications officielles, il en use comme de choses normales dans la pratique ordinaire du gouvernement, mais ce ne sont jamais à ses yeux que des « moyens » à employer en vue d'une « opération » à faire, en vue non pas seulement de cet objet moral, quasi-platonique, qui serait de justifier simplement sa conduite devant l'opinion, mais de cet objet pratique et précis qui est de faire agir, de faire « travailler » l'opinion publique en sa faveur, à l'encontre des désirs ou des tendances de ses adversaires.

Prenons d'abord des exemples parmi celles de ces publications qui datent des temps où la Prusse est en paix. Lorsqu'au mois d'octobre 1743 Marie-Thérèse, ayant demandé à la Diète impériale d'annuler l'élection de l'Empereur Charles VII, Frédéric fait répandre par toute l'Allemagne sa *Lettre de protestation à l'Empereur*[1], c'est qu'il veut, selon sa propre expression, en « sonnant le tocsin contre la reine de Hongrie », exciter tous les « bons et fidèles patriotes allemands » à se révolter contre ce

1. *Preuss. Staatsschriften*, I, 393 et suiv.

qu'il considère comme une insulte adressée à tout le corps germanique, et surtout à la Prusse. De même, l'année d'après, s'il fait publier à Londres certain *Rescrit*[1] où il explique pour quelles raisons la Prusse soutient l'Empereur et l'Empire, c'est pour avoir l'occasion de faire entendre au public anglais sa protestation contre la politique anglaise, qui est alors une politique d'intervention dans les affaires d'Allemagne, et d'indisposer la nation contre le ministère Carteret en lui montrant les dangers de cette politique ; ajoutons d'ailleurs que ce résultat ne fut pas atteint, malgré le concours que vint spontanément apporter à la thèse du roi de Prusse un homme influent qui était alors chef de l'opposition à la Chambre des Pairs, Lord Chesterfield, au moyen de son curieux pamphlet intitulé : *Natural Reflections on the present conduct of His Prussian Majesty.*

Ce qui est vrai des publications de la diplomatie usuelle l'est aussi, et à plus forte raison, de toutes celles que suscitent les grands coups de force, les brusques appels au sort des armes dont le règne de Frédéric a donné de retentissants exemples : leur but n'est pas seulement, en thèse générale, d'exposer les motifs officiels

1. *Preuss. Staatsschriften*, I, 577 et suiv.

de l'entrée du roi de Prusse en campagne, mais surtout d'exciter, d'enflammer à son profit les passions populaires, et de s'en faire une arme contre l'ennemi. Les deux premières en date, qui toutes deux ont vu le jour dans des six mois de l'avènement de Frédéric, sont des documents très brefs et quelque peu énigmatiques d'expression : c'est le *Factum* contre le prince-évêque de Liège, factum par lequel le roi revendique ses droits sur la baronie de Herstal, et la célèbre *Déclaration* relative à l'invasion de la Silésie[1]. On dirait que Frédéric, dont les preuves ne sont pas encore faites sur le champ de bataille, ne vise qu'à frapper les imaginations par quelques paroles fières et sibyllines ; sans doute il craindrait de se compromettre en abordant tout de suite l'exposé de ses prétentions. A la différence de ces deux écrits de jeunesse, les autres documents « de rupture » publiés par le grand Frédéric sont fort développés, et l'élément pathétique y est intimement mêlé au raisonnement juridique : voyez pour la seconde guerre de Silésie, l'*Exposé des motifs qui ont obligé le Roi de donner des troupes auxiliaires à l'Empereur*, et le *Manifeste contre la Cour de Dresde*, datés respectivement

1. *Preuss. Staatsschriften*, I, 16, 62.

des années 1744 et 1745; voyez aussi, pour la guerre de Sept Ans, la *Déclaration* concernant l'entrée des troupes prussiennes en Saxe, le *Manifeste* contre l'impératrice Marie-Thérèse, ainsi que le *Mémoire raisonné sur la conduite des Cours de Vienne et de Saxe*[1]. Ce sont là les plus intéressantes de toutes les publications politiques du grand Frédéric, tant par leur objet historique que par l'art de l'écrivain. Un trait commun les rapproche, c'est qu'elles ont toujours été lancées non pas avant l'heure, comme des ultimatums, pour préparer le coup de théâtre, non plus qu'après, pour le justifier, mais en même temps, pour l'expliquer et l'appuyer à la fois, c'est-à-dire à l'heure même où le roi de Prusse entrait en campagne. La première impression du public est celle qu'il faut avant tout se rendre favorable, selon Frédéric, parce qu'elle est plus vive et la moins facile à effacer : « il en coûte trop », dit-il au sujet de son *Mémoire raisonné*, « de désabuser un public une fois prévenu, si l'on lui laisse le temps de se fortifier dans ses préventions[2]. »

Toutes ces publications sont des plaidoyers. Le ton du discours, les procédés de composi-

1. *Preuss. Staatsschriften*, I, 442, 692; III, 125, 172, 348.
2. *Correspondance politique*, XIII, 509.

tion, les artifices oratoires, sont ceux d'un avocat parlant devant le jury. Pour faire effet sur un public, que ce public soit celui d'une salle d'audience ou celui du théâtre de la politique européenne, les moyens sont toujours à peu près les mêmes. Il faut de la déclamation : Frédéric ne manque pas de prendre ce témoin « le Ciel, juste vengeur des crimes », de faire appel à la Providence qui « gouverne les empires par sa puissance et qui veille sur les choses humaines par sa sagesse », de proclamer que, « si l'honnêteté était bannie de la terre, ce serait auprès des grands princes qu'on devrait la retrouver[1] ». Il faut dans le raisonnement une amplification, un grossissement général des choses : relevons chez Frédéric ce simple petit détail matériel, la substitution habituelle du pluriel au singulier quand le singulier est suffisant et nécessaire : ce n'est pas *une alliance* que Marie-Thérèse est censée avoir conclue à Worms, en 1744, contre la Prusse, ce sont *des alliances;* ce n'est pas *une ville impériale* qu'elle a prise en prenant Heilbronn la même année, ce sont *des villes impériales* et ainsi de suite[2]. Il faut enfin dans le style une

1. *Mémoire contre la Cour de Dresde* (*Preuss. Staatsschriften*, 1, 693, 694.)
2. *Exposé des motifs* de 1744 (*Preuss. Staatsschriften*, 1, 443).

sonorité qui se répercute en échos lointains. Écoutez les premières lignes de l'*Exposé des motifs* de 1744 : « Le roi se croit obligé d'informer l'Europe du parti que les conjonctures présentes l'obligent de suivre pour le bien et la tranquillité de l'Europe... », ou mieux encore les dernières lignes du *Manifeste* de 1756 : « Sa Majesté ne s'écarte de sa modération ordinaire qu'à cause qu'elle cesse d'être une vertu lorsqu'il s'agit de défendre son honneur, son indépendance, sa patrie et sa couronne. » — Mais ce qui marque aux plaidoyers politiques du roi philosophe une place à part dans le genre, c'est le souffle de puissance et d'infaillible conviction qui les anime, et dont l'effet est assez fort même sur le lecteur averti, même sur le lecteur actuel, pour lui faire presque oublier par moments les feintes, les erreurs ou les sophismes du rhéteur politique. L'auteur a ce talent de présenter ses thèses comme des vérités parfaitement évidentes en elles-mêmes, indiscutables « pour tout homme impartial », et par conséquent aussi comme un sot ou faux personnage quiconque douterait de leur vérité. Jamais homme n'a paru plus sûr de son fait et plus franc dans son dire. C'est qu'il est lui-même intimement convaincu, sinon du détail de ses

droits à l'encontre de ceux de ses adversaires, du moins de son droit suprême, à lui, souverain prussien, d'élever la Prusse : or, pour faire pénétrer une conviction dans l'esprit du prochain, la première des conditions n'est-elle pas de porter en soi-même cette conviction, ardente et exubérante, dont la chaleur rayonne et gagne les cœurs malgré eux?

Il y en a une seconde, qui est de ne pas choquer trop ouvertement les convictions, les sentiments, les préjugés du public. Frédéric, dans ses écrits, est manifestement guidé par cette préoccupation. Son expérience de diplomate, son instinct de politique lui ont appris à voiler le fait brutal sous la brillante draperie des mots, et dans ses pires coups de force il saura toujours sauvegarder les apparences, ménager l'adversaire et réserver l'avenir. Jamais, par exemple, il ne rompt officiellement avec l'ennemi, jamais il ne lui déclare la guerre. S'il a recours aux armes, c'est à regret, malgré lui; nul en effet n'ignore sa répugnance à prendre les partis violents; mais, quand on a tenté vainement des voies de la douceur, épuisé tous les moyens de conciliation, comment oublier que toute patience doit avoir des bornes, et qu'il est tel degré de complaisance ou de modération qui de-

viendrait faiblesse et lâcheté? La guerre est alors « un parti forcé ». Ne doit-on pas se faire rendre justice, même par le prince-évêque de Liège, ne doit-on pas revendiquer ses droits héréditaires, fût-ce sur la Silésie? N'est-ce pas un devoir de secourir les faibles — et l'empereur Charles VII est de ceux-là — contre l'oppression des puissants, comme de repousser la force par la force, quand l'Europe entière a juré la perte de la Prusse? Si Frédéric, en 1756, prend les États de Saxe en sa possession — un « dépôt » lui sera « toujours sacré » — s'il prend les troupes de Saxe à son service, c'est par pure précaution, voire même par justice, car certain hasard (personnifié par l'espion Menzel) lui a dévoilé « les vastes et dangereux desseins » qu'était censé nourrir contre lui le roi Auguste. — Sans doute, il lui est arrivé d'ouvrir les hostilités, et chaque fois qu'il a fait la guerre, c'est toujours lui qui a tiré le premier coup de canon. Mais qui ne sait la différence qu'il y a entre les « premières hostilités, » fait d'ordre militaire, souvent accidentel, et « l'agression », fait d'ordre juridique, et seul à considérer, et si Frédéric prévient l'ennemi sur le champ de bataille, n'est-ce pas justement une preuve qu'il n'est pas légalement l'agresseur? — Pour

conclure, ne voit-on pas que ses intérêts personnels ne sont jamais en jeu, que tout ce qui le préoccupe, c'est la paix, le bien public et le repos de l'Europe? Prendre la Silésie, ce n'est, après tout, que « prendre fortement à cœur les intérêts de la maison d'Autriche et s'en faire, en Europe, le plus ferme soutien » ! Envers et contre tous, Frédéric est resté toujours le meilleur ami de ses ennemis.

Telles sont à peu près, tirées de ses écrits, les formules qui lui servent à sauver la face en s'expliquant devant l'opinion, et à se ménager toujours dans la rupture un terrain favorable à la reprise des négociations. De ce qu'il y a d'hypocrisie dans ces « paroles veloutées », il ne semble qu'à demi-conscient : tout cela, pour lui, c'est la « charlatanerie » permise et nécessaire à ce « vendeur d'orviétan[1] » qu'est le diplomate ou l'homme d'État. Subtilités de rhéteur et simagrées de bon apôtre lui semblent faire partie des usages, de la tradition ; il n'a pour elles point de scrupules, mais seulement de l'indifférence ou du mépris, et tout au plus pensera-t-il qu'elles sont l'hommage rendu sinon par le vice à la vertu, suivant un mot célèbre, du moins

1. *Correspondance politique*, I, 94.

à la morale par la politique, ce qui n'est d'ailleurs pas très différent.

En revanche, il est parfaitement conscient de la nécessité, parfaitement maître de la difficulté qu'il y a, lorsqu'on parle au public, à ne lui présenter que des idées simples, faciles à saisir et à retenir, des idées qui puissent entrer dans toutes les têtes, si dures soient elles. Nul avant lui n'avait su, comme lui, dépouiller une thèse politique de ses complications, de son jargon technique, de ses accessoires juridiques ou historiques, pour en traduire la signification essentielle dans une forme vulgaire, visible à tous les yeux. Il ne veut « point de bagatelles » dans ses écrits, « mais seulement des faits considérables, qui méritent l'attention du public[1] ». Voyez ses grandes publications officielles : l'idée fondamentale en tiendrait en deux lignes, si elle n'était répétée mille fois, enfoncée à coups de marteau dans l'esprit du lecteur, toujours pareille sous des mots divers, entourée d'une foule de preuves bonnes ou mauvaises, sérieuses ou futiles, qui ne portent que par leur masse, car c'est un des préjugés favoris de l'auteur que la quantité des arguments fait sou-

1. *Correspondance politique*, IV, 151.

vent plus d'effet que leur qualité. Juridiquement parlant, l'un des plus compliqués de ces écrits officiels est l'*Exposé des Motifs* de 1744, dirigé contre Marie-Thérèse, lequel est tout entier basé sur une distinction un peu subtile du droit public d'alors, la distinction de la partie belligérante (ou principale) et de la partie auxiliaire dans les hostilités déclarées entre plusieurs puissances. Or, à l'analyse, cet *Exposé des Motifs* pourra se résumer en cette simple proposition : le roi de Prusse marche, à titre d'auxiliaire, au secours de l'empereur Charles VII injustement attaqué par Marie-Thérèse. Et il aura l'année d'après pour suite logique cette autre proposition où se résumera de même le *Manifeste* contre la Saxe : le roi de Prusse, attaqué personnellement, bien que n'étant que partie auxiliaire, par Marie-Thérèse, attaque en retour personnellement Auguste III, bien qu'Auguste III ne soit que l'auxiliaire de l'Autriche.

Partout la thèse est ainsi réduite à sa plus simple expression et mise à la portée de tout le monde. Qu'importe maintenant qu'elle soit fondée ou non, qu'elle soit insidieuse, comme celle de la participation supposée d'Auguste III à une coalition contre Frédéric, ou scandaleuse,

comme celle de l'occupation de la Saxe à titre de « dépôt » par le roi de Prusse. Elle portera, car Frédéric, pour la soutenir, en appellera tout de suite aux passions populaires, aux sentiments profonds et héréditaires qui enflamment toujours l'âme allemande : la défense des « libertés » germaniques, la protection de la religion protestante, soi-disant menacée par le despotisme autrichien. Comme il s'entend à évoquer aux yeux de ses lecteurs le spectre de la servitude, en leur rappelant qu'ils sont « de la race des anciens Germains, qui ont défendu pendant des siècles leur patrie contre les Romains », en leur jurant que « les libertés du corps germanique ne seront ensevelies qu'en un même tombeau avec la Prusse[1] » ! Comme il s'entend à faire en 1756, de la guerre qui s'ouvre par son entrée en Saxe, de la guerre de Sept Ans, une guerre de religion ! Ce n'est pas qu'il ait grande confiance dans l'avenir de ce protestantisme dont il a même cru pouvoir prédire un jour la fin prochaine[2]; ce n'est pas non plus qu'il lui soit personnellement attaché, bien qu'il ait parfois paru regretter de n'avoir pas suivi la foi de

1. *Exposé des motifs de* 1744 (*Preussische Staatsschriften*, I, 447). — Cf. III, 181.
2. *Œuvres*, XIX, 69.

ses pères, et qu'il se soit laissé aller, dit-on, à faire cet aveu, justement à l'origine de la guerre de Sept Ans : « Je voudrais *pour un doigt* avoir communié quatre fois par an et avoir été à l'église tous les dimanche[1] ! » Mais il sait qu'en criant « sus aux Habsbourg », en appelant au secours de la religion protestante, il est assuré de soulever toujours, comme par une formule magique, l'enthousiasme de la moitié du peuple allemand, il sait qu'il a les mots, les grandes phrases nécessaires pour frapper l'imagination de la foule et enflammer ses passions : n'en est-ce pas assez pour gagner à sa cause cette opinion dont l'alliance lui est plus précieuse que celle de n'importe quelle puissance voisine?

En analysant ainsi la structure des principaux écrits officiels du grand Frédéric, on peut y reconnaître, dans la mesure où le permet la différence du public et du milieu d'autrefois à ceux d'aujourd'hui, la plupart des procédés et des artifices de nos « publicistes » modernes. C'est maintenant une vérité banale qu'il n'y a presque rien au monde de faux ou de condamnable qu'on ne puisse faire admettre ou excuser par une bonne partie de l'opinion publique en évoquant

1. Valori à Rouillé, 16 octobre 1756 (*Affaires étrangères, Prusse*, t. CLXXXII, p. 327).

ses passions profondes, en flattant ses préjugés, en lui offrant une thèse simple, en soutenant cette thèse avec conviction par des moyens de rhétorique. Cette vérité, Frédéric a été le premier, je crois, parmi les chefs d'État, à la démontrer par la pratique, et à profiter de la démonstration. Sans doute il n'a pas toujours obtenu de chacune de ses publications officielles, officieuses ou occultes, le résultat positif et déterminé qu'il s'en promettait, car il n'est pas — nous reviendrons d'ailleurs sur ce point — aussi bon psychologue qu'il est bon politique, et si expert qu'il soit devenu dans l'art de travailler l'opinion, il n'évalue pas assez sûrement les données psychologiques, les forces morales, il n'en suit pas d'assez près les perpétuelles variations, pour être assuré que chacun des coups qu'il porte porte toujours au bon endroit. Chaque fois qu'il a voulu soulever l'Allemagne contre les prétendus dangers de la domination autrichienne ou catholique, il a réussi. Mais il n'a pas réussi, en 1747, à réveiller en Grande-Bretagne l'égoïsme insulaire et l'horreur des expéditions continentales, parce qu'il n'a pas vu que ce qui dominait alors en Angleterre, c'était, avec la haine de la France, le désir de soutenir sur le

continent l'adversaire politique de la France, l'Autriche. Et il n'a pas mieux réussi, en 1756, à ranimer chez les Français l'inimitié traditionnelle contre l'Autriche, parce qu'il n'a pas vu que ce qui dominait alors en France, c'était l'indignation causée par l'alliance récente de la Prusse, notre alliée d'alors, avec l'antique et constante ennemie de la France, l'Angleterre.

Quels ont été d'ailleurs les résultats précis de chacune de ces publications politiques, cela est fort difficile à préciser, on le conçoit, l'effet moral de ces écrits sur l'opinion ne pouvant se mesurer ni se calculer mathématiquement. Toutefois, à considérer dans son ensemble la fonction de « publiciste » du grand Frédéric, on ne peut douter qu'elle n'ait exercé une influence considérable et profonde sur le public contemporain : c'est ce dont il y a au moins quelques indices assez significatifs. L'un de ces indices est d'abord le chiffre de vente des exemplaires de certains de ces documents : on s'arracha de toutes parts avec une telle vivacité le *Mémoire raisonné* de 1756, que le 26 octobre de cette même année, c'est-à-dire juste dix jours après l'apparition du *Mémoire*, on avait vendu, en Hollande seulement, plus de trois mille exem-

plaires de la troisième édition de l'ouvrage[1]. On trouve un autre indice dans le nombre énorme des répétitions, répliques, dupliques, contre-déclarations, remarques de toute espèce, que suscitèrent en Europe la plupart des publications frédéricienne, et dont les éditeurs des *Preussische Staatsschriften* ont récemment donné une réimpression ou tout au moins une bibliographie détaillée. Mais la meilleure preuve qu'on puisse encore donner de l'influence exercée par ces publications politiques du roi philosophe, comme de l'influence qu'il a su exercer directement, personnellement, sur l'opinion, c'est peut-être ce fait qu'après avoir, plus que tout souverain allemand, divisé, démembré l'Allemagne, appelé l'étranger dans l'empire, foulé aux pieds les « libertés germaniques », après avoir, plus que personne en son temps, raillé, méprisé les Allemands, leur langue et leur littérature, il ait réussi à devenir de son vivant, aux yeux mêmes du peuple allemand, le souverain allemand par excellence, le héros national.

1. *Preuss. Staatsschriften*, III, 338.

VII

Frédéric II « publiciste », c'est un personnage assez nouveau qui se découvre ainsi dans le grand Frédéric, et qu'il n'était peut-être pas sans intérêt de faire ressortir à côté des autres personnages qui composent cette figure si complexe, le politique, le littérateur, le philosophe, pour ne parler que de ceux-là, car il marque bien en un sens ce qui en fait l'unité morale, je veux dire la tendance utilitaire, toujours présente, partout maîtresse en cette figure.

Homme d'État avant tout, Frédéric est aussi homme de lettres, en ce sens particulier que l'influence du siècle a fait en lui de la littérature une sorte de seconde nature. De la littérature et des littérateurs, ses amis et ses courtisans, il tire d'abord parti pour faire la conquête de l'opinion, la puissance du jour ; de son talent d'écrivain, et plus spécialement d'écrivain politique, il tire aussi parti d'une façon plus positive, plus efficace, non seulement dans sa correspondance diplomatique, mais surtout dans

ses écrits de « publiciste » où, après avoir flatté l'opinion, il la travaille et l'exploite.

Gagner l'opinion pour l'exploiter après, tel est donc l'objet spécial et final de la littérature aux yeux de Frédéric. La littérature à ses yeux n'est qu'un moyen, une arme; ce n'est qu'une partie, un chapitre de la politique proprement dite. Visible ou invisible, l'homme politique est chez lui toujours présent dans l'homme de lettres, Frédéric n'est « dilettante » qu'à la surface et dans la forme; au fond, en littérature comme en toutes choses, il est avant tout utilitaire, utilitaire comme l'a été, dans l'une de ses caractéristiques les plus marquées, le siècle même dont le grand Frédéric reste à cet égard le plus fidèle représentant.

Cette mise en valeur de la littérature au profit de la politique a fait illusion aux contemporains du roi philosophe; elle n'est pas, croyons-nous, sans faire quelque tort à sa mémoire aux yeux de la postérité. Sa politique a pu gagner à cet utilitarisme littéraire; mais l'on n'oserait dire que sa gloire n'y a pas quelque peu perdu. Comme le politique chez lui est toujours présent dans le littérateur, en sens inverse, dans l'homme d'État, l'homme de lettres est présent toujours, visible trop souvent. Frédéric, pour un

chef de peuple, ne laisse pas d'avoir souvent trop de prétentions de littérateur, de mettre trop d'affectation dans ses façons et trop de rhétorique dans ses écrits. Il est, dans les temps modernes, le plus homme de lettres de tous les hommes d'État. Il y a de l'auteur en Richelieu; mais l'auteur et le politique, toujours séparés en lui, s'ignorent l'un l'autre. Henri IV et Louis XIV ont écrit, mais ne sont écrivains que d'occasion. Napoléon lui-même n'a pas dédaigné la littérature ; pourtant on ne saurait trouver trace en lui du littérateur. Seul Frédéric est du métier. Il s'en est fait gloire, je le sais. Dédaignant les moyens matériels et sensibles de satisfaire à ce besoin qu'a l'humanité d'entourer d'un certain apprêt extérieur la personne de ses grands hommes, il a emprunté au siècle, comme un ornement digne d'un roi, son goût pour les lettres. Mais l'on ne peut s'empêcher de toujours sentir en lui, lorsqu'on le suit dans sa vie journalière, quelque excès de recherche de l'effet à produire, quelque excès de mise en scène dissimulant mal des fins intéressées, et de penser parfois qu'il y a comme une faute de goût, ou, si le mot n'est pas trop fort, un certain manque de dignité à cette pose utilitaire du souverain homme de lettres.

CHAPITRE III

L'HOMME

Au mois de décembre de l'année 1745, Frédéric II, roi de Prusse, couvert des lauriers de Hohenfriedberg et de Soor, quittait Dresde où il venait de signer la paix avec l'ennemi chez l'ennemi, pour rentrer triomphalement à Berlin : c'est alors qu'acclamé par les bourgeois de la capitale, pour la première fois, dit la légende, il s'entendit saluer du nom de Grand. L'hommage ne dut pas lui déplaire. Mais il s'était déjà couronné d'un autre nom, d'un nom qui sans doute le flattait davantage parce qu'il ne le devait qu'à lui-même, et que l'histoire lui a conservé parce qu'elle l'a trouvé extraordinairement représentatif, non seulement du grand Frédéric, mais de l'esprit de tout son temps : c'est le nom de Philosophe. Le siècle de la philosophie avait donc enfin trouvé un roi digne de lui, un roi qui comme lui fût sensible,

humain, tolérant et vertueux, ami des lumières et ennemi des préjugés — car on est tout cela par définition quand on est philosophe — un roi qui fit de la philosophie, comme il disait un jour, sa seule passion !

Cette passion devait un peu surprendre les contemporains chez un fils de celui qu'on avait appelé le Roi-Sergent, un descendant de cette rude lignée d'électeurs brandebourgeois, turbulents et batailleurs, race de colons et de conquérants plutôt que de philosophes. Pourtant Frédéric avait su se mettre au ton, il avait philosophé tout comme un autre, et même, à bien des égards, mieux que tout autre, à l'école de Bayle d'abord, c'est-à-dire du promoteur originaire de toutes les grandes idées du XVIIIe siècle, puis à celle de Voltaire, c'est-à-dire du représentant de toutes les idées moyennes de son temps. Si, dans l'ensemble de la philosophie du siècle, nous distinguons aujourd'hui à peu près trois tendances, ou trois règnes — le règne de la « sensibilité », de la « tolérance », celui des « lumières » et de la « raison », qui aboutit au matérialisme, enfin celui de l'épicurisme facile et sceptique qui mène à la morale naturelle et sensualiste, — on peut dire que Frédéric est entré dans ces trois ordres d'idées

jusqu'au point où Voltaire lui-même a vulgarisé ces idées, où Bayle aurait pu les reconnaître siennes. « Conservateur en tout, sauf en religion », comme Voltaire, il s'est approprié les tendances humanitaires du temps, il a accepté les tendances rationalistes, tout en rejetant le matérialisme de l'*Encyclopédie*, de même que les tendances épicuriennes, tout en rejetant le sensualisme de Rousseau. Peut-être n'y a-t-il ainsi rien de bien original, au fond, dans cette philosophie du grand Frédéric ; mais ce qui la distingue profondément de celle de Bayle, de Voltaire et de tous les contemporains, ce qui lui donne une valeur, une signification toute spéciale, c'est l'intérêt pratique qu'il y cherche exclusivement, c'est qu'à ses yeux la philosophie n'a qu'un objet, qui est d'enseigner à agir et à penser, c'est-à-dire à vivre. Tandis que les penseurs du temps, depuis Bayle jusqu'à Rousseau et aux Encyclopédistes, ne s'intéressent qu'à la science pure ou à la pure spéculation, pour elles-mêmes, et sans s'inquiéter des origines ni des effets pratiques de leurs doctrines, Frédéric au contraire n'envisage les idées et les systèmes philosophiques que dans leurs relations avec la vie morale ou sociale de l'homme, plus particulièrement avec son état d'âme personnel et

celui de ses contemporains. A ses yeux, la philosophie n'est pas en elle-même un but, mais un moyen, un moyen d'apprendre à « raisonner » et à « se décider », somme toute « à mieux remplir nos devoirs en ce monde ». L'homme, dit-il, est un animal plutôt sensible que raisonnable ; il s'agit de le dresser à suivre la raison plutôt que les sens. Logique et morale, voilà ce qui l'intéresse surtout, ce qui lui profitera surtout. Si le grand Frédéric est philosophe selon son siècle, dans sa philosophie même il reste utilitaire et réaliste, selon sa race.

Philosophe, le grand Frédéric s'est donc empreint toute sa vie des idées, des sentiments, des prétentions et des préjugés d'un siècle dont il a réussi à passer devant la postérité pour le plus complet des représentants. C'est une question, d'ailleurs, de savoir comment et jusqu'où cette empreinte a marqué son être intime. Entre les deux forces opposées dont l'alliance est le trait dominant de sa personnalité, entre la force de la nature, de la race et du passé, le celle de l'esprit du siècle où il a vécu, de la culture intellectuelle et morale qu'il a prise à la vieille civilisation classique, quel rapport a pu s'établir, où l'équilibre a-t-il fini par se fixer ? Des dispositions héréditaires ou de l'influence

de l'esprit contemporain, du caractère naturel ou de la « philosophie, » qui l'a emporté en fin de compte chez le roi de Prusse ? Voilà le grand problème, et le plus important, de la psychologie frédéricienne.

C'est un problème que nous aimons à résoudre en faisant la plus belle part à l'influence de la « philosophie », dans la personnalité du grand Frédéric. Nous aimons à nous représenter en lui le « philosophe déplacé », suivant sa propre expression, qui sut se faire homme d'épée, homme d'État, « pour l'honneur », comme disait un jour l'historien H. von Sybel, « par devoir et amour du pays, et qui s'éleva d'un coup, dans une intime indifférence, à la suprême maîtrise de l'art[1] ». En Allemagne, il y a une vingtaine d'années, un philosophe de mérite, M. Ed. Zeller[2], consacrait tout un livre à *Frédéric II philosophe*, et croyait découvrir en lui un devancier, un proche parent de Kant. En France même, Michelet louait naguère le grand Frédéric comme « de sa suprême victoire d'avoir plus qu'aucun homme prouvé, réalisé la pro-

1. Cité par R. Koser, *Mémoires et Journal d'Henri de Catt*, Introduction, XXIX.
2. *Friedrich der grosse als Philosoph*, Berlin, 1886.

fonde pensée du siècle : *l'homme est son créateur*[1] ». Plus récemment, une plume savante[2] esquissait sous des traits analogues le portrait de « cet homme *purement intellectuel*, si intelligent qu'il semble avoir accompli son œuvre en virtuose et par amour de la difficulté vaincue... » : c'est toujours du roi philosophe qu'il s'agit ! Faut-il enfin rappeler les premiers mots de cette page célèbre que dédie à son héros le délicat et profond analyste de *la Jeunesse du Grand Frédéric*[3] : « Génie froid, comme la raison pure, maître de lui, sûr de lui, sincère envers lui-même et d'autant plus capable de tromper les autres, libre de toute prédilection, de tout préjugé, de toute passion... » ?

Ne peut-on pas craindre, toutefois, qu'à force d'idéaliser la grande figure de Frédéric, nous ne fassions une place un peu excessive, dans notre analyse de l'homme, à l'influence de la culture et du milieu, à l'action de la « philosophie », telle que l'entendait lui-même le roi philosophe, aux dépens de celle de la nature et du passé ? A ne voir en Frédéric que l'« intellec-

1. *Louis XV* (Paris, 1864), 207, 208.
2. Monod et Brémont, *Revue historique*, XXI, 378.
3. E. Lavisse, *le Grand Frédéric avant l'avènement*, 176.

tuel », le « virtuose », ne risque-t-on pas de négliger un peu en lui les autres éléments constitutifs de la personnalité, les forces vives de la race et de l'hérédité, la violence de ce tempérament, la vivacité de ce caractère qui se maîtrise souvent si mal, l'exubérance de cette faculté maîtresse, la passion de l'action ? Sa gloire même ne gagnerait-elle pas à ce que l'on comprît mieux le pourquoi de ses petits travers ou de ses vices de grand homme, la raison psychologique de cet âpre esprit de revanche contre l'humanité, qui étonne et qui choque à première vue, si étrangement, chez un tel favorisé de la fortune ; ne gagnerait-elle pas à ce que l'on connût mieux, surtout, les épreuves morales, les terribles crises de découragement et de désespoir par lesquelles passa ce « dilettante » pendant la guerre de Sept Ans, puisque aussi bien c'est l'honneur de sa vie d'avoir surmonté ces épreuves?

Telles sont, du moins, les réflexions que suggère l'étude de ce document historique de premier ordre qui est la *Correspondance politique*, avec l'aide duquel on voudrait tenter d'examiner ici jusqu'à quel point et en quelle manière la culture contemporaine a pu pénétrer cette nature, à quelles conditions elle a pu se

concilier avec elle, en étudiant d'abord en Frédéric la forme mentale, puis les qualités de la sensibilité, le tempérament physique et moral et le caractère dominant.

I

L'INSTRUMENT MENTAL

On n'ignore pas quelle influence a exercé sur la formation intellectuelle du grand Frédéric la culture philosophique et littéraire du siècle où il a vécu : c'est, on s'en souvient, ce qu'a si finement indiqué M. Lavisse dans son *Frédéric avant l'avènement*. Sur le trône comme avant le trône, à travers les soucis de la politique et de la guerre, Frédéric n'a jamais cessé de cultiver, par la philosophie, au sens très large que le siècle donnait à ce mot, sa propre intelligence. Il s'intéresse à tout, s'assimile tout, lit énormément — « plus que tous les Bénédictins ensemble » — prenant toujours des notes et faisant des extraits de ses lectures, sans négliger l'outil indispensable de la connaissance, la mémoire, qu'il exerce en apprenant chaque jour par cœur quelques pages de vers ou de prose, jusque dans ses voyages et

ses quartiers d'hiver[1] : tout cela, non pas par simple curiosité intellectuelle, par ambition de comprendre les êtres et les choses, mais dans un but utilitaire et conscient qui est d'apprendre à « penser juste » et de « se former le jugement ». La nature lui a donné un instrument mental extraordinairement puissant; sa force d'attention est telle, qu'au dire de son lecteur Catt, il peut lire vingt lettres de suite et très rapidement, puis répondre à chacune d'elles sans les relire. La culture contemporaine, d'autre part, — j'entends l'esprit classique, avec ses procédés, l'analyse et la synthèse, son guide, le raisonnement logique, son but enfin, le jugement généralisateur, — est venue discipliner, régler cette intelligence, l'affranchir en même temps du formalisme scholastique que lui avait laissé la première éducation, et donner ainsi à Frédéric ce qui lui manquait, l'art supérieur de manier un instrument mental supérieur.

Mais cet instrument, ce n'est pas le siècle qui l'a créé de toutes pièces, c'est de la nature que Frédéric le tient, avec ses qualités, ses dispositions innées. Quelles sont ces dispositions et ces qualités, voilà une question qui jusqu'à présent semble être un peu restée dans l'ombre :

1. *Catt*, 69, 72, 235, 368, 404.

or il est essentiel de noter que, si l'influence du siècle s'est montrée si profitable à la forme d'intelligence du grand Frédéric, c'est que cette forme mentale se trouvait sensiblement différente de celle des contemporains.

Chez ceux-ci, et surtout dans la société française qui tient alors le premier rang, l'intelligence est, on le sait, plus abstraite que concrète ; et si, vers le milieu du siècle, on commence à saisir l'indice d'un changement d'orientation dans les esprits, la raison logique n'en donne pas moins encore à l'idée le pas sur le fait. Chez Frédéric, au contraire, l'intelligence est concrète essentiellement. Par le fait de la vie de cour ou de salon, dans la société contemporaine on avait vu se perdre de plus en plus le contact, et par conséquent le sens, de la réalité; au contraire, dans le milieu prussien, ce contact s'était accentué, ce sens s'était aiguisé de plus en plus, chez les ancêtres de Frédéric et par eux chez Frédéric lui-même, par le fait de la pratique personnelle, continuelle, du commandement et du gouvernement. L'intelligence de Frédéric, comme celle de ses ancêtres, est réaliste d'instinct. Son domaine, ce sont les faits extérieurs, et avec les faits les intérêts, c'est-à-dire les faits désirés avec les faits réali-

sés. La raison y règne, mais à côté de l'expérience et de l'observation ; elle y raisonne, mais en partant des choses réelles pour revenir aux choses réelles ; faits et idées y sont inséparables.

Frédéric *pense concret*. L'idée lui vient à l'esprit en image, sous forme de représentation de choses réelles. Il a l'imagination positive, visuelle en quelque sorte, et, comme Napoléon, l'esprit topographique très développé, la mémoire étonnamment précise des lieux une fois vus [1]. En revanche, il a horreur de l'abstraction, comme la nature du vide : dès qu'il lui faut sortir du domaine des faits, de la réalité matérielle et tangible, il se fait sceptique. « Notre esprit », dit-il, « est assujetti à l'empire des sens ; notre raison n'agit que sur les choses où l'expérience nous éclaire ; lui proposer des matières abstraites, c'est l'égarer dans un labyrinthe dont elle ne trouvera jamais l'issue [2]. » Nulle trace chez lui de l'orgueil intellectuel des contemporains, de la prétention des philosophes à tout expliquer ; il insiste même sur cette vérité

1. C'est ce que remarquent les contemporains, entre autres C. W. von Dohm, *Denkwürdigkeiten meiner Zeit*, IV, 559, 560.

2. *Œuvres*, IX, 89. — Cf. XXI, 154 : « Il me paraît que les hommes ne sont pas faits pour raisonner sur les matières abstraites. » Il revient à chaque instant sur cette idée.

empirique qu'à « prendre les choses dans un sens philosophique, nous ne connaissons rien du tout ». Il méprise donc la métaphysique — « ce ballon gonflé de vent » — et le plus grand profit qu'il se promet de l'*Extrait philosophique* qu'il tire du célèbre *Dictionnaire* de Bayle, c'est de détourner son esprit comme celui de ses contemporains de la recherche des vérités transcendantes [1]. Quant aux sciences abstraites par excellence, aux mathématiques, dont il avoue qu'il « n'entend pas la langue », elles lui apparaissent comme « un pur luxe » de l'intelligence; il les craint, parce qu' « elles sèchent trop l'esprit »; la géométrie (c'est le nom qu'il donne à l'ensemble des sciences exactes) « n'est pas faite pour le commerce des hommes, je l'abandonne à quelque rêve-creux d'Anglais : qu'il gouverne le ciel comme il lui plaira, je m'en tiens à la planète que j'habite [2] ».

Son style se ressent naturellement de cette horreur de l'abstraction. Le grand Frédéric écrit en français presque toujours, et, soit dit en passant, d'une fine écriture nerveuse, très limpide bien que de petit caractère, si élégante et si soignée qu'on pourrait la croire sortie d'une

1. *Œuvres*, VII, 127; VIII, 38 ; XXII, 182.
2. *Ib.*, XXI, 150; XXII, 182, 199; XXIII, 306, 307.

main féminine : une écriture à dérouter les graphologues! Si l'on veut bien analyser, comme on a tenté de le faire en un autre endroit de cette étude, les procédés littéraires de Frédéric, et chercher ce qu'ils nous révèlent de la psychologie de l'auteur, ce qui frappera surtout — qu'on veuille bien nous excuser de le répéter ici brièvement — c'est la densité, la précision, le relief de ce style plastique et vivant, fait pour parler aux yeux. L'auteur a le mot concret, la phrase large, mais dense : on sent que la « crême fouettée » lui répugne. Il aime les proverbes significatifs, les locutions vulgaires, mais expressives. Il a surtout l'instinct de l'expression saillante, mordante, qui matérialise l'idée, qui fait voir la réalité parce qu'elle en émane, parce qu'elle est elle-même objective et concrète. Sans doute, la langue est oratoire par le rythme et l'ampleur de la période, et les passages les plus insignifiants, lus à haute voix, prennent une tournure éloquente et soutenue où se reconnaît du premier coup l'influence classique. Pourtant ce style tranche manifestement sur le style de la plupart des contemporains. L'une des caractéristiques du discours classique est, dit-on, de ne se composer que d' « expressions générales » : or celles-ci, chez

Frédéric, sont restreintes à leur minimum, et au contraire, si bas, si trivial ou si familier que soit le mot, pourvu qu'il soit juste et concret, il est bon pour Frédéric. Aussi nul style n'est-il plus expressif que celui-là, plus plein de cette qualité qui manquait le plus aux contemporains, la couleur, et de ce style on peut dire, comme de l'esprit même de Frédéric, que, s'il est classique dans la forme, au fond il est réaliste.

De ce réalisme intellectuel, voici une première conséquence chez le roi philosophe : un certain défaut d'esprit psychologique, d'intuition psychologique, qui fait que Frédéric juge et comprend souvent mal l'âme du prochain. Il semble par moments que les phénomènes de l'ordre moral dépassent en un certain sens les bornes de sa compétence. Très puissant sur un domaine limité, celui des faits physiques et visibles, on dirait que son instrument mental n'est plus hors de ce domaine aussi juste, aussi précis, aussi sûr que d'ordinaire ; ne se trouvant plus exactement approprié à son objet, dès que la base solide de la réalité lui manque, il gauchit et fonctionne mal. Ce n'est pas, on l'entend bien, que Frédéric méconnaisse jamais l'importance des forces morales dans le jeu des affaires du monde, mais on dirait que devant cet élément

nouveau — passions, préjugés, sentiments — qui, plus encore que l'intérêt pur et simple, fait mouvoir les individus et les peuples, ses regards trop positifs se troublent parfois, et restent comme désorientés. Ce n'est pas non plus qu'il manque de prétentions dans cet art difficile, mais précieux aux politiques, la connaissance des hommes dans les affaires. Il a fait de cet art une étude particulière, dit-il[1], il a appris à juger les gens sur de simples bagatelles qui échappent souvent ou paraissent insignifiantes à ceux qui ne sont pas faits à observer. Malheureusement ses familiers, ceux du moins qui l'étudient et le connaissent peut-être mieux qu'il ne se connaît lui-même, expriment souvent des doutes sur la réalité de ses talents de psychologue. Son lecteur Catt observe plusieurs fois, avec des exemples à l'appui de son dire, que le roi juge les gens « non pas comme ils sont dans la réalité, mais comme il se les est mis dans la tête (*sic*) pour leur caractère et leurs talents ». « Personne », dit-il, « n'a cru mieux connaître les hommes et n'en a été plus souvent trompé. » Et c'est d'autant plus grave que, suivant la remarque qu'en faisait à Catt le marquis d'Argens, « quand *notre philosophe* se fiche (*sic*)

1. *Catt*, 233.

une idée de quelqu'un, bonne ou mauvaise, elle ne sort pas aisément, ce qu'il décide est décidé, et sans appel; croit-il qu'un homme a de l'esprit, il en a contre vents et marées; s'il le croit un sot, il a beau avoir du talent, il restera sot à ses yeux jusqu'à la fin des siècles [1] ». — Même sentiment chez Eichel, le secrétaire du cabinet, entre autres au sujet d'un certain lieutenant Haudé que le roi avait envoyé en mission à Constantinople sous un faux nom, pendant la guerre de Sept Ans, afin de presser la Porte de déclarer la guerre à Marie-Thérèse; l'homme était manifestement au-dessous de sa tâche; mais le roi n'en veut pas convenir, et l'idée qu'il se fait de son négociateur varie à chaque courrier, remarque le vieil Eichel, suivant l'idée qu'il se fait de la négociation [2]. Autre exemple : il aime bien Valory, qu'il a eu dix ans à Berlin comme ministre de France; or il se trompe fort sur son compte lorsqu'il en fait « une bête » que l'on mène à peu près comme l'on veut [3]. A l'inverse, on le voit s'enthousiasmer souvent pour tel ou tel sujet d'avenir dont il se promet monts et merveilles; bientôt il est forcé de dé-

1. *Catt*, 8, 234, 235, 433.
2. *Correspondance politique*, XXI, 43.
3. *Ib.*, V, 312.

compter, mais n'empêche qu'il se refusera le plus souvent à convenir de son erreur; il laissera l'agent médiocre dans le poste où il l'avais mis, disant : « Mon cheval butte, je le sais; mais j'aime mieux le garder que d'en prendre un autre dont j'ignorerais les tares[1]. » Il est clair que de pareilles erreurs psychologiques, nuisibles dans l'administration intérieure du pays, le sont bien davantage dans le gouvernement des affaires étrangères, et ce sont elles en effet qui forment, comme nous l'avons vu, l'un des gros contingents des fautes politiques du roi de Prusse.

Il y a une autre conséquence à marquer du caractère spécial et concret de l'instrument mental chez Frédéric. Demandons à Frédéric de nous dire ce qu'il pense des philosophes « radicaux », si l'on peut ainsi parler, de la seconde moitié de son siècle, lui l'élève de Bayle et de Voltaire, qui célébra avec tant d'enthousiasme l'avènement des « lumières » et la guerre au « fanatisme ». Celui qui lui déplaît encore le moins, parce qu'il le juge irresponsable et malheureux, c'est Rousseau : cet « énergumène » le fait sourire; il le plaint, le protège, tout en

1. *Gespräche Friedrichs des grossen mit H. de Catt und dem Marchese Luchesini*, 186 (Edition allemande de Bischoff, Leipzig, 1885).

le méprisant au fond, et sans daigner faire à ses « misérables paradoxes » l'honneur d'une réfutation. Les Encyclopédistes, d'Alembert excepté, n'excitent plus son dédain, mais sa colère et sa répulsion. Diderot le « révolte » par le « ton suffisant » et l' « arrogance » de ses livres dont on « ne saurait soutenir la lecture ». Helvétius, « le bon Helvétius », comme l'appelle Frédéric, a le cœur « aussi pur que l'esprit facile à égarer » : dans sa théorie de la toute-puissance de l'éducation, notamment, il « se mêle de ce qu'il n'entend pas », ne produit que « paralogismes, cercles de raisonnement vicieux et folies complètes... Bayle l'aurait renvoyé à l'école pour y étudier la logique ! » — « Et cela s'appelle des philosophes! » ajoute le philosophe de Sans-Souci dans un accès d'humeur. — Mais c'est d'Holbach que, de tous les penseurs contemporains, Frédéric prend à partie avec le plus de vivacité, le comparant à « un chien enragé qui attaque tout le monde, se rue sur les passants, également satisfait pourvu qu'il morde, et qui certainement mérite d'être traité de même ». Frédéric l'attaque spécialement et avec vigueur dans deux curieux écrits, un *Examen du Système de la nature* et un *Examen de*

l'Essai sur les Préjugés, où il nous montre avec une grande force de langage, au cours de sa critique, quel est le vrai guide de son propre esprit, « ce grand maître, l'expérience ». Le matérialisme? Il le combat au nom du monde entier, qui prouve l'intelligence créatrice : « il ne faut qu'ouvrir les yeux pour s'en convaincre ». La doctrine de l'homme parfait? Il la réfute comme contraire aux faits visibles. Détruire la superstition? C'est impossible, donc absurde. Il défend ensuite contre d'Holbach les gouvernements au nom de la « compétence », la société au nom de la tradition, la politique au nom de son objet, le moindre mal, par opposition à l'idéal du bien. « L'auteur », dit-il, « se représente à peu près le monde tel que Platon avait imaginé sa République! » Et Frédéric de railler les illusions, les préjugés et les prétentions de son contradicteur : « Tout cela sent un peu les idées d'un recteur de collège qui, resserré dans un cercle étroit de spéculations, ne connaît ni le monde, ni les gouvernements, ni les éléments de la politique... Si notre auteur avait été six mois syndic de la petite ville de Pau dans le Béarn, il apprécierait mieux les hommes qu'il n'apprendra jamais à les con-

naître par ses vaines spéculations [1]. » Voilà, s'élevant contre l'idéologie contemporaine, la voix de l'expérience, inspirée non pas seulement par l'instinct de conservation du souverain, mais par le réalisme inné d'un certain instrument mental, différent par nature de celui des contemporains, supérieur à celui des contemporains par sa puissance concrète, sa force de vision des choses réelles, et qui garde toujours la pensée frédéricienne, en la maintenant sur le solide terrain des faits, contre les vanités et les chimères intellectuelles du siècle.

1. *Œuvres*, IX, 131, 164, 172; XXIII, 251; XXIV, 458, 484, 485, 490, 563, 616, 617.

II

LES FORMES DE LA SENSIBILITÉ

Au point de vue moral, le siècle qu'on a appelé le siècle du grand Frédéric a aussi ses vanités et ses prétentions. C'est la « sensibilité » d'abord, cette sensibilité élégante, artificielle et superficielle, qui se concilie si bien avec l'absence de cœur. C'est ensuite l'épicurisme sceptique, insouciant, désabusé, produit factice de cette vie de salon qui énerve les caractères et détourne les hommes de l'action. De ces deux formes morales, il semble à première vue que le roi philosophe ait lui-même subi profondément l'empreinte, et à ne voir que les dehors littéraires ou mondains, l'homme des petits soupers de Potsdam pourrait en effet passer pour l'un des plus représentatifs des membres de cette société brillante et légère, au cadre étroit, qui règne par l'esprit, le ton, la grâce, mais que son élégance même et sa délicatesse vouaient à l'impuissance. Toutefois, il

faut se méfier d'un trompe-l'œil dans cette ressemblance peut-être plus extérieure que réelle, et savoir reconnaître quel est au vrai, sous le vernis du siècle, le tempérament moral de l'homme, j'entends quelles sont chez lui les qualités fondamentales de la sensibilité et celles du caractère.

Nul en son temps ne s'est mis plus vite au diapason de la « sensibilité ». Quelque lueur du vieux sentimentalisme germanique s'est-elle reprise un jour à briller au fond de cette âme? Toujours est-il qu'en 1744, dans son *Miroir des Princes*, Frédéric proclamait déjà l'humanité « la vertu cardinale de tout être pensant », et que dès lors, de sa parole « généreuse », il ne cesse de prôner la « tendresse » et la « reconnaissance », et de prêcher combien « les faiblesses d'un cœur sensible sont préférables à l'inhumaine dureté des stoïciens ». Son cœur « s'épanouira » dorénavant à la vue des « belles âmes qui aiment le bien »; toute son ambition sera de « se conserver bon parmi les méchants », tant il sait « ce que peut la vertu sur le cœur des hommes ». Ainsi du premier coup il joue en maître de cette gamme sentimentale, à l'élégance et au charme de laquelle il se laisse prendre à moitié, comme ses contemporains,

de sorte qu'il mettra une certaine « candeur » à parler à sa sœur de sa pureté de conscience, ou à son ami Catt de sa délicatesse de cœur. Rien ne lui fait horreur, dira-t-il à ce dernier, comme les gens ingrats ou faux : « Savez-vous ce que je fais quand j'en découvre ? Je lis Marc Antonin [1]. »

Très sincèrement, selon l'esprit du siècle, Frédéric a donc cultivé sa sensibilité. Électives ou naturelles, il a eu des affections, il en a joui, il en a souffert. Parfois on l'a vu pleurer. Parfois, à certains traits de sa *Correspondance*, on pourrait être tenté de croire qu'il y avait en lui, sous l'homme d'action, un homme de cœur. Mais de quelle nature, de quelle portée sont ces émotions, ces affections, c'est ce qu'il faut voir d'un peu plus près.

D'abord, à défaut de l'amour — on sait comment Frédéric l'a honni, et quel martyre il a fait de la vie de cette pauvre femme qui de nom était la sienne, de cette humble créature qu'il appela sa « grognarde pimbêche » — le roi philosophe a beaucoup aimé et pratiqué l'amitié. En vers et en prose, il a célébré « cette passion des belles âmes », et sa plume a ren-

1. *Catt*, 33, 38. — Cf., 359, 369. — *Correspondance politique*, IX, 218, 336 ; XVI, 290 ; XXIII, 155. — *Œuvres*, IX, 6 ; XXVII, 289.

contré parfois des expressions d'une tendresse charmante. Jamais roi n'eut au monde autant d'amis, à tel point que, n'en trouvant plus dans son royaume, il dut bientôt les importer de l'étranger. Encore faut-il savoir comment il comprend l'amitié, à quel sentiment intime répondent ces attentions délicates, ces gracieuses prévenances qu'il a pour des hommes comme Rottembourg, comme d'Alembert, comme lord Maréchal ou le vieux Fouqué. On n'oserait aller jusqu'à dire, comme un de ses contemporains, un de ses admirateurs naïfs et zélés, qu'il aime les gens par le même instinct qui lui fait aimer les chiens[1] ; et pourtant, le jour où meurt sa levrette Biche, il déclarera dans un accès d'attendrissement que cette mort « renouvelle » en lui « la perte de tous ses amis » ! Mais on doit reconnaître qu'il n'y a le plus souvent dans ses affections rien de gratuit ni de spontané. « Il faut », lui semble-t-il[2], « que l'on trouve son intérêt dans ces nœuds resserrés que l'on forme, intérêt de plaisir, de savoir, de consolation, d'utilité », et si l'on passe en revue la liste de ses nombreux amis,

1. Denina, *Essai sur la vie et le règne de Frédéric II*. Berlin, 1788. — Cf. *Œuvres*, XXVII, I, 204.
2. *Œuvres*, XIX, 13.

on voit, en effet, qu'ils ont été soit des éducateurs moraux comme Suhm, soit des camarades de jeunesse comme Keyserlingk, soit des causeurs d'après souper, comme d'Argens, soit enfin des agents supérieurs et dévoués comme lord Maréchal, lorsque ce n'étaient pas, comme les amis de la dernière heure, de simples plastrons qui lui servaient à essayer ses bons mots et alimentaient la source de son ironie : d'une façon ou de l'autre, ils sont tous ainsi « en service », et leur fonction consiste à lui procurer ce qu'il appelle « les agréments de la société ». Vient-il à perdre l'un d'eux? il le regrettera sincèrement, comme il ferait un brave et loyal serviteur ; mais sonp remier soin sera de se distraire pour oublier son deuil, et, suivant le conseil qu'il donne une fois à sa sœur, de s'étourdir sur ce qu'il n'est point en son pouvoir de changer, car « la vie est si brève que nous serions insensés de nous affliger de la perte d'amis que nous rejoindrons dans peu[1] ». L'amitié, pour lui, est moins un lien, un besoin du cœur, qu'un attachement utilitaire et raisonné ; il aime bien ses amis, mais il les aime surtout pour lui-même.

1. *Correspondance politique*, IX, 366. — *Œuvres*, XXVII, I, 247.

Entre toutes ces affections plus ou moins durables, il y en a une qu'il faut mettre tout de suite hors de pair, c'est celle qu'il consacre à sa sœur aînée, la Margrave de Baireuth. Intelligente, lettrée, spirituelle, Wilhelmine, dans la vie modeste et retirée que lui a fait son mariage, n'a d'autre passion que son « vieux frère », d'autre pensée que celle de le servir, à quoi elle réussit en se faisant à plusieurs reprises l'intermédiaire de ses négociations secrètes. Leur intimité date de leur enfance commune, du temps où ils subissaient côte à côte les coups et les injures du vieux Frédéric-Guillaume. Elle s'est doublée, avec les années, d'une très curieuse et touchante similitude de goûts, d'idées, d'ambitions, et d'une confiance réciproque qui ne devait se démentir que pendant une courte période de mésintelligence. C'est un sentiment grave et tendre chez Wilhelmine, un sentiment vif et même passionné, mais surtout intellectuel, cérébral, chez Frédéric qui, dans sa correspondance très suivie avec sa sœur, ne semble voir le plus souvent qu'un beau motif de rhétorique, une occasion de philosopher ou de moraliser. Le roi n'a pas de plus grand plaisir que de recevoir les lettres de la margrave ; « c'est un baume qui guérit toutes

les plaies », lui écrit-il pendant la guerre de Sept Ans; il la nomme sa Minerve, son Caton, et lorsque s'aggrave, au cours de l'année 1758, la maladie dont la pauvre femme ne devait pas se relever, sa tendresse s'exalte en transports lyriques à l'adresse de sa « divine », de son « incomparable », de son « adorable sœur ». C'est ici, à l'épreuve, qu'on peut juger en connaissance de cause ce qu'il y a au fond de cette affection fraternelle. Voyez dans la *Correspondance politique* les lettres de Frédéric à la pauvre malade ; voyez ces expressions débordantes de tendresse, ces protestations désespérées, ces exclamations sincères et douloureuses, mais qui toutes convergent vers une même pensée, une pensée d'égoïsme, vers cette prière unique et mille fois répétée du frère à la sœur : conservez-vous pour moi.

Comment, ma chère sœur ! Vous voulez que je tremble toujours pour vous ? *Non, vous ne m'aimez plus ! Si vous m'aimiez encore, vous ménageriez une vie* à laquelle la mienne est attachée ! Par tout ce qui vous est cher, daignez vous conserver...

Puis, le danger s'accentuant :

J'apprends que vous êtes très mal : jugez de mon inquiétude et de mon désespoir. Si jamais je vous ai

demandé une marque d'amitié, si jamais vous avez eu de la tendresse pour moi, je vous en demande à présent une preuve. Conservez-vous, si ce n'est pas pour vous-même, pensez que c'est pour un frère qui vous adore, qui vous regarde comme sa meilleure amie, comme sa consolation. Pensez que de tous mes parents vous m'êtes la plus chère qui me reste. Je tirerai, s'il plaît au Ciel, l'Etat d'affaire ; mais, si je vous perds, cette perte sera irréparable pour moi, *et ce sera vous qui me plongerez le poignard dans le cœur!...*

Il met ainsi toute sa tendresse — n'est-ce pas une étrange consolation à offrir à une mourante ? — à lui peindre la douleur qu'il aura de sa mort, cette mort qu'il voit venir et dont il ne peut s'empêcher de lui parler :

Votre perte me précipiterait au tombeau, et certainement je ne veux ni ne pourrais vous survivre. Oh ! ma chère sœur, faites l'impossible pour vous remettre... Bon Dieu! Faut-il que j'éprouve tous les maux de Job !... Pensez que votre mort me rendrait la plus misérable des créatures qui rampent sur la surface de la terre, pensez que je serais accablé de douleur et que la mort la plus affreuse me serait douce pour (*sic*) qu'elle me tirât de cette misérable vie. Ma douleur m'empêche de vous en dire davantage [1]...

La pauvre margrave mourut au mois d'octobre, le jour même de la défaite des Prussiens à Hochkirch, et Frédéric conçut de cette mort

1. *Correspondance politique*, XVI, 356 ; XVII, 149, 245, 257.

une très vive douleur ; quatre jours durant, il reste dans sa chambre à pleurer, les volets à demi clos, mangeant à peine, absorbé dans quelques lectures graves, les *Oraisons funèbres* de Bossuet et de Fléchier, seul avec le fidèle Catt, auquel il ne répond que par monosyllabes et d'une voix coupée de larmes[1]. Il souffre, mais en égoïste ; à quelques jours de là, n'imagine-t-il pas, pour se distraire, de composer et rédiger, sur papier à bordure noire, un grand sermon en quatre points, dans la manière de Bourdaloue ou de Massillon ?... Que la tendresse de Frédéric pour sa sœur de Baireuth ait été sincère et profonde, il n'en faut pas douter, mais il est évident que cette affection utilitaire, « littéraire », vient de la tête plus que du cœur.

Tout différents sont les rapports de Frédéric avec ses autres frères et sœurs. A tous, il témoigne une bienveillance large et un peu distante qui tient moins de l'affection que du sens de son devoir de chef de famille ; il leur fait volontiers de la morale, il cause et correspond avec eux sur un ton de simple cordialité. Mais ici encore, c'est à l'épreuve qu'il faut voir comment se comporte ce *modus vivendi* fraternel. Il n'y a pas à faire grand état des duretés

1. *Catt*, 195, 196, 375. — *Œuvres*, XV, x.

de Frédéric vis-à-vis de sa sœur Ulrique, reine de Suède, à laquelle il refuse toujours avec humeur le moindre service diplomatique ou pécuniaire, et n'accorde que trop libéralement des conseils trop intéressés : ceci est affaire de politique, et le sentiment n'a rien à y voir. Il n'y a pas non plus grand compte à tenir des dissentiments qui s'élèvent plusieurs fois, au cours des opérations militaires, entre le roi et son frère Henri, par exemple : ceci est affaire de jalousie de métier plutôt que de dureté de cœur. Mais ce qu'il faut relever, d'après la *Correspondance politique*, à la charge de celui dont Voltaire dit un jour qu'il était comme une table de marbre, *dur et poli*, c'est la conduite qu'il a tenue vis-à-vis de son frère Auguste-Guillaume, prince héritier de Prusse, au commencement de la guerre de Sept Ans, d'autant qu'il semble que Sainte-Beuve ait, sur ce point comme sur quelques autres, jugé les âpres façons de Frédéric avec une indulgence un peu excessive.

Terne d'esprit, faible de caractère, le prince de Prusse n'avait reçu de la nature aucune des qualités brillantes et solides dont ses frères étaient si libéralement doués ; il n'a rien surtout de ce qu'il faut pour faire un général en

chef, ce qui n'empêche pas le roi de lui donner une armée à commander, en juin 1757, lorsqu'après la défaite de Kolin, il bat en retraite sur la Saxe. La situation militaire des Prussiens est alors très critique : le prince, fatalement, fait faute sur faute, et Frédéric, qui se sent coupable d'avoir placé une lourde charge sur de trop faibles épaules, l'accable jour par jour, non pas de reproches justifiés, mais de cruelles injures :

Vous ne savez ni ce que vous voulez, ni ce que vous faites... Commandez à un sérail de filles d'honneur, à la bonne heure; mais tant que je vivrai, je ne vous confierai pas le commandement sur dix hommes. Quand je serai mort, vous ferez toutes les sottises que vous voudrez. Voilà tout ce que je peux vous dire. Que vos meilleurs officiers redressent maintenant les... que vous avez faites [1].

A ces duretés, le prince qui, à défaut de grands talents, a du moins le sentiment de sa dignité, ne répond que par quelques mots d'humilité soumise :

Je n'ai jamais brigué le commandement d'une armée sur la présomption de mes talents, et je quitterai ce poste d'honneur quand vous l'ordonnerez, sans regret, dans l'espérance qu'un plus habile que moi saura mieux

1. *Correspondance politique*, XV, 257, 258.

deviner vos volontés. Il se peut que j'aie fait des fautes ; cependant aucun de vos généraux ne m'accusera de caprice ou de lâcheté... Ma conscience fait mon unique consolation.

Et il signe tristement : *der gehorsamste Diener und Knecht und arme — Wilhelm.* — Puis, le roi l'ayant rejoint à Bautzen, il va comme un coupable se présenter à lui, au camp, avec ses lieutenants, le duc de Bevern, Schmettau, Lestwitz, Winterfeldt enfin, l'ami personnel de Frédéric. Mais Frédéric, à son approche, lui tourne le dos et refuse de l'entendre; aux généraux qui l'accompagnent, Frédéric fait dire par Goltz qu'ils mériteraient qu'on leur plaçât la tête devant les pieds ; le lendemain seulement, un peu radouci, il écrit à son frère cette lettre vibrante, mais si dure encore, que Sainte-Beuve a fait connaître, et où Frédéric semble oublier qu'en condamnant le prince il se condamne lui-même, comme frère et comme roi : « Vous avez mis par votre mauvaise conduite mes affaires dans une situation désespérée[1]... » Lettre assez belle et fière, mais qui n'efface pas les injures passées, qui n'en prévient même pas le retour, car Frédéric ne cessera dès lors de

1. *Correspondance politique*, XV, 281. — Cf. XV, 297, 298. — Sainte-Beuve, *Causeries du Lundi*, XII, 362.

poursuivre de ses insultes le prince plus malheureux que coupable, dont le tort est de déplorer trop haut sa disgrâce; il l'accusera de lâcheté, lui imputera tous ses revers, et finira par une suprême menace, celle de le renier pour son frère. Et ce frère, moins d'un an après, allait mourir loin de lui d'une maladie qu'envenima, dit-on, l'injustifiable dureté de ce roi qui se vantait de l'avoir « toujours tendrement aimé [1] ».

Et qui croyait l'avoir tendrement aimé. Car Frédéric croit, en toute sincérité, à la profondeur de son affection pour ses frères, pour ses amis. De même, il croit être affable et bienveillant envers ceux qui le touchent de près, ministres, agents immédiats, et de fait son ton habituel à leur égard est mesuré, quoique vif, souvent même affectueux et familier vis-à-vis de es hommes de confiance, comme Podewils, Knyphausen ou Finckenstein; mais, tout à coup, voilà un flot de violences ou une volée d'injures qui s'abat en fracas sur la tête des uns ou des autres, sans cause visible et sans préparation, laissant tout le monde étourdi jusqu'à ce que, l'orage passé, le calme et la cordialité reparaissent. Dans les brèves réponses que

1. *Correspondance politique*, XVII, 79.

Frédéric appose chaque matin en marge des rapports qui lui sont soumis, on trouve à l'adresse des plus hauts fonctionnaires des annotations dont l'âpreté singulière eût fait frémir de joie le vieux Frédéric-Guillaume : « *o asinus asinorum* », « vous êtes fou », « un tel est un imbécile », « que le diable l'emporte » ! Toute réclamation se heurte à un bref « Si vous raisonnez, je vous casse ». A un vieux général qui demande une pension de retraite, on répond : « Les poules qui ne pondent plus, je ne les nourris pas », et dans les lettres comme dans les marginales les gros mots foisonnent devant les noms propres, les « canaille », les « b... », les « J... F... [1] ».

De ces aménités tout le monde a sa part, les plus dévoués, les plus aimés serviteurs comme les autres : ce qui fait dire à Williams, alors envoyé d'Angleterre à Berlin, qu'il aimerait mieux être singe de l'île de Bornéo que ministre en Prusse [2]. A deux reprises, Podewils, l'excellent et fidèle Podewils, se voit accusé de forfaiture ; de même, Michell et Knyphausen, agents prussiens à Londres, n'ayant pas montré dans

1. *Correspondance politique*, I, 252, 337 ; XVIII, 516 ; XXII, 193. — Cf. *Aus der Regierungsthätigkeit Friedrichs des grossen*, par R. Stadelmann, Halle, 1890, p. 14, 19, 140, 157.
2. *Correspondance politique*, VIII, 279.

certaines négociations assez de vigueur au gré du roi : « Je crois, Messieurs, que vous êtes les commis de Bute. Votre père, Knyphausen, avait pris de l'argent de l'Angleterre, pour quoi il fut chassé. Vous aurait-il légué cette coutume en héritage? » Et cela, justement après qu'il a tenu à ces deux agents les discours les plus affectueux, les plus cordiaux : on dirait qu'il ne remarque même pas son brusque changement de ton à leur égard[1]. Quant à la menace « capitale », il n'y a pas un ministre et pas un général qui ne se la soit vu adresser non pas une fois, mais dix, pas même le duc de Bevern, pas même le vieux maréchal de Schwérin, qui sauva le roi à Mollvitz : « votre tête me répondra de l'affaire », ou bien « votre tête sautera sans plus de façon », voilà les formules habituelles, qui d'ailleurs ne sont que des formules, car s'il arrive à quelque nouveau venu, comme Mardefeld, de prendre pareil avis au sérieux et d'implorer en grâce d'être relevé de sa charge, on lui répond : « Est-il possible qu'un homme d'esprit comme vous ait pu prendre si fort de travers mes paroles et ne se

1. *Correspondance politique*, I, 261 ; II, 214, 215; XXI, 318. — Ne pas confondre Michell, agent prussien à Londres, avec l'envoyé d'Angleterre à Berlin, sir Andrew Mitchell.

soit pas aperçu que je voulais simplement vous avertir de redoubler d'attention[1]...? »

Frédéric, sans doute, aime l'humanité, car « le devoir de l'homme est d'assister ses semblables en tout ce qui dépend de lui : c'est l'abrégé de la morale ». Il a des accès de frémissement et de compassion, les soirs de bataille, à la vue « des flots de sang répandus », devant « l'épouvantable boucherie » ; mais l'âme des grands capitaines ne se recouvre-t-elle pas toujours, fût-ce malgré eux, d'un certain « calus d'indifférence », selon le mot de Frédéric? Et, de fait, il faut voir comme il parle à l'occasion de ses officiers, qui « passent l'Achéron au grand galop », ou bien de ses soldats, de de ses « b... » dont, la veille d'un combat, il annonce qu'il va y avoir « une bonne charge préparée pour Monsieur Caron[2] ». Très jeune, il semble avoir eu déjà l'excitabilité nerveuse fort émoussée, si l'on en croit la légende qui raconte que, son ami Knobelsdorf étant mort, il fit porter la bière ouverte dans sa chambre, et passa des journées entières penché sur le

1. *Correspondance politique*, V, 110. — Cf. I, 250, 261 ; II, 379 ; XIV, 504, 505 ; XVI, 45.
2. *Correspondance politique*, XVIII, 384, 408.

cadavre à en suivre la décomposition[1]. Tel l'a fait la nature, et tel il est resté, avec des nerfs réfractaires à l'émotion, une sensibilité non pas affectée, mais superficielle, des affections sincères, mais cérébrales et peu désintéressées, venant moins du cœur que de la tête. Chez lui, comme chez les contemporains, la poussée sentimentale est restée à fleur de peau, comme un mince et brillant vernis qui ne fait que glisser à la surface sans pénétrer le fond de la nature. Chez lui, comme chez les grands hommes d'action, la tête a tué le cœur : il pense, il veut, mais on peut dire qu'au sens profond et vrai du mot, il ne *sent* pas.

1. Thiébaut, *Souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin.*

III

LE TEMPÉRAMENT ET LE CARACTÈRE

La « sensibilité », telle que l'entend le siècle, a sa contre-partie dans le scepticisme moral, si l'on peut ainsi parler, dans l'épicurisme facile et blasé d'une société élégante, insouciante et sans scrupule. Comme il est « sensible », le grand Frédéric est aussi « sceptique », en ses mœurs, ses goûts, ses façons de vivre et de juger la vie; il est « épicurien », du moins quand la mauvaise fortune ne l'oblige pas à se hausser au stoïcisme. Ici encore, il est donc bien l'homme de son temps, dira-t-on : mais ne serait-ce pas que la nature primitive et profonde est en lui dissimulée sous cette seconde nature, un peu factice et apprêtée, qu'il doit à l'influence du siècle?

La société contemporaine a pour loi l'esprit et le plaisir pour but. Tout est un jeu, rien ne vaut d'être pris au sérieux. En toutes choses on est « dilettante », suivant un mot qu'on com-

mence alors à prendre à l'Italie. Chacun a son talent de salon : Frédéric a sa flûte. Il parle, il écrit au ton de tout le monde, sans apparente vanité, en « bon diable », comme il dit, qui ne demande qu'à se faire pardonner sa gloire, hier sentimental, railleur aujourd'hui, se moquant avec verve de tout ce qui lui tient le plus au cœur, de la politique, de la guerre, et de lui-même. « Vivons », dit-il, « et laissons vivre ! » Dans son cabinet de Sans-Souci, vous croyez qu'il travaille ? Il « s'amuse doucement à son ordinaire avec de graves billevesées ». Volontiers il plaisante de ces « balivernes », de ces « misères que les cerveaux brûlés de politiques appellent les grandes affaires ». De ses plus fières victoires, il fait « nos sottises héroïques », sans se dissimuler d'ailleurs que le mot « sottises » n'est là que pour faire passer le mot « héroïques », et n'hésitera pas à se traiter lui-même de « polisson », pourvu que ce soit en comparaison d'Alexandre ou de César [1].

Il est de mode, dans le milieu contemporain, de condamner le monde et la société, la civilisation, de faire la guerre aux préjugés, surtout aux préjugés des princes, la gloire et l'ambition.

1. *Correspondance politique*, VIII, 473 ; X, 305 ; XIV, 52 ; XVI, 18, 363. — *Œuvres*, XIX, 47 ; XXIV, 138.

Donc, à ses heures et comme tout le monde, pessimiste et désabusé selon la formule du jour, Frédéric déclarera bien haut que « ce bas monde n'a pas le sens commun », que « tout va de rebours » sur « ce globe ridicule », et que l'homme lui-même est « la plus méchante bête de l'univers » ; il s'écriera, le jour même de la signature de la paix d'Hubertsbourg, que « le plus beau jour de la vie est celui où on la quitte » ! Notez que pour « pester contre le genre humain », le vaincu de Kunersdorf et de Hochkirch n'est pas sans avoir quelques raisons de plus que les beaux-esprits et les philosophes, ses contemporains, et que d'ailleurs au milieu d'une de ces crises de misanthropie, on l'entendra confier au prince Henri que c'est M. de Loudon qui le rend ainsi « grognard et fâcheux », et qu'il s'adoucirait volontiers à l'égard du pauvre monde si seulement il avait « bien battu les Autrichiens[1] ». De même, et comme tout le monde, il méprisera les grandeurs, le trône et la conquête, la gloire et ses lauriers. « Vanité des vanités ! Vanités des batailles ! » Trois mois avant son avènement, ne proteste-t-il pas déjà, dans sa correspondance avec Voltaire, que « la philosophie lui paraît plus charmante et plus at-

1. *Correspondance politique*, XX, 563. — *Œuvres*, XVIII, 234; XIX, 359 ; XXIII, 54, XXV, 273.

travante que le trône »? Et vingt ans après, n'écrira-t-il pas encore à son ami d'Argens, au cours de la guerre de Sept Ans : « Je suis un philosophe déplacé ; j'étais fait pour vivre en sage. » Faisant un jour son examen de conscience, dans une lettre à la margrave de Baireuth, il ne trouve en lui-même qu'un « pauvre individu composé d'un mélange de bien et de mal, souvent très mécontent de lui-même et qui voudrait fort avoir plus de mérite qu'il n'en a, fait pour vivre en particulier, obligé de représenter, *philosophe par inclination, politique par devoir,* enfin qui est obligé d'être tout ce qu'il n'est pas et qui n'a d'autre mérite qu'un attachement religieux à ses devoirs[1] ».

S'il exerce jusqu'au bout son métier de roi, c'est donc malgré lui-même, et ce n'est que parce qu'il le doit. Philosophe par inclination, politique par devoir, il « aurait beaucoup cédé pour vivre en paix ; mais... il faut danser » ! Il faut agir en roi quand on est roi. Il aime à entretenir ses familiers de son goût « pour la vie paresseuse », pour la calme existence de « l'homme ignoré dont le bon sens a renoncé dès sa jeunesse à toute sorte de gloire, et dont le sort

1. *Correspondance politique*, XII, 131. — *Œuvres*, XIX, 138, 206; XXI, 378.

n'excite pas la cupidité des scélérats », avec citation de Racine à l'appui :

Heureux qui, satisfait de son humble fortune...

Un jour même, il confiera à son lecteur Catt « un plan qui lui est cher », celui de « laisser à son bon frère les rênes du gouvernement, et de se retirer non pour aller vivre en catholique dans la Rome moderne, non pour aller se faire abbé de Saint-Germain-des-Prés, mais pour mettre en sage un intervalle entre les tracas et la mort ». Seulement il faut savoir que c'est pendant son « purgatoire » de la guerre de Sept Ans, et « déjà presque à demi rôti », selon son mot, qu'il s'abandonne à l'amertume de ces pensées. Il faut savoir de même que les négociations antiprussiennes de la Russie avec l'Angleterre l'inquiétaient vivement lorsqu'au mois de février de l'année 1754, il écrivait à son ami lord Maréchal, ces lignes d'une éloquente tristesse[1] :

Si j'étais aussi maître de mes actions que vous l'êtes des vôtres, il y a longtemps que j'aurais pris un parti semblable (la retraite); mais dans mon métier on est condamné à porter le joug toute la vie... Il n'y a d'heureux dans le monde, croyez-moi, que les personnes qui ont eu assez de sagesse pour renoncer à

1. *Correspondance politique*, X, 235; XV, 243; XX, 77. —*Catt*, 48, 124, 360.

toute ambition, ceux dont les noms sont inconnus de la malignité publique et ceux qui savent les lui dérober. La vie est si courte qu'il ne faudrait vivre que pour soi, et non pas pour des ingrats qui ne vous tiennent aucun compte de vos peines et qui critiquent aigrement vos actions. Vous trouverez ma lettre d'un goût bien stoïque, mais comptez que ce sont mes véritables sentiments. Quand on a vu longtemps de près les objets de la cupidité publique, le charme s'évanouit, et l'on ne tarde pas à se détromper de la valeur chimérique que leur attribue le vulgaire. Cela ne m'empêche pas de faire par devoir ce que mon métier exige de moi, mais je vous assure que c'est souvent en jurant contre mon destin...

Il a une élégance particulière, une belle gravité dans ces lignes mélancoliques sorties de la plume d'un conquérant comblé par la fortune, comme dans ces façons détachées et sereines de juger la gloire et la vie qu'on trouve çà et là dans les lettres familières de Frédéric, et où se reconnaît le cachet du siècle de la philosophie. Faut-il toujours prendre à la lettre ces actes de désespérance et d'humilité? Et n'est-on pas tenté de dire ici, avec Frédéric lui-même, poète cette fois :

Ah! ne croyez jamais sincères
Ces beaux propos des beaux-esprits!...

L'on ne voudrait pas soutenir qu'il n'y a qu'affectation et sacrifice à la mode dans ces façons

de sentir et de penser chez le roi philosophe. Mais, si sincères qu'elles puissent être, elles n'en ont pas moins quelque chose de superficiel, de passager, ou de littéraire, suivant le cas, qui en fait plutôt un luxe, une parure morale, qu'un élément premier du caractère. Scepticisme et sensibilité, sont-ce là d'ordinaire les marques profondes des grands maîtres de l'action ? Le grand Frédéric est-il tout entier dans ces caprices de « dilettante » et ces préjugés d'intellectuel ? Il ne faudrait pas que cette brillante et gracieuse parure, un peu prétentieuse parfois, dont la philosophie du siècle a recouvert l'âme conquérante du vainqueur de Rosbach, nous fasse illusion sur la réalité, j'entends l'énergie et l'exubérance, du tempérament qu'elle recouvre et dont elle laisse souvent passer les éruptions brusques, violentes, irrésistibles. Quel est donc chez Frédéric le vrai fond du tempérament physique et moral ?

Frédéric est un sanguin. Avant trente ans, il a la goutte et les hémorrhoïdes, dont les accès répétés le feront souffrir toute sa vie ; à trente-cinq une attaque, sous forme d'hémiplégie, bénigne il est vrai, mais qui le laisse dès lors gros et comme enflé du cou, du corps et des

jambes, tel que nous le montrent les portraits de sa vieillesse. Il mange énormément ; parfois on l'a vu rester six heures à table[1]. Physiquement, sa force est remarquable, et il faut bien qu'elle l'ait été pour lui avoir permis de résister, en temps de paix, à cette activité fébrile qui lui fait cumuler chaque jour la parade, les affaires, l'exercice matinal et le dur travail de tête, et pendant la guerre, pendant la guerre de Sept Ans surtout, à la fatigue des marches forcées d'un bout de la Prusse à l'autre, à l'épreuve des cinq nuits et cinq jours passés debout, sans une heure de repos, à l'épuisement final de cette « machine » corporelle qu'il fait aller « coûte que coûte », en la traitant « comme une vieille rosse à grands coups d'éperons[2] ».

Du sanguin, Frédéric a d'autre part les symptômes moraux. La gaieté habituelle d'abord, la bonne humeur un peu fantasque et capricieuse, l'esprit de bouffonnerie même, dont la mauvaise fortune ne l'a jamais privé tout à fait, car aux heures tragiques il parle parfois encore de ses revers avec un sourire, et avec de bruyants éclats des « tapes » qu'il donne à l'ennemi :

1. *Gespräche Friedrichs des grossen mit H. de Catt und dem Marchese Lucchesini*, p. 166.
2. *Correspondance politique*, XVII, 363. — *Catt*, 46.

certain jour même, au siège d'Olmütz, voilà qu'il lance des entrechats et donne à Catt une leçon de menuet dans une chambre de paysan[1]! Il a ensuite l'extrême mobilité de caractère, l'impatience, la sensibilité aux impressions passagères, défauts de jeunesse qui diminuent l'âge venant, sans jamais disparaître; il a le brillant courage physique qui fait que, de l'avis de ses officiers, il s'expose toujours trop sur les champs de bataille; il a l'enthousiasme, l'optimisme foncier de l'homme d'action, qui lui montre au bout de l'épreuve le gain plutôt que le risque, et qui fait dire à l'un de ses familiers que chez lui la confiance annonce toujours quelque revers et la crainte quelque succès[2]. Il a surtout cette exubérance extraordinaire de parole et d'action, cette excessive vivacité de caractère que parfois il prétend avoir réussi à dompter, en quoi il se trompe. Jamais il n'arrive à prendre sur lui de tenir sa langue; les mots lui échappent presque sans qu'il s'en aperçoive, avec une volubilité telle que son malheureux secrétaire Eichel a toutes les peines du monde pour retenir tant bien que mal ce que le roi lui dicte, n'en pouvant rien noter. Quand il cause, il saute

1. *Catt.* 61. — *Correspondance politique*, XVI, 394.
2. *Catt*, 305, 405.

de sujet en sujet sans perdre haleine et sans écouter une réponse, sa conversation n'étant guère qu'un monologue, et dans sa correspondance les mots sautés et les lapsus abondent presque autant que les gros mots.

Rien ne peut donner idée de la violence du premier mouvement chez Frédéric. Au reçu d'une nouvelle, bonne ou mauvaise, « tout son sang lui monte à la tête », c'est lui-même qui le déclare à Catt, « son front brûle, comme s'il avait la fièvre chaude » : il est *comme dans la braise*[1]. Dans ces moments-là, personne n'ose lui parler, pas même Eichel, le vieux serviteur, qui connaît mieux que personne, pour en souffrir souvent, la nature emportée de son maître, et qui disait un jour de lui, paternellement : « Quand on est bon, on l'est à l'excellence, mais gare la vivacité quand elle nous prend[2] ! » Et souvent c'est plus que la vivacité, c'est l'humeur désordonnée, la colère, ce sont des accès de fureur dont la fréquence et la violence ne font qu'augmenter avec l'âge, et qui remplissent tout son entourage de terreur. Alors, selon Malmesbury[3], il joue du pied et du poing,

1. *Catt*, 151, 275, 343.
2. *Correspondance politique*, II, 217.
3. *Diaries and correspondence of James Harris, Earl of Malmesbury*, I, 123 (Londres, 1845).

il envoie des coups de bottes à ses ministres et casse sa flûte sur la tête de ses gens, et par instants c'est ainsi le vieux Frédéric-Guillaume qui reparaît en lui tout entier, jusqu'à ce que le sang-froid soit rentré dans Frédéric le Grand.

Agir est un besoin pour un tempérament pareil, vouloir est une fonction instinctive et irrésistible. L'action représente ici bien moins une volonté, un effort, qu'un consentement ou une satisfaction : décider ou entreprendre, c'est céder à l'exubérance d'une nature trop forte et d'un tempérament trop riche, y céder avec une joie d'autant plus intense que cette nature et cette imagination sont restées dix ans comprimées en vain sous la lourde main du roi Frédéric-Guillaume. Il faut que la vapeur en pression s'échappe de la chaudière : il faut de même que de ce tempérament impétueux et « bouillant » (c'est le mot même de Frédéric) la force intérieure s'échappe en actes de volonté. L'action chez Frédéric est une passion, la plus violente de toutes les passions. — Voyez les joies effrénées et souveraines qu'elle lui donne, cette passion. Voyez cet amour débordant du risque, de la lutte et du coup de théâtre, cette suprême « satisfaction » qu'il se promet en 1741, « quoi qu'il arrive», à l'idée de « bouleverser l'Europe »,

ces impatiences mal contenues quand l'occasion se fait attendre de « donner sur les oreilles aux uns ou aux autres » ou quand il en vient à se demander, comme en juillet 1756, si ses voisins « veulent être rossés » ou non. Voyez cet orgueil exalté d'acteur politique qui lui montre parfois étendue sur sa tête la main de cette Providence à laquelle son orgueil de philosophe l'empêche d'ailleurs de croire. Notez combien cette passion le soutient dans ses revers, quelle force de résistance elle lui inspire, quel mépris de l'obstacle, quelle confiance en lui-même et en la Prusse, jusqu'à lui faire dire quand il ouvre la guerre de Sept Ans : « il est moralement impossible que nous rations (*sic*) notre coup. » Écoutez enfin ces mots qui parfois lui échappent, ces mots révélateurs où comme en un rayon de soudaine lumière se découvre l'abîme de la passion maîtresse : « En somme », dit-il un jour, « il n'y a guère que les fondateurs d'empires qui aient été véritablement des hommes[1]... »

Tel est le fond, telle est la « substance », si l'on peut prendre ce mot aux philosophes, de cette nature impétueuse et exaltée du grand conducteur d'hommes, du créateur d'événe-

1. *Correspondance politique*, I, 208 ; II, 157, 158 ; XIII, 39, 206 ; XVIII, 276.

ments, de cette nature dont la sensibilité, le scepticisme, l'élégant épicurisme du dilettante et de l'intellectuel ne sont que des formes ou des « modes ». Le contraste ne s'accuse-t-il pas ici nettement entre la nature morale des contemporains, des hommes du « siècle de la philosophie », et celle de ce « fondateur d'empire », de cet homme au sang débordant, à l'instinct offensif, brûlé sans relâche de la fièvre d'action et comme possédé de cette passion exclusive, mais toute-puissante? C'est que chez les contemporains la vie de cour et de salon, qui émousse peu à peu le sens des choses réelles, paralyse en même temps les énergies viriles, alors que, dans le milieu prussien où s'étaient adaptés les ancêtres de Frédéric, qu'ils avaient dans une certaine mesure créé eux-mêmes, les conditions physiques et morales de la vie, de la lutte pour la vie, n'ont cessé de tendre les ressorts du caractère et d'exciter l'ardeur des volontés. Le « grand acteur du temps », comme dit Michelet, a reçu de ses ancêtres cette force héréditaire d'action qui manquait le plus aux contemporains : aussi, seul de son temps, ajoute Michelet, il « réunit la force à l'idée ».

Est-ce à dire toutefois que le grand Frédéric n'ait tiré nul profit, dans sa nature morale, de

la culture philosophique du temps ? Non pas : il considère, nous le savons, que la « philosophie » est faite pour apprendre à se « décider » aussi bien que pour apprendre « à raisonner », il entend qu'après avoir « formé son jugement », elle lui enseigne à « modérer ses passions ». Seulement cette fonction morale de la philosophie reste latente au cours ordinaire de la vie, elle ne se fait visible et ne s'exerce au grand jour qu'aux heures de crise ou d'épreuve : voyons comment elle a aidé le roi philosophe, pendant l'épreuve de la guerre de Sept Ans, à dompter la mauvaise fortune.

IV

LA GUERRE DE SEPT ANS ET LA PHILOSOPHIE

Sanguin comme il l'est, on pense bien que le roi philosophe n'a pas supporté son « martyre » de la guerre de Sept Ans avec cette impassibilité fière, cette inébranlable maîtrise de soi qu'on aime à lui prêter lorsqu'oubliant l'homme on ne voit plus en lui que le héros. Pouvait-il être donné à un homme, fut-ce à un Frédéric le Grand, cet héroïsme surhumain qui l'eût fait assister de sang-froid à sa ruine, voir sans trouble se resserrer autour de lui le cercle de fer et de feu, ses soldats combattant à deux contre trois, bientôt à un contre deux, les hommes et les officiers mêmes désertant par masses, Berlin trois fois pris et pillé, les caisses vides, l'Angleterre, l'alliée jadis fidèle, trahissant la cause commune, lui-même enfin, « fatigué comme un forçat », finissant par craindre ses troupes plus que l'ennemi et ne comptant plus pour son salut que « sur un miracle ou

sur la divine ânerie » de ses adversaires : bref, « toute la boutique renversée », comme il dit[1], et presque sans espoir de relèvement?

A vrai dire, sous l'héroïsme de parade, il y a bien des tempêtes intérieures, des naufrages d'autant plus désastreux qu'ils succèdent à des journées d'une plus glorieuse confiance. Le reconnaîtrait-on, le héros inébranlable et fier, si maître et si sûr de lui-même, sous les traits de cet homme qui tressaille chaque fois que la porte s'ouvre, qui tremble en décachetant une dépêche, sous la figure de ce capitaine qui, le soir du désastre de Kolin, sanglotant, incapable de dresser un plan de retraite, doit se décharger de ce soin sur le prince Henri, ou bien qui, le jour où il apprend la défaite d'un de ses lieutenants, confesse qu'il a « le cœur déchiré par trop de passions pour pouvoir écrire une lettre sensée[2] »? — Dans la longue solitude des quartiers d'hiver, c'est au découragement qu'il succombe, par épuisement physique et moral. « Dieu, que je suis las! » s'écrie-t-il, je ne vaux plus rien que pour la voirie!... Était-ce la peine

1. *Correspondance politique*, XVIII, 484, 494, 516; XIX, 484. — Sur les désertions, *Correspondance politique*, XVII, 384; XVIII, 445, 489, 494, 500, 516.

2. *Correspondance politique*, XVIII, 423; XIX, 462. — *Catt*, 275, 414, 416.

de naître ?... Oh ! que les morts sont plus heureux que les vivants ! » Humilié d'en être réduit « à jouer les rois de théâtre », souvent malade et crachant le sang, avec la tête qui lui tourne plusieurs fois par jour, hanté surtout par la vision du « coup de grâce » et de la catastrophe inévitable, il se frappe et veut abandonner la partie[1]. La politique même, le croirait-on, en arrive à ne l'intéresser plus : comme un jour on lui avait apporté des lettres de Constantinople (il intriguait à la Porte pour obtenir le concours des Turcs contre l'Autriche), « je n'ai pas daigné les lire », dit-il à Finckenstein, « je suis si découragé que j'abandonne les affaires au hasard[2] ». — En campagne, au contraire, après la défaite, c'est le désespoir violent, la révolte contre le destin, ce sont des frémissements d'indignation, des convulsions folles, qui lui arrachent des cris de colère. « Du diable ! La belle gloire, vaincre et mourir ! » Il lui prend « des impatiences de se pendre, comme aux amants de revoir leurs maîtresses absentes », et « l'envie lui vient de cracher au visage à ceux

1. *Correspondance politique*, XVII, 280, 312 ; XX, 205. — *Catt*, 381. — *Œuvres*, XIX, 54, 118, 165, 119.
2. *Correspondance politique*, XX, 103.

qui lui souhaitent une longue carrière[1] ». A plusieurs reprises, excédé de misère et n'ayant pu se faire tuer les armes à la main, il envisage résolument sa ressource dernière, le suicide. Une première fois, dans l'été de 1757, battu à Kolin, deux de ses généraux battus à leur tour, accablé lui-même par la crainte de se survivre, il tire de dessous sa chemise la petite boîte d'or qui pend à son cou et qui renferme dix-huit pilules d'opium: « La vie», dit-il alors, « nous a été donnée par la nature comme un bienfait; dès qu'elle cesse de l'être, l'accord finit, et tout homme est maître de finir son infortune quand il le juge à propos; *on siffle un acteur qui reste sur la scène quand il n'a plus rien à dire...* » Puis c'est le soir de Kunersdorf, lorsque la bataille qu'il a gagnée a tourné en déroute, qu'il voit tout fuir ou mourir autour de lui, et que d'une armée de cinquante mille hommes il en rallie trois mille à peine : alors, sous prétexte de maladie, il abandonne le commandement suprême au général Finck, blessé lui-même, avec ordre de faire prêter le serment par tout le monde au prince héritier, et mande au ministre Finckenstein ces *ultima verba :* « Je n'ai plus de ressource et, à ne point mentir, je crois tout perdu.

1. *Correspondance politique*, XVII, 246 ; XIX, 462. — *Catt*, 361.

Je ne survivrai point à la perte de ma patrie. *Adieu pour jamais !* Federic[1]. »

Désespoir ou découragement, c'est l'honneur de Frédéric, et peut-être le premier de ses titres

1. *Correspondance politique*, XVIII, 481. — Cf. XV, 352. — *Catt*, 190. — On a souvent douté de la sincérité de ces intentions de suicide. Il est certain que l'homme de lettres qui en Frédéric est si intimement mêlé à l'homme d'action, vient toujours amplifier ou modifier plus ou moins heureusement l'expression de ses sentiments les plus vrais. Mais, si belle qu'on fasse la part de la « rhétorique » dans l'analyse de la *Correspondance*, il faut bien reconnaître que le projet de suicide ressort très nettement des lettres citées ci-dessus, comme de beaucoup d'autres lettres datées de l'été de 1757 ou de celui de 1759, et que, si le projet n'a pas été mis à exécution, c'est que, chaque fois, Frédéric a repris courage en voyant soudain les Russes battre en retraite au lieu de profiter de leurs victoires.

« Je ne demande que la mort, écrit Frédéric à sa sœur, le 28 septembre 1757. « La forme dont je la voudrais semble se dérober à moi : peut-être « même que cela ne dépendra pas longtemps de moi de l'avoir comme « je la désirerais. Jugez donc de ce qui me reste, et du parti que doit « prendre un homme d'honneur, qui, sa vie durant, a pensé comme « Caton, et qui veut mourir tel. Je souffre mille morts par jour, une seule « peut me délivrer de toutes mes souffrances... La première fois qu'on « envisage ce parti, il paraît terrible ; je m'y suis accoutumé, cette idée « me paraît à présent douce et consolante ; je donne à la nature ce « qu'elle m'allait redemander dans peu, je troque un reste languissant « de vie pour un repos que personne ne pourra me ravir. Est-ce la peine « de balancer, et ne voit-on pas que je tire tout le profit d'une action « louable et nécessaire dans les circonstances présentes ?... *Je sais que le « parti que je prends est bien éloigné de la religion chrétienne, et vous le « dirai-je ? Je l'en aime d'autant mieux.* Tôt ou tard le public soupçon- « nera ma fin, et il en glosera. Qu'importe ? Enfin, j'ai tout examiné, « je me suis tout représenté et tout dit : j'ai trouvé réponse à tout, *il ne « me reste donc qu'à attendre la fin de la vendange ou la première cuvée « du vin pour prendre congé de l'automne et de toute la boutique.* »

L'hypothèse du suicide est d'ailleurs strictement conforme à l'idée que se fait le roi de son rôle politique. Il a le sentiment très net que, pour agrandir à toutes forces la Prusse, il a tenté, provoqué la Fortune. C'est donc la Fortune, c'est « Sa Sacrée Majesté le Hasard » qui en fin de compte le justifiera ou le condamnera. Vainqueur, il est absous ; vaincu, il est jugé et n'a plus qu'à céder la place, à disparaître.

de gloire, d'avoir vaincu l'un et l'autre, comme d'avoir subi sept années durant, sinon sans faiblesse, du moins sans relâche, les épreuves toujours renaissantes de cette lutte avec lui-même, lutte plus tragique, plus grandiose que celle que lui imposaient dans le même temps tous ses ennemis coalisés. Dans chacune de ces crises intérieures dont on voit les phases successives se reproduire et se dérouler chaque fois presque identiques, Frédéric a eu ce mérite de sentir en quelque sorte d'instinct que le mal qui le terrassait moralement était bien trop profond, bien trop fort, pour pouvoir être attaqué de front, si l'on peut dire, et qu'avant de le combattre il fallait à toute force en neutraliser d'abord les effets les plus graves. Loin de prétendre raisonner sa douleur, il ne va donc, pour le moment chercher qu'à l'*étourdir*. — C'est alors qu'il se jette à corps perdu dans le travail, car « rien ne soulage comme la forte application », dit-il, de quelque nature qu'elle soit: la besogne politique ou militaire, dont il ne manque jamais, étant de ceux qui font tout par eux-mêmes et qui n'aiment rien tant que d'avoir affaire « par-dessus les oreilles »; puis l'étude, dans ces longues retraites d'hiver où il vie « en chartreux », sans sortir de chez lui,

sans parler à âme qui vive, sans souper pour gagner du temps, passant toutes ses journées à lire, à lire d'affilée les seize volumes de l'*Histoire universelle* de Jacques-Auguste de Thou, ou les trente-six volumes de l'*Histoire ecclésiastique* de Fleury, comme il fit pendant le siège de Schweidnitz ; enfin la correspondance, qui lui est aussi un moyen de « se vider le cœur », car s'il écrit beaucoup, et longuement, à Voltaire, à d'Argens, à la margrave de Baireuth, il leur confie que c'est plutôt « pour se soulager que les amuser[1] ». — Mais, de tous les moyens de s'étourdir, celui qui lui rend encore le plus de services, si bizarre que cela paraisse, c'est la poésie. « Souvent je voudrais m'enivrer pour noyer le chagrin », explique-t-il un jour à la princesse Amélie, « mais comme je ne saurais boire, rien ne me dissipe que de faire des vers, et tant que la distraction dure, je ne sens pas mes malheurs. » De là « ce déluge de vers », qui inonde chacune de ses campagnes, de vers sur tout et contre tous, dont il emplit sa correspondance et couvre le monde entier — « nous autres poètes, nous sommes insupportables, nous fourrons des vers partout » — et dont il n'a jamais

1. *Catt*, 218, 235, 292. — *Œuvres*, XIX, 45, 56, 218, 367.

tant fait que pendant l'une de ses plus dures campagnes, celle de 1757, après la défaite de Kolin. C'est pour lui un soulagement presque physique de rythmer des mots sur un mètre sonore ; comme un travail machinal qui occupe l'esprit sans le fatiguer, cela le « délasse », c'est le meilleur des alibis[1].

Une fois la crise aiguë du mal enrayée par ces calmants empiriques, le mal lui-même peut être attaqué directement : c'est alors que Frédéric appliquera l'antidote au poison, et l'antidote, il le puisera dans cette philosophie où les contemporains ne voient qu'un jeu de l'esprit, et dont la force modératrice, après avoir ennobli ses succès, va faire son soutien aux heures d'épreuve. De toutes les doctrines philosophiques qu'il a professées, il y en a une dont la signification est particulièrement profonde, et à laquelle il est toute la vie resté fidèle ; il l'a prise à Leibnitz, par l'intermédiaire de Wolff, pour la développer ensuite à sa façon[2] : c'est celle que nous appelons aujourd'hui du nom de déterminisme. A la fois métaphysique et psychologique, ce déterminisme ne pouvait, on

1. *Correspondance politique*, XV, 380. — *Catt*, 370. — *Œuvres*, XIX, 480, 13.
2. Voir Ed. Zeller, *Friedrich der grosse als Philosoph*, p. 48 et suiv.

le pense bien, rester à l'état de pure théorie chez un « praticien » tel que Frédéric. Spontanément, son cerveau concret la « réalise », et la doctrine abstraite, passant ainsi du domaine de la spéculation à celui de la vie, se résout d'elle-même en un principe de résignation fataliste. — Elle lui montre en effet dans l'homme un être déterminé dans ses actes, comme dans le monde un Tout réglé par des lois aveugles et immuables. « Tout est destin », dit Frédéric ; le hasard même, « ce Saint Père le Hasard », n'est qu'un produit fatal des « causes secondes » qui nous échappent. « Instruments nécessaires d'une main invisible, nous agissons sans savoir ce que nous faisons ; les politiques et les guerriers ne sont que des *marionnettes* » aux mains de « la Destinée qui mène le monde à son gré[1] ». — Or la « Destinée », « l'ordre de l'univers », les « lois universelles », veulent une perpétuelle mutation des choses dans cette « lanterne magique du monde, qui nous présente sans cesse de nouveaux objets et sans cesse en fait disparaître, jusqu'à ce que notre tour arrive et que nous fassions place à de nouveaux venus ».

1. *Correspondance politique*, XXI, 185. — *Catt*, 229. — *Œuvres*, XIX, 327.

Le changement est « le premier principe des choses, de là toutes ces révolutions, ces prospérités, ces infortunes et tous ces jeux du hasard qui ramènent toujours des scènes nouvelles... » : le monde n'est qu'une « figure qui passe[1] ».

Et dans ce monde où « chaque jour nous apprend à mourir », l'homme n'est pas fait pour être heureux, mais pour remplir jusqu'au bout sa destinée particulière. Tout ce qu'il peut espérer, c'est que les temps mauvais passent comme passent les bons, comme toute chose passe ici-bas. « La nécessité du mal et l'inutilité du remède », telle est ainsi la pensée dominante que Frédéric « force » en son âme, par raison de fatalisme. « Il faut », se dit-il[2], « s'attendre à tout tant que l'on vit » :

Tous les événements que nous lisons dans l'histoire peuvent se reproduire ; les aventures des hommes, tant héroïques qu'ordinaires, font un certain cercle qui tourne toujours : les auteurs changent, mais le fond n'est différent que par de petites circonstances. Ainsi, je ne m'étonne de rien. Prétendre que la Fortune soit constante, c'est vouloir qu'un chien ait des écailles, un vautour des cornes... Il faut que la Fortune soit légère, qu'un papillon ait des ailes, que la tortue

1. *Correspondance politique*, XIX, 167. — *Œuvres*, XIX, 235 ; XXVII, 247.
2. *Correspondance politique*, XV, 198, 339, 393. — *Œuvres*, XIX, 235.

rampe, et tant que Jupiter aura ses deux tonneaux dont il verse sur les humains les biens et les maux, que notre destinée soit mêlée, tantôt agréable et tantôt fâcheuse.

Voilà comme les choses iront jusqu'à la fin des temps : *la vie ne nous a été donnée qu'à la condition de nous soumettre à la condition de notre espèce.* Nous ne sommes point faits pour être chassés comme des cerfs par une meute qui les poursuit; nous n'avons point à craindre que le faucon fonde sur nous, comme sur une colombe, pour nous déchirer, mais nous devons nous attendre à avoir des ennemis dans le monde, et à souffrir quelquefois tout ce que la méchanceté de nos semblables peut inventer pour nous faire ressentir les effets de leur haine furieuse. *Ces événements sont à l'esprit ce que les maladies sont au corps :* quelquefois elles sont légères et n'effleurent que les parties les moins nécessaires à la vie, et quelquefois elles sont mortelles lorsqu'elles attaquent la poitrine ou le cœur.

Voilà comme il raisonne philosophiquement sa douleur, et comme il trouve moyen de l'apaiser, sous le prétexte de consoler sa sœur Wilhelmine, à qui il adresse ces lignes. Dans le fatras des théories de la philosophie contemporaine, il a su trouver un principe sûr, ou, comme il dit parfois, un « bâton » sur lequel il « s'étaie », et, sans pose de scepticisme ou de pessimisme, désespéré toujours, mais résigné, il se soumet enfin à l'ordre nécessaire. Le mal étant inévitable ici-bas, « il faut en prendre *généreusement* son

parti » ; la vie, qui est trop courte pour les vaines spéculations, est aussi « trop courte pour les longues douleurs », c'est un de ses axiomes familiers. Murmurer ou se plaindre, c'est « s'opposer aux lois universelles » ; on doit se souvenir toujours qu' « un malheureux de plus ou de moins ne change rien à l'ordre de l'univers » : voilà comment il faut comprendre sa place en ce monde et l'accepter. N'y a-t-il pas « un âge où l'on doit avoir honte de jouer avec l'espérance comme les enfants avec une poupée » ? Patience donc, « patience par force » : « *chi ha tempo ha vita* », et « quiconque ne sait pas résister au malheur est indigne de la bonne fortune[1] ».

Par cette soumission fataliste à la destinée qui commande au monde et à l'homme dans le monde, Frédéric se relève stoïquement à l'heure suprême où l'épreuve semble avoir pour jamais brisé sa volonté. La philosophie calme l'excès de sa souffrance ; elle ne suffirait pas à ranimer son énergie ; elle n'est point un réactif, mais un modérateur, elle lui rend le calme, la patience, et lui permet de s'élever peu à peu au-dessus des

1. *Correspondance politique*, XV, 121, 201, 374 ; XVI, 302 ; XVIII, 516. — *Œuvres*, XIX, 205 ; XXVII, 247.

événements pour envisager « sans trop faire la grimace » cette scène dramatique,

> Où la cruelle politique
> Chaussant le cothurne tragique
> Se plaît à culbuter les grands,

comme il dit en une *Epître chagrine*, datée du triste été de 1757. Et dès lors il est sauvé — jusqu'à la crise prochaine — car la force du tempérament va d'elle-même reprendre le dessus, car le sang-froid une fois reconquis, rien n'arrêtera plus la poussée de la nature exubérante, qui de nouveau l'entraînera violemment vers l'action. Regardez-le après la défaite de Kunersdorf, lui si cruellement, presque lâchement abattu tout à l'heure. Du jour où il a vaincu son mal, le voilà debout, mû par un ressort soudain, expédiant fiévreusement des ordres pour la reprise des hostilités, retrouvant toute l'ardeur d'autrefois avec l'exaltation de l'énergie virile — « forçat enchaîné qui se débat pour rompre ses liens », comme il dit lui-même à Catt. — Il ne parle plus que de « vaincre ou mourir », de se faire « assommer » en chassant « ces barbares, ces incendiaires, ces infâmes ennemis » — ce sont les Russes, — et bientôt il sermonnera rudement Fincken-

stein, à qui huit jours auparavant il disait adieu pour jamais : « Toute tiédeur est hors de saison; à des maux désespérés il faut des remèdes désespérés. Vous pensez que je suis un terrible médecin; mais c'est mon malade qui m'oblige à le tirer d'affaire par de pareils moyens, puisqu'il n'y en a pas d'autres... Pour moi, j'ai pris mon parti pour ne pas manquer de fidélité à l'État; je le défendrai jusqu'à la dernière goutte de mon sang, et si ma canaille m'abandonne, je n'y survivrai pas[1]. »

Il crie bien haut maintenant, trop haut, qu'il fera « son devoir ». Son « attachement à l'État s'est réveillé », et il se dit : « Ce n'est pas dans la bonne fortune qu'il est rare de trouver des défenseurs, c'est dans la mauvaise... ; la fermeté consiste à s'opposer au malheur, et il n'y a que les lâches qui fléchissent sous le joug. » Ne doit-il pas jusqu'au bout « soutenir la gageure », et poursuivre jusqu'au bout la fortune, même infidèle? Le malheur le roidit au lieu de l'abattre, dit-il. La confiance et l'optimisme ont si vite repris sur lui leur empire que, moins de deux mois après le désastre, il voudrait réclamer des Anglais une promesse d'accroissement de territoires pour la Prusse, par cette

1. *Correspondance politique*, XVIII, 492, 494.

raison qu'il lui faut « du baume pour nos plaies ». Plus d'impossibilité à ses yeux : loin de le rebuter, la difficulté l'encourage, car « il n'y a de mérite dans le monde qu'à la vaincre, et l'immortalité n'est qu'à ce prix ». Un jour, aux compliments du ministre d'Angleterre, Mitchell, Frédéric répondra que quand il voudrait, lui Mitchell, mander à la cour tout ce qu'il voyait et savait des opérations du roi de Prusse, on n'en voudrait rien croire à Londres[1]. L'idée du « public », de la « scène », du « rôle » à jouer, ne cesse plus d'être présente à ses yeux ; elle l'encourage, elle l'excite, comme fait le sentiment même de sa gloire, et son héroïsme dans la lutte inégale et grandiose est ainsi à tout instant multiplié par la pleine conscience qu'il en a, par la pleine confiance qu'il y puise.

1. *Correspondance politique*, XV, 351 ; XVIII, 240, 592 ; XIX, 451 ; XX, 193 ; XXI, 194. — *Œuvres*, XIX, 312 ; XXVII, 1, 304.

V

L'ESPRIT D'ORGUEIL ET DE REVANCHE

Conscience de son génie, confiance en ce génie, ce sentiment de haut et juste orgueil n'est pas fait pour surprendre chez le grand Frédéric. C'est en lui un instinct spontané, naturel, une forme innée de l'être moral. Ce n'est pas la gloire qui l'a mis en son âme, bien que les succès l'aient surexcité, et plus encore peut-être que les succès, les revers. Frédéric, à peine a-t-il été homme, a connu sa supériorité sur les hommes, par une intuition personnelle et directe, et tout de suite il a commencé à les juger, j'entends à les mépriser. Plus il a de modestie à l'égard de la Fortune, de la « très sainte Fortune », dont il aime à se croire sinon l'élu, du moins le partenaire dans le jeu de la politique, plus il a d'arrogance à l'égard de cette troupe d' « animaux bavards » et de « bêtes farouches » que la nature lui a donnés pour semblables, plus il a de dédain pour cette pauvre humanité

errante et souffrante qui, selon Malmesbury, lui paraît faite exclusivement pour servir ses désirs et exécuter ses ordres. « Il semblait », dit Mirabeau, « se croire l'âme universelle du monde, et n'admettre aux autres hommes que je ne sais quelle âme sensitive, instinct plus ou moins ingénieux ; aussi les méprisait-il... ». Son siècle est pour lui « l'ère de la médiocrité », et si, dans l'ensemble de « cette race maudite à laquelle nous appartenons », comme il dit un jour, il distingue particulièrement ses sujets, ses « Obotrites », ce n'est que pour les mépriser particulièrement [1].

Ajoutons un trait. Quand nous sommes sincères, dit à propos du roi philosophe l'historien de la *Jeunesse du grand Frédéric*, notre philosophie obéit toujours à nos instincts. Plus que personne, Frédéric est sincère envers lui-même ; or il fait précisément de cette haute conception de soi, de sa gloire et de son génie, la base de sa doctrine morale. On cherche trop loin, trop haut, à son gré, le principe du bien, lorsqu'on le met dans sa beauté propre, comme les stoïciens, ou dans une volupté supérieure, comme

1. Preuss., *Friedrich der grosse*, Berlin, 1832-1834, IV, 221. — Cf. *Œuvres de Frédéric le Grand*, XVIII, 103. — Mirabeau, *De la Monarchie prussienne*, I, 236. — *Diaries and correspondence of James Harris, Earl of Malmesbury*, I, 141.

les épicuriens, ou dans l'amour de Dieu, comme les chrétiens. L'essence de la vertu, et par conséquent du bonheur, c'est — au sens le plus élevé du mot — « l'amour-propre ». L'amour-propre est le « ressort des grandes actions »; avec son corollaire, l'amour de la gloire, il est « le nerf de l'âme et le principe de tout ce qui s'est fait d'utile dans le monde ». Voilà la doctrine que le roi philosophe, utilitaire en morale comme en toutes choses, esquisse dès l'année 1739 dans sa *Réfutation du Prince*, et que trente ans après il développera dogmatiquement dans un *Essai sur l'amour-propre envisagé comme principe de morale*[1]. Ainsi le souverain, en Frédéric, avait déjà justifié ses droits absolus en les recouvrant de cette belle formule du « serviteur de l'État »; l'homme, à son tour, légitime son orgueil en l'identifiant à la vertu : tant elle est humaine, cette faiblesse noble et vaine qui veut toujours nous faire idéaliser nos passions !

Rien de plus légitime, après tout, chez un Frédéric le Grand, que ce sens impérieux de son génie, dont il y aurait quelque banalité sans

1. *Œuvres*, IX, 87 et suiv. — Cf. II, xxv; VIII, 276 ; IX, 50. — *Catt*, 368. — E. Lavisse, *le Grand Frédéric avant l'avènement*.

doute à faire état dans la psychologie frédéricienne, s'il n'avait subi dans l'origine certaines influences qu'il importe de faire ressortir et qui lui ont communiqué par la suite une forme un peu spéciale.

Physiques et morales, on sait quelles épreuves avaient été réservées au grand Frédéric avant son avènement, pendant cette jeunesse si orageuse d'abord, puis si studieuse; on sait comment il a souffert, souvent injustement, et comment, déjà conscient de son génie, il a été humilié par un père qu'il méprisait et redoutait à la fois. Il le redoutait, le vieux roi Frédéric-Guillaume, pour sa brutalité, ses coups de botte, ses injures et ses menaces de mort. Mais il le méprisait surtout, pour la vaine et déshonorante faiblesse avec laquelle il menait en tremblant devant l'étranger la politique de son État, de cette Prusse qu'alors déjà Frédéric regardait comme sienne, dont l'honneur était le sien, et que l'Europe cependant ne cessait de duper, d'outrager à plaisir. Le roi de Prusse, disait-on, on peut l'insulter impunément : il charge toujours, et jamais il ne tire! Le monde entier se riait de « ce nouveau roi des Vandales » — un Hohenzollern pourtant, qui est fier de ses ancêtres et a le droit d'en être fier, et qui cependant souffrait sans se

révolter que le nom de Prussien passât « pour une flétrissure[1] ». — De ces souffrances personnelles, comme de ces humiliations que le siècle infligeait à sa race, et dont le grand Frédéric devait plus tard consigner le souvenir dans son *Histoire de mon temps*, celui qui était alors le prince royal de Prusse, l'âme ulcérée, impuissant et impatient, jura de se venger. Or, le 1er juin 1740, le prince royal est roi, et six mois après, par un coup d'audace et de fortune, il a fait éclater aux yeux de l'Europe entière son génie inconnu, sa force méconnue ; de toutes parts on le recherche, on le flatte, on le craint, et en moins de deux ans, ses conquêtes assurées par une paix profitable, sans une faiblesse et sans un revers, il a établi la Prusse grande puissance et légitimé « l'intrus » par la gloire. — Sa revanche dès lors est dans sa main : il va venger à la fois son orgueil et l'honneur de l'État. Il a souffert? Il va faire souffrir. Il a été humilié? Maintenant il va humilier. Cet arriéré de compte qu'il tient en réserve vis-à-vis de l'Europe et de l'humanité, il va le régler. Il y a en lui de l'homme qui, éprouvé dans sa jeunesse,

1. *Histoire de mon temps*, *Œuvres*, II, 51. — *Correspondance politique*, II, 409. — Cf. *Correspondance de Frédéric le Grand avec le Maréchal de Grumbkow*, 144, 147.

a subi, avec la dureté de la vie, l'outrage et le mépris du monde, et qui un jour, de vaincu devenu vainqueur, prend sa revanche avec une âpre joie, en faisant sonner sa force et payer enfin à autrui le prix de ses épreuves passées. Notons ce point de vue qu'il faut avoir toujours présent aux yeux quand on étudie le grand Frédéric, et qui donne la clef, croyons-nous, d'un bon nombre de façons, d'habitudes, de traits de caractère, qu'autrement on aurait quelque peine à comprendre.

Il y a d'abord dans ses mœurs journalières tout un ordre de faits bien connus qu'il suffit d'éclairer sous ce jour nouveau pour en rendre raison. Veut-on des exemples ? C'est, dans la conversation, l'esprit de contradiction, que signalent tous les contemporains[1], et qui s'allie assez curieusement chez Frédéric avec l'impatience de toute contradiction et l'habitude de tourner toute objection en ridicule. C'est, dans la correspondance, le ton dogmatique et un peu pédantesque de ces longues tirades philosophiques ou morales, destinées à faire briller sa rhétorique ou admirer sa force d'âme. C'est

1. *Catt*, 219. — *Mémoires des négociations du Marquis de Valori*, Paris, 1820, I, 263. — *Memoirs and Papers of Sir A. Mitchell*, Londres, 1850.

ce penchant irrésistible pour le sarcasme et le persiflage, que flattent trop souvent ses familiers pour lui faire leur cour, ce plaisir amer qu'il prend à blesser, à ridiculiser les gens et jusqu'à ses meilleurs amis, comme d'Argens ou Jordan, cette sévérité railleuse, mordante et parfois cruelle qu'il ne peut s'empêcher de mettre dans ses appréciations sur les contemporains, sur Fleury, Walpole, d'Argenson, sur Amelot qu'il compare à une danseuse, ou sur Choiseul, ce « Sganarelle masqué en Richelieu », et qui fait de plusieurs de ses portraits d'hommes illustres de méchantes et basses caricatures. C'est encore l'affectation avec laquelle il affiche ses impiétés, son cynisme, ses obscénités, son irréligion, tous les préjugés du siècle dont il se pare en forçant la note, et dont un personnage que la « philosophie » n'était pas faite pour effrayer, le prince de Ligne, prenait prétexte pour remarquer que le roi de Prusse mettait vraiment un peu trop de prix à sa damnation, et qu'il s'en vantait trop. Ce sont enfin les fanfaronnades humoristiques, les gasconnades à demi calculées du hâbleur qui s'amuse à vanter sa puissance, comme le nouveau riche à faire tinter ses écus, qui aime le *bluff* et le pratique avec tant de *maestria* qu'il finit parfois par s'en faire accroire à lui-même ; qui, vers le com-

mencement de la guerre de Sept Ans, jure à sa sœur qu'il « ne craint personne », et lui écrira peu après : « Je n'ai nulle envie de danser sur la corde, mais ces faquins de Rois et d'Empereurs m'y obligent, et il ne me reste d'autre consolation qu'après avoir fait quelques cabrioles, de leur donner du balancier sur le nez[1]. »

Voici, d'autre part, dans le gouvernement intérieur du grand Frédéric, un fait caractéristique qui se rattache tout naturellement à la même cause : j'entends cette jalousie inquiète, presque morbide, de l'exercice personnel et exclusif du pouvoir absolu. Autoritaire par tempérament, il ne conçoit par expérience qu'une forme possible du gouvernement, c'est l'*autarchie*. « Newton », dit-il dans son *Testament politique*[2], « n'aurait jamais pu découvrir son fameux système en collaboration avec Descartes ou Leibnitz. Un système politique doit nécessairement émaner de la tête d'un seul homme, et cet homme, c'est le roi : Minerve ne peut sortir que du cerveau de Jupiter. » De fait, son gouvernement est non seulement personnel, car il fait

1. *Correspondance politique*, XIV, 427 ; XVI, 227; XXVII, 388.
2. Ceci est en français dans l'original qui n'est pas publié. Je traduis d'après l'allemand qu'en ont donné L. von Ranke, *Zwölf Bücher preussischer Geschichte*, III, 303, et Droysen, *Geschichte der preussischen Politik*, *Friedrich der grosse*, III, 38. — Cf. R. Koser, *König Friedrich der grosse*, I, 313.

tout par lui-même après avoir tout vu de ses yeux, mais mécanique, car les gens qu'il emploie doivent obéir à ses volontés sans les apprécier, exécuter ses décisions sans jamais prendre une initiative. L'initiative indépendante, sous quelque forme qu'elle trouve moyen de s'exercer, conseil, influence, objection ou indiscrétion, voilà ce qu'il redoute toujours et ce qu'il poursuit partout. Jamais, dans ses ordres de deux lignes, il n'énonce un motif — observe un contemporain, qui a servi dans son cabinet[1] — de peur que ce motif ne soit discuté ; jamais il n'accepte une observation, si humble soit-elle : « Mon cher, vous n'y entendez rien » ; ceci clôt le débat. On a déjà vu comment il trompe, pour les éprouver, ses ministres des affaires étrangères, et comment il leur cache par principe ses décisions les plus graves. Un ministre fait-il une proposition intéressante? Frédéric commence par lui fermer la bouche ; puis, reprenant l'idée, il lui donne une nouvelle tournure, et bientôt la représente comme de son crû. Pour lui faire adopter telle ou telle mesure sans froisser sa susceptibilité, on invente alors d'habiles détours, à l'exemple du grand

1. Lombard, *Matériaux pour servir à l'histoire des années* 1805, 1806 *et* 1807, Paris, 1808.

chancelier Cocceji, qui, désirant opérer certaine réforme judiciaire, imagina d'en faire suggérer au roi la pensée par l'intermédiaire du général de Goltz, que Frédéric estimait bon militaire. Enfin jamais le souverain ne tolère qu'on provoque son initiative. Depuis les plus légères faveurs jusqu'aux plus grandes résolutions, tout doit venir de son propre mouvement. Comme le général de Prittwitz intercédait un jour pour obtenir le grand cordon de l'Aigle Noir, Frédéric refusa en disant : « Mon Ordre est comme la grâce efficace, il se donne, et ne se mérite pas[1]. »

Jaloux de son autorité civile, Frédéric ne l'est pas moins de sa prééminence militaire. Sans doute il faudrait se garder d'ajouter foi aux accusations dont il a été l'objet de la part d'un bon nombre de ses contemporains, notamment de la part des flatteurs de son frère le prince Henri, au dire desquels le roi n'aurait jamais su témoigner que des sentiments d'une envie peu dissi-

1. Mirabeau, *Histoire secrète de la Cour de Berlin.* — Au prince de Schönaich, qui demandait en 1757 la même faveur, le roi fait dire : « Il l'aura, pourvu qu'il me laisse faire, afin que cela vienne de mon propre mouvement. » (*Correspondance politique*, XIV, 464.) — Cf. Büsching, *Caractère de Frédéric II, roi de Prusse*, traduction d'Arnex, Berne, 1788, II, 98. — Thiébaut, *Souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, I, 240. — *Catt*, 10, 327.

mulée aux généraux plus heureux que lui, au point de rejeter, par exemple, un plan de campagne que lui aurait fait proposer le prince Henri, vers la fin de la guerre de Sept Ans, en ajoutant : « si je m'y prête, mon frère prendra Dresde. » Mais on trouve dans les lettres du prince Henri, du prince Ferdinand de Brunswichs, dans les témoignages du secrétaire Eichel, des preuves manifestes d'un certain état d'esprit qui fait que Fréderic se plaît parfois à mettre ses revers à la charge de ses généraux, à exiger d'eux des choses impossibles, vu la faiblesse de leurs moyens et la mauvaise qualité des troupes qu'il leur a confiées : ce qui ne l'empêche pas de leur faire ensuite ses observations sur un ton parfois fort aigre, et de leur reprocher après coup ce qu'il appelle leur faiblesse[1] ; ainsi s'expliquent les dissentiments fréquents qui s'élèvent, au cours de la guerre de Sept Ans, entre le roi qui veut tout diriger à distance et ses généraux qui se déclarent impuissants à le satisfaire.

On conçoit que, dans les affaires extérieures, cet instinct autoritaire, cette jalousie provoquante, cet âpre esprit de revanche qu'excite

1. *Correspondance politique*, XVIII, 601, note 2 ; XX, 155, note 1 ; XXI, 337, note 3.

en Frédéric le souvenir toujours vivant des injures et des injustices passées, se fassent sentir plus vivement que partout ailleurs, et risquent souvent de nuire à ses calculs politiques. Il n'est rien au monde de si conservateur que la diplomatie, du moins dans les formes, et ce sont justement ces formes, ces traditions de chancellerie, ces susceptibilités de cabinets que Frédéric prendra plaisir à bouleverser de son sans-gêne brutal, moqueur et fanfaron. Comblé du premier coup par la fortune et la gloire, il se croit naturellement tout permis vis-à-vis de ce vieux monde, dont il méprise l'impuissance et les prétentions. N'est-ce pas, enfin, son tour et le tour de la Prusse, d'humilier ces cours orgueilleuses, dont l'insolence jadis l'a tant fait souffrir?

Peu lui importe ici la loi des convenances, la signification sociale ou morale de ses actes et de ses paroles. Dans ses lettres politiques aux souverains, aux ministres étrangers, il a le ton volontiers vulgaire ou familier, et gouailleur toujours. Lorsqu'il prétend avoir assisté la France ou l'Angleterre, il écrit à Georges II : « Je compte que vous n'oublierez pas le service que je viens de vous rendre », et au Cardinal de Fleury : « J'espère que je n'obli-

gerai pas un ingrat [1]. » Prétextes ou excuses, il ne lui déplaît pas, quand il en faut donner, de les donner médiocres, ou pires, pour bien marquer son dédain des mots, des formules et de « la charlatanerie » diplomatique. Faut-il gagner les gens? Il les flatte sans scrupule et sans mesure. Il s'amuse cordialement, semble-t-il, à rédiger ses « déclarations galantes » — souvent aussi railleuses au fond que « galantes » en la forme — et plus encore parfois à troquer brusquement le miel de l'adulation pour le gros sel de l'impertinence. Il exprime tout bas à Brühl, le ministre saxon, « l'estime particulière » qu'il fait de sa personne, alors qu'il le traite tout haut comme le « dernier des misérables [2]». Pitt est « un vrai Romain », jusqu'au jour où l'on n'a plus assez d'injures pour sa faiblesse[3]. Quant à Fleury, Frédéric le nommera tantôt le « Mentor de la France », tantôt l'«Atlas de l'Europe », il fera « des vœux pour la conservation de ces jours auxquels tient le destin de l'Europe et de presque tout le monde habité » : ceci, juste au moment où, violant l'alliance française, il traite en secret avec Marie-Thé-

1. *Correspondance politique*, I, 364 ; II, 23.
2. *Ib.*, V, 285 ; VI, 552.
3. *Ib.*, XX, 63. — Cf. XX, 480 et suiv.

rèse[1]. Mais ce qui passe toute mesure, c'est l'obséquiosité des protestations qu'il adresse à la grande Catherine, qu'un Allemand a nommée « son maúvais génie », et surtout à ce triste personnage que Catherine supprima si prestement et remplaça si brillamment, Pierre III, le « singe du roi de Prusse », comme on l'appela, à qui Frédéric dut, il est vrai, son salut en 1762, mais témoigna plus que de la reconnaissance en l'« adorant » comme « un dieu propice », en le préférant, disait-il, à ses propres frères[2]. Ces flagorneries, ces complaisances éhontées qu'accentue le rapprochement assez habituel de la menace et de la flatterie, ne semblent rien coûter à son orgueil, il n'en paraît pas sentir le ridicule : le manque de sensibilité couvre chez lui le manque de dignité.

Quant à lui, cela ne l'empêche pas de faire le susceptible en affaires, de se montrer irritable et soupçonneux dans les négociations, de voir partout des menaces à son indépendance et de prétendre sans cesse qu'on lui manque, en accusant tous ses alliés, les uns après les autres, de vouloir faire de lui leur valet, alors qu'au su et au vu de tout le monde, c'est lui qui sait tou-

1. *Correspondance politique*, I, 393, 420; II, 239.
2. *Correspondance politique*, XXI, 451, 485.

jours tirer tout le profit de ses alliances. Que le calcul ait ici sa part, cela va de soi ; mais il y a surtout l'instinct de la revanche à prendre sur l'Europe et sur le passé, et c'est ce dont on peut retrouver la trace jusque dans ses *Mémoires historiques*. Voudrait-on le traiter toujours « comme un despote de Valachie à l'égard de la Porte[1] » ? Non, ces temps-là ne sont plus, et il faut que nul n'en ignore ! Alors, quand on s'y attend le moins, le voilà qui pour un rien se fâche et monte sur ses grands chevaux, se fait hautain, perfide, insolent à plaisir. D'un ton roide et d'autant plus grossier qu'il se sent dans son tort, il raille, critique toutes choses et tout le monde, fait à propos d'une bagatelle « un carillon de tous les diables », blesse ses alliés par ses exigences et ses adversaires par ses provocations, tout cela pour l'intime satisfaction de faire sentir la griffe après avoir montré la patte de velours. Sans preuve, il accuse en 1757 les princes de Saxe d'avoir fait incendier sous leurs yeux, par les Autrichiens, la ville saxonne de Zittau[2]. En 1755, deux mois après cette fameuse convention de Westminster qu'il s'efforce de justifier tant bien que mal

1. *Histoire de la guerre de Sept Ans*, *Œuvres*, IV, 29.
2. *Correspondance politique*, XV, 320.

à Versailles, il fait parler au Ministère de France sur ce ton gouailleur et impertinent : « J'ai toujours cru que les alliances étaient fondées sur l'intérêt réciproque des alliés. M. Rouillé a peut-être d'autres notions, je le prie de me les communiquer pour m'éclaircir là-dessus. Hugo Grotius et Pufendorf les ont ignorées, mais c'étaient apparemment des bêtes [1]. » Il provoque au lieu d'expliquer, gratuitement, même quand cela va tout droit contre son intérêt, et qu'il le sait. Lorsqu'en 1745 il demande des subsides à Louis XV, on croirait entendre un créancier hargneux réclamer de l'argent à un mauvais débiteur. Kaunitz, en adversaire loyal, l'ayant un jour officieusement avisé, au cours de la guerre de Sept Ans, qu'un fanatique italien, dont on venait de perdre la trace, avait proféré des menaces contre sa personne, le roi rédige lui-même en réponse un billet plein de sous-entendus et d'insinuations perfides, puis, n'osant mettre son nom au bas de pareil écrit, le fait signer et envoyer par Finckenstein [2]. Constamment il cherche à blesser ses alliés, Louis XV ou George II, par des allusions à la

1. *Correspondance politique*, XII, 117. — Rouillé — « maître Rouillé », comme dit d'habitude le roi de Prusse, — était alors ministre des Affaires étrangères.
2. *Correspondance politique*, XVI, 201.

grandeur passée de la politique d'un Louis XIV, ou a l'habileté sans pareille de celle d'un Guillaume III[1]. Enfin, allié de la France et désirant obtenir du cabinet de Versailles la promesse d'une action vigoureuse en Allemagne, il ne trouve rien de mieux que de remettre à cette intention au marquis de Valory un mémoire détaillé portant ce titre significatif : « Projet que doivent suivre les Français, s'ils sont sensés[2]. »

A toutes choses, il donne ainsi, comme disait Vergennes, « un caractère empoisonné ». C'est plus qu'un plaisir, c'est un besoin chez lui d'exaler le fiel dont sa jeunesse a été abreuvée, et dans cette insolence impérieuse et perfide, il y a toute l'amertume du souvenir des jours passés qui lui remonte aux lèvres et qu'en un rictus sardonique il crache enfin à la face de la vieille Europe...

1. *Correspondance politique*, X, 111 ; XI, 172 ; XVI, 160, 161.
2. *Correspondanee politique*, II, 431.

VI

CONCLUSION

C'est un précieux service que rend la publication de la *Correspondance politique de Frédéric le Grand* à la psychologie et l'histoire en ressuscitant, dans son vrai cadre d'homme d'État, d'homme de guerre, mais au naturel, sans pose littéraire ni réserve diplomatique, cette grande figure toujours un peu énigmatique et troublante de l'*Homme de Prusse*, comme disait lord Chesterfield avec une familiarité qui n'était pas mal reçue à Sans-Souci. Sous le héros, sous le grand homme, elle fait revivre l'homme ; elle nous restitue ce qu'il y a d'humain, de *Menschlich*, dans cet *Uebermensch*. Et ceci n'est certes pas pour le diminuer. Il a été un politique, et, comme les politiques de son temps — de tous les temps — il a intrigué, rusé, il a joué, dupé son monde, il a fait la politique de son intérêt, car il n'y en a point d'autre, et s'il a mis à ce jeu non pas plus d'immoralité que ses contem-

porains, mais, si l'on veut, plus de cynisme, le cynisme ne serait-il pas ici, en regard de l'hypocrisie, presque une vertu? Ses œuvres littéraires le rabaisseraient plutôt à nos yeux, car elles nous le présentent sous un jour factice et sous un masque d'emprunt, non sans quelque pédanterie d'auteur, quelque prétention de poète, et par dessus tout cet instinct utilitaire qui pénètre toute sa littérature et ne laisse pas d'en corrompre le caractère. Quant à sa *Correspondance politique*, elle ne peut que le grandir en nous le montrant tel qu'il est, dans sa force et dans sa faiblesse, d'autant plus grand qu'il est plus humain; en nous faisant voir en lui non pas la « raison pure », non pas cet impeccable logicien, cet impassible stoïcien, toujours maître de lui, toujours sûr de lui, mais un homme, avec la marque du génie, un homme qui a lutté, peiné, souffert — comme les autres — et qui de toutes les épreuves est sorti vainqueur : un homme d'action par-dessus tout, ardent et violent, optimiste, sanguin, passionné et souvent cornélien d'expression, sincère dans ce qu'il dit de sa personne et au moment où il le dit, mais mobile dans ses impressions et parfois dupe de lui-même, de ses exaltations et des préjugés de son siècle ; ayant fait des fautes, mais su toujours les réparer par l'adresse

et la ténacité; glorieux de sa force et de son génie parce qu'il a commencé par être humilié dans l'un et dans l'autre, et aimant à faire souffrir autrui parce qu'autrui l'a fait souffrir autrefois; ayant subi toutes les angoisses du désespoir et de la révolte contre le destin, mais ayant su se relever toujours par le raisonnement et la philosophie; philosophe, mais philosophe utilitaire et positif, n'ayant du sceptique ou du dilettante que les formes superficielles; passionné enfin pour l'exercice de ses facultés de chef de peuple et de capitaine et de ce qu'il nomme d'un mot modeste son « métier de roi ».

Son génie semble né du choc de deux forces contraires, qu'on retrouve toujours présentes et qui font apparaître en lui comme deux personnages distincts. L'une est instinctive et innée, l'autre est acquise et réfléchie : c'est celle de la nature et celle de la culture contemporaine, celle de l'esprit du siècle et celle de la race ou du passé. Deux forces inégales, et dont l'opposition est flagrante : le siècle est encore d'esprit abstrait, selon la tradition classique, de caractère sceptique et léger, tandis que Frédéric a par nature l'intelligence concrète et le tempérament exubérant d'énergie. Pourtant il y a des tendances communes qui viennent rap-

procher le réalisme prussien du milieu contemporain, c'est le défaut de cœur et d'idéal, pour ne prendre que deux des points essentiels de la psychologie du XVIIIe siècle, et c'est ce qui permet au grand Frédéric de s'imprégner profondément d'une culture à laquelle sa nature aurait d'abord pu sembler réfractaire. A l'influence du siècle, il a pris, avec le vernis de l'homme sensible et de l'intellectuel — et sans parler de ses prétentions poétiques et littéraires — cette richesse et cette sérénité de pensée, cette humanité grave, cette philosophie, ce détachement avec lequel il juge les choses d'ici-bas, cette modestie tranquille qui se retrouve dans la simplicité de ses manières de souverain, bref tout ce qui fait l'ornement d'une vie que la guerre ni la politique n'absorbaient tout entière, et tout ce qui peut justifier son mot : « j'étais fait pour vivre en sage ». Mais ce qu'il prend surtout à la culture contemporaine, c'est cette raison logique qui l'aide à tirer de son cerveau concret des jugements clairs et sûrs, c'est ce déterminisme patient qui l'aide, dans la mauvaise fortune, à dompter la violence de ses passions. La culture philosophique féconde son esprit, modère son tempérament.

Elle aide en lui la nature ; mais la nature créatrice reste prépondérante en lui. Les deux forces qui dominent en lui tout l'être, l'ardeur du tempérament d'action, la puissance de l'esprit positif, c'est à la nature qu'il les doit, c'est à sa race, au sang et au milieu de ses ancêtres. La nature a plus fait pour le grand Frédéric que n'a fait le siècle : telle est la conclusion qui pour nous s'impose et ressort de l'étude de la *Correspondance politique*. N'est-ce pas la nature qui a mis en son âme le sens de son devoir envers l'État, et quelque réserve que l'on puisse faire sur la portée de cette formule du serviteur public, n'y trouve-t-on pas profondément gravée la marque de l'esprit prussien, autant et plus que dans l'impératif catégorique de Kant, dont il est intéressant de la rapprocher, si bien qu'un siècle après un Bismarck n'a rien pu faire de mieux que de la ressusciter en faisant du « serviteur de l'État » l' « officier du pays » ? N'est-ce pas la nature encore qui a mis en son âme ce réalisme d'esprit et de volonté qui lui fait toujours voir et vouloir des choses réelles en un temps où le vieux monde semblait avoir un peu désappris l'un et l'autre, où ne faisaient encore que naître, dans la vieille civilisation classique, les efforts nouveaux vers l'action et vers l'ob-

servation ? C'est elle ainsi qui fait sa victoire sur son siècle, car cette victoire, c'est celle du réalisme sur l'idéologie et le dilettantisme, et quelque influence qu'ait exercée sur lui la culture contemporaine, il faut reconnaître que, par son génie, ses succès, sa fonction historique, Frédéric est de sa race plus encore que de son siècle.

Il est par excellence le « grand Prussien » que signalait en lui Joseph de Maistre, en même temps que le « grand homme » que Joseph de Maistre refusait de saluer. C'est pourquoi l'on ne peut s'étonner de voir qu'au temps actuel, bien qu'un siècle et davantage ait passé sur ses cendres, un siècle qui depuis Iéna jusqu'à Sadowa et à Sedan a apporté de singulières vicissitudes au royaume des Hohenzollern, l'esprit du grand Frédéric soit encore tout entier vivant et présent dans la Prusse. Sa gloire s'est incarnée dans la Prusse ; elle l'a soutenue, sauvée aux heures de crise ; elle a excité l'ambition de ses petits-neveux et de ses successeurs à une couronne qui n'est plus seulement royale, mais impériale. La Prusse d'aujourd'hui est bien encore la Prusse du grand Frédéric ; c'est le souffle du roi philosophe qui anime encore la Prusse, comme c'est le « des-

potisme éclairé » qui revit dans le « socialisme d'État ».

Carlyle l'a défini d'un de ces mots saillants et un peu étranges dont il a le secret : Frédéric, dit-il, est une Réalité. Il est une Réalité consciente, agissante, indépendante, qui se meut librement dans un vain monde de préjugés, d'illusions et d'apparences. Seul de son temps il est *en acte*, et c'est pourquoi seul de son temps il fait œuvre effective, définitive, il est créateur, « fondateur d'empire », selon ce mot qu'il aima. Seul de son temps, ayant la force en lui, il sait régler cette force et en modeler l'action sur les événements et la destinée. C'est qu'en toutes choses, comme les grands acteurs du monde, il est un *empirique*. Il l'est en philosophie, quand il ne cherche dans la philosophie que « les sources du raisonnement et la cause des actions sensées ». Il l'est en littérature, quand des belles-lettres et du bel-esprit il fait un instrument de règne. Il l'est en religion, quand, « ennemi des préjugés », il exploite la « superstition » dans son gouvernement. Il l'est en politique enfin, par cette absence de prétention à créer l'événement et à diriger l'histoire, cette attente de l'occasion, du coup à faire, cet opportunisme dans le choix des moyens, ce sens

exact du relatif et du possible, ce tact du hasard, cette modération même qui lui fait toujours limiter le risque en le cherchant toujours, bref, par cet ensemble de qualités positives, effectives, qui font de lui non pas le premier gentilhomme du royaume, comme eût dit le Béarnais, mais vraiment le premier serviteur de l'État, si l'on veut bien prendre ce mot dans ce qu'il y a en lui de réel et de profond, j'entends dans son sens utilitaire et pratique, et non pas dans sa signification morale.

Ce réalisme fut sa force en son temps : il est en un sens aussi sa faiblesse aux yeux de la postérité. Il est cause que sa mémoire ne se laisse pas aimer, si grand que soit son génie, et le respect que commande ce génie. Carlyle ne veut pas du roi philosophe parmi ses « héros[1] » ; la marque de réalisme est trop profonde en Frédéric, comme aussi la marque d'égoïsme. La notion de l'au-delà ne semble jamais s'être imposée à lui : « O Dieu, s'il y en a un », dit-il, « ayez pitié de mon âme, si j'en ai une ! » Il a parlé de la foi des chrétiens dans les termes « infâmes » qui étaient ceux des esprits forts du temps ; jamais il n'a

1. *Frederick is by no means one of the perfect demi-gods...; to the last, a questionable hero* (Carlyle, *Frederick the Great*, chap. I).

levé les yeux au-dessus des choses de la terre, et jamais sa poitrine n'a résonné d'un *sursum corda*. D'idéal, en lui, il n'y a point : le moi prime tout en lui. Fils d'un siècle terre à terre et d'une race réaliste, il n'est sorti ni de la race ni de son siècle.

Mais tout ici n'est pas réalité. S'il y a plus de grandeur que de grâce, plus de force que de noblesse dans cette figure du roi philosophe, il y a en elle de la beauté. Il y en a dans cette culture haute et grave qui fait sa consolation aux heures mauvaises. Il y en a dans cette sévérité de vie, cette vigueur d'action et cette énergie au travail qui ont été l'honneur de sa royauté. Il y en a surtout, au temps des revers, dans cette virilité, cette trempe supérieure de l'âme, cette force de résistance et de résignation où Michelet admirait « le triomphe de la volonté ». Il y a peu de spectacles au monde comme de voir se redresser sous les coups de la fortune cet homme brisé par la défaite et la torture morale, de voir comment il se raisonne, se roidit et « apprend à son âme, *à coups de bâton*, à devenir patiente et tranquille », comment il se reprend à la lutte et lutte jusqu'à vaincre l'ennemi, le sort et lui-même : c'est à ces heures-là qu'on trouve en lui de cette rare grandeur qui élève

l'homme au-dessus de l'humanité, et c'est à ces heures-là qu'on peut chercher, avec les historiens d'outre-Rhin, dans Frédéric le Grand, le *plus grand Frédéric*.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

INTRODUCTION 1

CHAPITRE I

Le Politique

Introduction 17
I. — Frédéric et ses agents 23
II. — Le travail politique 40
III. — Fautes et défauts 60
IV. — Les moyens : l'intrigue 72
V. — Les moyens : la guerre 85
VI. — La justification des moyens 104
VII. — Le but de la politique 112
VIII. — 130

CHAPITRE II

L'Homme de lettres

Introduction 141
I. — Le talent et le style 151
II. — La littérature politique 163

Pages.
III — [illegible] 183
IV — Les [illegible] anonymes 193
V — Les [illegible] officielles 204
VI — Les [illegible] officielles 212
VII — 232

CHAPITRE III

L'homme

Introduction 235
I. — L'instrument mental 243
II. — Les formes de la sensibilité 256
III. — Le tempérament et le caractère 273
IV. — La guerre de Sept Ans et la philosophie 287
V. — L'esprit d'orgueil et de revanche 302
VI. — Conclusion 319

TOURS

IMPRIMERIE DESLIS FRÈRES

6, rue Gambetta, 6

HOUSSAYE (HENRY), de l'Académie française.

Histoire de la Chute du premier Empire d'après les documents originaux :

1814. 24e édition, revue. 1 vol. in-16 ..... 3 50
Le même. 1 vol. in-8° 7 50

1815. La première Restauration. — Le retour de l'île d'Elbe. — Les Cent-Jours. 24e édition. 1 vol. in-16 ..... 3 50
Le même. 1 vol. in-8° 7 50

1815 (2e partie) : Waterloo. 1 vol. in-16 ..... 3 50

GEOFFROY DE GRANDMAISON.

Un demi-siècle de Souvenirs. 1 vol. in-16 ..... 3 50
Napoléon et les Cardinaux noirs (1810-1814). 1 vol. in-16 ..... 3 50
Napoléon et ses récents Historiens. 1 vol. in-16 ..... 3 50

LENOTRE (G.)

La Guillotine pendant la Révolution. 1 vol. in-8° 7 50
Le vrai Chevalier de Maison-Rouge, A.-D.-J. Gonzze de Rougeville, 1761-1814, 1 volume in-16 ..... 3 50
Un Conspirateur royaliste pendant la Terreur. Le Baron de Batz (1792-1795). 1 volume in-8° 7 50
Paris révolutionnaire (*Ouvrage couronné par l'Académie française*). 1 volume in-16 ..... 3 50
La Captivité et la Mort de Marie-Antoinette. — *Les Feuillants.* — *Le Temple.* — *La Conciergerie,* d'après les relations de témoins oculaires. 1 volume in-8° ..... 8 »
Un agent des Princes pendant la Révolution. — *Le Marquis de la Rouérie* et la Conjuration bretonne. 1791-1793. 1 vol. in-8° ..... 5 »

BIRÉ (EDMOND).

Journal d'un Bourgeois de Paris pendant la Terreur (*Ouvrage couronné par l'Académie française*). Second prix Gobert. 5 vol. in-16. 17 50
La Légende des Girondins. 1 vol. in-16 ..... 3 50
Étude critique sur Victor Hugo, en 4 volumes :

I. **Victor Hugo avant 1830.** 1 vol. in-12 ..... 3 50
II. **Victor Hugo après 1830.** 2 vol. in-12 ..... 7 »
III. **Victor Hugo après 1852.** L'exil, les dernières années et la mort du poète. 1 vol. in-12 ..... 3 50

LA ROCHETERIE (MAXIME de)

Histoire de Marie-Antoinette. (*Ouvrage couronné par l'Académie française, prix Marcelin Guérin*). 2e édition. 2 vol. in-12 ..... 8 »

ARMAILLÉ (Comtesse d').

Madame Élisabeth, sœur de Louis XVI. 1 vol. in-12 ..... 3 50
Marie-Thérèse et Marie-Antoinette. 3e édition. 1 vol. in-12. 3 50
Une fiancée de Napoléon. Désirée Clary, reine de Suède (1777-1860). 1 vol. in-16 ..... 3 50

Paris. — Imp. E. CAPIOMONT et Cie, rue de Seine, 57.

THE BORROWER WILL BE CHARGED AN OVERDUE FEE IF THIS BOOK IS NOT RETURNED TO THE LIBRARY ON OR BEFORE THE LAST DATE STAMPED BELOW. NON-RECEIPT OF OVERDUE NOTICES DOES NOT EXEMPT THE BORROWER FROM OVERDUE FEES.

CANCELLED
OCT 24 1986
OCT 25 1986

Ger 4273.179.9
Frederic le Grand d'apres sa cor
Widener Library 003452554
3 2044 086 103 744